

TARIQ RAMADAN

L'ISLAM ET LE RÉVEIL ARABE



PRESSES DU CHÂTELET

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

L'ISLAM
ET LE RÉVEIL ARABE

DU MÊME AUTEUR

Mon intime conviction, Presses du Châtelet, 2009 ; Archipoche, 2011.
L'Autre en nous, Presses du Châtelet, 2009.
Islam, la réforme radicale, Presses du Châtelet, 2008.
Un chemin, une vision. Être les sujets de notre histoire, Tawhid, Lyon, 2008.
Quelques lettres du cœur, Tawhid, Lyon, 2008.
Muhammad, vie du Prophète, Presses du Châtelet, 2006.
Faut-il faire taire Tariq Ramadan ? entretiens avec Aziz Zemouri, L'Archipel, 2005.
La Mondialisation : résistances musulmanes, Tawhid, Lyon, 2004.
Peut-on vivre avec l'islam ? entretiens avec Jacques Neiryneck, Favre, Lausanne, 1999 (4^e éd. 2004).
Les Musulmans d'Occident et l'Avenir de l'islam, Actes Sud, 2003.
Jihad, violence, guerre et paix en Islam, Tawhid poche, Lyon, 2002.
Dar asb-shahada : l'Occident, espace du témoignage, Tawhid poche, Lyon, 2002.
La Foi, la Voie, la Résistance, Tawhid poche, Lyon, 2002.
Musulmans d'Occident, construire et contribuer, Tawhid poche, Lyon, 2002.
De l'islam, Tawhid poche, Lyon, 2002.
L'Islam en questions, avec Alain Gresh, Actes Sud, 2000 (2^e éd. Actes Sud « Babel », 2002).
Entre l'homme et son cœur, Tawhid, Lyon, 2000.
La Spiritualité, un défi pour notre société, avec Michel Bertrand, Michel Morineau, Luc Pareydt, Tawhid/Réveils publications, Lyon, 2000.
La Non-Violence ? Des images idéales à l'épreuve du réel, Fédérations nationales des enseignants de yoga, Dervy, 2000.

(suite en fin de volume)

TARIQ RAMADAN

L'ISLAM ET LE RÉVEIL ARABE

PRESSES DU CHÂTELET

www.presseshatelet.com

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue
et être tenu au courant de nos publications,
envoyez vos nom et adresse, en citant
ce livre, aux Presses du Châtelet,
34, rue des Bourdonnais 75001 Paris.
Et, pour le Canada,
à Édiresse Inc., 945, avenue Beaumont,
Montréal, Québec, H3N 1W3.

ISBN 978-2-84592-329-4

Copyright © Presses du Châtelet, 2011.

*À Meryem et Abderraouf,
Dina et Hassan,
Wafa et Jaouad,
avec mon affection
et ma profonde gratitude.*

INTRODUCTION

Il n'est jamais facile d'analyser les situations à chaud, au moment où les événements se déroulent, alors que demeurent tant d'incertitudes sur la compréhension des causes, des faits eux-mêmes et de l'avenir.

Cet ouvrage ne prétend pas révéler des secrets, dévoiler des stratégies plus ou moins bien intentionnées ou encore prédire l'avenir. Ce serait folie, ce serait prétentieux, ce serait vain et inutile. À l'heure où l'on parle de « printemps arabe », de « révolutions » et de « bouleversements » en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (Anmo), nous avons voulu revenir sur les faits, étudier les réalités et tenter de mettre en avant quelques enseignements pour le monde arabe et les sociétés majoritairement musulmanes elles-mêmes, mais également pour les observateurs de ces évolutions si étonnantes, si inattendues.

Que s'est-il donc passé en Tunisie et en Égypte, que se passe-t-il plus largement dans les deux régions constituant l'Anmo, pourquoi maintenant ? Telles sont les premières questions qui nous viennent à l'esprit et qu'il faut aborder en réétudiant le passé récent, les acteurs en présence, de même que les données politiques, géostratégiques et économiques. Seule une lecture holistique, comprenant ces trois dimensions, sera à même de nous donner quelques clés de compréhension. Face à l'ampleur du séisme qui secoue les pays arabes, une telle étude est impérative, si l'on veut évaluer les enjeux et accompagner ces sociétés vers la liberté, la démocratisation et l'autonomie économique.

Il nous est apparu nécessaire de nommer, ou plutôt de refuser de nommer trop vite les soulèvements arabes. Nous ne savons pas de quoi il s'agit exactement ni quels seront les résultats concrets de ces mouvements de masse non violents et transnationaux. Avec le monde, nous nous sommes réjouis et nous avons célébré la fin des dictateurs et de leur régime, mais à la suite de l'analyse des faits et d'un certain nombre de données objectives, nous exprimons un optimisme prudent et lucide. L'Histoire récente n'a pas encore fini de nous livrer ses secrets : nos analyses n'ont pas fini d'être revues, affinées et peut-être contestées.

Ces soulèvements ne viennent pas de nulle part. Depuis 2003, on entendait parler de la nécessaire démocratisation des pays de l'Anmo. Le président George W. Bush ne justifiait pas autrement l'intervention en Irak. Dès 2004, des séminaires de formation à la mobilisation non violente sont offerts à de jeunes cyberdissidents de l'Anmo. Des institutions financées par l'administration américaine et/ou par de grandes compagnies privées mettent sur pied des conférences, des séminaires et des réseaux sont créés afin d'octroyer à de jeunes cadres des formations relatives, notamment, à la maîtrise des divers outils Internet et des réseaux sociaux. Des questions se posent : quel était le degré d'implication des gouvernements occidentaux ? Que savaient-ils ? Et qu'en est-il des gouvernements de Tunisie ou d'Égypte qui ont interpellé ou arrêté certains des cyberdissidents à leur retour de formation ? Ces faits sont tenaces ; il faut les étudier et les mettre en perspective si l'on veut avoir une meilleure compréhension des dynamiques et des enjeux.

Est-ce à dire, comme le pensent certains, que ces mouvements sont manipulés et que tout, au fond, est aux mains de « l'Occident », des États-Unis et de l'Europe ? Nous ne le pensons pas et nous discuterons cette hypothèse. Il y a loin entre déterminer ce qui était connu, contrôlé et parfois planifié, et conclure que les potentialités de l'Histoire se limitent aux tentatives de mainmise sur les événements. Il apparaît certes clairement que les États-Unis et l'Europe avaient décidé de changer

de politique dans les deux régions. Soutenir inconditionnellement des dictateurs et des régimes corrompus ne pouvait plus être viable ni efficace dans la perspective, en sus, de l'émergence de nouveaux acteurs politiques et économiques de poids tels que la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil. Une réforme s'imposait. Impossibles à contrôler, cependant, étaient l'étendue que prendrait le phénomène et la somme de sacrifices que les peuples étaient prêts à assumer pour recouvrer leur liberté.

Les mobilisations tunisiennes, puis égyptiennes – cette effervescence qui fleurissait sur la place de la Libération (*Midan at-Tahrir*) – ont libéré des forces et des énergies insoupçonnées. Au Yémen, en Syrie, en Libye, au Maroc, à Bahreïn, des femmes et des hommes ont montré que, si l'instrumentalisation était parfois possible, le contrôle absolu des mouvements de masse ne l'était pas. Un verrou est brisé dans le monde arabe, dont il faut prendre acte lucidement, sans naïveté. Ce qui implique d'éviter tant l'idéalisme et l'optimisme béats de ceux qui sont aveugles aux manœuvres politiciennes que la paranoïa conspirationniste de ceux qui ne font plus confiance à la capacité des humains à rester sujets de leur Histoire. Telle sera notre position tout au long de notre analyse. Des peuples ont montré qu'il était possible de déloger des dictateurs sans armes, par la force du nombre, dans une attitude pacifiste et positive : il y a quelque chose d'irréversible dans ces événements.

Le moment est historique, comme le sont les perspectives de sortir de l'époque des dictatures. Rien n'est joué, ces soulèvements ne sont pas encore des révolutions. De la Tunisie au Yémen, en passant par l'Égypte, la Libye, la Syrie, Bahreïn, rien n'est acquis : les processus démocratiques sont embryonnaires, la sécurité est fragile et les armées sont toujours puissantes et aux aguets. Nul ne peut prédire l'avenir, et les tensions qui ont suivi les soulèvements, en Tunisie comme en Égypte, prouvent qu'il faudra encore du temps pour tourner le dos au passé et donner naissance à des sociétés ouvertes, pluralistes et démocratiques. Encore faudra-t-il que les acteurs desdites sociétés regardent les vrais défis en face et ne tombent pas, par exemple,

dans le piège de la polarisation autour de débats stériles entre « laïques » et « islamistes ». Certes, il est des questions à clarifier sur le fond : nature de l'État, rôle de la référence religieuse, principes fondateurs de l'égalité des droits entre citoyens, notamment entre les femmes et les hommes, etc. Elles ne doivent pas réduire la discussion à la confrontation de deux approches respectivement en crise, comme cet ouvrage s'efforce de le montrer.

Déterminer les vrais enjeux, fixer des moyens et des priorités relatifs aux réformes sociales et politiques, accompagner l'émergence d'une vraie société civile, tels sont les chantiers qui attendent les intellectuels et les politiques, loin des débats tronqués et paralysants. C'est ce renouveau de fond, radical, que nous appelons de nos vœux, à l'heure où l'Anmo devient l'objet d'innombrables convoitises, pour des raisons tant économiques que géostratégiques.

L'heure est venue de cesser de blâmer l'Occident pour la colonisation et l'impérialisme du passé, ou encore pour les velléités de manipulation et de mainmise du présent. Les sociétés civiles arabo-musulmanes doivent se libérer de cette posture victimaire et se réconcilier avec le cours de l'Histoire, que des millions de femmes et d'hommes ont accéléré en descendant massivement dans la rue. C'est une responsabilité historique : il importe d'être lucide sur les enjeux, averti quant aux manipulations et toujours déterminé à réaliser les réformes qui s'imposent avec la participation des citoyennes et des citoyens de toutes classes sociales et de tous horizons religieux et culturels.

Ces soulèvements ont ouvert de multiples perspectives. Des choix s'imposent désormais. L'ancien couple « Islam et Occident » laisse désormais la place à des relations multipolaires où le Sud, l'Orient et l'Asie jouent un rôle original. Celui-ci est intéressant, même s'il n'est pas une garantie de plus de justice et de plus de démocratie. La présence nouvelle de la Chine, de l'Inde ou de la Russie, à l'évidence, ne garantit pas le respect des droits humains et le pluralisme. D'aucuns se réjouissent très vite, trop vite, de l'effondrement du pouvoir américain, sans

toujours être conscients que ce qui pourrait le remplacer (avec la prédominance de la Chine et le nouveau rôle de l'Inde et de la Russie) pourrait se traduire par une régression en matière de droits sociaux et humains et de nouveaux types de dépendances.

Ces questions sont de premier ordre et invitent à des débats de fond sur les modèles sociopolitiques à développer, comme sur la nature des nouvelles relations économiques à établir. C'est le cœur de la réflexion proposée dans le présent ouvrage : quel rôle pour la référence religieuse à l'heure des soulèvements arabes ? Comment (re)penser les principes et les finalités islamiques ? Existe-t-il une nouvelle voie qui unisse les divers souhaits de réforme ou doit-on, dans les sociétés majoritairement musulmanes, se résigner à opposer les idéologies laïques et islamistes ? La Turquie, en ce sens, peut-elle servir de modèle ? Que dire de l'islam politique aujourd'hui ? Comment promouvoir un État civil autonome ?

Nous aborderons l'ensemble de ces questions en essayant de pousser plus loin la réflexion sur les prérogatives des sociétés civiles. Dans la dernière partie, nous analyserons les défis éthiques et les alternatives possibles. Les questions sociales et politiques, l'économie, la culture et le rapport à l'Occident restent déterminants et exigent une réflexion sur les référents culturels et religieux. Nous suggérons des pistes, tout en refusant aussi bien la simplification que la polarisation évoquée plus haut. C'est au prix de cet effort intellectuel, de cette critique rigoureuse et constructive, de cette émancipation de la tutelle occidentale, c'est à ce prix, disons-nous, que les soulèvements prendront la forme de changements radicaux porteurs d'espérances réelles et réalistes.

La dernière partie de ce livre est constituée d'une série d'annexes qui sont autant d'articles écrits au fil des événements dans des journaux européens (dont la Turquie), américains, mais aussi dans le monde arabe ou encore sur mon site personnel¹. Ils offrent au lecteur différents points de vue à différents moments,

1. www.tariqramadan.com (en français et en anglais).

ainsi que des analyses qui n'ont pas toujours été reprises dans les quatre premiers chapitres. En ce sens, ces annexes sont un complément utile et éclairant.

Les événements qui se déroulent sous nos yeux en Afrique du Nord et au Moyen-Orient confirment de nombreuses thèses que nous n'avons cessé d'affirmer, d'approfondir et de répéter depuis de nombreuses années. Le lecteur qui a suivi nos travaux relatifs aux sociétés majoritairement musulmanes, à la présence musulmane en Occident ou encore aux références théologico-légales islamiques, ne manquera pas d'identifier certaines intuitions et propositions dont la pertinence se confirme au gré des évolutions récentes. C'est le cas des questions liées à la démocratie, à la culture, à l'art, aux valeurs et aux finalités communes (en Orient et en Occident), mais également à l'importance critique de l'expérience des musulmans occidentaux. Nos récentes réflexions sur l'éthique appliquée et la nécessité de sortir du mode de réflexion binaire se voient non seulement confirmées, mais investies d'une force et d'une énergie nouvelles, avec l'impératif de saisir l'opportunité historique qui se présente à nous.

La double émancipation des esprits et des sociétés doit, en ce sens, être un objectif prioritaire. Il ne peut être question de voir ces soulèvements récupérés par l'auto-aliénation ou un type nouveau de colonisation qui briserait l'espérance de millions de femmes et d'hommes. Il sera impossible, certes, de revenir en arrière; reste à espérer que les peuples trouveront les moyens d'aller librement de l'avant.

I

DES SOULÈVEMENTS SOUS INFLUENCE ?

Personne ne semblait s'y attendre, beaucoup ont hésité sur l'appellation à donner aux événements. Quand les protestations populaires commencent à Sidi Bouzid, en Tunisie, le 17 décembre 2010, nombre d'interprétations fleurissent quant à la nature des faits. Les marchandises d'un jeune vendeur ambulant, Mohamed Bouazizi, ayant été confisquées, celui-ci s'est immolé par le feu en signe de protestation. Une situation économique intenable, la pauvreté, le chômage, la répression policière et l'autoritarisme politique, autant de facteurs qui pouvaient expliquer son geste.

Les semaines qui ont suivi ont bouleversé le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et le monde. Le 14 janvier 2011, le dictateur Zine el-Abidine ben Ali quitte la Tunisie et se réfugie en Arabie Saoudite; le 27 février, un nouveau gouvernement s'installe après de multiples rebondissements. Deux mois ont suffi à transformer le visage de la Tunisie. Le peuple qui scandait « Dégage ! » au despote, à sa famille et à son régime a eu raison de la dictature.

Entre-temps, le monde assiste avec surprise à l'amplification du phénomène. Dès le 25 janvier 2011, les Égyptiens suivent les traces des Tunisiens. Au gré de mobilisations impressionnantes sur la désormais célèbre place de la Libération (Midan at-Tahrir), ils font également tomber le président Hosni Moubarak le 11 février 2011. Les choses vont vite, très vite. En Algérie, des mobilisations s'organisent et avortent, alors que l'on assiste, au Maroc, à des mouvements de protestation qui se

cristallisent autour du 20 février 2011 (dont naît le Mouvement du 20 février) : les réformes s'imposent.

C'est surtout au Moyen-Orient que l'« effet dominos » s'intensifie. Le 1^{er} février, le roi jordanien démet le Premier ministre de ses fonctions et promet des réformes sociales afin d'endiguer la mobilisation. Malgré une répression farouche et folle, le peuple libyen se rebelle et, dès le 15 février, un Conseil national de transition est établi qui déclenche une véritable guerre civile, avec le soutien de l'Occident et de l'Otan. À Bahreïn, dès le 14 février, la mobilisation est massive et la répression particulièrement féroce, alors que des protestations ont lieu jusqu'en Arabie Saoudite en mars 2011. Le Yémen est emporté par la vague protestataire dès le 27 janvier, quelques semaines après que deux hommes se sont immolés en suivant l'exemple tunisien. En Syrie, les premières manifestations isolées commencent le 26 janvier et se transforment le 15 mars en soulèvements plus organisés, malgré une répression impitoyable et l'isolement dû à l'impossible couverture médiatique et aux atermoiements de la communauté internationale.

Nommer

De décembre 2010 à mars puis à l'été 2011, les mobilisations n'ont pas cessé et se sont répandues dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Certaines caractéristiques sont communes à tous ces mouvements de masse (protestations contre les conditions sociales et économiques, refus de la dictature, lutte contre la corruption, etc.), mais ils présentent également des traits singuliers qu'il convient d'étudier et de considérer au cas par cas.

Le premier défi, en ce sens, fut de nommer et de qualifier le phénomène, à sa source comme dans son expansion : avait-on affaire à des révolutions, à des soulèvements, à des protestations populaires, voire à des *intifada* (soulèvements), comme on l'a suggéré dès les premiers jours en Tunisie, en rappelant l'usage

d'un mot arabe désormais lié à la résistance palestinienne ? S'agissait-il d'un « printemps arabe », à l'image des révolutions européennes du passé récent, de « révolutions de jasmin » ou de « révolutions de la dignité » ?

Les appellations et les interprétations diffèrent grandement selon que l'on observe le phénomène avec un optimisme plus ou moins prononcé. D'aucuns y voient la naissance d'une ère nouvelle, d'un changement radical entre le passé et le futur et n'hésitent point à parler de révolutions. D'autres, plus prudents, parlent de « soulèvements populaires » en passe de transformer les réalités politiques de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, sans que l'on puisse déjà dire s'il s'agit d'un réel renouveau. D'autres encore y voient des révoltes ou des mobilisations populaires qui ne sont parvenues à ce jour qu'à mettre en branle des réformes dont rien ne dit qu'elles modifieront les rapports de pouvoir politiques et économiques dans le monde arabe. D'autres, enfin, n'y croient tout simplement pas : ces mouvements de masse téléguidés par l'étranger – le président George W. Bush n'avait-il pas annoncé un mouvement de démocratisation ? – ne seraient qu'une phase de transition vers un nouveau type de contrôle et de domination par l'Occident. L'éventail est large entre le « printemps des peuples » et la nouvelle expression du « cynisme maquillé des puissants ». Comment comprendre ? Comment nommer ?

À l'analyse, il nous paraît que le terme de « révolution » est quelque peu excessif, tant du point de vue de l'ordre politique que des forces économiques. Ces mouvements populaires sont-ils achevés et ont-ils atteint leurs objectifs ? Tel n'est manifestement pas le cas et il est bien trop tôt pour affirmer qu'ils y parviendront. Cela étant, la position extrême qui perçoit derrière ces mobilisations de masse la main absolue et omnisciente des pouvoirs occidentaux nous paraît tout aussi excessive. De la Tunisie à la Syrie, en passant par l'Égypte, Bahreïn et le Yémen, il est évident que les alliés occidentaux ont joué un rôle et cherché à contrôler ou à orienter l'évolution des choses, mais il semble impossible qu'ils aient totalement planifié les révoltes.

iranien, dénoncer le manque de liberté et la répression des opposants politiques et des manifestants, mais il est impératif d'étudier comme il se doit les dynamiques en présence, afin de ne pas fausser nos analyses et nos conclusions.

La « révolution Twitter » ne ressemblait en rien aux dynamiques mises en branle en Tunisie et en Égypte. Elle était surtout le fait de la jeune bourgeoisie de la capitale et des grandes villes, qui soutenait l'opposition mais n'avait que très peu d'audience auprès du peuple et des campagnes. La mobilisation d'une élite estudiantine ne représentait pas la majorité du peuple. On se tromperait si l'on n'estimait pas à sa juste mesure l'ampleur du soutien populaire pour les conservateurs, et pour Ahmadinejad en particulier, parmi les classes les plus modestes, dans les villes comme dans les campagnes. Malgré l'horreur de la répression et l'impact des images diffusées sur Internet et sur les télévisions, le soutien aux mobilisations n'a jamais été aussi massif en Iran qu'il sera dans les pays arabes. La pression politique occidentale, comme la couverture médiatique des faits, a produit des illusions d'optique quant à la lecture des événements : l'Iran est bien en crise, mais le régime bénéficie encore d'un soutien considérable parmi la population.

Il faut ajouter que les opposants au régime les plus en vue, tels que Moussavi et Karoubi, parlent de l'intérieur du système idéologique et politique iranien. Ils dénoncent davantage une trahison qu'ils n'espèrent le démantèlement de la République islamique. Ils s'inscrivent et se pensent, somme toute, à l'intérieur de références religieuses qu'ils ne contestent pas en soi, mais qu'ils estiment instrumentalisées à des fins illégitimes d'exercice du pouvoir.

La complexité de ces données n'a pas empêché les puissances occidentales et leurs agences de presse de soutenir inconditionnellement les protestataires, parfois en embellissant la nature de leur positionnement politique, tant leur engagement répondait à une espérance exclusive : faire tomber le régime iranien, dont l'action politique et les alliances sont si problématiques dans la région. Qu'il faille faire la critique du régime iranien, de ses

dérives et des répressions inacceptables est une chose ; mais que cela justifie un manque de discernement et des analyses politiques et géostratégiques à ce point orientées en est une autre. Rétrospectivement, il est d'ailleurs assez cocasse d'observer les campagnes politiques et médiatiques américaines et européennes qui, en 2009, soutenaient les manifestants iraniens au nom de la liberté et de la démocratie, tandis qu'au même moment on faisait silence sur le soutien apporté aux régimes tunisien et égyptien, dont la nature dictatoriale était avérée depuis bien longtemps.

L'Occident n'a donc pas tardé à soutenir les soulèvements tunisien et, après quelque apparente hésitation, égyptien. Ces mouvements n'avaient pas de couleur politique particulière et les manifestants se mobilisaient en masse, au-delà des classes sociales et des appartenances idéologiques, pour lancer aux dictateurs et à leur régime la fameuse injonction : « Dégage ! » La force réelle et symbolique de ces mouvements tenait à deux caractéristiques principales : l'amplitude de la mobilisation et son caractère non violent. L'étincelle d'un suicide aux causes scandaleuses a produit un embrasement impressionnant. Les peuples étaient pris d'une fièvre qui les avait eux-mêmes surpris et qu'ils louaient en s'auto-célébrant, alors que les gouvernements et les populations d'Occident saluaient le « printemps arabe », le début d'une nouvelle ère. Les gouvernements américain et européens faisaient mine de se borner à observer et, suivant le cours des événements, à saluer les populations en quête de liberté.

La situation change quelque peu le 15 février 2011, lorsque, à la suite des exemples tunisien et égyptien (ce dernier eut certainement plus d'impact), la population libyenne se mobilise à son tour et décide de manifester de façon non violente à travers tout le pays. La réaction du gouvernement de Mouammar Kadhafi est immédiate : des dizaines de blessés et au moins quatre morts sont dénombrés à la suite de la violente réponse policière et militaire. La manifestation suivante, le 17 février, est baptisée « journée de la Rage » et les affrontements sont plus violents encore. Mouammar Kadhafi et son fils, Saïf al-Islam, ont annoncé qu'ils réprimeraient les manifestants, des « fous », « liés à Al-Qaïda »,

dont certains seraient tout juste « de retour de Guantanamo¹ ». Les médias occidentaux répandent aussitôt une version particulièrement noire de la répression libyenne et très édulcorée de la mobilisation des opposants, comme l'indique Amnesty International dans un rapport assez fourni sur la situation : depuis le début, les médias ont présenté « une vue unilatérale de la logique des événements, dépeignant les mouvements de protestation comme entièrement pacifiques et suggérant, à répétition, que les forces de sécurité du régime étaient en train de massacrer, sans avoir à en rendre compte, des manifestants désarmés qui ne présentaient aucun danger pour la sécurité² ». La nature répressive du régime était bien sûr connue et le caractère fantasque et incontrôlable de Kadhafi ne permettait pas de se faire d'illusions sur la réaction du colonel : ayant annoncé qu'il réprimerait ses opposants, il allait logiquement s'y employer. Il demeure qu'une campagne de propagande s'est très tôt mise en place : il s'agissait de noircir au possible Kadhafi – que l'on venait de réhabiliter sur la scène internationale³ – et de blanchir ses opposants, sous les traits de manifestants sans armes défiant le dictateur.

La réalité est moins rose. Lorsque, le 27 février 2011, est établi le Conseil national de transition, avec la médiation inat-

1. Voir ses déclarations et celles de son père : « Je combattrai jusqu'à la dernière goutte de sang », Rue89, 22 février 2011 (www.rue89.com/2011/02/22/kadhafi-je-suis-a-tripoli-pas-au-venezuela-191416).

2. « Amnesty questions claim that Gaddafi ordered rape as weapon of war », *The Independent*, 24 juin 2011 (www.independent.co.uk/news/world/africa/amnesty-questions-claim-that-gaddafi-ordered-rape-as-weapon-of-war-2302037.html).

3. Les relations privilégiées de Kadhafi avec les pays occidentaux sont peu à peu révélées par les documents trouvés à Tripoli. Ainsi la Grande-Bretagne a étroitement collaboré avec le régime libyen afin d'arrêter un opposant qui fut livré au dictateur (« Torture », *Daily Mail*, 6 septembre 2011, et « Libyan torture inquiry dominates », BBC, www.bbc.co.uk/news/uk-14799224). C'était également le cas de la CIA (« La CIA et MI6 collaboraient avec les services libyens », *Le Monde*, mardi 6 septembre 2011). Par ailleurs, la France, avec le soutien du gouvernement et l'implication d'entreprises du secteur privé, a installé l'ensemble du réseau de surveillance d'Internet et des appels téléphoniques mis à la disposition du dictateur libyen (« Kadhafi a espionné les Libyens grâce à la France », *Libération*, 3 septembre 2011, www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/kadhafi-a-espionne-les-libyens-grace-a-la-france/id-menu-957.html).

tendue de Bernard-Henri Lévy, on évite de détailler la composition dudit conseil, à la tête duquel on trouve, en bonne position, l'ancien ministre de la Justice, Moustafa Mohamed Abdel Jalil, qui vient de faire défection cinq jours auparavant. Les États-Unis et l'ONU saluent l'initiative¹ et la France est le premier pays à le reconnaître comme interlocuteur et représentant du peuple libyen, en lieu et place de Kadhafi.

Les États-Unis, depuis l'amélioration de leurs relations avec le régime de Tripoli, sont très présents en Libye, comme ils le sont en Tunisie et en Égypte. L'administration Obama laisse pourtant le soin à la France de prendre l'initiative sur ce dossier. Les rôles sont répartis et répondent aux impératifs et aux besoins respectifs des acteurs en présence : le président Obama ne peut pas, devant son opinion publique, justifier une nouvelle intervention militaire ni un engagement financier considérable, alors que l'économie américaine est en crise. De son côté, le président Sarkozy, marginalisé sur les dossiers tunisien et égyptien, trouve là une occasion de redorer son blason de leader sur la scène internationale. La France va donc mener campagne et faire pression pour que les États-Unis, l'Europe et les autres nations, jusqu'à la Ligue arabe, non seulement prennent le parti de la rébellion, mais interviennent pour soutenir militairement les rebelles et les populations promises à un massacre à Benghazi. « Européens, Américains et Arabes ensemble ! », lancera Nicolas Sarkozy².

Pour les Américains, cette exposition des Français au premier plan est une aubaine et un moindre mal. Ils ne seront pas responsables d'avoir ouvert un nouveau front guerrier et l'on ne viendra pas leur reprocher un hypothétique enlèvement. Sur-tout, ils pourront continuer à travailler sur le terrain. Très tôt, des sources révèlent que la CIA est présente dès le début des

1. « Libya Opposition launches Council », Al Jazeera, 27 février 2011 (<http://english.aljazeera.net/news/africa/2011/02/2011227175955221853.html>).

2. « Libye : Comment la France est entrée en guerre », *Le Journal du dimanche*, 20 mars 2011 (www.lejdd.fr/International/Actualite/Libye-Les-coulisses-de-l-entree-en-guerre-de-la-France-286239).

opérations, voire avant¹, et collabore de façon continue et stratégique avec les rebelles².

La situation en Libye est complexe et le pouvoir central de Kadhafi s'appuie en réalité sur un système décentralisé d'alliances claniques où les appartenances tribales sont souvent plus opérantes que la relation, positive ou négative, avec Tripoli. Le pays reste toutefois un acteur régional clé dont la libération et le contrôle sont une promesse de sérieux gains multilatéraux, politiques, géostratégiques et économiques. Le risque de travailler avec un Conseil de transition constitué d'anciens ministres de Kadhafi (dont certains agents), des islamistes apparemment repentis et des éléments incontrôlés, voire extrémistes, est assumé. La France s'expose donc et lance les opérations³ avec l'Otan, qui va multiplier les erreurs de jugement et les bavures, alors que les Américains tentent d'organiser la rébellion et de tirer avantage de la situation, qu'elle qu'en soit la tournure.

Nous sommes en droit de nous demander quelles raisons justifiaient l'intervention occidentale en Libye, quand l'ONU et le concert des nations sont restés passifs et silencieux face à la répression terrible qui s'est abattue sur la population civile en Syrie, notamment après la torture avérée d'enfants âgés de dix à douze ans. L'argument humanitaire, d'abord évoqué, ne tient pas. La Libye de Kadhafi, échappant

1. Les autorités libyennes ont arrêté des espions dont elles affirment qu'ils travaillaient avec les services marocains et le Mossad israélien. Cf. « The Libyan foreign security agency accused Mossad and Morocco of attempting to break Algeria, Libya and Tunisia » (www.amazighworld.org/eng/news/index_show.php?id=98).

2. Information confirmée par diverses sources, malgré les dénégations de l'administration Obama. Voir notamment l'article du *New York Times* : « C.I.A. Agents in Libya Aid Airstrikes and Meet Rebels », 30 mars 2011 (www.nytimes.com/2011/03/31/world/africa/31intel.html).

3. Au fil du temps, de l'enlèvement et des bavures, l'opinion publique a lentement évolué vers une opposition à l'intervention. Cf. « Une majorité de Français désapprouve l'intervention en Libye », *L'Express*, 8 août 2011 (www.lexpress.fr/actualites/2/actualite/une-majorite-de-francais-desapprouve-l-intervention-en-libye_1019123.html).

à tout contrôle, joue un rôle géostratégique autrement plus critique que les déclarations innocemment humanistes des dirigeants français. Les premières mobilisations populaires contre Kadhafi – dont la richesse pétrolière avait imposé la réintégration dans la communauté internationale, après des années de sanctions et de marginalisation – étaient une aubaine qu'il ne fallait pas manquer. Le dictateur, en effet, était devenu gênant sur au moins quatre dossiers. Sa politique africaine et le financement de certains dirigeants à l'est, à l'ouest comme au sud de la Libye, offraient à ceux-ci une marge de manœuvre très embarrassante pour la France et, de plus en plus, pour les États-Unis et Israël¹. Les nouveaux échanges économiques que le régime libyen entretenait avec la Côte d'Ivoire, le Tchad, le Soudan, l'Afrique du Sud, l'Inde et la Chine², entre autres, avaient de quoi déranger les trois puissances précitées. Sans compter la collaboration affichée avec le régime honni du président vénézuélien Hugo Chávez. Kadhafi, dictateur patenté, gênait et provoquait; mais, quoique imprévisible et fantasque, il a souvent fait preuve d'une habileté stratégique que personne ne peut lui nier.

Enfin, il importe de tenir compte des évolutions récentes : une Libye économiquement riche et autonome, voisine d'une Tunisie et d'une Égypte secouant leur joug, une telle situation pouvait bel et bien créer une zone incontrôlable – réveillant des velléités de nouvelles relations stratégiques entre les pays du Maghreb, voire du Machrek – et donc « à risque » pour les puissances occidentales. Non seulement il était impératif que Kadhafi perdît le pouvoir, mais il était urgent de conserver un certain contrôle sur sa succession.

1. Voir l'intéressante analyse – parfois sujette à débat – de Pierre Péan sur le rôle des États-Unis et d'Israël en Afrique : *Carnages, les guerres secrètes en Afrique* (Fayard, octobre 2010). Lire également, sur son blog, la critique de Pascal Boniface, « Pierre Péan, à contre-courant sur l'Afrique », 27 décembre 2010 (<http://pascalbonifaceaffairesstrategiques.blogs.nouvelobs.com>).

2. Ces trois derniers pays furent parmi les plus réticents à intervenir militairement contre le régime libyen.

Au centre de tant d'intérêts, bien sûr, il y a la richesse pétrolière libyenne. Non seulement ses exportations permettaient au régime d'engranger plus de 31 milliards de dollars¹ par an, mais elles étaient dirigées, pour 80 %, vers l'Union européenne². Membre de l'Opep, quatrième producteur de pétrole du continent africain, la Libye bénéficiait d'une autonomie certaine vis-à-vis de l'Occident. La dépendance de l'Europe, qui consomme une grande part de la production libyenne (10 % pour la France et jusqu'à 25 % pour l'Italie), est considérable. De nouveaux gisements, très prometteurs, viennent d'ailleurs d'être découverts³. L'opération militaire, d'abord présentée comme sans grand risque, n'a pu se faire sans la consultation préalable des grands groupes pétroliers, tels que le français Total ou l'italien ENI, dont les craintes grandissaient de jour en jour avec le prolongement de la guerre, selon le *Financial Times*⁴. L'enjeu était de taille et le colonel Kadhafi, dont la National Oil Corporation contrôlait la plus grande part de la production et qui offrait un accès aux compagnies étrangères par le biais de *joint ventures*, a menacé ces dernières – après qu'elles ont stoppé leur production et rapatrié leur personnel – de se tourner à l'avenir vers la Chine, l'Inde et le Brésil⁵.

La situation en Libye révèle ainsi de nombreux enjeux économiques qui sont les non-dits des traitements différenciés auxquels font face les pays arabes. Le désir de maintenir un contrôle économique et géostratégique en Tunisie et en Égypte – derrière la démocratisation politique – se distingue nettement de la volonté de canaliser les alliances politiques libyennes, tout en se donnant

1. <http://fr.rian.ru/infographie/20110222/188689447.html>

2. Cf. www.le-cartographe.net/index.php/dossiers-carto/afrique/133-libye-four-naisseur-important-de-petrole-leurope

3. Selon la National Oil Company libyenne. Cf. http://en.noclibya.com.ly/index.php?option=com_content&task=view&id=1510&Itemid=1

4. Cf. « Oil Companies fear nationalization in Libya », *Financial Times*, 30 mars 2011.

5. Lire l'intéressant article du Monde.fr, « Libye: les pétroliers occidentaux à quille ou double », 22 mars 2011 (<http://petrole.blog.lemonde.fr/2011/03/22/libye-les-petroliers-occidentaux-a-quille-ou-double/>).

un accès direct aux ressources pétrolières. La personnalité du colonel libyen étant connue, il paraissait impossible de parvenir à ces objectifs sans une intervention militaire. Le 1^{er} septembre 2011, jour même où la France réunissait à Paris une conférence internationale sur la gestion des avoirs libyens et l'après-Kadhafi (défait mais toujours introuvable), le quotidien *Libération* révélait l'existence, dès le 19 mars 2011, d'un accord entre le Conseil national de transition libyen et la France, assurant à cette dernière 35 % de l'exportation pétrolière après la chute prévue de Kadhafi – accord connu et approuvé par le Qatar, premier pays à soutenir la France dans sa campagne anti-Kadhafi¹. Avant même que Kadhafi ait été localisé et alors que les armes ne s'étaient pas encore tues, la chasse aux contrats avait commencé pour les entreprises françaises, américaines, chinoises et turques, entre autres. Le secrétaire d'État français au Commerce extérieur devait même se rendre en Libye, avec des chefs d'entreprise, pour sécuriser des contrats (pétrole, télécommunications, transports, etc.²). Derrière les propos humanistes et humanitaires se cachent des calculs cyniques.

Il faut ajouter, à ces considérations politiques et économiques, des éléments de géostratégie qui ne doivent pas nous échapper. Des rumeurs sur les liens d'amitié entre Israël et Kadhafi se sont multipliées ces derniers mois, comme pour jeter un voile sur la réalité de leurs relations. Partisan d'un État binational, Kadhafi n'a jamais caché son soutien à la résistance palestinienne. À la suite des soulèvements arabes, il a même appelé les Palestiniens à se mobiliser en masse et à organiser des marches non violentes vers les frontières contestées. Il n'avait de cesse d'établir un parallèle entre ses critiques à l'égard des États-Unis et de l'Europe et à l'égard d'Israël, soulignant la lâcheté des pays arabes³. Dans la

1. « Pétrole: l'accord secret entre le CNT et la France », *Libération*, 1^{er} septembre 2011 (www.liberation.fr/monde/01012357324-petrole-laccord-secret-entre-le-cnt-et-la-france).

2. « Dure chasse aux contrats en Libye », *Le Journal du dimanche*, 11 septembre 2011.

3. « Gaddafi tells Palestinians: revolt against Israel », Reuters, 13 février 2011 (<http://af.reuters.com/article/tunisiaNews/idAFLDE71C0KP20110213?pageNumber=3&virtualBrandChannel=0>).

configuration régionale, la politique de Kadhafi, et ses alliances avec des partenaires bien moins pro-israéliens que les États-Unis et l'Europe (Venezuela, Chine, Brésil, par exemple), étaient clairement perçues comme dangereuses, autant que son pouvoir et son autonomie économiques. La montée au front de Bernard-Henri Lévy, devenu pour quelques jours une sorte de ministre français des Affaires étrangères, est plus que révélatrice quand on connaît son soutien à la cause israélienne et ses entrées – et missions – au plus haut niveau de l'État hébreu. Au-delà des rumeurs, Israël voyait d'un bon œil la chute de Kadhafi, à cause du danger que représentaient ses alliances internationales et son soutien à la cause palestinienne. La manne pétrolière et son positionnement en Afrique sur des sujets touchant directement les intérêts israéliens sur le continent (Tchad, Soudan, Afrique du Sud) sont également à prendre en compte.

Derrière la célébration des valeurs de liberté, de dignité et de lutte contre les dictatures, il est question de mainmise économique, de contrôle des ressources pétrolières, de froids calculs géostratégiques. Comment comprendre autrement le silence sur la répression en Syrie ? Dans ce pays, les médias ont été interdits, les accès Internet coupés et une répression féroce s'est généralisée, l'armée n'hésitant jamais à tirer à bout portant sur des civils sans armes. Le nombre de disparus s'élève à ce jour à plus de trois mille. Entre le début des manifestations, en février 2011, et la timide résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, laborieusement adoptée le 3 août 2011 (sans caractère contraignant¹), aucune pression significative n'est venue s'exercer contre la politique répressive de Bachar el-Assad. Les États-Unis se sont contentés de geler les avoirs de personnalités du régime²,

1. « Une déclaration du Conseil de sécurité condamne la répression syrienne », Reuters, 3 août 2011 (www.france24.com/fr/20110803-conseil-securite-onu-declaration-resolution-syrie-bachar-al-assad-violences-repression-contestation).

2. http://article.wn.com/view/2011/08/04/US_imposes_economic_sanctions_against_prominent_Syrian_busin/

mais nous sommes loin de l'indignation provoquée par les agissements du dictateur Kadhafi – dont l'horreur a été exagérée à dessein, comme nous l'avons relevé¹.

Ce sont encore des considérations géostratégiques qu'il faut avancer pour expliquer le soutien, ou non, de telle ou telle nation aux peuples arabes en quête de liberté et de dignité. La Russie, la Chine et le Venezuela (Hugo Chávez appelant Bachar el-Assad, sans contradiction et sans honte, « un humaniste et un frère² »), alliés de la Syrie, se sont opposés à toute intervention militaire. Même si, au cours des semaines, leur position a changé : la Turquie, la Russie et la Chine ont fini par demander au président syrien de mettre un terme à la répression. Il n'en demeure pas moins que le régime est resté libre d'agir et de tuer. Les États-Unis n'ont exprimé, depuis le début, qu'un souhait de réforme interne (en maintenant le régime en place), ce qui semble être également la position de l'Europe et des autres grandes puissances, y compris Israël.

Les structures de la société syrienne sont complexes. Le pays est contrôlé par la secte chiite minoritaire des Alaouites (alors que le pays est majoritairement sunnite)³. Les différents partis d'opposition et les dynamiques de résistance sont difficiles à identifier et à contrôler : les États-Unis, comme l'Europe ou Israël, ignorent ce qu'il adviendrait si le régime venait à s'effondrer. Les courants antiaméricains de gauche et/ou laïques, les groupes prochiites et pro-iraniens, comme les islamistes, forment une configuration peu gérable. Le régime, qui ne possède pas de richesses particulières, joue néanmoins un rôle clé dans la stratégie régionale. Son discours anti-israélien et son soutien aux résistances islamistes, tel le Hezbollah, sont connus ; mais les États-Unis comme Israël savent que jamais,

1. Voir p. 60.

2. « Hugo Chávez and the Arab Spring », TheWorld.org, 20 juin 2011 (www.theworld.org/2011/06/hugo-Chavez-arab-spring/).

3. Cette configuration impose un état de surveillance très strict pour se maintenir au pouvoir et préserver l'ordre et les privilèges. Les pouvoirs occidentaux, dans la période coloniale comme postcoloniale, en ont beaucoup joué et en ont tiré grand profit.

sous le règne de Hafez el-Assad comme sous celui de son fils Bachar, Israël n'a eu à craindre la moindre intervention ou attaque syrienne depuis plus de trente ans. Même après la destruction des bases de missiles antiaériens syriens dans la plaine de la Bekaa, en juin 1982, les bombardements contre le Hezbollah en juillet 2006 (alors que la Syrie avait affirmé qu'elle réagirait à toute agression), ou encore les attaques israéliennes contre la Syrie en septembre 2007, même après ces agressions et ces humiliations, le régime n'a jamais réagi ni ne s'est retourné directement contre Israël. Tout porte à croire que le régime syrien joue pour Israël le rôle de l'ennemi régional utile : il muselle avec fermeté son opposition et tient des discours virulents jamais suivis d'effet. Il permet, ce faisant, au gouvernement israélien de brandir l'argument de la menace permanente à ses frontières, la Syrie, le Liban et l'Iran représentant l'axe des agresseurs potentiels.

La détermination du peuple fut et demeure pourtant plus forte que les tergiversations des politiques. Peu à peu, on a vu les alliés directs de la Syrie, de même que ses ennemis stratégiques, se rendre à l'évidence que le régime était en réel danger et ne survivrait sans doute pas. C'est là un bel exemple des potentialités inattendues des soulèvements populaires non violents. De toute évidence, les États occidentaux ne l'avaient pas prévu ni ne l'avaient souhaité. Rien de planifié ou de maîtrisé : c'est bien la volonté d'un peuple, inspiré par les exemples tunisien et égyptien, déterminé et courageux, qui a ébranlé le régime et promet d'imposer le changement. Rien n'est gagné dans l'évolution des mobilisations populaires, mais il faut relever la part de ces impondérables de l'Histoire, qui dépassent tout calcul et sont le produit de la lutte des peuples pour leur dignité. Le soulèvement syrien, contrairement aux apparences, n'était pas désiré par les « ennemis » américain et israélien : c'est la détermination et le courage du peuple qui forceront l'Histoire dans ce pays sans grande ressource, mais géographiquement très stratégique.

Dans ce tour d'horizon des différentes mobilisations (et même si nous ne pouvons prétendre à décrire dans le détail la situation des pays concernés), il importe de s'arrêter sur le cas de

Bahreïn. Dans ce pays, les manifestations commencent le 14 février 2011 et se propagent rapidement. Une manifestation de près de cent mille personnes (alors que le pays n'est peuplé que d'un demi-million d'habitants) a lieu le 23 février, à laquelle participent aussi des sunnites et un nombre impressionnant de femmes et d'enfants. Ils réclament la réforme du régime gouvernemental et une application égalitaire des lois sur la naturalisation. Les slogans appellent à l'unité entre sunnites et chiites¹. Très vite, une répression féroce s'abat sur les manifestants, présentés comme des radicaux ou des chiites (75 % de la population) cherchant à renverser le pouvoir². Or il apparaît clairement que le conflit confessionnel intra-musulman n'est pas le motif des contestations populaires : comme en Tunisie et en Égypte, les manifestants, chiites et sunnites confondus, demandent la justice, l'égalité sociale, la transparence politique et le changement du régime politique fondé sur les privilèges de la famille régnante³. Mais le roi Hamad bin Issa al-Khalifa n'hésite pas à jouer la carte du conflit religieux et, après avoir instauré l'état d'urgence, fait appel à ses alliés du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour réprimer les manifestants. L'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar, pourtant rangés du côté des rebelles en Libye⁴, soutiennent aussitôt la répression et le pouvoir en place.

1. Lire sur le site en anglais d'Al Jazeera les articles « Thousands stage rally in Bahrain », 3 mars 2011 (<http://english.aljazeera.net/news/middleeast/2011/03/20113917595654981.html>) et, dans le *New York Times*, « Bahrainis Fear the U.S. Isn't Behind Their Fight for Democracy » (4 mars 2011), où s'exprime la crainte, parmi les manifestants, d'un non-soutien américain (www.nytimes.com/2011/03/05/world/middleeast/05bahrain.html?_r=1). L'article du *European Time* (« More than 100,000 demonstrate in Bahrain », 23 février 2011) va dans le même sens (www.eutimes.net/2011/02/more-than-100000-demonstrate-in-bahrain/).

2. Voir le rapport d'Amnesty International, « Evidence of Bahraini Security Forces' Brutality Revealed », 17 mars 2011.

3. Voir Aymane Chaouki, « L'Occident et le "printemps arabe" : un choix entre Realpolitik et Démocratie », Affaires-stratégiques.info, 31 mars 2011 (www.affaires-strategiques.info/spip.php?article4899).

4. Le pouvoir qatari est notamment l'un des premiers à s'engager aux côtés de la France, après avoir salué favorablement les mouvements tunisien et égyptien.

Pour ces pays, l'enjeu est double : il leur importe de contenir les soulèvements arabes et d'empêcher qu'ils atteignent ne serait-ce qu'une seule pétromonarchie¹. La chute du régime bahreïni représenterait un séisme politique pour l'ensemble de la péninsule Arabique. En jouant la carte du conflit confessionnel, Bahreïn et surtout l'Arabie Saoudite peuvent mettre en avant une grille de lecture idéologique et géostratégique justifiant leur politique régionale, eu égard à l'influence réelle de l'Iran et à l'importance de la référence chiite sur le plan régional. Le gain de crédibilité obtenu par la résistance chiite à la politique israélienne (positions tranchées de l'Iran et résistance du Hezbollah à l'agression israélienne contre le Liban en juillet 2006), en sus du refus de collaborer avec les États-Unis², sont autant de données à prendre en compte.

Les États-Unis et les États européens ne réagiront pas à la répression du régime en place. La Ligue arabe prend également des positions qui seront critiquées et perçues comme très partisans : il s'agit d'un conflit confessionnel et les revendications de la population ne sont en rien comparables à celles des peuples tunisien, égyptien ou libyen³. Les enjeux économiques, la stabilité régionale et l'accès au pétrole, de même que les considérations géostratégiques, ont eu raison du soutien à la démocratisation. Les discours politiques, de même que la couverture médiatique – souvent proches d'une quasi-propagande quant au danger des manifestations populaires –, ont pour but

1. Le Conseil de la fatwa saoudien a même émis, sous l'autorité du mufti d'Arabie Saoudite, une fatwa décrétant que les protestations de rue étaient anti-islamiques.

2. Historiquement, le soutien à la résistance palestinienne a rendu possible cette union entre sunnites et chiïtes. Après la révolution iranienne, puis avec les guerres successives en Irak et enfin les attaques contre le Liban, les choses ont changé. Même le cheikh Al-Qardāwī, au Qatar, a avancé la carte sectaire et confessionnelle pour expliquer le conflit à Bahreïn et donc justifier implicitement le soutien au régime. Voir ses justifications : www.dailymotion.com/video/xhso25_qaradawi-la-revolution-au-bahrein-est-sectaire-chiite_news. Comme si la répression et le traitement discriminatoire des chiïtes étaient de fait justifiables !

3. Voir « Sectarian slants », *Al-Ahram*, 24-30 mars 2011 (<http://weekly.ahram.org.eg/2011/1040/re801.htm>).

évident de délégitimer le mouvement de démocratisation dans cette zone si sensible.

Un documentaire diffusé sur la chaîne anglaise d'Al Jazeera va provoquer une tension entre Bahreïn et le Qatar, alors que ce dernier, conjointement à l'Arabie Saoudite, a très vite soutenu le régime en place. Ce documentaire ne sera pas diffusé en langue arabe¹. On voit bien, dès lors, que le soutien aux manifestants exigeant la justice, l'État de droit et la démocratie est à géométrie très variable selon les enjeux nationaux et régionaux. La relative maîtrise des situations tunisienne et égyptienne (quelles que soient les inconnues qui demeurent) diffère de la réalité libyenne (dont il faut profiter économiquement et géostratégiquement) et d'avantage encore de celle de la Syrie (allié objectif et utile) et de Bahreïn (dont le renversement aurait des conséquences majeures et imprévisibles). Les jeunes de Bahreïn et des pétromonarchies, en général, n'ont pas reçu de formation à la mobilisation non violente de masse. Par ailleurs, le caractère non démocratique, conservateur et religieusement littéraliste du régime ne gêne en rien les grandes puissances occidentales, pas plus qu'il ne gêne les soutiens ou les condamnations contradictoires que les pays arabes prononcent les uns vis-à-vis des autres. À l'analyse, la spontanéité et la logique positive du prétendu « printemps arabe » méritent au moins d'être nuancées, en tout cas circonstanciée, car une effusion nationale compréhensible, concentrée dans un seul pays, qui ne prendrait pas en compte les réalités et les enjeux régionaux serait dangereuse : dans l'exaltation, on ne sait plus distinguer entre les opportunités historiques de libération et les calculs cyniques de la manipulation...

1. « Bahrain protests to Qatar over Al Jazeera film », *The Guardian*, 7 août 2011 (www.guardian.co.uk/world/2011/aug/07/bahrain-protests-qatar-aljazeera-film). Nous reviendrons, plus bas, sur les couvertures médiatiques différenciées et leurs enjeux.

Le rôle des médias

Le rôle des médias, nous l'avons vu, a été central dès le début des manifestations en Tunisie, puis dans l'ensemble du monde arabe, au point que certains n'ont pas hésité – souvent parmi les plus enjoués et les plus optimistes – à parler de « révolutions Internet¹ ». Les nouveaux (et anciens) moyens de communication, Internet, les réseaux sociaux, mais également les téléphones portables, ont indéniablement joué un rôle dans l'information et la mobilisation des populations. Alors que les chaînes nationales étaient sous le contrôle des dictatures, le Web a permis d'atteindre les populations avec un effet décuplé, tant en vitesse que par la somme d'informations transmises.

L'un des domaines de formation des blogueurs et des cyberdissidents était bien sûr celui de la maîtrise des outils Internet et des moyens de diffuser non seulement les informations, mais également un état d'esprit, des slogans et les objectifs prioritaires des mouvements de mobilisation. À la lecture des cinquante points de méthodologie de la lutte non violente², on s'aperçoit que rien n'était laissé au hasard dans la gestion des médias alternatifs, ni avant ni durant les manifestations.

La première attitude de tous les gouvernements, de Ben Ali à Bachar el-Assad³, a été d'incriminer les islamistes radicaux

1. Voir l'interview de Christophe Aguiton, l'un des membres fondateurs d'Attac France et du mouvement altermondialiste international, qui utilise cette formule, tout en proposant une analyse nuancée du rôle d'Internet, de la télévision et de l'état social général : « Les révolutions à l'ère d'Internet », 9 mars 2011 (<http://revolutionarabe.over-blog.com/article-des-revolutions-a-l-ere-d-Internet-69217128.html>).

2. Srđja Popović, Andrej Milivojević et Slobodan Djinović, *La Lutte non-violente en 50 points : approche stratégique de la tactique quotidienne*. Lire notamment les chapitres 4 à 9 de ce manuel, disponible sur www.canvasopedia.org/legacy/files/various/50CP_French.pdf.

3. L'impact d'Internet a été moins important en Libye et au Yémen, eu égard au fait que l'accès y est plus limité encore que dans les pays susmentionnés.

(accusation habituelle, censée tromper l'Occident) et, dans le même temps, de bloquer les accès à Internet. Le succès de cette dernière tentative aura été tout à fait limité en Égypte où les blogueurs, avec le soutien de Google, ont pu déjouer les coupures imposées par le gouvernement (Vodafone, au contraire, n'a d'abord pas soutenu les manifestants et envoyait des messages les invitant à rentrer chez eux¹). Les cyberdissidents syriens auront moins de chance que les Égyptiens : l'aide de Google ne leur sera pas fournie ; ils s'appuieront donc essentiellement sur la transmission d'images par téléphone portable.

Il convient également de pondérer l'impact d'Internet sur les mobilisations populaires. Il est clair que la jeunesse diplômée (étudiants, activistes politiques ou encore « chômeurs diplômés ») a usé et bénéficié des nouveaux moyens de communication, lesquels ont largement contribué à la mobilisation des jeunes et des cadres de ces mouvements. Il ne s'agissait pas de discours politiques à proprement parler, mais de mouvements de refus et d'opposition aux régimes qui opéraient transversalement. Cette non-affiliation politique (dont le seul caractère commun était de s'opposer sans violence aux dictatures) est en partie responsable de la réussite des mobilisations. L'usage des téléphones portables et la diffusion d'images et de vidéos ont touché un plus large public encore : des millions d'individus utilisent aujourd'hui les mobiles et des centaines de milliers ont, de ce fait, contribué à la couverture des événements.

Il reste que les populations n'auraient sans doute pas réagi avec autant de force si certains médias traditionnels, au premier rang desquels la télévision, n'avaient pas couvert les événements et, d'une certaine façon, porté le souffle populaire. Les chiffres sont révélateurs : seuls 4 % des Libyens ont accès à Internet,

1. L'opérateur britannique s'est dit « obligé » d'agir ainsi. Lire « Des SMS pro-Moubarak envoyés "contraints et forcés" par Vodafone », France24.com, 3 février 2011 (www.france24.com/fr/20110203-vodafone-sms-egypt-pro-moubarak-defense-obligation-mobilil-etisalet-manifestation-tahrir).

alors que les Tunisiens sont 36 %. En Égypte, seule la classe moyenne éduquée (30 %) et, potentiellement, les services sociaux, surfent sur la Toile¹. Comme le relève le professeur Philip Howard, auteur d'un ouvrage spécialisé sur « l'information digitale, les technologies, les dictatures et l'islam politique² », la chaîne d'information continue Al Jazeera, en arabe comme en anglais, a joué un rôle crucial dans la mobilisation des masses. Regroupant plus de 40 millions de téléspectateurs dans le monde arabe, elle est suivie de façon régulière par un grand nombre de femmes et d'hommes qui y trouvent une information libre et alternative par rapport à celle, formatée, que leur imposent les dictatures arabes. Les deux chaînes, en arabe comme en anglais, ont mêlé les genres en proposant, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des reportages sur le terrain, en même temps que des programmes couvrant les activités sur les réseaux sociaux d'Internet. Une place y était donnée aux témoignages individuels, aux comptes rendus d'actions de mobilisation ou, au contraire, de répression policière.

Le rôle d'Al Jazeera, au cours des soulèvements tunisien et égyptien, s'est révélé crucial. En Tunisie, grâce à la présence de ses correspondants, sa couverture des événements fut plus rapide et mieux organisée que celle des autres chaînes télévisées, CNN et BBC comprises, ou que celle des agences de presse occidentales. Les manifestations en Égypte, en plus d'une couverture intense en arabe, ont permis à la chaîne en langue anglaise de s'imposer comme la référence en matière d'information minute par minute. Le journal anglais *The Guardian*, dans un article fourni, explique que les soulèvements arabes ont été pour Al Jazeera en anglais ce que fut la première guerre du Golfe pour CNN, au

1. Elizabeth Hunter, « The Arab Revolution and Social Media », Flipthemedia.com (site spécialisé dans les « médias digitaux » de l'université de Washington), 24 février 2011 (<http://flipthemedia.com/index.php/2011/02/the-arab-revolution-and-social-media/>).

2. *Ibid.*, ainsi que Philip Howard, *The Digital Origins of Dictatorship and Democracy: Information Technology and Political Islam*, Oxford University Press, 21 septembre 2010.

début des années 1990¹. Au-delà du fait d'être louangée pour son professionnalisme et la compétence de ses journalistes (dont beaucoup proviennent de la BBC et affirment ne subir aucune pression politique), on y apprend que le président Barack Obama et la secrétaire d'État Hillary Clinton regardent Al Jazeera et y puisent régulièrement leurs informations². Le 30 janvier 2011, le ministre égyptien de l'Information interdit la chaîne et supprime son accréditation, dénonçant une information partisane et biaisée³. Il est évident qu'Al Jazeera a joué un rôle important dans le succès de la mobilisation populaire en Égypte : ses correspondants, dont le désormais célèbre Ayman Mohyeldin (arrêté en février 2011⁴), ont couvert les événements et explicitement soutenu le mouvement contre la dictature égyptienne.

Cette couverture, louée à travers le monde, n'a pas été critiquée par le seul gouvernement égyptien, mais également par les opposants syriens et bahreïnais, qui dénoncent non seulement une information tronquée, mais un parti pris politique clairement aligné sur les positions du gouvernement qatari. Michael Young, éditeur du journal libanais *The Daily Star*, est très sévère avec Al Jazeera. Il reconnaît dans les couvertures de la chaîne, anglaise comme arabe, une ligne idéologique parfaitement identifiable, sous le couvert hypocrite de la liberté de la presse⁵. Il n'est pas le seul, dans le monde arabe ou en Occident, à poser la question de l'équilibre dans la diffusion de l'information : des

1. « Al-Jazeera's coverage of Egypt protests may hasten revolution in world news », *The Guardian*, 7 février 2011 (www.guardian.co.uk/media/2011/feb/07/al-jazeera-television-egypt-protests).

2. *Ibid.*

3. « Egypt shuts down Al-Jazeera bureau », english.aljazeera.com, 30 janvier 2011 (<http://english.aljazeera.net/news/middleeast/2011/01/201113085252994161.html>), ainsi que « La chaîne Al-Jazira interdite en Égypte », *Le Monde*, 30 janvier 2011 (www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/01/30/la-chaîne-al-jazira-interdite-en-egypte_1472733_3218.html).

4. Cf. <http://english.aljazeera.net/news/middleeast/2011/02/201126202228183972.html>

5. Voir ses prises de position : « A Beirut-Based Newspaper Raises Questions About Al Jazeera's Coverage », 8 avril 2011 (http://blog.camera.org/archives/2011/04/an_arab_newspaper_raises_quest.html).

L'islam politique n'est pas monolithique. Les premières dissensions apparaissent après les premières répressions, les emprisonnements et la torture, considérés par les plus jeunes militants comme des signes de l'échec de la stratégie légaliste. Après le coup d'État des officiers en Égypte (1952), le colonel Gamal Abdel Nasser (1918-1970) commence son ascension vers le pouvoir. Il s'appuie sur la base populaire des Frères musulmans – dont il a été membre –, puis, ayant écarté le général Mohamed Naguib (14 novembre 1954), il s'installe au pouvoir et entreprend de réprimer sans pitié ses anciens alliés, devenus ses opposants. Certains leaders des Frères musulmans sont exécutés et des milliers d'entre eux sont emprisonnés. Dans les geôles égyptiennes, les débats sont vifs et les divisions s'accroissent : comment expliquer cette débâcle ? Comment se positionner religieusement vis-à-vis du nouveau pouvoir ? Les colons britanniques étaient des usurpateurs non musulmans, mais qu'en est-il de Nasser : doit-il encore être considéré comme un musulman, alors qu'il fait exécuter et torturer d'autres musulmans (membres ou non des Frères musulmans) ?

Les plus jeunes – et les plus radicalisés – considèrent que les vrais musulmans sont en prison, réprimés ou exécutés, et que Nasser est un tyran pas plus musulman que tous ceux qui le soutiennent. La première génération des Frères musulmans, autour de son nouveau guide Hassan al-Hudaybi (successeur d'Al-Banna), lui-même emprisonné, ne partagent pas ce point de vue. Ils pensent que Nasser, comme d'ailleurs tous les oppresseurs et leurs alliés, directs ou indirects, actifs ou passifs, sont et demeurent des musulmans (*muslimûn*), tandis qu'eux-mêmes, emprisonnés en raison de leur idéal social et politique, doivent se définir comme des « islamistes » (*islamiyyûn*). La distinction est de taille : la première génération des Frères musulmans refuse de s'accaparer l'affiliation à l'islam au risque de rejeter ceux qui ne les suivent pas « hors de l'islam ». Il ne peut s'agir d'excommunier (*takfir*) des individus, quels que soient leurs positions politiques et leurs manquements moraux :

ce jugement est la prérogative de Dieu seul, jamais des hommes¹. L'usage contemporain du concept « islamiste », par ses acteurs eux-mêmes, provient de ces débats dans les geôles nassériennes. Il s'agissait, pour ceux qui se définissaient tels, de distinguer entre le musulman « ordinaire », qui reste musulman malgré tout (même plus ou moins conscient politiquement ou agissant de façon plus ou moins cohérente avec sa foi), et « l'islamiste » qui se définit par son projet social, culturel et politique. Il ne s'agit donc pas, on le voit, d'un simple débat sémantique, mais de prises de position éminemment critiques sur le plan théologico-légal, puisqu'il est question de déterminer qui est musulman et qui ne l'est pas.

La rupture est bientôt consommée au sein même des Frères musulmans, où plusieurs courants vont coexister. Le guide des Frères, Hassan al-Hudaybi, se voit dans l'obligation de retracer la ligne historique des Frères musulmans dans un livre au titre explicite : « [Nous sommes] des prédicateurs, non des juges². » Il y répond à la jeune génération, qui n'a adhéré que récemment (juste avant la révolution des officiers, sous la répression et après la mort de Hassan al-Banna) et qui n'accepte pas l'emprisonnement et la torture. Ces jeunes sont plus attirés par la pensée de Sayyid Qutb (entré chez les Frères musulmans en 1951³), plus tranchant et radical dans ses prises de position. Il ne peut y avoir, selon ce dernier, que deux types de sociétés, soit islamique, soit ignorante (*jāhiliyya*), et un « véritable croyant » ne peut faire le choix de cette dernière sans risquer de perdre son statut de musulman. Les Frères musulmans sont donc traversés par des courants divergents, entre fidélité à la tradition légaliste originelle et radicalisation consécutive à la répression nassérienne des années 1950.

1. Voir *Ibid.*, p. 430-438 et François Burgat, *L'Islamisme en face*, Paris, La Découverte, 1995.

2. Hassan al-Hudaybi, *Du'at, lā Qudā'* (en arabe), Dār al-Tawzī' wa an-nashr al-Islamiyyat, Le Caire, 1977.

3. Cf. notre analyse sur l'évolution de la pensée entre al-Banna et Qutb, *Aux sources du renouveau*, op. cit., troisième partie, chapitre 2 (« Se penser minoritaire »), p. 416-446.

D'aucuns, désabusés, quitteront l'organisation et/ou fonderont de nouvelles organisations islamistes : Al-Gama'â al-Islamiyya (« Organisations islamiques »), Tanzîm at-Takfir (« Ordre de l'anathème »), Takfir wal-Hijra (« Anathème et Exil »), Tanzîm al-Jihâd al-Islâmî (« Ordre du Jihâd islamique »), etc. Ils peuvent avoir des objectifs communs, mais leur compréhension de l'islam et leurs modes d'action diffèrent fondamentalement.

Ce retour sur les premières décennies de l'islam politique est riche de nombreux enseignements. L'islamisme fut d'abord un mouvement politique légaliste et non violent fondé sur une stratégie de réforme par le « bas » (éducation des masses) qui, par étapes, devait transformer le « haut » (réformer la société et changer la structure étatique). Avec les échecs et la répression, cette pensée a évolué. Certains ont reconsidéré les objectifs prioritaires et les méthodes. On doit retenir deux enseignements importants de cette analyse : les organisations ont évolué de l'intérieur, au gré des aléas de l'Histoire ; il existe une diversité de courants islamistes qu'il serait erroné d'assimiler, comme si l'islamisme était un tout monolithique. On retrouve ces évolutions internes et cette diversité de vues dans tous les pays majoritairement musulmans. Cela est vrai au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Libye, en Syrie, au Liban et jusqu'en Turquie, en Indonésie, en Malaisie, etc.

Si l'islam politique présente des traits communs, les mouvements islamistes sont très divers. Il importe donc de les étudier respectivement. Pour synthétiser, relevons que sept grands thèmes ont souvent provoqué des tensions et des ruptures entre les différentes tendances islamistes : 1) la définition de qui est musulman et de ses prérogatives ; 2) l'usage de la violence : la majorité des organisations islamistes à travers le monde sont légalistes et non violentes, mais certaines ont légitimé l'usage de la violence pour renverser un tyran ; 3) la définition de la *shari'a* : s'agit-il d'un système légal fermé, ou est-il un corps de principes ouvert et potentiellement compatible avec des références étrangères comme la démocratie (que certains islamistes

acceptent¹, d'autres non) ; 4) faut-il ou non créer un parti politique islamiste, ou est-il préférable de garder le statut d'organisation à but religieux et social (cette question a préoccupé, pour ne pas dire miné, presque toutes les tendances islamistes) ; 5) le rôle des femmes dans les organisations autant que dans les sociétés majoritairement musulmanes (certaines demeurant très conservatrices, d'autres se montrant plus ouvertes) ; 6) la relation aux personnes d'autres confessions (ou sans confession) au sein de la société : leur présence, leur rôle, leur implication ; 7) la relation avec l'Occident : y a-t-il une autre option que l'opposition ?

Les débats furent souvent intenses et les dissensions, voire les conflits, très vifs : les islamistes ont souvent été en désaccord. On retrouve dans leurs rangs les mêmes clivages que ceux qui divisent les organisations chrétiennes engagées en politique : des courants proches de la théologie de la libération (plutôt à gauche de l'échiquier politique traditionnel), la démocratie chrétienne (à gauche comme à droite, selon les pays) ou encore les mouvements conservateurs et/ou intégristes (clairement à droite). Réduire le christianisme politique, comme d'ailleurs le judaïsme politique, à une seule idéologie ou une posture politique exclusive serait une grossière erreur d'analyse ; il en va de même de l'islamisme, qu'il convient de définir, contextualiser et analyser au cas par cas, selon les organisations et les pays.

Tous les courants islamistes ont évolué et se sont transformés au cours de l'Histoire. Ils ressemblent en cela à toutes les idéologies politiques comme à leurs partisans : leur point commun est de varier en fonction de leur intelligence des enjeux, des priorités politiques du moment, des rapports de force et, bien sûr, des opportunités. Même les groupements les plus radicaux ont revu leur stratégie, alors qu'ils se fixaient naguère un objectif de libération nationale. C'était d'ailleurs là

1. Voir à ce sujet les positions de Youssef al-Qardâwî dès les années 1980 et de Rashid Ghannouchi, leader du parti tunisien Ennahda. Cf. Azzam Tamimi, *Rashid Ghannouchi: A Democrat Within Islamism*, New York, Oxford University Press, 2001.

une des caractéristiques communes de tous les mouvements: ils pouvaient bien avoir des branches dans différents pays (comme les Frères musulmans), mais les méthodes, les priorités et les objectifs étaient essentiellement fixés au niveau national. En ce sens, l'approche d'Al-Qaida (dont l'idéologue Ayman al-Zawahiri s'est opposé aux Frères musulmans, coupables d'avoir trahi la « cause islamique ») opère un saut dès la fin des années 1990. L'assassinat d'Anouar el-Sadate, le 6 octobre 1981, par le lieutenant Khaled al-Islambûli (à la tête d'un groupe, tous membres du Tanzim al-Jihâd al-Islâmî), a amené au pouvoir Hosni Moubarak. Celui-ci instaure l'état d'urgence – qui restera appliqué pendant trente ans, jusqu'à sa démission en février 2011 – et sa politique est à bien des égards plus ferme que celle de son prédécesseur. Ayman al-Zawahiri expliquera à maintes reprises cette nécessité de passer à un *jihâd* global: il ne s'agit pas seulement de déloger un despote, en Égypte, en Tunisie ou ailleurs (au risque de lui donner un successeur encore bien pire), mais d'atteindre ceux dont l'autocrate est le jouet, à savoir les États-Unis et l'Europe. Cette position, tout à fait marginale, est condamnée par l'ensemble des autres courants islamistes. Elle réussit néanmoins à attirer des individus qui souvent ont agi dans des cellules fermées et isolées des sociétés majoritairement musulmanes, des communautés religieuses en Occident, et même des organisations islamistes structurées dans les différents pays.

Les soulèvements arabes ont montré combien ces derniers mouvements étaient éloignés des préoccupations et des espérances de la jeunesse. L'islamisme des extrémistes violents est l'antithèse des soulèvements arabes non violents. La jeunesse et les peuples qui se sont levés l'ont fait au nom d'idéaux de justice, de liberté, contre la dictature et la corruption, mais de façon résolument non violente et sans se positionner contre l'Occident. Beaucoup de jeunes, membres des autres tendances islamistes, ont participé à ces mobilisations populaires, parfois contre l'avis de leur hiérarchie, qui soit a tardé à s'engager, soit en a refusé les termes. Dans les organisations et les partis islamistes, les tensions entre générations, de même que les différentes interprétations de

l'essence des soulèvements populaires, ont révélé des fractures réelles, jusqu'alors indécélables, dues à l'union qu'imposait la résistance commune à la dictature. La référence islamique et le rôle des islamistes font l'objet de débats partout dans les sociétés arabes où les soulèvements ébranlent les anciennes fondations. D'aucuns, comme Olivier Roy, parlent même de « révolutions post-islamistes¹ »; d'autres y voient le troisième âge de l'islamisme, suivant en cela l'évolution de l'islamisme turc incarnée par Erdoğan; d'autres, enfin, suspendent leur jugement, de crainte que les islamistes ne soient restés les mêmes et qu'ils ne récupèrent les révolutions à leur avantage. Nul ne peut prédire l'avenir, mais il va de soi que tous les courants islamistes du monde arabe sont en train de traverser une période cruciale de leur histoire et que leur avenir dépendra beaucoup de la façon dont ils négocieront cette crise, sur laquelle nous reviendrons plus bas.

La sécularisation

La notion de « sécularisation » est sans doute l'une des références conceptuelles qui nourrit les plus profonds malentendus entre l'« Occident » et l'« Orient ». Le terme (avec celui de « laïcité », en langue française) traduit deux expériences historiques totalement différentes, selon que l'on s'y réfère dans les sociétés du Nord ou dans celles du Sud. Ainsi, c'est le processus de séparation de l'Église (puis des religions en général) et de l'État qui a permis aux sociétés occidentales d'accéder à la tolérance religieuse et au pluralisme démocratique. Ce processus commence avec la Renaissance et l'humanisme, mais c'est l'ère des Lumières – sous l'impulsion des grands philosophes britanniques, allemands et français – qui va donner une forme plus tangible aux objectifs de cette séparation. Alors

1. Olivier Roy, « Révolution post-islamiste », *Le Monde*, 12 février 2011 (www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/12/revolution-post-islamiste_1478858_3232.html).

que l'Église catholique (il s'agit d'elle surtout à cette époque, puisqu'elle est en situation de domination dans la plupart des sociétés concernées) a un pouvoir souvent discrétionnaire sur les affaires de l'État et impose ses dogmes, ses prescriptions et sa philosophie sur la chose publique, des philosophes et des penseurs s'attaquent à sa citadelle et questionnent sa légitimité à monopoliser ainsi le pouvoir politique. Des penseurs comme Locke ou Hobbes, Kant et sa pensée critique, Montesquieu, Diderot, Rousseau ou Voltaire¹, poursuivent le travail des humanistes de la Renaissance et interrogent les fondements et les prérogatives du pouvoir des Églises, autant que des États. Ils remettent en cause l'autorité de la hiérarchie religieuse quant à la gestion de l'État et des affaires publiques. Si la religion peut jouer un rôle dans la sphère privée des citoyens (qui doivent pouvoir choisir librement leur croyance et leur culte), elle ne peut pourtant pas s'immiscer dans les affaires publiques, qui doivent répondre à une autre autorité, avec une autre légitimité. C'est au nom du respect de la rationalité commune, de l'égalité de tous les citoyens et de la liberté également octroyée à chacun² que le processus de sécularisation se met lentement en branle – et souvent de façon conflictuelle.

Les débats et les luttes seront âpres, assortis de condamnations, d'emprisonnements et d'excommunications. Mais, peu à peu, le processus s'institutionnalise à travers les organes de l'État, l'ordre des médecins, l'école, etc. L'acquis est de taille. Non seulement l'Église n'a plus d'autorité directe sur les affaires de l'État, mais celui-ci doit garantir l'égalité des citoyens devant la loi, le respect des croyances individuelles et des pratiques. Les deux libertés fondamentales – la liberté de conscience (individuelle) et la liberté de culte (collective) – sont acquises de haute lutte et sont directement liées aux combats

1. Voir notre ouvrage *L'Autre en nous. Pour une philosophie du pluralisme*, Paris, Presses du Châtelet, 2009, p. 65-78.

2. Dans un premier temps pour les hommes seuls. Ce n'est que bien plus tard que ces idéaux seront assurés pour les femmes, comme le prouve l'accès au droit de vote, qui ne devient réalité qu'au XX^e siècle dans les pays occidentaux.

menés au nom de la sécularisation et de son institutionnalisation à travers le cadre légal laïque. On le voit, cette dernière a permis d'obtenir la démocratisation de l'espace public, l'accès de chaque citoyen (d'abord mâle) à ses droits et, au-delà de son appartenance religieuse, au traitement égalitaire de tous (du moins en théorie), quelles que soient leurs croyances religieuses et philosophiques respectives. La sécularisation a permis, en d'autres termes, le mariage de la démocratie politique et du pluralisme religieux dans l'espace public¹. Un processus perçu comme positif, à l'évidence, tant l'Ancien Régime était fondé sur l'autorité quasi exclusive de la religion sur l'État, le déni de droit des citoyens et la discrimination – voire la répression – des minorités religieuses (protestante, juive, catholique ou autres encore, selon les pays).

Dans le monde majoritairement musulman et arabe, c'est, au sens propre, une autre histoire. Le processus de sécularisation, dans les faits autant que dans les perceptions, n'est pas lié à cette marche vers la liberté, mais davantage à la triple expérience de la répression, du colonialisme et des attaques vis-à-vis de l'islam. Le cas de la sécularisation turque en est un exemple très illustratif. Dans les années 1920, Moustafa Kemal Atatürk institutionnalise la laïcité de façon contraignante, brutale et sans consultation populaire. Il crée, dès 1924, un parti unique (le Parti républicain du peuple) et – inspiré par la France des Lumières – instaure la laïcité turque, non pas en séparant la religion de l'État, mais en la plaçant sous le contrôle de l'État². La direction des Affaires religieuses, qu'il crée la même année au sein de l'appareil étatique, a pour but d'encadrer les prérogatives et les discours des

1. On peut le dire de tous les processus de sécularisation, en Europe comme aux États-Unis. Si, dans ce dernier pays, ce sont les religions qu'on a voulu protéger de l'immixtion de l'État (au contraire de la France, par exemple), il n'en demeure pas moins que le mariage de la démocratisation et du pluralisme a été vécu comme le résultat direct, et presque automatique, du processus de sécularisation.

2. Lire à ce sujet Thierry Zarcone, *La Turquie. De l'Empire ottoman à la République d'Atatürk*, (Gallimard, 2005, p. 68-75 et 138-140) et Paul Dumont, *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne*, Complexe, 1983, rééd. 2006.

savants musulmans. Entre 1924 et 1937¹, date à laquelle la laïcité est inscrite officiellement dans la Constitution, cette dernière est appliquée et imposée de façon rapide et unilatérale, tandis que le rôle de l'armée, gardienne des institutions, se fait de plus en plus pressant, voire oppressant. Atatürk a beau se référer à l'idéal des Lumières, sa conception de la laïcité est loin de recouvrir les mêmes objectifs ou d'ouvrir les mêmes horizons. On ne peut pas dire qu'il s'agisse, comme en Occident, du mariage de la démocratisation et de la liberté religieuse. Le parti unique, s'appuyant sur l'armée, impose sa ligne et inverse les rôles. Si la religion orientait les décisions de l'État sous l'Empire ottoman, la laïcité turque entend au contraire soumettre la religion au contrôle unilatéral, répressif et idéologiquement orienté de l'État. L'expérience historique turque n'a, de fait, pas grand-chose à voir avec la sécularisation européenne ou américaine; perçue ici comme un acquis de droits, de liberté et d'égalité, elle est vécue, là, comme un régime autoritaire (et militaire) sans grande liberté et, pour l'essentiel, antireligieux et antimusulman.

Le président tunisien Habib Bourguiba, bien des années plus tard, louera ce modèle comme une référence pour le monde musulman. La Turquie est à ses yeux le premier État musulman laïque. Il y voit le « levain » de sa propre révolution et de sa marche vers un modèle tunisien². Refusant néanmoins la marginalisation de la religion islamique, Bourguiba n'aura de cesse de s'y référer (y compris dans la Constitution de 1959, promulguée « au nom de Dieu³ »), brandissant son statut de « combattant suprême » contre la colonisation française (notion dont la traduction arabe réfère directement au lexique

1. Thierry Zarcone, *op. cit.*, p. 131.

2. Déclaration du président Habib Bourguiba devant le Parlement turc, *Le Monde*, 27 mars 1965. Cf. l'article d'Alexandre Jevakhoff, « Le kémalisme, cinquante ans après », *Centre d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 8, juillet-décembre 1989, p. 4 (disponible au format PDF : www.ceri-sciencespo.com/publica/cemoti/textes8/jevakhoff.pdf).

3. Lire l'instructif article d'Augustin Jomier, « Laïcité et féminisme d'État : le trompe-l'œil tunisien », *LaViedesidees.fr*, 12 avril 2011 (www.laviedesidees.fr/Laicite-et-feminisme-d-Etat-le.html#nb9).

islamique : *al-mujâhid al-akbar*, dont la racine est la même que celle du mot *jihâd*) ou se distançant ouvertement de l'exemple turc, affirmant par exemple en 1973 : « Nous n'avons pas agi de la même façon que certains peuples qui ont tourné le dos à l'islam et rejettent l'usage des caractères arabes, se réclamant d'une race noble indo-européenne. Ils ont rompu avec tout ce qui est sémite¹. »

Ces différences notoires ne changent cependant pas la nature du régime tunisien quant à la démocratie et à la religion. Le régime est une dictature, qui use de symboles religieux pour garantir une certaine légitimité, mais dont les actions vont à l'encontre de l'expression religieuse ou rejoignent une volonté de contrôle très strict. Dès 1956, Bourguiba critique les savants musulmans (*ulama*), trop rétrogrades, met un terme aux tribunaux religieux et promulgue le code du statut personnel qui disqualifie la référence légale islamique. La Zitouna (la mosquée et le centre de formation traditionnel et légendaire) est mise sous tutelle au profit d'universités séculières et Bourguiba n'hésite pas, en mars 1964, à rompre le jeûne à la télévision, en plein jour, arguant des contraintes économiques de l'époque moderne, censées prévaloir sur la pratique dépassée du jeûne².

Bourguiba n'hésitera pas à présenter sa sécularisation imposée et son modèle de laïcité comme des acquis, notamment concernant le droit des femmes et la croissance économique qui y est liée. Une analyse plus approfondie nous prouve, comme le montrent François Burgat et Augustin Jomier³, que ces acquis sont souvent plus théoriques que réels et surtout qu'ils sont instrumentalisés par le régime pour vendre son modèle « laïque et féministe » en Occident. La France, entre autres, sera l'un des premiers pays à vanter

1. Habib Bourguiba, « Les nations ne durent qu'autant que durent leurs valeurs morales », Secrétariat d'État à l'Information, Tunis, 13 août 1973.

2. Augustin Jomier, *loc. cit.*

3. François Burgat, *L'Islamisme au Maghreb : la voix du Sud*, Éditions Karthala, 1988 et Augustin Jomier, *loc. cit.*

le modèle tunisien de laïcité, qui offre aux femmes des droits incomparables. On en négligerait même le fait qu'il s'agisse d'une dictature – en témoignent les formules alambiquées d'Henri Guaino, le conseiller spécial du président Nicolas Sarkozy, relevant en janvier 2011, avec quelque hésitation, que la Tunisie est « une forme de dictature, dictature laïque, mais une dictature, bon, c'est exact... En même temps, la Tunisie a été, depuis Bourguiba, le pays qui faisait le plus d'effort en matière d'éducation, d'émancipation des femmes¹... ».

Le peuple tunisien, soumis à un pouvoir autocratique, pouvait difficilement percevoir, on le comprend, les caractères positifs de ce type d'application de la laïcité². La dictature au quotidien, l'absence de liberté, la répression et les attaques contre la religion semblent être les caractéristiques du modèle tunisien qui, en cela, ressemble trait pour trait à l'exemple turc (avec cet autre point commun qui consistait, pour l'État, à contrôler toutes les expressions du religieux). Par ailleurs, si le « combattant suprême » s'est opposé à la colonisation politique, il semble avoir accepté la colonisation idéologique de la France en empruntant les idéaux et le vocabulaire de ce pays, sans d'ailleurs respecter les principes de liberté, d'égalité et de justice qui auraient dû y être liés. Que demeure-t-il donc en Tunisie de ce que l'on a nommé la « sécularisation » ou la « laïcité » – à travers la réalité historique et au-delà des slogans et de la propagande (sur les droits de l'homme et les femmes) ? Une connotation souvent négative, où l'imposition d'un

1. Cité par Augustin Jomier, *loc. cit.* Voir sur le site de France Info: www.france-info.com/chroniques-les-invites-de-france-info-2011-01-18-si-nous-ne-devions-parler-qu-aux-regimes-democratiques-nous-ne-509768-81-188.html

2. Quoi qu'il ait pu en dire Abdelwahab Meddeb lors d'un débat sur la Tunisie durant lequel, en tant que Tunisien, il légitima la dictature au nom de la laïcité. Sa position s'est inversée depuis le soulèvement du peuple tunisien. Voir notre débat dans l'émission « Ce soir ou jamais » du 31 janvier 2008 (www.dailymotion.com/video/x484ns_ce-soir-ou-jamais-abdelwahabmeddeb_news), ainsi que le blog d'Alain Gresh, « La maladie d'Abdelwahab Meddeb et la révolution tunisienne », 27 juillet 2011 (<http://blog.mondediplo.net/2011-07-27-La-maladie-d-Abdelwahab-Meddeb-et-la-revolution>).

modèle emprunté aux colonisateurs est liée à une politique répressive, antidémocratique autant qu'antireligieuse (sur le mode de l'anticléricalisme farouche de certains intellectuels laïques français qui, historiquement, étaient loin de représenter tous les courants promouvant la laïcité¹).

On pourrait multiplier ces exemples dans presque tous les pays arabes après les colonisations. Les « libérateurs », de Bourguiba au FLN ou à Nasser, en passant par les gouvernements baasistes, socialistes et laïques d'Irak ou de Syrie, ou encore le régime des Pahlavi en Iran, présentaient tous les caractéristiques que nous venons de relever. Ils se revendiquaient de la sécularisation, de la séparation de l'État et de la religion. Dans les faits, il s'agissait de régimes dictatoriaux poursuivant des politiques souvent plus antireligieuses encore que celles des anciens colonisateurs, réprimant les revendications liées aux croyances et surtout mettant en place un système de contrôle et de soumission des autorités religieuses, qui devaient leur prêter une complète allégeance. Il ne s'agissait donc pas de marier la démocratie et le pluralisme au nom d'une séparation de la religion et de l'État, mais bien de soumettre la religion à l'État, sans démocratie ni pluralisme.

Les expériences ne sont pas partout les mêmes, et la référence à la terminologie provoque forcément des réactions différenciées parmi les peuples. À l'exception d'une élite et d'une petite minorité d'intellectuels vivant dans les allées du pouvoir, les termes de « laïcité » ou de « sécularisation » sont souvent compris – dans le monde majoritairement musulman, surtout turc et arabe – comme des modèles de régimes dictatoriaux, importés de l'Occident et anti-islamiques. Tout débat sur la place de la religion et de l'État doit en tenir compte et, comme nous le verrons, ne pas s'enfermer dans une dispute terminologique stérile et contreproductive.

1. Lire à ce sujet les deux petits ouvrages de synthèse très instructifs de Jean Baubérot, *La Laïcité, quel héritage ?*, Paris, Labor & Fides, 1990 et celui de Jean Bousinesq, Michel Brisacier et Émile Poulat, *La Laïcité française*, Paris, Seuil, coll. « Points Essai », 1994.

Par ailleurs, il faut encore relever que, au-delà du rôle des partis islamistes dans le débat – notoirement opposés à la sécularisation entendue comme antireligieuse –, on assiste à un retour de la référence religieuse dans les débats sociaux et politiques. Quatre-vingts ans après la révolution kémaliste, c'est le Parti de la justice et du développement (AKP) de Recep Tayyip Erdoğan, issu des courants islamistes, qui gouverne aujourd'hui la Turquie et a remporté une seconde fois les élections, tout en réussissant à limiter grandement les prérogatives de l'armée. Et, à la suite des soulèvements en Tunisie et en Égypte, comme en Libye et en Syrie (mais aussi au Liban, au Maroc, au Yémen et en Jordanie), les débats sur le rôle de la référence islamique en politique sont devenus une constante. Olivier Roy estime que nous sommes entrés dans une phase « post-islamiste », mais il s'empresse d'ajouter que « nous n'en avons pas fini avec l'islam¹ » et qu'il faudra bien tenir compte non seulement des changements, mais de la présence continue de cette référence dans la conscience musulmane contemporaine.

De fait, il demeure impératif d'éviter un débat doublement tronqué : d'abord, entre les acteurs arabes partageant la même expérience historique mais qui s'opposent idéologiquement les uns aux autres à travers une terminologie étrangère à leurs références et surtout à leur histoire ; ensuite, entre l'« Occident » et l'« Orient », le « Nord » et le « Sud », respectivement enfermés dans des définitions, des idéalizations, voire des diabolisations qui empêchent les dialogues constructifs et rendent impossibles des accords sur la substance (essentiellement à cause d'incompréhensions sur la forme).

Faux débats, vrais débats

Au début des soulèvements en Tunisie et en Égypte, un certain nombre d'intellectuels, de politiciens et de journalistes,

1. Olivier Roy, « Révolution post-islamiste », art. cit.

surtout en Occident, ont posé la question du rôle que l'islamisme jouait et pourrait jouer au cœur des mouvements de masse. Les dictateurs – Ben Ali comme Moubarak, Kadhafi ou El-Assad – répétaient à l'envi que les leaders des rébellions étaient des islamistes radicalisés. Affirmations démenties par les faits, puisque les jeunes qui s'exprimaient au nom des manifestants n'avaient rien à voir avec les islamistes, encore moins avec des extrémistes et des radicaux. Les soulèvements, nous l'avons dit, étaient populaires, non violents et dénués d'affiliation politique particulière. La question a toutefois commencé à se poser au sein même des pays concernés, puisque les partis islamistes (Ennahda en Tunisie ou Frères musulmans en Égypte, Libye ou Syrie) s'étaient associés aux mobilisations populaires et semblaient les mieux organisés – dans l'opposition – pour orienter ou récupérer des mouvements de masse qui ne suivaient aucun leadership particulier. Le 30 janvier 2011, Rached Ghannouchi rentre triomphalement en Tunisie¹, tandis qu'en Égypte les Frères musulmans créent un parti, Liberté et Justice, sous la direction de Muhammad Morsy² et, à la suite de désaccords internes, voient un de leurs membres les plus visibles, Abdel Moneim Abul Futuh, faire défection et se porter candidat à l'élection présidentielle³.

Dans les débats et discussions qui ont suivi les soulèvements et ouvert la voie à la réforme constitutionnelle, à l'élection de nouveaux parlements et à la préparation d'un scrutin présidentiel, on a très vite observé un clivage entre les forces

1. « L'islamiste Ghannouchi est rentré en Tunisie », *Le Figaro*, 30 janvier 2011 (www.lefigaro.fr/international/2011/01/30/01003-20110130ARTFIG00106-l-islamiste-ghannouchi-est-rentre-en-tunisie.php).

2. « Egypt's Muslim Brotherhood creates political party », *Los Angeles Times*, 30 avril 2011 (<http://articles.latimes.com/2011/apr/30/world/la-fg-egypt-brotherhood-20110501>).

3. « Egypt Brotherhood member says to seek presidency », *Saudi Gazette*, 13 mai 2011 (www.saudigazette.com.sa/index.cfm?method=home.regcon&contentID=20110513100596) et « Egypt Elections Cause Brotherhood Rift », *CairoOnline.com*, 20 juin 2011 (<http://getcairoonline.com/2011/06/20/egypt-elections-cause-brotherhood-rift>).

en présence. Tout à coup, une polarisation systématique façonnait les termes des débats : tout semblait désormais opposer les « laïques » aux « islamistes ». Alors qu'ils s'étaient unis contre la dictature, les partisans des « deux camps », pour ainsi dire, commençaient à ressusciter d'anciennes craintes et d'anciens slogans polarisant les positions entre islamistes-adeptes-de-la-théocratie et laïques-suppléants-de-l'Occident. La nature même de cette polarisation tend à rendre impossible tout débat de fond sur les positions et les espérances des uns et des autres : les arguments entendus sur les positions respectives, en Tunisie comme en Égypte, sont caricaturaux et entraînent les acteurs vers des dialogues de sourds qui, au demeurant, minent la potentielle créativité collective des peuples nouvellement libérés. Voudrait-on que les pouvoirs occidentaux ou les armées récupèrent ou manipulent ces mouvements, on ne s'y prendrait pas autrement. Ce sont pourtant les leaders eux-mêmes qui, de leur propre chef, entretiennent ces clivages stériles. Raison pour laquelle il importe que les acteurs du changement – de la société civile et des partis politiques – sortent de cette polarisation malsaine, refusent l'aliénation qui consiste à parler d'eux-mêmes (et de leurs adversaires politiques) comme s'ils le faisaient de l'étranger et renouent avec leur histoire, leurs références et les espérances de leur peuple. Après s'être libéré de la dictature politique, il est impératif de se libérer des carcans intellectuels et des faux clivages qui empêchent d'explorer ensemble de nouvelles voies, de nouveaux horizons.

Le monde a changé. Certaines anciennes catégories doivent être revues, rediscutées, voire disqualifiées. Or d'aucuns se réfèrent à la sécularisation et à la laïcité, ou à l'islam et à l'islam politique, en des termes qui sont soit directement empruntés aux définitions et catégories occidentales, soit très caricaturaux et/ou idéologiquement orientés. La sécularisation et son institutionnalisation à travers le cadre laïque ne signifient pas – et ne peuvent signifier – une opposition à la référence religieuse et à sa présence dans

l'espace public¹. Non seulement cette lecture est occidentalisée, mais elle ne se réfère, de surcroît, qu'à certains courants idéologiques laïques en France, en Allemagne, au Royaume-Uni ou même aux États-Unis. Elle est certes parfois défendue par une élite – francophile ou anglophile – dans les pays arabes, mais elle ne représente pas la vraie question que pose la sécularisation dans une société contemporaine. La vraie problématique relève de la distinction des autorités, des pouvoirs et des prérogatives de ces derniers. Il s'agit en effet de distinguer entre le pouvoir divin, qui s'impose d'en haut, et le pouvoir humain, qui se négocie par le bas. L'autorité religieuse d'une Église, d'une doctrine, de textes ou de savants s'impose à celle ou celui qui y croit. Elle se distingue de l'autorité dont un État ou un être humain a reçu mandat et qui doit lui être octroyée librement et ouvertement par ses semblables. La sécularisation est le mouvement par lequel ces deux autorités ont été distinguées et qui a imposé la séparation entre la religion et l'État. L'autorité de la religion s'applique à l'ordre de la foi, elle structure le culte (ou l'Église) et exige l'adhésion de la conscience individuelle : elle est d'ordre privé. La participation collective à la délégation de l'autorité négociée parmi les hommes concerne l'organisation sociale et politique, l'État, et elle est donc d'ordre public. C'est la distinction usuelle établie entre la sphère privée et la sphère publique – vis-à-vis de laquelle il faut rester prudent car la ligne de démarcation demeure très floue et un grand nombre de mécanismes de structurations collectives et de références culturelles publiques sont, bien sûr, directement influencés par la religion majoritaire. C'est en ce sens que de nombreux chrétiens d'Orient, tels le copte Makram 'Ubayd en Égypte, ou même l'athée (de tradition

1. C'est ce qu'a très justement rappelé le Premier ministre Erdoğan lors de sa visite en Égypte, le 13 septembre 2011. Lire et écouter « Erdoğan défend un État laïc en Égypte » (www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/video-erdogan-defend-letat-laic-en-egypte/id-menu-957.html). Il a proposé par ailleurs aux sociétés arabes d'explorer une troisième voie dans l'instauration d'un modèle laïque qui leur serait propre. Voir également notre annexe XVIII, p. 296.

chrétienne) Edward Saïd¹, s'affirmaient de culture musulmane, tant celle-ci façonne le vivre ensemble de la société civile arabe. C'est aussi pourquoi les sociétés occidentales se disent de « culture chrétienne » et ce même dans leurs sphères publiques, comme le sous-entendait le pape Benoît XVI dans son discours de Ratisbonne en novembre 2006². En ce sens, Jürgen Habermas, Charles Taylor et Tariq Modood ont raison d'affirmer qu'il n'existe pas de sphère publique absolument neutre culturellement et religieusement, ni en Orient ni en Occident³.

Loin des faux débats stériles – et contreproductifs – sur l'opposition entre sécularisation et islam et/ou islamisme (qui non seulement réduisent la portée des enjeux en essentialisant le rapport entre religion et État, faisant dangereusement fi des expériences historiques si différentes entre les deux aires de civilisation); loin de ces débats tronqués, il importe que les pays majoritairement musulmans s'interrogent, de l'intérieur, sur le rapport de l'islam aux différents types d'autorités. Or, dès l'origine, les interprétations des savants (*ulamâ'*) ont distingué entre l'autorité du divin – qui s'exprime dans des textes relatifs au credo (*aqida*), à la pratique (*'ibadât*) ainsi qu'aux devoirs et aux interdits religieux (*wajibât*, *muharammât*) – et l'autorité de l'humain qui, dans les affaires sociales (*mu'âmalât*), doit gérer l'ordre premier du permis à travers la consultation (*shûrâ*) et un processus décisionnaire majoritaire. Cette distinction des autorités n'est absolument pas étrangère à l'islam, elle en est même

1. Edward Saïd se définissait comme « un chrétien drapé dans une culture musulmane » (« *a Christian wrapped in a Muslim culture* »), cf. « Philosophers of the Arabs: Edward Saïd » (www.arabphilosophers.com/English/philosophers/modern/modern-names/eEdward_Said.htm).

2. Le pape a récemment réitéré son propos, reprochant à certains leur « amnésie » et leur « refus de reconnaître les racines chrétiennes de leur culture ». Cf. « Le pape défend les "racines chrétiennes" », *Le Figaro*, 11 avril 2011 (www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/04/11/97001-20110411FILWWW00540-le-pape-defend-les-racines-chretiennes.php).

3. Lire l'intéressant ouvrage collectif *Secularism, Religion and Multicultural Citizenship*, coordonné par Tariq Modood, introduction de Charles Taylor, UK, Cambridge University Press, décembre 2008.

l'enseignement essentiel au cœur d'une religion sans clergé ni hiérarchie religieuse. Ce sont des positions légales traditionnelles que l'on trouve dans les œuvres des premiers concepteurs de la philosophie du droit islamique (*usûl al-fiqh*: les fondements du droit et de la jurisprudence islamiques), tels que *Ja'far as-Sadiq* ou *Ash-Shafi'i*¹, dans la tradition sunnite autant que chiite.

Cette position de principe n'a jamais été démentie sur le plan fondamental. Elle nécessite des protagonistes contemporains du débat qu'ils en revisitent la substance et le sens à la lumière de leurs références et de leur histoire. Des philosophes comme Alain de Libera, spécialiste de la philosophie médiévale, vont jusqu'à affirmer que le principe de la séparation des autorités (de fait l'objectif de la sécularisation) a été intégré dans la pensée occidentale et chrétienne par l'influence de la pensée islamique, philosophique autant que légale, grâce à l'apport de la liberté d'intelligence critique très tôt promue chez les Arabes et les Persans. Il n'hésite pas à assurer : « Le conflit de la religion et de la philosophie a été importé en Occident par les Arabes. Avec saint Augustin (fin du IV^e siècle), la philosophie a été vaincue. Elle ne relève la tête avec sa vision rationaliste que grâce aux Arabes². » Ce qu'Alain de Libera dit de la philosophie – que les Arabes n'ont jamais craint de traduire du grec et du latin – peut et doit être dit du rapport à la législation et à sa philosophie. La tradition islamique intègre, comme l'essence même de son dynamisme religieux, légal et culturel, la différenciation des autorités devant Dieu et parmi les hommes.

Comme le relève encore Alain de Libera, la vraie question est celle de l'usage accepté ou non de la rationalité, du débat critique, de la créativité humaine en matière de science, de philosophie et de contestation sociale et politique. Or les références et l'histoire de l'islam prouvent que la rationalité,

1. Cf. la seconde partie de notre ouvrage, *Islam : la réforme radicale*, op. cit., où nous retraçons synthétiquement l'histoire de la science des *usûl al-fiqh* (fondements du droit et de la jurisprudence islamiques).

2. Alain de Libera, *Penser au Moyen Âge*, Paris, Seuil, 1991.

évoqué la nécessité de s'engager « vers une laïcité islamique démocratique¹ ». Il s'agit, selon elle, de penser l'articulation nouvelle du religieux et du politique en tenant compte de la tradition et de l'histoire des sociétés majoritairement musulmanes, tout en respectant le choix des peuples et ses conséquences. Il ne s'agit pas là d'un débat sur des concepts, mais d'une réflexion fondamentale sur les relations que la religion doit entretenir avec l'État. Que celle-ci joue le rôle d'une référence, sur laquelle s'appuient la rationalité collective et la culture commune, ne peut justifier une mainmise sur les affaires publiques et/ou le contrôle du pouvoir politique. Le modèle iranien, avec sa hiérarchie religieuse et l'inafaillibilité liée au statut de *Velayat-e faqih*, a montré ses limites (et les dangers de la confusion des genres). La République islamique n'a réussi ni l'examen de la transparence démocratique ni celui de l'écoute de la voix du peuple. Le modèle turc semble donc emporter l'adhésion, avec les réserves que nous avons formulées. Entre ces deux expériences, les débats sont ouverts et les prises de position multiples : la question, à tout le moins, est posée.

Le quatrième et dernier enseignement découle des trois premiers. L'évolution de la pensée, le capital historique, le renouveau de la pensée légale musulmane et la critique de la confusion des autorités ont fait émerger la question de la relation de l'islam et de l'État sur le plan de l'éthique appliquée. Il s'agit de penser les modalités de la relation entre l'éthique (inspirée par la religion, l'intelligence collective et la culture) et la gestion de l'État. La religion n'est plus ici pensée comme un cadre fermé, irrémédiablement clos, qui s'imposerait à l'ordre du politique (ce qui ne fut jamais le cas en islam par ailleurs), mais comme un corps de principes et d'objectifs susceptibles d'orienter et d'inspirer l'action politique. Qu'il s'agisse du respect des peuples et des mandats octroyés aux élus, de la promotion de l'égalité, de la justice, de l'éducation

1. Lire son interview, « Meeting with Heba Ezzat », *Open Democracy*, 11 mai 2005 (www.opendemocracy.net/faith-europe_islam/article_2497.jsp).

ou de la lutte contre la corruption, du clientélisme et de la prise ou du maintien du pouvoir illégitime : toutes ces dimensions devraient respecter une « éthique politique » et l'islam, en tant que religion majoritaire, pourrait jouer un rôle en contribuant à fixer des objectifs et à établir des priorités dans l'assainissement de la sphère politique. Il ne s'agit absolument pas de brider l'expression de la société civile, mais de faire écho à son désir d'une meilleure écoute de leurs requêtes par les élus et au constant questionnement éthique du champ politique. Il serait donc question de la bonne gouvernance (*al hukm ar-râshid*).

Si l'une des conditions évidentes de la démocratie est de protéger la liberté et les prérogatives de l'État ou du gouvernement élu, l'autre condition nous paraît être de penser une éthique appliquée à l'exercice du pouvoir. Sans ces deux conditions, dans les sociétés majoritairement musulmanes comme en Occident (c'est d'ailleurs l'intuition de Jürgen Habermas), les risques sont énormes de démocraties inachevées ou de démocraties d'apparat. Sous l'exclusive autorité de la religion, l'État s'étouffe et étouffe ; sans éthique (inspirée de diverses sources), il sera miné de l'intérieur par la corruption, le clientélisme et/ou la mainmise de groupes financiers et économiques, de multinationales (aux structures peu démocratiques) qui instrumentalisent l'État à leurs propres fins, de la même façon que les religions avaient pu ou peuvent encore le faire : les premiers avec les lobbies et l'argent, les secondes avec le monopole du ciel et les dogmes.

Au nom de l'éthique : penser l'alternative

Il importe d'analyser les causes et les contours de la crise de la démocratie en Occident et d'en prendre acte. Il ne peut s'agir de penser les soulèvements en suivant aveuglément la voie des pays du Nord, économiquement avancés, sans prendre le temps de faire une étude critique de l'état des

démocraties contemporaines¹. Commençons par relever, en amont, cette relation de quasi-soumission structurelle des États et des gouvernements démocratiquement élus à l'univers économique, avec ses impératifs, ses institutions, ses multinationales auxquels aucune gestion égalitaire ni démocratique (et/ou transparente) n'est imposée. Le nouveau dogme de la liberté du marché paraît s'imposer comme une nouvelle religion au cœur même de l'espace sécularisé. En ce sens, admettre la séparation des pouvoirs de l'État et de ceux de la religion ne signifie pas que l'on ait résolu la question de la gestion de la relation de l'État démocratique avec les autres centres de pouvoir nationaux et transnationaux de l'époque contemporaine. L'économie, la finance et les médias², par exemple, exercent sur les États un pouvoir – et parfois une autorité nouvelle – de nature à miner les fondements mêmes de la démocratie (dont ils ont besoin et qu'ils disent respectivement défendre). Les dernières crises globales, notamment celle de 2008, ont prouvé – s'il était encore nécessaire – que les États sont inextricablement liés aux activités privées du secteur financier, au point de faire payer aux citoyens (sans les consulter et à grands coups de couvertures médiatiques insistant sur le caractère impératif de cet engagement étatique)

1. Sur la crise de la démocratie, lire l'importante contribution de Marcel Gauchet (*L'Avènement de la démocratie*, Gallimard, 2007-2010), qu'il s'est proposé d'étudier en quatre volumes. Dans de nombreux entretiens, il revient sur la « crise de croissance de la démocratie » ; lire notamment à ce sujet son interview en avril 2008 (<http://gauchet.blogspot.com/2008/06/la-democratie-traverse-une-crise-de.html>), ou encore « Crise dans la démocratie ? », novembre 2010 (<http://marcelgauchet.fr/blog/?p=488>). On peut également consulter l'article d'Anne-Cécile Robert, « Par-delà la crise de la démocratie », *Le Monde diplomatique*, octobre 2005 (www.monde-diplomatique.fr/2005/10/ROBERT/12844). Lire également Pierre Rosanvallon, *La Légitimité démocratique : impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Seuil, 2008.

2. Voir à ce sujet les ouvrages, sujets à débat, de Dominique Wolton sur les médias : *Il faut sauver la communication* (Paris, Flammarion, 2005) ; *Télévision et Civilisations* (avec Hugues Le Paige, Bruxelles, Labor, 2004) ; *L'Autre Mondialisation* (Paris, Flammarion, 2003), ou encore une étude plus ancienne : *La Dernière Utopie. Naissance de l'Europe démocratique* (Paris, Flammarion, 1993).

l'inconscience, la cupidité et les malversations de certaines grandes banques privées ou semi-privées. C'est ainsi que les États démocratiques, quoique endettés, ont payé la note de banques riches et non démocratiquement gérées. Ce fait n'est pas nouveau, il participe de l'essence même du système capitaliste néolibéral et de sa gestion des crises cycliques. Il reste que la fréquence et l'envergure des crises sapent clairement les fondements de la démocratie elle-même. Qu'il suffise d'observer la fragilité et l'endettement de l'État fédéral américain ou les menaces de banqueroute pesant sur certains États européens – la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie.

Il faut ajouter la naissance, au cœur de la mondialisation économique, de la nouvelle idéologie qui voudrait faire accroire à la « fin des idéologies¹ ». À la suite de l'effondrement des aspirations communistes, de l'ex-URSS et des modèles de l'Est dès 1989, les partis classiques, de droite comme de gauche, se seraient tous ralliés aux vertus de l'économie de marché. Plus aucune idéologie sérieuse ne permettrait de questionner les fondements de l'économie libérale et tous les débats politiques se réduiraient à discuter de l'étendue des libertés octroyées à l'État ou au secteur privé, des priorités de gestion des affaires et des désaccords (pas toujours clairs ni fondamentaux) sur les politiques économiques et sociales. L'ère serait donc au consensus idéologique. Outre le caractère particulièrement trompeur et dangereux de cette affirmation (et de la nature même du consensus auquel elle réfère), il faut considérer le caractère lui-même idéologique de ce constat de la « fin de l'idéologie ». Car il s'agit bien d'une idéologie qui prétend voir confirmer sa vision et sa pertinence par l'absence de contestation de toutes les forces économiques émergentes (la Chine, l'Inde, le Brésil notamment) et qui, de fait, s'efforce de marginaliser toutes les voix susceptibles de contester cet ordre des choses, au Nord comme au

1. Selon le titre du livre fameux de Daniel Bell, *The End of Ideology: On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, USA, Harvard University Press, 1960 ; rééd. 2000.

Sud, en Amérique du Sud, en Afrique, en Asie et dans de nombreux pays majoritairement musulmans.

La crise de la démocratie, c'est également l'évitement des vrais problèmes et l'instrumentalisation de prétextes médiatico-politiques à des fins politiciennes, électoralistes et populistes. La « doctrine du choc », comme l'appelle Naomi Klein¹, use d'effets psychologiques et émotionnels sur la population (comme le terrorisme et la guerre au terrorisme) pour justifier des politiques liberticides sur le plan intérieur (surveillance, restriction des droits citoyens) et des campagnes belliqueuses en terre étrangère (comme l'ont fait les États-Unis et le Royaume-Uni). Ou encore, elle entretient la crainte de l'immigration², de l'insécurité sociale et/ou du nouveau « péril islamique » (et non seulement « islamiste »). Toutes ces stratégies de distraction politiciennes et médiatiques ont forcément un impact sur la nature des gestions politiques et des débats démocratiques dans les sociétés contemporaines. L'idéologie de la peur et la politique émotionnelle sont anti-démocratiques par définition³. Le retour du populisme nationaliste et identitaire, de la xénophobie de masse, du racisme structurel et des politiques restrictives en matière de liberté sont autant de phénomènes qui mettent à mal les fondements de la démocratie et de l'égalité entre les êtres humains à l'échelle nationale et, bien entendu, internationale. L'argent voyage désormais bien plus vite et plus librement que les hommes, mais il faut encore distinguer entre certaines catégories qui, parmi ces derniers, voyagent plus facilement (ils sont souvent blancs, issus de la classe moyenne ou davantage et sont originaires du Nord, etc.) que d'autres tout aussi

1. Voir son ouvrage : *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*, UK, Penguin, 2007.

2. « Let them come », *The Economist*, 27 août-2 septembre 2011 (www.economist.com/node/21526893), qui montre la nécessité et les bienfaits économiques de l'immigration.

3. Lire notre article à ce sujet : « L'idéologie globale de la peur ou la globalisation du syndrome israélien », novembre 2005 (www.tariqramadan.com/L-ideologie-globale-de-la-peur-ou.html#forum4631).

humains, tout aussi innocents, mais plutôt noirs, arabes, pauvres ou provenant du Sud...

L'idéologie de la « fin des idéologies » consiste à nous faire croire que telle est la réalité, tels sont les « faits », et qu'il ne s'agit ni d'un choix idéologique ni d'une volonté politique : il nous faut traiter avec l'état de ce monde comme le médecin avec le corps humain. L'objectivité descriptive est censée prendre le pas sur les idéologies, voire sur les idéaux politiques des individus. Ainsi l'instrumentalisation idéologique se pare elle-même des vêtements de la pure observation scientifique. Il s'agit donc d'utiliser l'émotion des peuples et de leur faire croire à l'objectivité non politisée des faits : le mariage est habile et effectif, il est surtout dangereux. La démocratie est trahie quand des choix humains sont présentés comme des lois naturelles immuables, voire des dogmes. La sécularisation et la démocratisation ne devaient-elles pas distinguer ces deux autorités ? Voici donc venir le temps de nouvelles religions qui ne disent pas leur nom.

Des indicateurs de la crise de la démocratie existent, qui concernent les citoyens au premier chef. La réclamation perpétuelle de ses droits par le citoyen, conjuguée à l'entretien d'une mentalité victimaire (vis-à-vis de l'immigré, du Noir, de l'Arabe, du musulman, etc., se sentant agressé par l'État, le « système » politique ou économique¹) finit par éroder le sens de la responsabilité civique de l'individu, auquel tout serait dû sans grande discipline ni engagement. Une éducation civique de plus en plus superficielle produit naturellement une participation minoritaire aux élections – à l'exception des shows médiatico-politiques qui définissent désormais l'élection présidentielle (laquelle prend parfois l'allure d'une lutte entre figures publiques), des célébrations de candidats et non d'idées, voire parfois des cultes de la personnalité. Les citoyens manifestent de moins en moins d'intérêt pour la chose publique ou pour les questions de politiques locales, qui

1. En développant également les thèses conspirationnistes les plus farfelues au sujet de ceux qui « complotent et dirigent le monde ». La culture Internet est un extraordinaire amplificateur de ces phénomènes.

pourtant les concernent particulièrement. L'ère est à la passivité et l'« éthique citoyenne », que nous appelons de nos vœux, fait défaut de façon généralisée¹. Il existe certes des mouvements de protestation, des indignations ponctuelles et parfois massives (comme le furent les soulèvements arabes par ailleurs ou les mouvements d'« indignés » en Espagne, en Grèce, en Israël ou aux États-Unis), mais ce caractère ponctuel et massif est justement révélateur d'un déficit d'engagement démocratique sur le long terme. La responsabilité et les droits sont, démocratiquement, du côté de la construction avec les populations et la société civile, non pas seulement dans les protestations contre les politiques gouvernementales.

Les sociétés arabes et majoritairement musulmanes doivent, au moment où un mouvement revendique la démocratisation, faire le compte de ces crises contemporaines et chercher à proposer autre chose. Leur histoire, leur mémoire et leurs références intellectuelles, religieuses et culturelles devraient aussi être convoquées et les aider à penser des alternatives. En opposition au discours simpliste et dangereux que nous dénonçons plus haut (« les Arabes et les musulmans nous ressemblent enfin et accèdent à nos valeurs et à l'universalisme que nous représentons en Occident² »), il faut espérer voir de nouvelles dynamiques de mobilisation naître au cœur de ces populations du Sud majoritairement jeunes et énergiques. C'est aussi une espérance pour les sociétés industrialisées du Nord minées par les crises et sans réels projets d'avenir.

Ainsi, loin du débat caduc et instrumentalisé entre laïques et islamistes, il faut se pencher désormais sur le rôle de la société civile, des institutions et des intellectuels, de même que sur les prérogatives de l'État dans la construction de l'avenir. Un mouvement de démocratisation réelle doit, dans le Sud, s'intéresser à la priorité de l'éducation, de son contenu et de sa généralisation. La place des femmes dans l'espace public, leurs droits, leur autonomie sont également des thèmes centraux qui exigent une

1. Voir *Les Musulmans d'Occident*, op. cit., p. 278-288.

2. Voir chapitre 1, « Où l'autre n'est plus l'autre », p. 31.

volonté politique de réforme. Le rôle des médias, le statut des journalistes, la liberté d'expression, d'exposition, de critique comme de protestation, sont des problématiques ô combien plus importantes que les discussions sans fin sur les symboles et les formulations d'articles constitutionnels. Le débat sur la place de la religion et des cultures comme sources d'inspiration de l'éthique (et de la psychologie) collective, ainsi que celui relatif aux modèles sociaux ou politiques, doivent rester continuellement ouverts : ils sont le pouls et la respiration de n'importe quel projet démocratique endogène à une population, à une société et à la production du récit (au sens du concept anglais de *narrative*) qui fonde une nation. Il ne peut néanmoins devenir une obsession qui ne permette plus d'aborder sereinement les défis de l'époque.

Tels sont les moyens pour les sociétés majoritairement musulmanes de se réconcilier avec elles-mêmes et de devenir forces de proposition à l'ère de la mondialisation économique et culturelle. Il leur faut non pas seulement un goût pour la liberté et la démocratie, mais un sens aigu de leur génie et l'assurance qu'elles ont les moyens de trouver des solutions et de proposer une autre voie, au-delà des crises qui minent les sociétés contemporaines. En réponse aux débats sur le pluralisme, le multiculturalisme et le vivre ensemble qui fracturent les sociétés occidentales et qui permettent aux populistes d'avoir le vent en poupe, sont-ils une autre façon de penser le pluralisme religieux et culturel, à l'instar de ce que l'Inde, par exemple, vit et propose depuis si longtemps ? L'islam et les musulmans – dont les sociétés furent si longtemps plurielles avec les expériences arabes, asiatiques ou ottomanes – ont-ils quelque chose à offrir ? Et les cultures et ethnies du Sud permettent-elles d'explorer d'autres horizons ? Telles sont désormais les questions essentielles. L'islam, en tant que référence, n'est pas et ne devrait jamais être pensé comme un système clos : il offre des règles générales et stipule des objectifs susceptibles d'orienter les considérations éthiques, mais dont les contours et la substance effective sont à penser pratiquement dans le temps et dans l'évolution.

Le social et le politique

À la lumière de ces réflexions sur le caractère civil de l'État (*dawla madaniyya*) et sur le rôle des références religieuses et culturelles (en tant que cadre éthique et de rappel des finalités de l'agir), il convient nécessairement d'adopter des positions claires¹. L'islam, sunnite comme chiite, ne prône pas la théocratie² : il n'y a pas de pouvoir « au nom de Dieu », ni d'exercice d'un « pouvoir de droit divin » (politique ou humain). L'idée d'infailibilité de l'humain est étrangère à l'islam et a été introduite bien plus tard par certaines écoles théologico-juridiques, essentiellement chiites, ou à travers une compréhension, très discutable, de la notion d'*al-hakimmiyya lillah* (« le pouvoir est à Dieu ») par certains islamistes³. Le Coran comme la vie (*sira*) et les traditions (*ahādith*) du Prophète de l'islam nous enseignent que ce dernier distinguait lui-même les ordres et reconnaissait qu'il était sujet à l'erreur dans les affaires du monde, alors qu'il en demeurait protégé dans le seul exercice de la réception et de la transmission du message divin⁴.

Il existe bien, nous l'avons dit, deux autorités, l'une religieuse et l'autre politique, qui s'exercent selon des règles et des modalités différentes. Leur relation doit être pensée et organisée avec l'objectif de respecter les prérogatives de chacune. L'idée d'un « État islamique » où le religieux imposerait son autorité à l'ordre de l'État ou le contrôlerait est dangereuse et,

1. Notamment lorsqu'il est question de « démocratie islamique », notion ambiguë qui réfère à un modèle situé entre l'État islamique et la démocratie laïque. C'est une formule que nous n'adoptons pas ; nous préférons la clarté sur les principes et les modalités de gestion du pouvoir plutôt que sur des formules et slogans qui brouillent l'analyse.

2. Ni même une « théocratie laïque », selon l'ancienne formule, quelque peu alambiquée, de Louis Massignon, discutée par Régis Blachère (www.persee.fr/web/chronologie/prescript/article/islam0035-3357-1955-nul11293).

3. Voir notre discussion à ce sujet : *Les sources du renouveau musulman*, op. cit., p. 433-436.

4. Voir notre *Muhammad : vie du Prophète. Les enseignements spirituels et contemporains*, Paris, Presses du Châtelet, 2006 ; Archipèche, 2008, p. 171-196.

au demeurant, contraire à l'islam. Loin des slogans, il importe de chercher la meilleure articulation possible : la référence religieuse doit rester une orientation éthique qui fixe un cadre et des finalités, mais sans intervenir dans les régulations qui définissent l'autorité de l'État (dont le mandat est octroyé et légitimé par la délégation de pouvoir issue des citoyens du pays). L'éthique permet de ne pas faire de divorce entre la gestion du pouvoir politique et la conscience de ses limites, de ses règles de transparence et de service et de ses finalités. En d'autres termes, elle vise à protéger la gestion des affaires de l'État de la monopolisation, de l'instrumentalisation, de la corruption ou de sa perversion. C'est aussi une condition pour que d'autres forces d'influence potentielle ne se substituent pas à la religion, comme nous l'avons dit, et n'imposent pas leur logique loin des régulations démocratiques : des lobbies marchands et/ou financiers, de puissantes multinationales, des institutions privées ou encore les médias. Il s'agit, en d'autres termes, de penser et d'appliquer les principes de la bonne gouvernance pour une société en un lieu et à une époque donnés.

Cette gestion n'est ni simple ni aboutie une fois pour toutes. La relation entre l'éthique appliquée et le pouvoir, entre l'éthique et le politique, est toujours à étudier et à reconsidérer, tant les sphères d'influence et de manipulation sont importantes, nombreuses et désormais complexes. Il s'agit de cesser la culture des slogans (devenue si prégnante, quand les débats d'idées deviennent de plus en plus superficiels) et de s'engager dans la constitution de nouveaux modèles sociaux et politiques en phase avec notre époque. L'Orient comme l'Occident, les sociétés du Nord comme celles du Sud doivent s'engager dans ces réformes pour répondre soit aux crises des démocraties modernes, soit au processus d'accès au pluralisme que semblent permettre les soulèvements populaires auxquels nous assistons en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Les contestations en Iran, dans la lutte qui oppose les conservateurs aux réformistes au cœur même du régime, traduisent ce même souci. Le rejet de l'institution de la référence infailible (*Velayat-e faqih*) dans le

système de la République islamique chiite prônée par Khomeiny va dans ce sens: il s'agit de n'accorder aucune prérogative surhumaine dans la gestion des pouvoirs de l'État, qui sont et ne peuvent être que l'expression d'une délégation de pouvoirs humaine, négociée et régulée. Les réformistes iraniens se rapprochent sur ce point précis des fondements sunnites de la gestion du politique: le dogme religieux ou l'infaillibilité doctrinale de la hiérarchie ne peuvent et ne doivent jamais s'imposer, ni par le haut ni par le bas.

Le rôle de l'État dans la gestion des affaires publiques doit être fixé par un cadre, une Constitution (formelle ou non) élaborée par les hommes. « Le Coran est notre Constitution », slogan établi par les Frères musulmans, ne peut se comprendre et s'imposer littéralement. D'abord parce que le Coran ne contient pas d'articles constitutionnels spécifiés, puis, surtout, parce que ce sont les hommes, avec leur compréhension, leur travail rationnel critique (*ijtihad* collectif), leurs vues contradictoires qui, au cours des époques et selon les contextes, doivent élaborer ces lois fondamentales. C'est ce à quoi doivent s'atteler les sociétés qui se libèrent en évitant, répétons-le, les débats stériles. La fonction de l'État civil, avec un gouvernement élu et mandaté à le gérer pour un temps, exige un cadre clair et des objectifs précis. Une société, une communauté de citoyens se fondent d'abord sur l'égalité absolue et indiscutable de ces derniers dans leur dignité, leurs devoirs et leurs droits.

L'orientation éthique offerte ici par l'islam est sans appel, quand il est rappelé: « Nous avons certes octroyé la dignité à l'être humain¹. » Il s'agit de tous les êtres humains, femmes ou hommes, riches ou pauvres, noirs ou blancs, musulmans ou non. C'est le principe premier, et fondamental, de la justice sociale qui repose, en pratique, sur deux exigences: l'égalité des droits et l'égalité des chances. Comme le rappelle John Rawls dans son ouvrage sur la justice², ces deux types d'égalité ne sont pas

1. Coran, sourate 17, verset 70.

2. John Rawls, *A Theory of Justice*, Cambridge, Massachusetts, Belknap Press of Harvard University Press, 1971 ; rééd. 1999.

identiques et la première n'est rien si la seconde n'est point considérée et assurée. Il s'agit de commencer par l'éducation, l'égalité sociale entre femmes et hommes (mêmes droits, mêmes opportunités, mêmes salaires pour les mêmes compétences, etc.), la protection des libertés (religieuses ou philosophiques, d'expression et/ou de critiques). Cela vaut pour tous les citoyens, qu'ils soient de confession musulmane, d'une autre confession ou sans confession religieuse: le principe de la « non-contrainte en matière de religion¹ » doit inspirer l'État, comme le doivent les droits humains², et s'appliquer à tous sans distinction. Au cœur des réalités sociales, la gestion du pluralisme religieux se nourrit des dynamiques internes des religions elles-mêmes, et celles-ci ne peuvent être et s'épanouir – voire se répandre – dans un espace libre et sans contrainte que par la force de la cohérence et de la persuasion ; jamais par l'imposition rigoriste ou l'interdit.

Un processus réel et tangible de réforme, de démocratisation et de libération passe inmanquablement par un mouvement social très large qui doit mobiliser la société civile autant que les institutions publiques et privées. Pour les sociétés majoritairement musulmanes, c'est dans ce domaine que la référence islamique a un sens immédiat, exigeant et constructif. La priorité du mouvement social doit être, nous l'avons dit, d'assurer l'éducation de tous: c'est un investissement sur le court et le long terme. La philosophie islamique en la matière est on ne peut plus claire: l'être humain ne devient humain que par son éducation intellectuelle, spirituelle, sociale et professionnelle³. Il s'agit d'un droit individuel imprescriptible. Or, l'état de l'instruction dans les sociétés arabes et majoritairement musulmanes est alarmant, tant par la forme que par le contenu. Les populations sont jeunes, affectées par des taux de pauvreté et

1. Coran, 2: 256.

2. Nous préférons cette formule proche de l'anglais qui ne distingue pas sémantiquement les genres: elle est, en ce sens, plus explicite que la formule « droits de l'homme ».

3. Voir nos ouvrages: *L'Islam, le face-à-face des civilisations* (Lyon, Tawhid, 1995, p. 228-233) et *Islam, la réforme radicale*, op. cit., p. 337-371.

d'analphabétisme atteignant souvent plus de la moitié de la population. Le système scolaire est délabré et l'accès au marché de l'emploi un chemin sans issue.

L'application de la *shari'a* (au sens de « voie de la fidélité aux objectifs supérieurs de l'islam¹ ») ne consiste pas à imposer des interdits et à appliquer un code pénal rigoureux et atemporel, comme elle est comprise par certains courants islamistes littéralistes ou perçue en Occident. Elle est d'abord un appel à la justice sociale, au respect du droit des enfants, des femmes et des hommes à l'éducation, à l'habitat et à l'emploi, à l'épanouissement personnel et au bien-être. Loin d'être réduite à un article disputé dans une Constitution, la référence à la *shari'a* doit être considérée dans un cadre holistique : les populations musulmanes sont particulièrement sensibles à cette référence, qu'il faut donc traduire avec justesse et de façon pratique. La *shari'a* n'est pas une structure légale figée et sanctifiée, elle correspond plutôt à une dynamique spirituelle, sociale, politique et économique qui aspire à des finalités supérieures associées à une certaine idée de l'homme. Elle impose de penser, de produire et d'appliquer une philosophie de l'action sociale et légale. Les discussions formalistes sur cette référence islamique sont réductrices, dangereuses et contreproductives : au lieu de dynamiser l'action de l'État et l'énergie populaire, elles figent les positions sur des compréhensions restrictives qui, de fait, manquent leur objet et perdent le sens des priorités. Or les « laïques » comme les « islamistes », les partis de droite comme de gauche devraient – à tout le moins – tomber d'accord sur les quatre priorités sociales de l'heure : penser l'éducation nationale – publique et privée –, encadrer la jeunesse arrivant sur le marché de l'emploi (qui constitue la majorité de la population de leurs sociétés), encourager l'éducation et l'autonomisation des femmes et, enfin, lancer des campagnes contre la pauvreté et la corruption endémiques qui minent l'ensemble des sociétés.

1. Cf. notre discussion et notre définition dans *Les Musulmans d'Occident*, op. cit., p. 61-112.

Un pays majoritairement musulman qui veut se réconcilier avec son héritage et le génie de ses cultures trouvera aussi dans les références islamiques et l'histoire de sa civilisation de nombreux textes et exemples révélant la priorité du savoir, l'importance de la connaissance et de l'instruction, qui sont l'essence de la dignité humaine. Il en va de même de la question de la femme : pas d'avenir sans éducation et émancipation des femmes (avec ou sans l'islam, mais non pas forcément contre¹). Les études sociologiques et démographiques prouvent, s'il est encore besoin de s'en persuader, que c'est par l'instruction et l'engagement social des femmes que les sociétés accèdent à la stabilité sociale, obtiennent une régulation naturelle des naissances et décuplent leur capital social et économique. Il ne s'agit pas, comme ce fut le cas sous Ben Ali, d'instrumentaliser la question du statut des femmes et de se satisfaire de réformes formelles en mettant en avant les modifications structurelles de la loi (comme au Maroc avec l'*al-moudâwana*²) : il est question de changer des mentalités, des compréhensions et des comportements. La démocratisation passe par cet engagement qui devrait être une cause nationale.

Il en est de même de la question de la pauvreté. L'imposition de la *zakât* (l'impôt social purificateur) et l'établissement des *awqâf* (pluriel de *waqf* : donation à perpétuité pour des œuvres d'utilité publique) sont des obligations islamiques (pour la première) ou sont hautement recommandés (pour les seconds).

1. Voir notre ouvrage : *Islam, la réforme radicale*, op. cit., chapitre 13, « Les femmes : traditions et libération », p. 267-303.

2. Les réformes sur le statut de la femme ont souvent été des instruments de légitimation (d'un côté comme de l'autre) dans la lutte qui oppose les laïques et les islamistes, ou les gouvernements et leurs oppositions. Elles n'ont malheureusement pas toujours été suivies d'effets concrets sur le terrain. En Tunisie comme au Maroc, et dans tous les pays dont nous avons parlé (à commencer par les pétromonarchies), les femmes continuent de subir des discriminations à l'éducation, à l'emploi et bien sûr dans les familles. Une lecture littéraliste et décontextualisée des sources scripturaires, de même que des projections culturelles (issues des sociétés patriarcales arabes et asiatiques) expliquent cet état de fait et exigent un travail de réforme en profondeur : la loi seule ne change pas les comportements ancestraux et privés.

Or, la philosophie qui sous-tend ces deux démarches correspond exactement aux conclusions des études contemporaines sur le développement social et économique : il s'agit d'organiser la solidarité autour du droit des pauvres (et non de la charité des riches) et de penser les étapes de leur autonomisation (non de l'assistanat perpétuel¹). De nombreux projets intéressants existent en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie, qui proposent une application moderne et ingénieuse de ces prescriptions et recommandations religieuses, mais force est de constater, comme nous l'avons souvent répété, que nous sommes loin d'avoir exploité l'ensemble du potentiel lié à ces instruments de solidarité et de justice. En s'appuyant sur ces références islamiques, on générerait des donations de plusieurs centaines de millions de dollars, tant la conscience musulmane est restée sensible à ce devoir de solidarité, autour d'occasions spécifiques qui rythment le temps social, comme les vendredis de prière², le mois du jeûne et les deux fêtes annuelles.

Malheureusement, la gestion de la distribution de la *zakât* et de l'étude des priorités dans l'établissement des institutions d'utilité publique (*awqâf*) est souvent chaotique et anarchique, qu'elle soit le fait d'organes étatiques ou d'organismes privés. Cela prouve surtout que le souci des pauvres n'est pas le premier souci des États ni des sociétés dans leur ensemble : or un processus de démocratisation, dans le Sud, qui ne met point ce défi au cœur de ses réformes est déficient, déséquilibré et, à terme, nécessairement voué à l'échec. Les sociétés majoritairement musulmanes devraient user de l'immense capacité de mobilisation liée aux références islamiques – quant il s'agit de solidarité – pour penser des programmes de développement

1. Voir nos ouvrages : *Islam, le face-à-face des civilisations*, op. cit., p. 198 ; *Les Musulmans d'Occident*, op. cit., p. 320-326 ; et *Islam, la réforme radicale*, op. cit., p. 310-335.

2. Les vendredis, en ce sens, ont joué un rôle déterminant dans la mobilisation des populations qui se sont soulevées en Tunisie, en Égypte, en Libye, en Syrie ou au Yémen. Cette temporalité et ces occasions font sens dans la conscience autant religieuse que civile des citoyens. Voir notre article en annexe X : « Les vendredis de la Liberté », p. 269.

adaptés aux réalités de leur pays. On ne saurait trop insister sur la lutte contre la corruption, contre la pauvreté et contre la marginalisation des femmes (et, de fait, de leur double émancipation : des carcans littéraliste et/ou culturels et de la pauvreté). Il serait dommage que le « réveil arabe » se réduise au soulèvement d'une classe aisée de jeunes ayant accès à Internet et aux réseaux sociaux, exigeant la liberté politique mais oubliant les pauvres et les exclus de leur société, qui réclament eux aussi une liberté fondamentale : avant la liberté de parler, la liberté de vivre (et non seulement de survivre).

La démocratisation et l'émancipation des sociétés nord-africaines et moyen-orientales imposent cette mobilisation de la société civile. Il ne suffit pas de se débarrasser d'un dictateur, encore faut-il avoir un projet social et politique qui emporte l'adhésion d'une majorité. Le rôle des citoyens, de la société civile en général, des institutions non gouvernementales, des intellectuels comme des médias, est déterminant pour garantir l'indépendance des dynamiques de démocratisation. L'étude des soulèvements révèle un hiatus : les peuples se sont soulevés sans distinction d'idéologies, de religions, de classes et de genres, mais leur rôle semble s'être arrêté au moment exact où le dictateur et son régime sont tombés. Tout se passe comme si, dès la chute du régime, les décisions se prenaient ailleurs, entre anciens du régime, figures nouvelles (quelques-unes) et membres de l'armée (surtout). Cette seule configuration est problématique et empêche de rester très optimiste quant à l'avenir de ces mouvements. Les populations de Tunisie et d'Égypte, conscientes de ces possibles récupérations, sont redescendues dans la rue. Ce n'était manifestement pas suffisant. En Libye, d'anciens ministres et collaborateurs de Kadhafi – qu'ils ont littéralement trahi – sont encore aux commandes. Dans tous les cas de figure, la société civile – qui devrait être investie d'un rôle central au moment où l'on parle de réformes et de démocratie – se voit marginalisée et réduite au silence. Les soulèvements n'ont pas encore enfanté de révolutions, c'est le moins que l'on puisse dire.

La réflexion doit bien sûr s'intéresser aux structures politiques accompagnant les dynamiques sociales. Dans le face-à-face opposant les tenants de l'émancipation complète des structures étatiques et ceux qui ne veulent point voir les armées totalement marginalisées (c'est souvent par ces dernières que les États-Unis et l'Europe ont maintenu un rôle de surveillants et de garants de l'ordre), c'est bien le modèle politique qui est en jeu et sur lequel les positions doivent se clarifier en vue de la gestion de la complexe situation actuelle. Une fois encore, au lieu d'être présentée comme un obstacle à la gestion du pluralisme, la référence à l'islam – dans des sociétés majoritairement musulmanes – peut devenir une source d'inspiration très dynamisante et mobilisatrice. C'est d'ailleurs à l'aide de celle-ci qu'il serait possible de réintégrer une partie de la société civile dans ce débat et de lui redonner sa juste place.

Au-delà de l'opposition formelle et formaliste entre la *shûrâ* islamique et la démocratie¹, nous avons répété que cinq principes inaliénables caractérisent la démocratie, lesquels non seulement ne s'opposent pas à l'islam, mais lui sont fondamentalement conformes : l'État de droit, l'égalité des citoyen(ne)s, le suffrage universel, la responsabilité des élus mandatés (au sens anglais d'*accountability*) et la séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire). Ces principes sont à aborder – comme nous l'avons vu – dans la perspective de l'État civil, la référence islamique jouant un rôle quant à l'orientation éthique (au nom de la fidélité aux objectifs de justice, d'égalité, de liberté et de dignité). Il s'agit donc de distinguer clairement l'autorité de l'État de celle de la religion, et non de séparer la politique de l'éthique.

Cette démarche impose la clarté aux acteurs politiques de l'avenir. Il faut répéter ici certains principes inaliénables : reconnaissance des droits égaux de chaque citoyen, acceptation du pluralisme religieux (au-delà des monothéismes des seuls « gens du Livre ») et participation des forces philosophiques

1. Voir notre discussion dans *Islam, le face-à-face des civilisations*, op. cit., p. 137-181.

ou politiques athées ou agnostiques. L'impératif du pluralisme exige cette reconnaissance de droit, ainsi que le respect de la liberté de conscience, de culte (ou non) et d'expression pour tous de la même façon. La victoire sur les intelligences et les consciences, nous l'avons assez répété, se joue dans les débats, la force de l'argumentaire et la conviction. Ces principes sont universels et partagés : il appartient ensuite aux sociétés de trouver le modèle politique qui convient à leur histoire, à leur culture, à leur psychologie collective¹. La référence islamique, qui façonne l'identité, la mémoire et les aspirations des peuples, prend alors tout son sens et peut inspirer de nouvelles voies à explorer quant à la structure et à la gestion de l'État et de ses institutions. Historiquement, le dominant a toujours senti comme une nécessité le besoin de réduire le champ historique des possibles aux limites de sa propre expérience et de ses succès. C'est oublier que l'Histoire ne s'arrête pas à ces derniers et que toutes les civilisations dominantes – égyptienne, indienne, ottomane ou occidentale – ont progressé et régressé selon des cycles, comme l'analysait déjà Ibn Khaldûn au XIV^e siècle, représentant leur naissance, leur apogée et parfois leur disparition ; bref, leur temporalité.

Les sociétés majoritairement musulmanes sont au cœur de cette tension entre les principes, les finalités et la recherche de modèles adéquats. Avec leurs références et en tenant compte du fait que rien ne s'oppose en islam aux principes de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, les musulmans devraient pouvoir apporter leurs contributions aux débats et se représenter comme une valeur ajoutée, notamment sur le plan éthique, les devoirs et les principes inaliénables de l'action politique. Il importe, par exemple, que l'armée reste où elle doit être et ne s'imisce pas – à la place de la religion – dans les affaires publiques. Cette distorsion fut trop souvent la règle en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, pour justifier soit des régimes laïques, soit des régimes islamistes. Dans les deux cas, la seule

1. Lire à ce sujet le chapitre 15 de notre ouvrage *Islam, la réforme radicale*, op. cit., p. 337-378.

à l'éthique de la bonne gouvernance. La lutte contre la corruption, l'exigence de transparence, la maîtrise du pouvoir des armées et l'émergence d'une société civile active et dynamique sont autant de conditions de réussite.

Nous avons évoqué la question de l'éducation, du travail social et politique, des nouvelles perspectives économiques autant que des alternatives culturelles et artistiques. Le monde arabe doit faire face à ses vieux démons et regarder en face ses malaises et ses contradictions. Le réveil sera effectif avec cette prise de conscience : les jeunes générations ont prouvé qu'elles savent maîtriser les techniques modernes, elles ont aussi montré qu'elles ont le courage de s'engager pour des idéaux. Il faut saluer cette énergie nouvelle et espérer qu'elle pourra se canaliser dans une mobilisation concrète pour l'éducation populaire, le droit des femmes, la justice sociale, la lutte contre la corruption et la démocratisation réelle des sociétés. Le déplacement des forces économiques vers l'Est est également une invitation à repenser la place de l'Afrique et de l'Orient sur l'échiquier mondial. Au demeurant, les soulèvements arabes demeureront de simples trompe-l'œil, s'ils ne sont pas accompagnés d'une remise en cause de l'ordre économique mondial.

Quelles que soient les théories sur la planification des soulèvements, Africains, Arabes et musulmans auraient tout avantage à mieux connaître leur histoire, leurs traditions et leurs valeurs. Une occasion historique unique se présente de se réapproprier leur être et de se réconcilier avec leur mémoire. C'est peu dire que notre optimisme est ébranlé quand nous analysons les évolutions ultérieures au départ des dictateurs. Il reste néanmoins un horizon de possibles à vivre, à revendiquer et à exploiter. Si la référence à l'islam a un sens, c'est justement qu'elle doit être une invitation à se réapproprier le sens et à ne pas transformer l'islam en une expression formaliste fondée sur le rituel ou en un instrument de culpabilisation et d'oppression (réel ou symbolique), voire d'infantilisation mystique. L'islam doit être pensé au cœur de la richesse des cultures qui, en tant

que systèmes de valeurs, façonnent des identités collectives, des goûts, de l'imaginaire, de l'art et des finalités éthiques que les peuples doivent explorer à nouveau, exploiter et développer davantage. Le monde arabe et majoritairement musulman sera le premier responsable du succès ou de l'échec de cette aventure. Il a les moyens de ses rêves et, en main, les rênes de son destin.

Est-ce à dire qu'il n'y a rien à attendre, à espérer ni à exiger de l'Occident ? Nous avons voulu montrer, dans ces pages, quels défis importants se posent aux États-Unis et à l'Europe, aussi bien sur le plan politique qu'économique avec l'émergence de la Chine, de l'Inde, du Japon, de la Russie, de la Turquie et des pays latino-américains. Il faut aller plus loin encore : le couple « Occident-Islam », avec tout ce qu'il a représenté de constructions, de représentations et d'oppositions, est en train de rendre l'âme sous nos yeux. Nous vivons les dernières décennies ou générations (deux ou trois tout au plus) de son caractère opérant. L'Occident saura-t-il opérer la nécessaire mutation intellectuelle qui s'impose à lui ? Les soulèvements arabes peuvent l'y aider, comme d'ailleurs la présence de plus en plus active des Occidentaux musulmans qui, paradoxalement, pourraient devenir des facteurs internes de stabilité dans les sociétés plurielles occidentales, aussi bien que des ponts avec l'Afrique et l'Orient. En ce sens, leur responsabilité est immense. Elle participe aussi de ce qui définira, à terme, les soulèvements et les destinées de l'hémisphère Sud.

Prudemment optimistes, nous n'avons pas voulu tomber dans l'effervescence émotive ou, au contraire, dans l'excès de suspicion infondée. Nous avons préféré étudier les faits, chercher et proposer des perspectives d'avenir. Conscients des difficultés et des enjeux, nous sommes non moins confiants quant aux potentiels et à la force des espérances populaires. Rien n'est certain ni définitif, tout est possible encore. Il ne faut pourtant rien simplifier : il faut du temps pour qu'un soulèvement enfante une révolution, il faut de la lucidité pour qu'un réveil des masses se transforme en une conscience collective lucide.

Après les dictateurs, après les émotions et après les oppositions, vient l'heure de la construction et de la contribution.

L'heure est venue de définir des priorités et de déterminer des finalités humaines, humanistes, éthiques. L'Histoire attend des Arabes et des sociétés majoritairement musulmanes qu'elles soient à ce rendez-vous et qu'ils n'évitent aucun des défis issus de la complexité du monde. De la bonne gouvernance à la justice économique, du pluralisme aux droits des femmes, du refus de la corruption à celui de la pauvreté, de l'acceptation de l'universel à la défense de la singularité, les chantiers sont immenses. Se tourner vers l'Est après s'être tant tourné vers l'Ouest ne changera rien à la réalité de la crise ni à la profondeur du « malaise de la cohérence ». Au demeurant, il importe de se tourner vers soi, de faire son autocritique, de connaître sa force, de ne rien céder au doute et de tout offrir à ses espérances. Par-delà l'Est et l'Ouest, il est question de liberté, d'autonomie, de courage et de détermination. Le réveil est à ce prix, la révolution aussi.

ANNEXES

QUI SONT LES MUSULMANS MODÉRÉS¹ ?

La formule a fleuri à travers le monde après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Face à l'horreur et à l'inacceptable, on cherchait des « musulmans modérés » capables de réagir, de se distancer et de critiquer les actions des « musulmans extrémistes », des « fondamentalistes » ou des « islamistes ». On a vu ainsi se créer deux camps : les « bons musulmans » et les « mauvais musulmans », d'un côté ceux que l'on nommait les « modérés », les « libéraux », les « laïques », etc., et de l'autre les « fondamentalistes », les « extrémistes » ou les « islamistes », etc. Cette catégorisation n'est en fait pas nouvelle car la littérature produite par les autorités coloniales (sous les règnes britannique, français ou hollandais par exemple) et certains orientalistes à la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle présente souvent les musulmans selon ce même rapport binaire : il y a les bons et les mauvais, et les « bons » sont ceux qui soit collaborent avec la présence coloniale, soit acceptent les valeurs et les coutumes du dominant. Les autres, les « résistants », religieusement, culturellement ou politiquement, sont presque systématiquement qualifiés négativement : ils sont « l'autre » et « le danger ».

Les temps ont pourtant bien changé, mais les structures mentales, les cadres de références et les qualifications simplificatrices et simplistes restent très présents dans les débats intellectuels, politiques et médiatiques de notre époque. De quoi parle-t-on au demeurant ? De pratiques religieuses modérées ? De positions politiques ? Du rapport à la violence ? Du rapport à l'Occident ? Ce qui caractérise le débat contemporain sur l'islam et les musulmans est cette confusion générale des ordres : parce que, dit-on, l'islam ne fait pas de différence

1. Publié sous le titre « Good Muslim, bad Muslim », *New Statesman*, 12 février 2010.

entre religion et politique, on pourrait s'autoriser les qualifications générales sans distinguer les conceptions et les pratiques religieuses des positionnements politiques. Une perception simplificatrice du « monde musulman » permettrait ainsi de faire fi des principes élémentaires de la catégorisation précise des domaines autant que du respect des principes d'analyse issus de la théologie et du droit, d'une part, et des sciences sociales et politiques, d'autre part. Le sujet est complexe et il faut commencer par sérier les questions : il importe d'abord d'étudier la question d'un point de vue religieux. Existe-t-il ou non une modération par opposition à des excès dans la pratique des musulmans ? Comment peut-on catégoriser les différentes tendances qui s'expriment au sein de l'islam ? Qu'en est-il des positionnements politiques des uns et des autres ? Sur un plan plus global, que peuvent nous apprendre les différentes perceptions de « l'Occident » ? L'ordre et la nature de ces questions permettent de clarifier la question relative aux « musulmans modérés » et nous allons tâcher de les aborder successivement.

Le thème de la modération dans la pratique traverse la littérature islamique depuis l'origine. Dans le Coran et dans les traditions prophétiques qui l'accompagnent, les musulmanes et les musulmans sont appelés à faire preuve de modération dans tous les domaines de la pratique. « Dieu veut pour vous la facilité et non la difficulté », rappelle le Coran et Muhammad (PBSL) affirme : « Facilitez les choses, ne les rendez point difficiles », donnant lui-même l'exemple en choisissant les allègements (comme de ne pas jeûner le ramadan en voyage), afin que les fidèles ne tombent pas dans l'excès. C'est ainsi que, dès l'origine, la majorité des savants ont compris la formule coranique qualifiant les musulmans de « la communauté du juste milieu ».

Très tôt, il est apparu deux tendances dans la nature de la pratique : ceux qui appliquaient les enseignements à la lettre sans tenir compte du contexte ou des allègements (*ahl al-'azîma*) et ceux (*ahl ar-rukhas*) qui tenaient compte de ces derniers et de la flexibilité de la pratique, selon le contexte social et l'époque et en situation de besoin (*hâja*) et/ou de nécessité (*darûra*). L'immense majorité des savants (*ulamâ*) et des musulmans à travers le monde ou en Occident (quelles que soient les traditions, chiites ou sunnites, et les écoles de droit) promeuvent et suivent la voie de la modération et de la flexibilité dans la pratique. Ils restent stricts sur les principes fondamentaux, mais proposent des adaptations selon l'environnement et l'époque. Sans doute est-ce déjà

à ce premier niveau qu'opère un malentendu sur la notion de modération. Dans les sociétés occidentales où la pratique et la visibilité quotidiennes de la religion sont quasiment absentes (même aux États-Unis, où la référence religieuse est plus présente), le fait de parler de prière, de jeûne, d'obligations morales et vestimentaires liées à la religion semble déjà presque excessif. Les musulmans modérés seraient donc ceux qui ne manifestent pas de distinction vestimentaire, qui boivent de l'alcool ou qui pratiquent leur religion « comme nous la nôtre », c'est-à-dire plus vraiment ou en tout cas de façon invisible. Les histoires et les références ne sont pas les mêmes et la notion de modération est toujours à considérer de l'intérieur de chaque univers de référence.

Il ne faut pourtant pas nier que, parmi les différents courants musulmans (littéraliste, traditionaliste, réformiste, rationaliste, mystique et exclusivement politique), existent des interprétations dogmatiques et excessives. C'est bien sûr dans les courants littéralistes, traditionalistes et politisés que l'on observe les interprétations les plus fermées, qui vont promouvoir des avis juridiques qui ne tiennent pas compte des contextes historiques et sociaux, tant sur la pratique proprement dite que sur la culture, les relations humaines, les femmes ou les rapports avec les « non-musulmans ». Vis-à-vis de ces derniers, certains groupes peuvent inviter les musulmans à ne pas engager de relations avec les chrétiens, les juifs ou les athées, voire parfois tenir des propos de rejet ou d'hostilité à leur rencontre. Sur le plan interne, certains de ces groupes minoritaires critiquent les autres tendances musulmanes et vont jusqu'à remettre en cause le caractère islamique de leur croyance et de leurs pratiques. Ce qui est troublant, et rend les catégorisations très complexes, c'est que des groupes réformistes, rationalistes ou mystiques développent – sur le plan interne – la même attitude dogmatique vis-à-vis de leurs coreligionnaires, délégitimant leur appartenance avec des jugements tranchés et parfois exclusivistes. On le voit, la modération est multidimensionnelle et ne s'exprime pas seulement par rapport à l'Occident ou aux « non-musulmans ». Il importe de reconnaître et de respecter la diversité des interprétations islamiques car c'est le seul moyen de pouvoir engager un dialogue intracommunautaire si nécessaire aujourd'hui.

L'analyse des positionnements politiques rend les choses plus complexes encore, tant la confusion est grande et les qualificatifs changeants. De qui et de quoi parle-t-on au juste ? La question de la

modération politique est tout à fait subjective. L'exemple de l'Afghanistan est assez symptomatique : les mêmes qui hier étaient présentés comme des « résistants » face à l'invasion russe sont aujourd'hui décrits comme des « terroristes » lorsqu'ils font face à l'occupation américano-britannique. Si tout le monde s'accorde à condamner les actes de terrorisme ciblant des civils aux États-Unis, à Casablanca, Bali, Amman, Madrid ou Londres, qu'en est-il de la résistance irakienne, afghane ou palestinienne vis-à-vis d'occupations considérées ou perçues comme illégales ? Les « extrémistes » sont-ils les résistants et les « modérés » ceux qui acceptent la présence des forces américaines, britanniques, russes ou israéliennes ? Ou encore les opposants diabolisés, unilatéralement décrits comme « extrémistes » ou « terroristes » par certains régimes despotiques ? Qui décide et à partir de quels paramètres ?

J'ai eu personnellement affaire à ce type de qualification à géométrie variable. Reçu en 2003 au Département d'État américain, j'y étais présenté comme un musulman « ouvert » et « modéré ». Près d'une année plus tard, sous l'administration Bush, mes critiques sur la politique américaine en Irak et en Palestine (dont je reconnaissais la légitimité de la résistance sans cautionner aucunement les attaques contre les civils et les innocents) m'ont transformé en potentiel « soutien des terroristes » et m'ont interdit d'entrer aux États-Unis. Six ans plus tard, l'accusation est tombée. Voilà que l'administration Obama considère que mes opinions ne sont pas dangereuses et que je suis utile au débat critique autour de l'islam : je peux de nouveau entrer sur le territoire américain. Non seulement la « modération » politique est un concept discutable, mais la confusion entre les sphères religieuses et politiques rend l'analyse plus aléatoire encore. On suppose très vite, bien trop vite, qu'une femme ou un homme religieusement « libéral(e) », quand il est question de la pratique de l'islam, va développer des opinions politiques tout autant « libérales ». Or il n'en est rien et les exemples sont légion d'acteurs politiques, d'intellectuels ou de militants associatifs qui sont effectivement des musulmans, avec des conceptions et des pratiques très libérales (ou absentes), mais qui politiquement soutiennent des régimes dictatoriaux très durs. La modération religieuse ne dit rien de la modération politique : on tend parfois à confondre ces ordres dans les analyses proposées en Occident. Des études plus minutieuses s'imposent afin de permettre une évaluation

plus claire des positionnements respectifs et des tendances religieuses et politiques en présence.

Le rapport à « l'Occident » est également un paramètre intéressant pour évaluer les positionnements religieux et politiques des musulmans contemporains. Si les groupes extrémistes violents envisagent le rapport à l'Occident sous l'angle exclusif de l'opposition et du rapport de force religieux, politique, culturel et économique, la très grande majorité des musulmans du monde – et notamment bien sûr les Occidentaux musulmans – reconnaissent les acquis des sociétés occidentales, tout en revendiquant le droit à déterminer pour eux-mêmes les contours de leur identité, de leur pratique et de leurs espérances spirituelles. En ce sens, les critiques et les rejets de l'Occident sont d'abord liés à un refus du rapport de domination politique, économique et culturelle. La religion est souvent un vecteur de mobilisation naturelle dans les sociétés majoritairement musulmanes, mais ce qui est critiqué est avant tout la mainmise politique et économique et les incohérences du soutien occidental aux régimes les plus autocrates et les plus corrompus. Le discours strictement religieux est très majoritairement modéré vis-à-vis de l'Occident, et ce même dans les rangs de mouvements islamistes, de la Malaisie jusqu'au Maroc, en passant par le gouvernement turc actuel dont l'objectif est d'adhérer à l'Union européenne. L'aire de tension et de potentiel conflit n'est pas religieuse et n'a rien à voir avec l'islam ou les « musulmans modérés » : il s'agit de questions politiques qu'il conviendrait de traiter comme telles.

On peut en Occident décider que les musulmans modérés sont ceux qui sont invisibles, ou ceux qui « nous » ressemblent, ou encore ceux qui acceptent les termes de leur domination. De tels raisonnements et conclusions ne permettront pourtant pas de comprendre les dynamiques qui traversent les sociétés majoritairement musulmanes et les communautés établies en Occident. Or celles-ci sont multiples et complexes : il existe un débat strictement religieux (en termes de philosophie du droit islamique et de ses fondements) sur la notion de modération (*wasatiyya*) qu'il est important d'appréhender dans toute son envergure. Il permet de mieux comprendre les enjeux des débats intra-communautaires entre les différentes tendances et les dispositions exclusivistes et parfois dogmatiques au sein des courants apparemment les plus ouverts. Cette approche permet d'aborder les questions politiques avec moins de parti pris et/ou de naïveté. Une fois condamnés

les groupes extrémistes violents qui tuent les civils et les innocents, il convient de contextualiser les positions politiques afin de ne pas simplifier la grille d'analyse avec des conclusions du type : les « modérés » sont ceux qui nous soutiennent ou nous ressemblent, les autres sont des fondamentalistes ou des islamistes extrémistes. Ces considérations sont idéologiques et entretiennent des confusions qui ne permettent pas d'appréhender la nature des enjeux, d'abord essentiellement politiques et économiques. C'est bien ce que cache la rhétorique du « conflit des civilisations » qui oppose en termes religieux et culturels des entités construites qui ne traduisent en rien les aspirations de justice et de liberté qui s'expriment dans les deux univers de référence. C'est en ce sens que la voix de ceux qui défendent avec force la modération religieuse (laquelle représente l'immense majorité des musulmans) doit se faire entendre de façon plus « radicale », afin de traduire en des termes adéquats la similarité des valeurs éthiques, mais aussi la nature de rapports de force politiques et économiques profondément dissymétriques. Il importe que ces voix se fassent entendre et expriment que la modération religieuse, d'une part, peut se marier avec la radicalité d'un discours politique, non violent et démocrate, opposé à la domination, à l'exploitation et à l'oppression sous toutes ses formes.

II

DE LA TUNISIE, DE L'ALGÉRIE ET DU NIGER¹...

Il fallait bien un dictateur pour affirmer que les émeutes de la rue tunisienne sont des ingérences « de l'étranger » et des actes « imparadonnables » assimilables au « terrorisme ». Le bon pouvoir tunisien, démocratique et non corrompu, sait de quoi il parle. Les alliés occidentaux manifestent quelques inquiétudes, mais pas ou peu de condamnations. La police tire sur les civils à balles réelles, les morts se comptent déjà par dizaines, mais ce n'est point encore suffisant pour alarmer les cabinets occidentaux. L'allié tunisien a des privilèges particuliers, au sein de la communauté internationale, pour traiter comme il se doit son opposition ou toute tentative de résister à sa dictature et à son oppression.

La Tunisie n'est pas une démocratie : c'est une dictature qui pratique l'assassinat politique, la torture et dont le gouvernement vit de la corruption la plus répandue. Il faut soutenir la population en général et les jeunes en particulier qui descendent dans la rue et qui demandent à ce que leur liberté et leurs droits soient protégés et respectés. Il est l'heure, il est temps, de mettre un terme à cette mascarade de démocratie et de progrès soi-disant « modernistes » destinée à tromper les touristes ou les « mal-informés ». Il est l'heure, il est temps, de dire au peuple qui se réveille que nous sommes de son côté, que nous ne sommes point dupes et que les Tunisiens ont raison de se révolter. Quant à tous ceux qui font silence ou qui veulent préserver leurs intérêts politiques, économiques ou touristiques... il leur restera la honte. Que ces émeutes finissent par le succès ou l'échec, il restera le principe et la cause : résister à un dictateur et dénoncer ses alliés (dictateurs, démocrates ou/et hypocrites).

1. Publié sur Tariqramadan.com, 11 janvier 2011.

En Algérie, les choses semblent se calmer et pourtant les revendications demeurent légitimes. Où passe donc la manne pétrolière ? Qui sont ces corrompus qui se remplissent les poches de commerces, de gains frauduleux ou de commissions illicites alors que le peuple d'Algérie s'appauvrit, que le chômage augmente et que le système entier s'affaisse sur une population qui étouffe. Un système fermé, une corruption généralisée, des mensonges et des manipulations : l'Algérie va mal alors que son président est malade. La rue s'est exprimée et s'exprimera encore. Ces prochains jours ou ces prochaines semaines : il faudra bien l'entendre. Il sera l'heure, il sera temps.

Depuis le Niger nous parviennent les nouvelles de l'horreur. Deux jeunes Français enlevés puis froidement assassinés. La condamnation de ces actes odieux est claire, tranchante, définitive. Cela ne peut être, ne doit pas être et il faut combattre ces groupes extrémistes, manipulés ou manipulateurs (de la religion, de ses principes ou d'autres références ou causes...). Comme nous l'avions fait au Colloque international de musulmans de l'Espace francophone (Cimef) en juillet 2010, il faut répéter que rien ne peut justifier l'assassinat d'innocents (et des actes de cette nature) au nom de l'islam ou d'un quelconque engagement politique.

Au moment où nous prononçons cette condamnation de façon ferme et audible, nous désirons exprimer des réserves tout aussi claires sur la stratégie des gouvernements africains et français quant au traitement de la menace de ces groupuscules et réseaux extrémistes violents. Trois militaires africains rencontrés cet été nous ont fait part de leur cas de conscience, de leurs inquiétudes et de leurs angoisses résultant des ordres qu'ils reçoivent et de la façon dont on leur demande d'opérer dans le Sahel face à ces réseaux, où se mêlent des extrémistes, des bandits et des pilliers. On leur ordonne de ne faire aucun prisonnier, de liquider tous les membres des groupes une fois qu'ils sont localisés, armés ou pas, en état de combat ou non. Un des militaires a une fois appelé son commandement en l'informant qu'ils avaient localisé un groupuscule et que ce dernier était restreint, pas en état de combat, et qu'il y avait deux femmes parmi eux. La réponse ne s'est pas fait attendre. « Liquidez-les tous ! On ne veut pas de prisonniers. » Pourquoi donc ? Comment expliquer ces tueries ? Un autre militaire nous a assuré avoir trouvé le cadavre d'un individu qu'il avait fait arrêter dans une précédente expédition et à qui on avait dû rendre la liberté pour qu'il se retrouvât parmi les morts quelques semaines plus tard. Étrange

stratégie, impitoyable, mais surtout incompréhensible. L'armée française est au courant de ces façons de faire et, dans une telle atmosphère de folie et de non-sens, poursuivre des ravisseurs signifiait nécessairement la mort de leurs deux captifs. Comment en douter ?

On ne saurait s'arrêter sur cette seule affaire et formuler des condamnations mais c'est bien l'ensemble de la stratégie africano-française au Sahel qu'il faut questionner. Le régime de terreur, le mélange des genres (lutte contre le terrorisme, le banditisme ou la corruption), les exécutions sommaires, le non-respect de la vie des hommes et des prisonniers, et les manœuvres expéditives ne peuvent offrir la sécurité ni aux Africains (Maliens, Nigériens, etc.) ni aux ressortissants français. La France se trompe encore en Afrique. Encore. Elle vient de tenter de sauver deux otages « à l'africaine »... parce que beaucoup d'États africains se trompent aussi en Afrique même. Il serait temps, dans la lutte contre les extrémistes violents, d'avoir une stratégie, de respecter certains principes de dignité et de droit et de ne pas croire que ce qui se passe au Sahel, loin des caméras, est protégé par la justification du silence médiatique. Un jour des innocents paient, personnellement et médiatiquement, ces erreurs. Il faut que cela cesse, il est l'heure, il est temps.

Notre sympathie va aux familles de toutes les victimes en Tunisie, en Algérie et en France... du côté des opprimés, des victimes et des innocents. Toujours.

III

LA TUNISIE : UNE RÉVOLUTION¹ ?

Il faut saluer avec force, honneur et dignité l'action du peuple tunisien. Une résistance et une révolution pacifiques et civiles qui, à force de détermination et de sacrifices, a réussi à ébranler la dictature. Le président Ben Ali a quitté le pays (alors qu'il devrait être jugé impérialisme, lui et ses acolytes) et le Premier ministre (soutien absolu de Ben Ali) a momentanément pris les rênes du pays. C'est une première étape et, à la croisée des chemins, les enjeux restent sensibles et particulièrement dangereux. Tout est encore possible : une tentative de gagner du temps, de manipuler les revendications populaires (avec un faux nouvel ancien gouvernement) ou encore une orientation influencée par des forces intérieures ou étrangères. La vigilance s'impose, la lucidité et surtout le refus de la naïveté et de certains expédients très – trop – rapides. La révolution civile et informelle a révélé une force extraordinaire mais cette force du contre-pouvoir peut aussi s'avérer une faiblesse face aux courants politiques qui pourraient utiliser le texte de la Constitution, les relations politiques internationales ou simplement utiliser le temps de l'apaisement pour redistribuer les cartes (il faudra également suivre attentivement l'évolution de l'attitude de l'armée). On pourrait leur offrir d'apparentes libertés, sans le dictateur, mais un nouveau quadrillage de la vie politique tunisienne. Il faut saluer cette première victoire tout en sachant que rien n'est gagné encore.

Le peuple de Tunisie est descendu dans la rue et, dans la non-violence, a dit « non ! » parce qu'il était l'heure que la dictature cessât. Il faut le saluer, le respecter et s'engager encore et encore à ses côtés. Sans fléchir. Il faudra faire attention à toutes ces « nouvelles » voix de « soutien » qui hier étaient silencieuses avec Ben Ali et qui vont se présenter aujourd'hui comme des « démocrates » sans passé. Il faudra,

de la même façon, faire le compte des complicités individuelles et internationales qui aimeraient, à l'heure de la résistance pacifique victorieuse, faire oublier leurs trahisons, leurs mensonges et leurs hypocrisies. D'aucuns ont sacrifié leur vie, d'autres ont été torturés ou ont vécu l'exil et la désolation : c'est avec eux qu'il faut être et s'engager. Leurs sacrifices, leurs souffrances et leurs larmes ne furent pas en vain. Une belle leçon, un moment historique : le peuple a eu raison de son dictateur. Il faut encore qu'il ait raison de son système et de ses valets et complices.

À l'heure de cette incroyable révolution, pacifique, digne et populaire, des images d'un rêve possible traversent notre esprit et nos espérances : que les peuples arabes, soumis aux dictatures, se lèvent enfin et, avec la même détermination populaire et non violente, résistent aux autocrates et libèrent leur pays. Enfin ! Quel bel exemple : un soulèvement du peuple et du cœur. Si seulement les peuples avaient la force de cet exemple, de cette écoute et de cette résistance non violente et révolutionnaire. Le sens historique de la libération.

1. Publié sur Tariqramadan.com, 14 janvier 2011.

IV

L'IMPOSTURE ET LA LUMIÈRE¹

On savait que la transition serait difficile. Des hommes proches du pouvoir essaient encore de tirer leurs cartes du jeu ou simplement de sauver leur avenir ou leur vie. Rien n'est gagné et le peuple tunisien ainsi que ses intellectuels, ses hommes politiques, jusqu'au commandement de l'armée, doivent faire preuve tout à la fois de détermination, de modération et de patience. Rien ne sera facile. Ce n'est pas un dictateur qu'il faut simplement chasser, c'est un système autarcique, fondé sur le clientélisme et la corruption, qu'il faut démanteler et empêcher de nuire encore. Ce sera long, il faut rester vigilants afin que cette révolution ne soit pas détournée, confisquée, manipulée par des individus ou des réseaux aux intérêts sombres et peu démocratiques. Le gouvernement de transition qui s'installe aujourd'hui est une belle mise en scène qu'il faut critiquer et refuser : offrir le ministère de l'Intérieur à un ancien du régime en dit long sur les tentatives de récupération. L'alternative doit être sercine et plurielle, certes, mais radicalement nouvelle pour préparer comme il se doit les élections dans six mois.

On s'attendait, nous l'avions dit, à entendre des voix nouvellement converties à la « belle démocratie » en Tunisie. Ils louent aujourd'hui « le courage du peuple » et « cet extraordinaire mouvement » vers la liberté. Les voilà qui se font entendre aujourd'hui à l'image d'Abdelwahab Meddeb qui, il y a deux ans sur le plateau de « Ce soir ou jamais », défendait le régime tunisien qui avait raison, « au nom de la laïcité » disait-il, de ne pas être démocrate. Le voilà aujourd'hui, lui comme tant d'autres, parmi les signataires d'un appel à la démocratie et à la modération. Et les médias français – qui peinent encore à entendre la voix des peuples libres des anciennes colonies – lui demandent encore, à lui et à ses acolytes complices du régime qui

tombe, d'expliquer la Tunisie aux Français. Avec ou sans Ben Ali, les seules voix légitimes du Maghreb, dans les salons parisiens comme dans une majorité de rédactions de médias, restent les esprits soit colonisés, soit achetés, soit vendus. Une honte, une imposture.

On ferait mieux d'entendre les voix d'autres intellectuels, politiques ou journalistes, à l'image de Moncef Marzouki dont personne ne pourra nier la cohérence, dans leur combat légitime pour une vraie démocratie en Tunisie. Il existe des centaines de femmes et d'hommes, et de tout bord politique, qui sont restés droits et qui doivent être associés à la construction de l'avenir de la Tunisie. Une construction digne, transparente et libre.

Des femmes et des hommes tentent de faire bouger les choses de la Jordanie, à l'Égypte en passant par l'Algérie ou la Syrie. Les régimes sont sur le pied de guerre et s'opposent à l'évidence à toute velléité de changement populaire. Il y a fort à parier que rien ne se passera dans les jours qui viennent mais on aimerait tant, tellement, que les peuples se réveillent et qu'ils ébranlent ces régimes que les leaders politiques, les partis d'opposition et les intellectuels n'ont pas réussi à réformer ou à renverser. On aimerait tant que de tels mouvements de population, déterminés et non violents, prennent corps dans tous les pays arabes – et partout où règne la dictature ce faisant – et que cet exemple soit un chemin vers un avenir plus lumineux.

Quelque chose s'est passé en Tunisie : un moment historique. Un verrou psychologique et politique a été brisé. C'est à chacun de nous de travailler à ce que ce mouvement demeure vivant pour la dignité des peuples et leur liberté. Il y a un prix à payer : des mouvements non violents et populaires compteront leurs morts mais à terme c'est l'avenir et de la vie des femmes, des hommes et des jeunes générations qui sera protégé. Cet avenir est notre affaire. Où que nous soyons.

1. Publié sur Tariqramadan.com, 17 janvier 2011.

XVI

DE LA LIBYE ET DE LA SYRIE¹

Le régime de Kadhafi est en train de s'effondrer. Personne ne sait exactement quand ni dans quel état – vivant ou mort – il sera trouvé. Mais la partie est finie. La Libye est à présent en train de tourner une sombre page de sa récente histoire. Le régime libyen était brutal et impitoyable envers ses opposants. Torture et exécutions sommaires ont reflété l'excentricité, la folie, ainsi que l'intelligence de Kadhafi. Le peuple libyen était assoiffé de liberté; il a suivi les traces des Tunisiens et des Égyptiens. Nous devons rendre hommage à son courage, à son engagement, ainsi qu'à sa détermination. Personne n'aurait imaginé que Kadhafi partirait avant sa mort, car son comportement était si imprévisible qu'il aurait réprimé et tué sans une once de considération pour les conséquences. La fin de son règne fut plus aisée que prévu.

Pourtant, il faut se poser certaines questions essentielles. Contrairement à la Tunisie et à l'Égypte et à leurs mobilisations non violentes, en Libye le mouvement de masse s'est transformé en guerre civile totale avec des armes lourdes utilisées par les deux côtés. L'Otan, qui a d'abord justifié son engagement en prétendant protéger les civils, a aidé la résistance à gagner des combats sur le terrain. Nous savons que les agents de renseignement américains et européens ont conseillé les opposants sur le plan militaire quant à la meilleure stratégie à adopter pour renverser Kadhafi et ses fils. Cela s'est passé après que la France, suivie par trente pays, a officiellement reconnu le Conseil national de transition en tant que représentant légitime du nouvel État libyen. Ce Conseil, présidé par d'anciens membres du régime, a à trois reprises annoncé de manière erronée qu'il avait arrêté les fils de Kadhafi. Dès lors, la question est la suivante: Comment a-t-on pu accepter de faire confiance aussi rapidement à un Conseil si curieux alors que

tous les signes montrent qu'il s'agit d'un groupe de personnes et de visions très contradictoires?

Il se peut effectivement que de sombres nuits soient derrière nous, mais qui peut prévoir de futurs jours ensoleillés? La Libye est un pays riche et stratégique. L'intervention étrangère n'est pas un hasard. Qui contrôlera sa richesse, comment sera-t-elle utilisée et/ou répartie parmi les compagnies pétrolières occidentales transnationales (au lieu qu'elle ne le soit par le gouvernement chinois, qui avait des contrats avec la Libye et s'est opposé à la guerre)? Pouvons-nous espérer un processus démocratique véritable et transparent? Rien n'est moins sûr et rien n'est garanti, car il demeure difficile d'évaluer le niveau d'autonomie des forces d'opposition. La Libye a été contrôlée par un dictateur imprévisible et pourrait demeurer sous contrôle, exercé au moyen d'une pseudo-démocratie non transparente. Notre joie de voir tomber le dictateur ne doit pas venir à bout de notre prudence quant à ce qui se prépare pour la Libye. Notre devoir moral est d'être aux côtés de ceux qui revendiquent la liberté sous un régime démocratique qui exerce un contrôle total sur les richesses du pays. En Libye, la partie est loin d'être finie.

Et en Syrie, elle n'est pas finie non plus. Plus de deux mille cinq cents personnes ont à ce jour déjà été tuées par le régime de Bachar el-Assad, qui est en train de montrer son vrai visage. Parmi les victimes figurent des adolescents, des femmes et même des réfugiés palestiniens. En empêchant les médias internationaux de couvrir les événements et en étouffant la parole, le régime pensait qu'il serait capable de réprimer en silence. Sans alliés occidentaux, sans l'Otan, sans « communauté internationale » et sans armes, les Syriens continuent de dire: « Non! Nous n'abandonnerons pas! » Jour après jour, ils manifestent et protestent. Jour après jour, ils ont été tués, les mains dépourvues d'armes, la poitrine innocente en avant. Nous ne devrions pas être naïfs concernant le mouvement d'opposition: il demeure un mélange étrange de forces et d'intérêts politiques (comme ceux qui se sont réunis en Turquie afin d'organiser et de coordonner la résistance). Néanmoins, il est de notre devoir moral, également, de dire à nos gouvernements occidentaux d'arrêter de supporter la démocratie du seul bout des lèvres, de ne pas attendre six mois avant de demander à Bachar el-Assad de partir. Six mois de bavardages, n'ayant abouti à aucun résultat, il aurait été possible d'isoler le pays de manière efficace sans option militaire. Les pouvoirs occidentaux n'ont rien fait alors qu'il est consternant

1. Publié dans le journal turc *Star*, 28 août 2011.

d'entendre le président vénézuélien Hugo Chávez appeler Bachar el-Assad « un humaniste, un frère ».

Nous devons rendre hommage au courage des Syriens, nos sœurs et frères en humanité. Leur mouvement non violent l'emportera, mais bien d'autres Syriens mourront en cours de route. Le mouvement de non-violence syrien nous demande, en ce mois de Ramadan, de prier le 28 août pour les disparus et les morts. Prions et joignons-nous avec d'autres personnes dotées de conscience, croyantes ou non croyantes, au souvenir du sort de peuples innocents qui luttent pour leur liberté et leur dignité. Soyons dignes nous-mêmes en tant qu'êtres humains vivants en apportant notre soutien à la dignité de leurs morts.

XVII

ESPOIR ET DÉCEPTION EN LIBYE¹

La situation en Libye est confuse et assez inquiétante. Kadhafi a disparu ; personne ne sait exactement ce qui est en train de se passer à Tripoli. Nous semblons assister à la répétition du scénario irakien : les forces françaises, américaines et britanniques sont en train d'aider les rebelles à la fois au sol et dans les airs alors qu'ils tentent de convaincre le monde que leur intention est de protéger les civils et de libérer le pays de « ce dictateur monstrueux ». Nous avons entendu la même chanson précédemment, en 2003, lorsque l'ancien allié et ami (durant la guerre de 1980-1988 entre l'Iran et l'Irak), Saddam Hussein, est soudain devenu un tyran au visage sinistre, par opposition à la pureté de la politique américaine. Il s'agissait là d'armes de destruction massives, de liberté, de démocratie et de civilisation, nous disait-on. De purs mensonges. Quelques années après le blocus économique américain (décrété par le président Bill Clinton) qui a tué plus de cinq cent mille civils irakiens innocents par an, l'administration Bush était prête à déclencher une guerre et à tuer à nouveau. Au nom d'intérêts géopolitiques (encouragés par Israël et ses lobbies américains, comme l'a rapporté le journaliste Robert Fisk) et de ressources pétrolières. Mais nous devons nous rappeler que la guerre avait commencé avant même que George W. Bush entre en fonction.

Le quotidien français *Libération* a révélé, le 1^{er} septembre 2011, l'existence d'un accord secret entre le gouvernement français et le Conseil national de transition (CNT) libyen : après la guerre, 35 % des exportations pétrolières du pays seraient alloués à la France. La France a, semble-t-il, joué en Libye le jeu des États-Unis en Irak. La guerre a été menée pour la démocratie, la liberté et la dignité à la suite du « printemps arabe », s'est vanté le président français Nicolas Sarkozy.

1. Publié dans le journal turc *Star*, 3 septembre 2011.

Le dirigeant libyen qu'il avait accueilli à Paris seulement dix-huit mois auparavant était devenu du jour au lendemain une figure satanique. Il était du devoir moral de la France de libérer le pays du « tyran fou ». Aujourd'hui, nous entendons une autre version, une vérité différente qui révèle un humanisme relatif et un intérêt bien plus prononcé pour les affaires.

Le rôle de l'intellectuel français Bernard-Henri Lévy, qui a pendant quelques jours servi de ministre des Affaires étrangères impromptu et aidé à créer le CNT, est étonnant. Pourquoi en effet était-il impliqué, avec qui et comment ? C'était comme si sa mission avait été de faire fusionner les intérêts français et israéliens dans la région. Kadhafi était un obstacle ; se débarrasser de lui était un grand pas en avant pour la stratégie israélienne et cela non seulement au Moyen-Orient, mais également en Afrique (l'essayiste français Pierre Péan a révélé dans son livre *Carnages : les guerres secrètes des grandes puissances d'Afrique* l'ampleur véritable de l'activité d'Israël sur le continent africain). Realpolitik, cynique logique.

Il était impossible pour l'administration américaine actuelle d'être aux avant-postes de l'intervention libyenne. Les guerres en Irak et en Afghanistan, ainsi que les conséquences nationales de la récession mondiale ont rendu impossible à justifier une intervention directe, de sorte que la France en a pris la direction : un scénario gagnant-gagnant pour tous deux. Devrions-nous en être surpris ? Peu de choses ont changé en Afrique du Nord et, au moment même où l'Occident manifeste un intérêt de pure forme vis-à-vis du « printemps arabe », nous ne devons pas oublier les décennies de soutien aux dictateurs.

Par conséquent, il convient de rester prudent quant à la manière dont les choses seront gérées dans la région. La Chine, l'Inde et la Russie sont de nouveaux acteurs et, au-delà du fait de promouvoir la démocratie ou non, le Moyen-Orient demeure avant tout un champ de bataille pour des intérêts économiques. Il est peu probable que ces intérêts soient négligés au nom d'un prétendu nouvel élan pour la démocratie arabe. Il est crucial de prendre conscience du cynisme de tels calculs – et d'espérer que les populations arabes profiteront de toute occasion pour se libérer elles-mêmes des puissances étrangères en trouvant leur chemin vers l'indépendance politique et économique.

Il est tout aussi crucial de ne pas tomber dans l'autre extrême. Ces jours-ci, sur Internet, on entend des voix qui nient les faits mêmes, tant elles sont obsédées par la critique de l'Occident et détectent un complot

américain derrière tout événement. Kadhafi était, après tout, un dictateur, et il en est de même de Bachar el-Assad. En d'autres termes, la politique ne consiste pas simplement à appeler mon ami l'ennemi de mon ennemi. Il faut dénoncer le jeu américain et français (et celui de toutes les grandes puissances en général, de l'Occident à la Chine, l'Inde, la Russie ou Israël) lorsqu'il équivaut à un soutien aux dictateurs afin de protéger des intérêts. Ce serait une erreur de soutenir les despotes coûte que coûte.

La seule manière d'avancer consiste à s'opposer à la fois à la position hypocrite des grandes puissances et à la répression inacceptable des régimes dictatoriaux : ni idéalisation ni naïveté. Les populations arabes ont besoin de soutien sans que nous ne nous laissions tromper par ce qui se dit en Occident, en Chine ou en Russie, ou que nous n'accordions aveuglément du crédit à la couverture médiatique des récents événements. Espérer la chute des régimes de Kadhafi et d'Assad exige un esprit avisé, afin de ne pas être manipulé à nouveau par des gouvernements qui n'ont que faire des droits de l'homme, de la liberté, de l'égalité et de la démocratie.

Au demeurant, il est de notre devoir de citoyens d'être vigilants : les droits démocratiques ne peuvent être donnés, ils doivent être gagnés. Notre lutte est d'ordre intellectuel, civique et politique et devrait être engagée – et nous espérons qu'elle l'emportera – en Occident, en Afrique, au Moyen-Orient, ainsi qu'en Asie. Il s'agit d'une lutte continue qui exigera toute notre intelligence, notre compréhension, notre lucidité et tout notre engagement. Nos espoirs ont des droits ; le premier d'entre eux est de ne jamais oublier de réfléchir.

XVIII

ERDOĞAN VISITE L'ÉGYPTE, LA TUNISIE ET LA LIBYE¹

La visite du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a été un immense succès populaire. Depuis trois ans, son image a énormément changé. Il est devenu plus populaire et plus respecté pour plusieurs raisons : il a été élu et réélu, et même ses opposants – malgré leurs critiques – ont reconnu sa compétence et l'efficacité de son gouvernement. La Turquie s'améliore de l'intérieur comme à l'extérieur : moins de corruption, une meilleure gestion, moins de conflits et une économie solide (dix-septième rang mondial aujourd'hui). Après avoir essayé de s'intégrer à l'Union européenne – et après s'être heurté à une continuelle résistance – le Premier ministre ne s'attarda pas et s'empressa de lancer une politique étrangère multidimensionnelle en direction du Sud (Afrique, Amérique du Sud) et de l'Est (Chine, Inde, Malaisie, etc.). La stratégie du « zéro conflit » conduite par le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu a eu un impact visible et positif. Sur le front intérieur, le nouveau rôle assigné à l'armée a aidé le gouvernement en place à fortifier la démocratie.

Mais ce n'est pas pour ces bonnes raisons que l'image du Premier ministre Erdoğan a changé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Le 29 janvier 2009, à Davos, il s'est levé et a quitté la salle où il débattait avec le président israélien Shimon Perez. Erdoğan réagissait au massacre de Gaza et exprimait son opposition et sa révolte. La grande majorité des pays arabes avait gardé le silence ; M. Erdoğan a été le premier et sans doute la seule personnalité politique majeure à traduire ce que ressentent les Arabes et les musulmans à travers un acte à la fois symbolique et médiatique : la politique israélienne qui a tué des civils innocents était révoltante et il a osé le dire, poliment, mais

1. Publié dans le journal turc *Star*, 16 septembre 2011.

d'une façon ferme. Ce fut un tournant : le Premier ministre turc a montré qu'il était un leader indépendant à l'écoute de la rue arabe et turque (même si les intenses relations économiques et politiques entre la Turquie et Israël ne sont un secret pour personne).

Un an et demi plus tard, lorsque les commandos israéliens ont attaqué la Flottille de la Liberté dans les eaux internationales et tué neuf activistes turcs pacifistes, M. Erdoğan, une fois encore, fut prompt à réagir : il a réclamé des excuses officielles et a campé sur ses positions jusqu'à ce jour. La Turquie a par la suite expulsé l'ambassadeur israélien (et d'autres diplomates de postes inférieurs) et a suspendu ses liens militaires avec Israël, démontrant ainsi qu'il ne s'agissait plus d'un conflit de symboles mais qu'il était prêt à une confrontation diplomatique. Les Arabes et les musulmans ont observé avec étonnement et admiration. Finalement, au Caire, il a rappelé à ses hôtes que la reconnaissance d'un État palestinien à l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre, « est une obligation, et non une option », renforçant son pouvoir symbolique et psychologique. Non seulement M. Erdoğan est un Premier ministre qui a du succès, conduisant son pays vers une transparence politique et une autonomie politique, mais il est aussi le champion de la cause palestinienne internationale. Il prévient : « Israël ne peut pas faire ce qu'il veut dans la mer Méditerranée » et la marine turque « va renforcer sa surveillance » dans cette zone. Le message ne pouvait pas être plus explicite.

Ses visites en Égypte, en Tunisie et en Libye doivent être analysées à la lumière de ces antécédents extrêmement positifs et de sa stature qui a crû de façon spectaculaire. Il faut ajouter à cela que le Premier ministre turc fut le premier à rendre hommage aux peuples qui ont manifesté contre les dictateurs. Très tôt il a appelé Ben Ali et Moubarak à partir et à accepter la volonté de leur peuple. Dès le début, il a défendu l'État de droit, de la transparence et de la démocratie et les manifestants tunisiens et égyptiens ont entendu sa voix. Aujourd'hui, il est en visite au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en toute confiance : il a été du bon côté de l'Histoire et il est resté cohérent tout au long de la crise. Les Palestiniens méritent un État indépendant et démocratique, autant que les Tunisiens, les Égyptiens, les Libyens et tous les pays majoritairement arabes et musulmans. Son appel aux deux courants, islamiste comme laïque, d'aller au-delà des débats stériles qui les séparent et d'opter pour un État civil démocratique est fort autant que pertinent.

Recep Tayyip Erdoğan est intimement familier de ces débats, venant lui-même d'une tradition islamiste et ayant à gérer des résistances laïques en Turquie : il sait que ces débats ne sont rien de plus que des pièges idéologiques. Ce qui est primordial aujourd'hui, c'est de se mettre d'accord sur les principes démocratiques de base, de travailler pour la transparence, et pour le respect de la volonté populaire, en s'assurant que les soulèvements populaires ne seront pas détournés soit par des courants dogmatiques religieux, soit par de nouveaux despotes laïques, soit encore par les armées toujours très puissantes. Il est grand temps de passer des débats idéologiques inutiles à des politiques et des réalisations pratiques et efficaces : être des musulmans n'empêche pas d'être des démocrates et de combiner éthique et politique de façon pluraliste.

Le Premier ministre turc sait qu'il n'y aura pas de démocratie sécurisée sans stabilité économique. Les États-Unis, les pays européens (avec la visite de Cameron et Sarkozy en Libye), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international rivalisent afin de conquérir des marchés et exercer un certain contrôle sur le développement futur de la région. M. Erdoğan visite la région avec une délégation impressionnante : deux cents hommes d'affaires l'accompagnent et cherchent à améliorer les liens économiques et à signer des contrats (pétrole, télécommunications, transports, services, éducation, etc.). Il est évident que la Turquie a des ambitions et cherche à accroître son rôle international. Dans un nouveau monde multipolaire, sa présence est la bienvenue. Si on analyse l'ordre économique global, on observe un glissement vers l'Est. Cela n'est point encore une garantie de davantage de démocratie et de justice internationale mais c'est au moins l'espoir d'un monde mieux équilibré. La Turquie peut et doit jouer un rôle important si le Premier ministre turc et son gouvernement restent cohérents à la fois dans leur politique intérieure et étrangère. Il faut espérer que la Tunisie, l'Égypte, la Libye et d'autres pays arabes et majoritairement musulmans étudieront l'exemple de la Turquie (ses succès comme ses revers) et participeront à cette dynamique. Cela signifierait l'émergence d'un pôle de pays nouvellement démocratiques, qui aideront à réconcilier les musulmans avec la confiance, l'autonomie, le pluralisme et le succès.

TABLE

Introduction	9
1. DES SOULÈVEMENTS SOUS INFLUENCE ?	15
Nommer	16
Prévisible, imprévisible	18
Islamistes, islamiques ?	26
Où l'autre n'est plus l'autre	30
2. OPTIMISME PRUDENT	41
Comprendre : manipulation ou libération ?	41
Traitements différenciés	55
Le rôle des médias	72
La mort d'Oussama ben Laden	80
De l'Occident, de la politique et de l'économie	85
Défis des sociétés majoritairement musulmanes	97
3. ISLAM, ISLAMISME, SÉCURISATION	109
Islam et islamisme	110
La sécularisation	121
Faux débats, vrais débats	128
Crises croisées	137
4. LA RÉFÉRENCE ISLAMIQUE	155
La fin de l'islam politique ?	158
Vers l'État civil	165
Au nom de l'éthique : penser l'alternative	173
Le social et le politique	180

L'axe économique	191
La culture et le sens	200
Avec l'Occident	213
Conclusion	227

ANNEXES

I. Qui sont les musulmans modérés ?	235
II. De la Tunisie, de l'Algérie et du Niger... ..	241
III. La Tunisie : une révolution ?	244
IV. L'imposture et la lumière	246
V. Afrique, Tunisie : la nouvelle donne	248
VI. Égypte : la voix du peuple et l'Histoire	252
VII. Après Moubarak ?	256
VIII. Responsabilités historiques : la démocratie maintenant !	260
IX. Émotions et lucidité	264
X. Les vendredis de la Liberté	268
XI. De Ben Laden aux printemps arabes	271
XII. Barack Obama : le verbe et les symboles	274
XIII. Moyen-Orient : indépendance et dépendance	279
XIV. Révéler la Syrie	282
XV. En attendant le « printemps israélien »	285
XVI. De la Libye et de la Syrie	288
XVII. Espoir et déception en Libye	291
XVIII. Erdoğan visite l'Égypte, la Tunisie et la Libye	294

MERCI...

Il a fallu prendre du recul, tâcher de comprendre, ne pas aller trop vite. Il était également impératif de mettre en perspective, d'évaluer, voire de réévaluer des années de réflexions, de débats et d'engagement relatifs aux sociétés arabes et majoritairement musulmanes, mais également à l'Occident. C'est dire qu'il me serait difficile ici de remercier toutes celles et ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont contribué à l'élaboration de cet ouvrage. Elles sont nombreuses, ils sont trop nombreux pour être ici nominalelement cités.

Pendant ces semaines d'études et d'écriture, j'ai plongé dans les méandres de cette Histoire qui allait vite, très vite, et qui semblait bousculer tant d'habitudes, tant de certitudes : il fallait conjuguer l'exactitude des faits, la profondeur de l'analyse et la prudence des conclusions. Défi intellectuellement stimulant, mais ô combien périlleux ! J'aimerais ici remercier plus particulièrement celles et ceux qui, ces derniers mois, ont alimenté ma réflexion et m'ont permis d'affiner mes analyses et d'élargir mon horizon au gré de lectures, de rencontres, de débats et de conférences.

Les amis tunisiens Ahmad et Ridwan, avec tant d'autres, m'ont permis de suivre au plus près les événements en Tunisie. Il y a eu cette étincelle de ma fille Maryam, tous les jours présente sur le square de la Liberté (*midân at-Tahrîr*), impliquée de bout en bout dans le soulèvement égyptien. Elle y fut souvent rejointe par Moussa, son frère, mon fils. Un moment historique vécu en direct, en famille, dans l'espérance toujours, le doute souvent et parfois la peur. Cette jeunesse est l'avenir et, de cette force, il faut la remercier.

À Oxford, mes collègues Eugène Rogan (à qui je dois d'avoir repensé le titre avec Felicity Bryan, mon agente), Avi Shlaim, Michael Willis, au Middle East Center, m'ont apporté directement ou indirectement leur contribution. Comme ce fut le cas de Kalypso Nicolaïdis, du European Studies Center. Je veux exprimer à toutes et à tous ma gratitude, sans oublier, bien sûr, l'engagement sérieux, permanent et chaleureux de mon assistante Caroline Davis (tellement efficace) et de Julia Cook, si aimable, dans sa gestion du Centre.

Il y eut également les discussions et les débats, au Qatar, avec des collègues de la Faculté d'études islamiques : Basma Abdelgafar, Jasser Auda, Saif el-Din, Khaled el-Husseiny m'ont apporté des éclairages différents, de l'intérieur, critiques et stimulants. Mes échanges avec le monde arabe furent nombreux, constants et il est encore une fois impossible, hélas, de mentionner ici toutes les personnes qui m'ont permis d'élaborer ma pensée. Ma dette est importante.

Je n'oublie pas non plus mes rencontres et débats avec Alain Gresh, Catherine Samary, Michel Collon et le souvenir d'échanges toujours dynamiques avec François Burgat, John Esposito et Sami al-Aryan. Ce livre doit beaucoup, directement ou indirectement, à leur contribution respective. J'aimerais ajouter la présence compétente de ma nouvelle assistante à Paris, Jennifer, et bien sûr Sandrine et Sophie, des Presses du Châtelet, et Julie, mon attachée de presse, qui ont permis, chacun à sa manière, à cet ouvrage de voir le jour. Stephany a traduit avec beaucoup de gentillesse quelques articles reproduits en annexes. Je n'oublie pas Muna, Shelina et tous les membres de l'European Muslim Network que j'ai l'honneur de présider depuis quelques années déjà.

La relecture et l'amélioration du manuscrit doivent beaucoup à Olivier Philipponnat, des Presses du Châtelet, à Claude Dabbak, ma relectrice et traductrice, à Iman Ramadan, mon épouse, et à mon ami Fred A. Reed, traducteur et correcteur. Je ne m'en serais littéralement pas sorti sans leur dévouement, leur

présence et leur vigilante contribution. Un grand merci, du fond du cœur.

Ce livre, pour la plus grande part, a été écrit au Maroc, pendant la période propice du ramadan. J'ai souvent répété que le Maroc est une de mes patries d'adoption. Sans citer de noms (si ce n'est, quand même, Hossein et sa famille), pour ne froisser personne, je veux dire et redire ici mon amour de ce pays, de tant de sœurs, de frères et d'ami(e)s qui m'accompagnent d'une façon ou d'une autre et à qui cet ouvrage doit beaucoup, de cœur et d'intelligence.

À ma mère, Wafa, à ma sœur, Arwa; à mes frères, Aymen, Bilal, Yasser et Hani; à la mémoire de mon père; à mes beaux-parents, Cosette et George; à chaque cœur de ma famille, Iman, Maryam, Sami, Moussa et Najma, j'aimerais dire mon amour, mon respect et mes remerciements profonds et infinis. Devant Dieu, et en conscience, j'essaie d'être digne de ce que vous m'offrez. Merci pour tout. Tout. Que Sa lumière et Sa paix vous accompagnent toujours.

Londres, octobre 2011

(suite de la page 4)

La Méditerranée, frontières et passages, Thierry Fabre, (dir.), Actes Sud « Babel », 1999.

Être musulman européen, Tawhid, Lyon, 1999 (traduit en 21 langues).

L'Irrationnel, menace ou nécessité ? Le Monde/Seuil, 1999.

Aux sources du renouveau musulman, Bayard-Centurion, 1998 (2^e éd. Tawhid, Lyon, 2001).

La Tolérance ou la Liberté ? Les leçons de Voltaire et de Condorcet, Claude-Jean Lenoir (dir.), Complexe, Bruxelles, 1997.

Islam, le face-à-face des civilisations. Quel projet pour quelle modernité ? Tawhid, Lyon, 1995 (4^e éd. 2001).

Péril islamiste ? Alain Gresh (dir.), Complexe, Bruxelles, 1995.

Les Musulmans dans la laïcité. Responsabilités et droits des musulmans dans les sociétés occidentales, Tawhid, Lyon, 1994 (3^e éd. 2000).

*Cet ouvrage a été composé
par Atlant'Communication
au Bernard (Vendée)*

Achevé d'imprimer par

FLOCH

*en octobre 2011
pour le compte des Presses du Châtelet*

Imprimé en France
N° d'impression :
Dépôt légal : novembre 2011

Aux « révolutions inachevées » et aux théories du complot, nous préférons l'usage du terme « soulèvements » pour qualifier le caractère commun des mouvements de masse dans les pays arabes. Ainsi, des femmes et des hommes de toutes religions et de tous niveaux sociaux sont descendus dans la rue et ont exigé, de façon non violente et sans s'en prendre à l'Occident, que soit mis un terme à la dictature, à la corruption économique et au déni de respect des peuples. Entre la révolution et la révolte, selon les catégories utiles définies par Jean-Paul Sartre¹, existe le soulèvement, lequel, s'il va à son terme et renverse le pouvoir en place (l'ordre politique autant que la structure économique), devient révolution. Si, au contraire, il reste inachevé, est manipulé ou s'il échoue, le soulèvement devient révolte ; il aura exprimé l'aspiration des peuples sans concrétiser leurs espoirs. Parler de soulèvements, c'est avoir l'optimisme prudent et considérer que les révoltes sont d'ores et déjà des faits et les révolutions encore des espérances – et ce dans tous les pays arabes, sans exception.

Prévisible, imprévisible

En décembre 2010, puis en janvier 2011, on n'avait de cesse de répéter que ces révolutions étaient totalement imprévisibles et imprévues, tant les régimes tunisien et égyptien apparaissaient comme solides et indéboulonnables. L'appui des puissances européennes et américaines rendait de surcroît tout bouleversement fort improbable. Comme une exception au reste du monde, ce qui avait caractérisé les sociétés arabes durant ces trente dernières années était le *statu quo*. À la tête de régimes durs et inflexibles, d'inamovibles dictateurs avaient au moins le mérite de préserver la sécurité et la stabilité régionales et de réprimer sans merci les

1. Dans ses ouvrages de 1947, *Qu'est-ce que la littérature ?* et *Baudelaire*, où la révolte implique une opposition à un pouvoir qui demeure en place et confirme, par sa présence même, le sens de la révolte, tandis que la révolution a pour finalité le renversement du pouvoir qu'elle conteste.

« dangereux opposants », « islamistes » et/ou « radicaux ». En l'état, personne n'aurait pu prévoir ces mouvements, nul n'aurait pu les espérer. Nombre d'analystes et de journalistes ont répété à l'envi ces formules, comme pour persuader le public de la vérité de mobilisations *sui generis*, l'Histoire se « déployant », pour reprendre les mots du président Barack Obama, par la seule volonté politique de « peuples appelant au changement¹ ». Voire.

Il importe d'élargir l'angle de nos analyses dans la région et de ne pas s'en tenir uniquement aux mobilisations populaires exigeant des réformes politiques. Deux dimensions sont dès lors à considérer. En Tunisie comme en Égypte, les deux pays à l'origine de l'ensemble des manifestations, c'est davantage la situation économique qui fut la source première de mécontentement et de mobilisation. Or, une simple analyse des réalités socio-économiques de ces deux pays montre que tous les ingrédients étaient réunis pour provoquer une explosion sociale. Alors que leurs dirigeants paraissaient dans le luxe et la corruption, le prix des denrées de base n'avait eu de cesse d'augmenter de façon insupportable – en Tunisie comme en Égypte ou en Jordanie – et le chômage touchait des couches de plus en plus importantes de la population. Quant à celles et ceux qui travaillaient, ils devaient se satisfaire de salaires misérables et parfois exercer deux ou trois emplois pour survivre. La situation était intolérable et tout pouvait laisser présager une explosion sociale. Nul ne pouvait prévoir que la mort de Bouazizi allait provoquer une telle réaction face aux traitements indignes que subissaient les populations, mais les données économiques permettent néanmoins de mettre en perspective le sens et l'essence des soulèvements.

Il faut ajouter par ailleurs que la volonté de « démocratiser » le Moyen-Orient n'était pas nouvelle. L'idée fut exprimée

1. Déclaration du président Barack Obama, le 10 février 2011 : « *What is absolutely clear is that we are witnessing history unfold. It is a moment of transformation that is taking place because the people of Egypt are calling for change.* » (www.youtube.com/watch?v=5NmhlL23d4I)

en 2003, bien avant l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche. Le président George W. Bush expliquait alors que l'islam ne s'opposait pas à la démocratie et que la guerre en Irak était un premier pas vers un mouvement démocratique global au Moyen-Orient. Le 6 novembre de la même année, il ajoutait que son engagement au Moyen-Orient était similaire à celui de Ronald Reagan, lorsque celui-ci soutenait la démocratisation de l'Europe de l'Est dans les années 1980¹. Une révision de la stratégie américaine et européenne dans la région était impérative, ce souhait était connu. Les administrations américaines successives n'en faisaient pas un secret : pour des raisons économiques autant que politiques, il importait que l'état des dictatures changeât dans la région. C'était par ailleurs une condition impérative de l'ouverture des marchés arabes et de l'évolution de l'économie régionale. Sans la prise en considération de ces deux facteurs, il y avait fort à parier que les raisons ayant jusqu'alors justifié le statu quo et le maintien des dictatures, à savoir la sécurité et la stabilité, finiraient par produire leur exact opposé et conduire à des situations échappant à tout contrôle. L'entrée en jeu de nouveaux acteurs économiques comme la Chine, certains pays d'Amérique latine ou encore la Turquie, confirmait, de surcroît, les risques de l'immobilisme. L'intervention en Irak, la pression permanente sur l'Iran, la crise libanaise, la fracture entre les aires chiites et sunnites, de même que l'enlisement du processus de paix israélo-palestinien, étaient autant de signes annonçant des changements conséquents dans la région. Il serait bien naïf de penser que les grandes puissances – États-Unis, France, Allemagne, Russie ou même Chine – n'aient été que de purs observateurs de ces évolutions. Les relations

1. BBC News, 6 novembre 2003 (http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle_east/3248119.stm). George W. Bush expliquera par ailleurs : « *Sixty years of Western nations excusing and accommodating the lack of freedom in the Middle East did nothing to make us safe – because in the long run, stability cannot be purchased at the expense of liberty. As long as the Middle East remains a place where freedom does not flourish, it will remain a place of stagnation, resentment and violence ready for export.* »

avec les pouvoirs en place, les liens entretenus avec les commandements armés, les réactions à géométrie variable selon les pays et les régimes, sans oublier les promesses de soutien économique ou de protection militaire, sont assez d'indices objectifs de l'implication en amont – et tout au long de l'évolution des soulèvements – des puissances susmentionnées.

Des résistances ont été encouragées, des mouvements de rébellion logistiquement soutenus (comme en Iran, en Tunisie ou en Égypte), des formations dispensées et de fortes pressions exercées sur certaines dictatures, sans que l'on puisse en déduire un contrôle total des soulèvements et la manipulation des opinions publiques. Ces mouvements n'ont pas toujours suivi une ligne idéologique claire et les mobilisations, loin s'en faut, n'étaient pas toujours sous contrôle. De l'étincelle qui a enflammé les mouvements populaires jusqu'au départ des dictateurs et au déploiement de nouvelles forces politiques dans les sociétés civiles de ces pays, il est une somme d'impondérables qu'il ne faut pas négliger. Les soulèvements arabes, ni totalement imprévisibles ni totalement autonomes, ne sont toutefois pas des manipulations sous contrôle de l'Occident, comme le suggèrent les plus pessimistes.

Le meilleur exemple de la complexité des enjeux et des agents du changement est celui des jeunes blogueurs présentés comme la force vive derrière les manifestations de masse. Internet, les réseaux sociaux, Twitter, Facebook et tous les autres moyens alternatifs d'information ont été mis à contribution par des jeunes formés à utiliser les nouvelles technologies et Internet. Or cette jeunesse mobilisée n'a pas acquis cette aptitude en septembre ou octobre 2010, à la veille des premiers soulèvements du mois de décembre, mais bien trois ou quatre ans avant les événements. On se souvient qu'en octobre 1998, lors des mobilisations en Serbie, le mouvement Otpor (« Résistance ») fut créé sous la houlette d'un jeune homme nommé Srđja Popović, usant de toutes les ressources numériques – SMS, Internet, réseaux sociaux – pour galvaniser la population contre Slobodan Milošević. Le mouvement se choisit un symbole,

le poing fermé, issu de la résistance aux nazis, et sous son égide le mouvement réussit à faire tomber Milošević en octobre 2000. En 2004, Popović crée Canvas, un Centre de formation spécialisé dans l'action et la stratégie non violente. Il y développe les trois principes de la mobilisation populaire : unité, planification et discipline non violente. Le Canvas sera le cœur de la formation de jeunes activistes qui porteront la « révolution des roses » en Géorgie, de même que la « révolution orange » en Ukraine. Des jeunes cadres politisés viennent s'y former en provenance de plus de trente-sept pays, dont de nombreux jeunes de pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Des Tunisiens y sont formés et Mohammed Adel, l'un des fondateurs égyptiens du Mouvement du 6 avril, suit une semaine de formation à Belgrade durant l'été 2009¹.

La chaîne de télévision qatarie Al Jazeera a diffusé deux documentaires, en arabe comme en anglais², expliquant la formation du Mouvement égyptien du 6 avril. Ils évoquent une préparation de plus de trois ans, entreprise dès 2007, et les formations suivies en Serbie et dans le Caucase par les jeunes insurgés. Étrangement, ils ne font pas mention des séjours de formation à Washington, pourtant avérés. Nombre de jeunes activistes et de blogueurs ont été formés dans trois ONG financées par l'État américain : l'Albert Einstein Institute³, Freedom

1. Voir ses explications sur le site de TrustMedia (www.trust.org/trustmedia/multimedia/video-and-audio/detail.dot?mediaNode=31e1ea0a-bc95-429f-839f-e006faad3342) et l'article des *Inrockuptibles* relatant les relations avec le Moyen-Orient : « La révolution pacifique serbe, modèle pour la jeunesse égyptienne » : www.lesinrocks.com/actualite/actu-article/t/60772/date/2011-03-05/article/la-revolution-pacifique-serbe-modele-pour-la-jeunesse-egyptienne/

2. Émission en anglais « People & Power », diffusée le 9 février 2011. Mohammed Adel y confirme par ailleurs sa visite à Belgrade (www.youtube.com/watch?v=QrNz0dZgqN8&feature=player_embedded#at=11).

3. Il existe d'ailleurs un lien entre l'Albert Einstein Institute et l'Otpor, puisque les membres de ce dernier sont formés, dès le printemps 2000, par un ancien colonel de l'armée américaine, Robert Helvey. Voir son interview en janvier 2011 dans un journal de Belgrade, après la chute de Milošević (www.aforcemorepowerful.org/films/bdd/story/otpor/robert-helvey.php).

House et l'International Republican Institute¹. Les principes sont les mêmes : célébrer les valeurs démocratiques, mobiliser non violemment les peuples et renverser les régimes sans jamais s'aliéner les forces de police ou l'armée. Il s'agit toujours de manier les symboles et les slogans et de travailler la psychologie collective de mobilisation en utilisant adéquatement les réseaux sociaux, et plus généralement Internet.

Dès 2004, mais de façon plus systématique en 2006, 2007 et 2008, des jeunes sont formés dans différents centres à la maîtrise des principes de la mobilisation non violente : Internet, réseaux sociaux, usage des slogans et des symboles (le poing fermé apparaît partout et particulièrement en Tunisie, au Maroc et en Égypte). Il est impensable que les gouvernements américain, européens ou même russe n'aient eu aucune connaissance de ces programmes, dont certains étaient d'ailleurs financés par eux. Les gouvernements tunisien, égyptien, syrien ou libanais ne les ignoraient pas non plus, puisqu'ils arrêtent dès 2008 certains activistes à leur retour de voyage (notoirement en Égypte) ou au gré de certaines de leurs activités.

Il serait cependant erroné de nier l'existence d'un souffle populaire endogène à ces soulèvements ; à preuve, la détermination du peuple syrien à défier le dictateur, que les conditions politiques ne permettaient pourtant pas de planifier. Il faut ajouter qu'il a existé et qu'existe encore un débat entre blogueurs et cyberactivistes sur l'opportunité ou non d'accepter des financements américains, par exemple, ou de suivre des

1. Ce que confirment également des notes de WikiLeaks lorsque sont rapportées des arrestations en Égypte en janvier 2010, au retour d'une formation aux États-Unis. Israa Abdel Fattah, jeune femme membre du Mouvement du 6 avril et du parti al-Ghad, s'est rendue à la formation dispensée par Freedom House (Project on Middle East Democracy Program), ainsi que six autres blogueurs et activistes égyptiens. En 2008 déjà, elle avait fait la une des journaux en attirant soixante-dix mille « amis » sur Facebook et en appelant à une grève générale le 6 avril de cette même année (www.wikileaks.ch/cable/2010/01/10CAIRO99.html). Freedom House mentionne clairement ses sources de financement que sont l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le Département d'État.

formations auprès de certaines institutions très liées aux pouvoirs occidentaux ou idéologiquement connotées. La position de Sami ben Gharbia, blogueur tunisien basé aux Pays-Bas, est particulièrement intéressante. Dans un article très fourni, publié le 17 septembre 2010¹, il mentionne le danger de ces financements, affirme la nécessité de l'indépendance et souligne qu'il convient de se protéger du risque de manipulation de ces mouvements de jeunes activistes mobilisés contre des pouvoirs que les États-Unis ou l'Europe soutenaient de fait.

Il demeure, pour l'Histoire et le futur de ces mobilisations, qu'il serait inconséquent et naïf de ne pas relever les connexions et le travail réalisés en amont de ces révolutions. Sami ben Gharbia, parmi d'autres, fait mention (dans l'article susdit) de l'implication directe de grandes compagnies du secteur privé américain. Google, Twitter et Yahoo sont ainsi directement engagés dans la formation des cadres et la diffusion des informations liées à l'activisme prodémocratique sur la Toile. Google, par exemple, organise à Budapest, du 20 au 22 septembre 2010, une conférence intitulée Internet Liberty 2010, à laquelle participent des représentants d'États américains et européens, et durant laquelle est lancé le réseau de blogueurs et d'activistes Middle East and North Africa Bloggers Network. L'initiative est pilotée par un institut lié au Parti démocrate américain². On retiendra que Wael Ghonim, devenu le héros du soulèvement égyptien après son passage émouvant, le 7 février 2011, dans l'émission phare de Mona al-Shazly, au lendemain de sa libération inattendue après dix jours d'emprisonnement, était déjà, à trente ans, le directeur marketing de Google au Moyen-Orient. On sait par ailleurs que Google a très tôt aidé les blogueurs activistes égyptiens à déjouer les coupures

1. Lire sur son blog: <http://samibengharbia.com/2011/01/24/les-cyberactivistes-arabes-face-a-la-liberte-sur-Internet-made-in-usa/>

2. Voir les mises en garde de Sami ben Gharbia qui, en rendant compte des faits, exprime la nécessité de refuser ces alliances et ces soutiens dangereux: <http://samibengharbia.com/2011/01/24/les-cyberactivistes-arabes-face-a-la-liberte-sur-Internet-made-in-usa/>

de réseaux imposées par le gouvernement, leur fournissant des codes d'accès satellitaires. Codes que Google, étonnamment, s'est refusé à transmettre aux blogueurs activistes syriens, pourtant féroce réprimés, comme l'indiquait, en le regrettant, le cyberdissident Chamy dans une émission de France Inter où il débattait avec Lina ben Mhenni (cyberactiviste tunisienne¹) et Mahmoud Salem (cyberactiviste égyptien²). Comment ne pas voir que le positionnement de Google, tout au long des soulèvements, a été quasiment identique à celui du gouvernement américain ou même de l'ONU: soutien affirmé aux manifestants égyptiens, avec pour objectif le départ très rapide de Moubarak; tergiversations en Syrie, avec l'espoir de réformes internes maintenant en place le régime de Bachar el-Assad³ ?

Ces informations et ces données doivent être connues et des questions méritent d'être posées avec précision, profondeur et prudence. Ces activistes ne sont-ils réellement que des jeunes apolitiques, plusieurs membres du Mouvement du 6 avril, à l'image d'Ahmed Maher, ayant par exemple affirmé leur soutien précoce à l'opposant Mohamed el-Baradei ? Quel rôle jouent les financements d'États et les entreprises transnationales privées ayant mainmise sur des pans entiers de l'activité Internet ? Qu'en est-il, en aval, du rôle des armées dans les différentes situations nationales ? Comment expliquer leur non-intervention ? De fait, une multitude d'interrogations demeurent en suspens, qu'il importe de considérer loin des interprétations excessives ou simplement « conspirationnistes ». Cette réflexion demeure nécessaire si l'on veut construire l'avenir au-delà des incertitudes et des troubles qui demeurent dans ces pays.

1. Lina ben Mhenni faisait partie des personnalités pressenties pour le prix Nobel de la paix 2011.

2. « Comme on nous parle », France Inter, 14 juin 2011 (www.franceinter.fr/em/comme-on-nous-parle/106013).

3. L'appel officiel à la démission de Bachar el-Assad n'intervient que le 18 août 2011, six mois après le début du soulèvement et le même jour que la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Voir *Le Point*, 18 août 2011 (www.lepoint.fr/monde/syrie-barack-obama-demande-a-bachar-el-assad-de-demissionner-18-08-2011-1363883_24.php).

Islamistes, islamiques ?

Les dictatures arabes ont longtemps expliqué au monde qu'elles étaient le rempart, le mal nécessaire permettant de prévenir la montée de l'islamisme en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ce discours et cette stratégie ne sont pas nouveaux. Pour l'Occident, le choix du soutien aux autocrates, contre les partisans de l'islam politique, remonte à la première moitié du XX^e siècle. La question se pose dans les années 1930 et 1940 en Égypte face au mouvement des Frères musulmans, mais également en Syrie, au Liban, en Algérie, au Maroc et en Tunisie, au lendemain des indépendances. Les gouvernements britannique, américain, russe ou français connaissent parfaitement l'équation politique des oppositions dans le monde arabe, comme dans l'ensemble des sociétés majoritairement musulmanes, de la Turquie à l'Indonésie ou à la Malaisie. Dès les années 1940, les mouvements islamistes sont étudiés et connus, dans leur diversité, par les administrations occidentales et sont donc nettement identifiés, bien avant la révolution iranienne de 1979. Laquelle va cependant changer la donne.

De la révolution aboutie en Iran à la victoire électorale en Algérie, un peu plus de dix ans plus tard, tout est désormais possible. Les islamistes sont devenus des acteurs politiques incontournables. Le choix, très tôt, est clair, et la décision non moins explicite : mieux vaut soutenir les despotes (malgré les contradictions avec les valeurs démocratiques) qu'avoir affaire aux islamistes, toutes tendances confondues (chiites ou sunnites, légalistes, réformistes ou littéralistes). Depuis des décennies existe donc une alliance objective entre les dictatures arabes et les pouvoirs occidentaux : ces derniers, sans exception, ont soutenu des dictatures en Afrique du Nord et au Moyen-Orient pour maintenir la stabilité et sécuriser leurs intérêts tant géostratégiques qu'économiques.

Cela étant, la politique des Américains et des Européens vis-à-vis de l'islamisme n'a jamais été simple. Les alliances circonstancielles sont connues et n'ont jamais été niées – ainsi quand il

s'est agi, pour lutter contre les Soviétiques en Afghanistan, de soutenir les talibans et Oussama ben Laden. Plus encore, l'alliance avec l'Arabie Saoudite, dont l'islam est la religion d'État et dont la monarchie régnante affirme que l'islam s'oppose par essence à la démocratie, est une preuve parmi tant d'autres que l'Occident n'est pas allergique à l'islam politique en tant que tel, tant que ses leaders assurent la protection de ses intérêts économiques et politiques. Avec ou sans les dictatures, avec ou sans l'islamisme, c'est finalement toujours la même logique : il s'agit de défendre des chasses gardées. Qu'il s'agisse de dictateurs ou d'islamistes, les gouvernements ont les amitiés de leurs intérêts bien compris.

Les soulèvements populaires n'étaient clairement pas l'œuvre des mouvements islamistes. En Tunisie comme en Égypte, puis en Jordanie, en Libye ou en Syrie, ils n'ont jamais été les maîtres d'œuvre. Ces mouvements de masse se sont mis en branle sans eux, voire contre la volonté de leurs leaders ou en tout cas sans leur assentiment. En Tunisie, le mouvement Ennahda a rejoint la mobilisation après quelques semaines, comme ce fut le cas des Frères musulmans égyptiens au Caire. On a pu observer la même attitude de prudence en Jordanie, en Libye, en Syrie et jusqu'au Yémen.

Il est intéressant de noter, cependant, que les premières mobilisations populaires ont mis en lumière des dissensions au sein des organisations islamistes elles-mêmes, alors qu'elles étaient souvent présentées comme très organisées, hiérarchisées et disciplinées. Or, en Tunisie comme en Égypte, les jeunes membres des organisations islamistes se sont engagés les premiers dans les soulèvements et parfois contre l'avis de leur hiérarchie et des leaders de l'ancienne génération. Ils ont fait fi des mots d'ordre de prudence et l'on a pu voir des mouvements de quasi-dissidence à l'intérieur même des organisations islamistes. Non seulement les jeunes refusaient de « patienter » (comme il leur était suggéré) en ne prenant pas part à la mobilisation générale, mais ils se positionnaient différemment vis-à-vis de la société civile et de la « culture interne ». Quoique

membres d'organisations islamistes, ils étaient très au fait des réseaux sociaux sur la Toile, entre autres Twitter et Facebook, et entretenaient des relations très larges, socialement et politiquement, en participant à des débats virtuels bien au-delà de leur appartenance religieuse et idéologique. Contrairement à leurs aînés, ils n'étaient pas en territoire inconnu et se sont ralliés presque naturellement à la protestation populaire.

Pendant les premières semaines des soulèvements, la presse occidentale, et parfois arabe, a continué à poser l'équation arabe en termes de polarisation entre les laïques et les islamistes. N'allions-nous pas revivre le scénario de 1979 avec l'arrivée, après l'effervescence de la mobilisation contre le shah (comme aujourd'hui contre les dictateurs arabes), d'islamistes dangereux, radicaux, antioccidentaux et finalement antidémocrates ? C'est le gouvernement israélien qui fut l'un des premiers à tirer la sonnette d'alarme en soutenant que le risque d'un scénario à l'iranienne était trop important et qu'il valait mieux, de fait, venir en aide à Moubarak¹. Très vite, néanmoins, il est apparu que les islamistes ne contrôlaient pas les mouvements et que les aspirations populaires étaient plus fortes que les régimes en place. Les manifestations de masse, non violentes et bien organisées, presque totalement exemptes de slogans antioccidentaux, drainaient toutes les catégories sociales de toutes les tendances politiques, religieuses, non religieuses, voire antireligieuses. Les jeunes et les femmes y jouaient un rôle de mobilisation aussi central qu'indéniable, dont les médias rendaient compte chaque jour davantage. La présence de non-croyants et de laïcs en Tunisie ou en Égypte, avec en sus une mobilisation copte très visible sur la place Tahrir, imposait de se rendre à l'évidence : une nouvelle forme d'opposition était née qui réunissait des femmes et des hommes autour de nouvelles revendications fondées sur les

1. Voir l'article « Égypte : Israël soutient Hosni Moubarak », *Afrik*, 31 janvier 2011, qui relaie des dépêches de plusieurs agences (www.afrik.com/breve27166.html).

valeurs de liberté, de justice, d'égalité dans le refus de la corruption et du clientélisme.

On a alors assisté à un changement radical des analyses politiques et des couvertures médiatiques. Si les islamistes avaient pu faire peur dans un premier temps – quant à un possible contrôle ou une récupération des mouvements –, il apparaissait désormais que les soulèvements étaient totalement déconnectés de l'environnement religieux et culturel dans lequel ils s'inscrivaient. Avec la disparition de la référence à l'islamisme disparaissait la référence à l'islam, comme si ces femmes et ces hommes, mus par un désir de liberté, de dignité et de justice, cessaient pour la plupart d'être perçus comme des musulmans, tant leurs valeurs et leurs espérances ressemblaient à celles de l'Occident. D'où un hiatus certain, dans la couverture des événements, entre les télévisions arabes et occidentales. En effet, si ces mouvements n'étaient pas islamistes, il n'en demeure pas moins que la majorité des activistes, femmes et hommes, revendiquant la liberté et la justice, la fin de la corruption et de la dictature, le faisait aussi en tant que sujets musulmans et non contre leur religion¹.

Ce rappel est nécessaire, au demeurant, pour deux raisons essentielles. La première est liée à ce que nous observons sur le terrain après les soulèvements, durant la période de transition qui doit mener à l'établissement de nouvelles constitutions et à des élections législatives et présidentielles. La présence des islamistes est désormais patente et ils entendent jouer un rôle dans l'avenir de leurs pays respectifs. Les mouvements populaires les ont transformés en courants politiques d'opposition parmi d'autres, et les polarisations entre les laïcs et les islamistes sont de plus en plus manifestes. Il est certain que le référentiel islamique sera déterminant dans les débats internes aux sociétés nord-africaines et moyen-orientales. D'aucuns parlent de l'exemple de l'islam turc, d'autres de l'Indonésie, d'autres encore d'une nouvelle voie à explorer. Les islamistes

1. Voir en annexe VII notre article à ce sujet : « Responsabilités historiques : la démocratie maintenant ! », publié dans *Le Monde*, 12 février 2011.

eux-mêmes ont grandement évolué sur un certain nombre de questions (sans que cela soit toujours suffisant) : nous y reviendrons dans notre troisième chapitre¹. Il est certain que la relation entre la religion musulmane majoritaire et les aspirations vers la liberté et la démocratie libérale, voire l'économie libérale, sont des questions qui habitent l'avenir des sociétés arabes.

Celles-ci, bien entendu – et c'est la seconde raison –, auront des conséquences sur les débats qui habitent le cœur même des sociétés occidentales, du fait de la présence de citoyens musulmans. Les révoltes arabes ont montré que les citoyens arabes, quoique majoritairement musulmans, aspirent aux mêmes valeurs que « nous », en Occident. Alors que les partis populistes, suivis par la quasi-totalité des partis traditionnels, ne cessent de présenter l'islam comme une religion étrangère et les musulmans comme l'expression dangereuse de « l'autre », voilà que des femmes et des hommes prouvent que ces projections sont erronées et dangereuses. Comme si les musulmans, et surtout les Arabes, étaient destinés par essence à vivre sous la dictature et entretenaient une relation naturelle avec la violence. Des centaines de milliers de femmes et d'hommes se sont mobilisés pour la démocratie – non pas au nom exclusif de l'islam, mais en tout cas jamais contre ce dernier –, et ce de façon non violente et digne. Cela devrait être suffisant pour briser des stéréotypes éculés et des préjugés tenaces quant à la façon dont on considère – et de plus en plus – l'islam en Occident. Rien n'est moins sûr pourtant et l'avenir des sociétés arabes à la suite des soulèvements aura un impact déterminant sur les sociétés occidentales dans leur ensemble².

Où l'autre n'est plus l'autre

Les relations entre les sociétés majoritairement musulmanes et les sociétés américaine, européenne et russe se sont

1. Voir p. 109.

2. Nous y reviendrons également à la fin de cet ouvrage, p. 213.

caractérisées, historiquement, par des mouvements de balancier d'une amplitude extrême. Au-delà de la géographie, l'Orient a permis à l'Occident de se constituer comme ensemble partageant une identité culturelle, historique, philosophique et religieuse. L'Occident, notamment celui des Lumières, a créé un Orient par projection qui lui a permis en retour de se définir comme Occident. C'est la thèse que défendait Edward Saïd dans son fameux *Orientalisme*¹ : cette construction de l'autre, au cœur de laquelle on trouve l'islam (en tant que religion et civilisation), avait la double fonction de fonder l'identité de soi et l'altérité de cet autre, au gré d'un rapport de pouvoir intellectuel, autant qu'idéologique et symbolique. Ainsi, l'islam était forcément une religion non occidentale car ses valeurs ne pouvaient pas se reconnaître et adhérer à l'émancipation intellectuelle, industrielle, sociale et politique de « l'Occident des Lumières ».

Les propos de Renan sont, en ce sens, explicites. Le 23 février 1862, dans une conférence au Collège de France sur les « peuples sémitiques », il avance : « L'islam est la plus complète négation de l'Europe ; l'islam est le fanatisme, comme l'Espagne du temps de Philippe II et l'Italie du temps de Pie V l'ont à peine connu ; l'islam est le dédain de la science, la suppression de la société civile ; c'est l'épouvantable simplicité de l'esprit sémitique, rétrécissant le cerveau humain, le fermant à toute idée délicate, à tout sentiment fin, à toute recherche rationnelle, pour le mettre en face d'une éternelle tautologie : *Dieu est Dieu*². » Dans ce même discours, Renan affirme : « Dans la science et la philosophie, nous [les Européens] sommes exclusivement grecs³. » Il confirmera la substance de ses positions, bien des années plus tard, dans sa célèbre adresse à

1. Edward Saïd, *L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, Seuil, Paris, rééd. 2005.

2. « De la part des peuples sémitiques dans l'Histoire de la civilisation », discours au Collège de France, Paris, Michel Lévy frères, 1862, p. 27-28.

3. *Ibid.*, p. 17.

la Sorbonne, en 1883 : « Pour la raison humaine, l'islamisme¹ n'a été que nuisible. Les esprits qu'il a fermés à la lumière y étaient déjà sans doute fermés par leurs propres bornes intérieures ; mais il a persécuté la libre pensée, je ne dirais pas plus violemment que d'autres systèmes religieux, mais plus efficacement. Il a fait des pays qu'il a conquis un champ fermé à la culture rationnelle de l'esprit². »

Ces thèses seront élaborées par une majorité des penseurs et des politiciens de la colonisation. Un mode de pensée binaire où l'Occident émancipé se doit de civiliser l'Orient islamisé, enfermé ou clairement arriéré. L'impérialisme économique, politique et culturel était complété par une sorte d'impérialisme historique, un monopole du sens de l'Histoire humaine, déterminant qui était en avance et qui était en retard : l'Histoire avait un sens et l'Occident émancipé et démocrate en était l'avant-garde, pour ne pas dire l'aboutissement. L'Histoire aussi, son sens et ses enseignements furent ainsi colonisés. Avec la décolonisation, au gré des migrations et à la faveur de la globalisation des moyens de communication et des échanges culturels, on aurait pu espérer dépasser cette vision réductrice, binaire et surtout scientifiquement et historiquement fautive. Il n'en est rien, et c'est même le contraire que l'on observe à l'époque contemporaine, avec l'apparition de théories qui renforcent encore les oppositions entre civilisations, à l'instar du « choc des civilisations » de Samuel Huntington³, ou affirmant la suprématie historique de l'une sur les autres (et notamment l'islam), comme le concept de « fin de l'Histoire » élaboré par Francis Fukuyama, quelque peu reconsidéré depuis⁴.

Ces théories ont été très débattues et contestées par de nombreux intellectuels et analystes politiques ; il n'en demeure pas

1. Ainsi que l'on désignait l'islam au XIX^e siècle, par analogie avec le christianisme.

2. Ernest Renan, « L'Islamisme et la science », conférence faite à la Sorbonne le 29 mars 1883, in *Discours et conférences*, Calmann-Lévy, 1887, p. 396.

3. Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, Paris, 1997.

4. Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1992.

moins, de façon singulière, qu'un nombre important de thèses sous-tendant ces analyses sont aujourd'hui répandues et normalisées dans les débats publics concernant l'islam, la civilisation islamique ou les musulmans. Les attentats de 2001 aux États-Unis, puis de 2004 à Madrid et de 2005 à Londres, ont confirmé le sentiment que l'islam serait une religion étrangère à la culture occidentale. Nombre de citoyens occidentaux, sans aller jusqu'à l'excès langagier de Renan, ne seraient pas loin de conclure, comme lui, à l'altérité essentielle de l'islam et des musulmans – et ce, dans les sociétés majoritairement musulmanes comme en Occident : qu'ils vivent ici ou ailleurs, ils sont d'ailleurs !

Il est nécessaire de noter que ce type de réflexion ou de conclusion n'est pas l'apanage du seul « Occident ». De nombreux acteurs musulmans de la vie intellectuelle et politique, en « Orient » comme en « Occident », ont fini par intégrer, assimiler ce schéma et ce cadre d'analyse. Soit, dès lors, ils se placent dans l'altérité absolue et affirment avec Rudyard Kipling : « L'Orient est l'Orient, l'Occident est l'Occident et, jamais, ces deux mondes ne parviendront à se comprendre¹. » Soit ils défendent l'idée que l'islam doit intrinsèquement et profondément se réformer si les musulmans veulent accéder à la modernité et être capables d'égaliser l'Occident et ses avancées scientifiques et technologiques. Au fond, le présupposé est le même : l'« Orient », et donc l'islam tel qu'il est, sont une entité distincte de l'Occident, ils sont l'Autre, qui devrait avoir l'humilité d'apprendre, plutôt que l'arrogance de vouloir contribuer ou proposer. Un grand nombre d'intellectuels du Sud, musulmans ou non, ont fait leur cette proposition lourde de conséquences philosophiques, culturelles et politiques.

1. Le célèbre cheikh Al-Qardāwī, dans son sermon du vendredi 29 octobre 2010 au Qatar, a par exemple affirmé qu'il avait longtemps pensé que cette proposition de Kipling était fautive, mais qu'avec le temps, compte tenu des politiques occidentales, notamment au Moyen-Orient, il tendait à penser qu'elle était désormais vraie et confirmée par les faits. Cf. *Financial Times* (www.ft.com/cms/s/0/01d19166-fd65-11df-a049-00144feab49a.html#axzz1U6fccZ2p).

Les soulèvements arabes semblent permettre soudain un changement d'angle, un saut que l'on pourrait comprendre comme un déplacement du paradigme binaire que nous venons d'évoquer. Voilà des peuples arabes, majoritairement musulmans, qui se soulèvent sans violence, pour les mêmes valeurs que les « nôtres », les valeurs occidentales de liberté, de justice et de démocratie. On a pu craindre, nous l'avons dit, que ces révoltes ne soient ou ne deviennent islamistes; on finit par conclure qu'elles n'ont aucun lien avec la référence religieuse des peuples. Les peuples arabes sont « comme nous », aspirent aux « mêmes valeurs que nous », veulent « notre démocratie » et, pour qu'il en soit ainsi, il faut nécessairement qu'ils cessent d'être perçus comme musulmans. La similarité a pour prix l'effacement de leur religiosité, de leur culture, voire de leur histoire. Ils rejoignent le front avancé, et civilisé, de la marche de l'Histoire menée par l'Occident. Moins perçus comme arabes et musulmans, ils accèdent au statut de sujets de l'Universel, en droit comme en philosophie, refont enfin leur retard et rejoignent la marche éclairée de l'Occident. C'est le retour extrême du balancier: hier ils représentaient l'altérité (qui permettait à l'Occident de se définir), les voilà qui représentent l'*alter ego* de l'universel occidental (qui permet à ce dernier de s'autocélébrer¹). La logique qui sous-tend une telle lecture reste néanmoins la même: l'altérité et la similarité impliquent toujours une lecture binaire dans un rapport de pouvoir qui, dans l'altérité (permettant de se définir) ou la similarité (permettant de s'autocélébrer), joue en faveur d'un Occident idéologiquement construit, voire fantasmé.

Dépouillés de leur mémoire et de leur histoire, coupés de leur religion et de leur culture, les peuples arabo-musulmans sont célébrés dans leur volonté de se débarrasser des despotes. Ni plus, ni moins. Cette lecture strictement politique est établie dans une sorte de vide historique et économique, avec cette idée curieuse que les relations internationales et les

1. En oubliant, bien sûr, les décennies de soutien aux dictatures arabes les plus sanguinaires, en contradiction criante avec les valeurs hier et aujourd'hui prônées.

influences étrangères seraient forcément secondaires ou marginales: toute mise en perspective géostratégique, économique, idéologique ou philosophico-religieuse équivaldrait à exprimer soit une lecture conspirationniste, soit un refus caduc (celui des gauchistes attardés, des musulmans conservateurs ou encore des islamistes dangereux) de la juste lecture de cette marche sereine de l'Histoire.

Cette lecture positive, éminemment optimiste des soulèvements arabes n'aurait rien de choquant si elle était limitée à l'ordre du discours idéologique d'autocélébration: quoi de plus normal, en Occident, que d'affirmer que l'Occident soutient et accompagne la marche endogène des peuples arabes vers leur liberté et la démocratie? Le président Barack Obama et les dirigeants européens, comme l'ONU, l'ont dit et répété: ils sont du côté des peuples, toujours, qu'ils interviennent en Libye ou restent passifs et timorés en Syrie et à Bahreïn, il serait cynique et malvenu d'en douter.

Plus inquiétante est la reproduction de ce même discours – avec les mêmes présupposés – par une partie des acteurs – ou observateurs plus ou moins engagés – de ces soulèvements. Les blogueurs auraient agi de façon absolument indépendante, mus par les aspirations populaires émanant d'Internet et de la globalisation de la culture et des aspirations démocratiques. Les soulèvements de masse, non violents et non idéologisés, populaires et sans leadership politique ou religieux, seraient l'expression de cette fusion de l'Orient et de l'Occident dans une sorte de synthèse supérieure vers la civilisation unique des démocraties libérales¹. Tout questionnement sur les faits, les relations, les intérêts en jeu, est perçu par certains comme une tentative de manipulation de quelques rabat-joie mal inspirés ou d'intellectuels voyant la main de l'Occident partout, jugeant de ce fait les Arabes capables de rien. Nous en avons fait l'expérience lors d'une conférence donnée à l'université américaine de Beyrouth

1. Réalisées, ce faisant – mais sans célébration particulière –, au cœur de l'ordre mondial et commun de l'économie libérale triomphante. Une civilisation unique, un marché commun.

le 1^{er} avril 2011 : une très petite minorité, qui s'est néanmoins fait entendre à travers les interventions agressives du cyberactiviste Nasser Weddady, refusait toute lecture critique, tout questionnement sur le caractère réellement endogène et autonome des faits¹.

Dans ce retour extrême de balancier, l'autre a effectivement cessé d'être l'autre et l'on pourrait s'en réjouir. Peut-être s'agit-il d'une étape nécessaire pour transcender la binarité conflictuelle entre deux civilisations, l'Occident et l'Orient, l'Occident et l'Islam. Les soulèvements célébreraient le dépassement et la réconciliation. Ce serait d'autant plus vrai que des voix se feraient écho, provenant des deux aires de civilisation. Sur le plan politique, la démocratie triomphe et avec elle les valeurs de justice, de liberté, de dignité pour les femmes et les hommes, contre tous les despotes. La lecture est belle ; elle est néanmoins dangereusement simpliste et, plus grave, impérialiste, voire castratrice. Non seulement elle opère par réduction en déterminant que les peuples arabes et musulmans prouvent qu'ils sont capables d'adhérer à l'idéal politique de la démocratie et des valeurs sur lesquelles celle-ci se fonde (état de droit, égalité, justice, suffrage universel, séparation des pouvoirs, etc.), mais elle fait fi des exigences qui devraient nécessairement compléter la lecture des faits : comme une évidence, on attend des pays arabes qu'ils évoluent et, de fait, qu'ils intègrent plus complètement l'économie libérale (guéris de la corruption des despotes) et que leurs marchés s'ouvrent davantage aux technologies modernes, à la culture globale et au consumérisme moderne.

Cette réconciliation par la reconnaissance de la *similarité* de l'*alter ego* arabe et musulman que l'on a pu *assimiler* à une

1. Contrairement à ce que rapporte Emma Talon dans un compte rendu de cette soirée, la majorité de l'auditoire n'a pas du tout suivi Nasser Weddady, qui s'est trouvé plutôt marginalisé. Contrairement à ce qu'elle affirme, le discours critique est audible dans le monde arabe, et de plus en plus (<http://blogs.mediapart.fr/blog/emma-talon/210411/revolutions-arabes-quand-tariq-ramadan-franchit-la-ligne-rouge>).

conséquence grave. En coupant les peuples arabes et musulmans de leur Histoire, de leur mémoire, de leurs références traditionnelles et religieuses, cette lecture réductrice les empêche de recourir à leur capital culturel et symbolique collectif, au sens de Bourdieu, pour produire du nouveau, de l'original, autre chose que l'ordre imposé par les puissances politiques et économiques de notre époque. Dans leur marche vers l'émancipation et la liberté, le génie respectif des sociétés nord-africaines et moyen-orientales est ainsi nié au nom de leur accession à un idéal commun qui serait supérieur. Leur réussite doit ressembler à la réussite des puissants, qu'il ne s'agit point de contester puisque, dans cette réconciliation, l'Occident est le maître et l'Orient l'élève.

Cette approche est dangereuse et, au fond, irréaliste. Les peuples arabes, comme tous les peuples du Sud, ne peuvent ni ne veulent faire fi des traditions culturelles et religieuses qui les définissent et les façonnent. Il faut espérer qu'au nom des valeurs et des principes communs auxquels les peuples aspirent – liberté, justice, égalité, autonomie, pluralisme –, ceux-ci trouvent dans leurs références les modalités de leur production et de leur mise en pratique. Non seulement cette opération de production endogène des valeurs et des symboles leur donnera une légitimité de l'intérieur, mais il faut espérer qu'elle puisse être créatrice de nouvelles approches, de nouveaux modèles, contribuant ainsi à la critique constructive des modèles contemporains de démocratie. D'aucuns parlent sans hésiter de la crise profonde de la démocratie occidentale (à l'instar de Touraine, Gauchet, Huntington, Habermas, Crozier ou Gilbert) à la lumière des nouveaux pouvoirs économiques et médiatiques, de l'effritement de l'État-nation à l'ère de la globalisation et du désinvestissement des citoyens ordinaires vis-à-vis de la question politique ; mais tout porte à croire que cette critique ne peut être légitimement formulée que par l'Occident lui-même.

Reconnaître aux peuples du Sud la capacité de produire, à partir de leurs référents, de nouveaux modèles de démocratie

(et de gestion du pluralisme), un nouveau type de relations internationales dans l'ordre politique et économique global, des rapports Sud-Sud et Sud-Nord repensés (qui questionneraient, de fait, les monopoles présents) à l'aide d'une réflexion originale sur les finalités et l'éthique sociale, politique et économique; reconnaître ce capital culturel collectif, disons-nous, implique de cesser de projeter et d'imposer une synthèse qui glorifie l'Occident et ampute les autres civilisations de leur potentiel créatif. En d'autres termes, il faut accepter d'être bousculés, interpellés, voire défiés quant à la marche vers l'avenir et au sens de l'Histoire. Nous sommes à la croisée de ces chemins critiques.

Les sociétés arabo-musulmanes ont-elles les moyens de proposer de nouveaux modèles, de penser de nouvelles trajectoires de réconciliation entre les pratiques de l'époque contemporaine et les valeurs défendues? L'islam peut-il être un terreau de créativité ou n'est-il qu'un obstacle au progrès, comme l'ont souvent affirmé les orientalistes? Il est intéressant de remarquer ici, comme l'avance Jacqueline O'Rourke dans sa récente thèse de doctorat¹, que la critique des projections symboliques de l'Occident, élaborée notamment par Edward Saïd, s'est elle-même limitée, dans son exercice, à l'usage des références et des outils de l'Occident. Saïd, par exemple, n'explore pas les potentialités qu'ont l'Orient et l'Islam (idéologiquement construits) de questionner – de l'intérieur – les principes, les méthodes et les outils de leur objectivation par l'Occident. En d'autres termes, il n'étudie pas – et ne s'y attarde pas – les références internes qui permettraient aux musulmans de devenir d'eux-mêmes et par eux-mêmes les sujets autonomes de leur Histoire. Il s'agit d'une critique intéressante et lucide de l'Occident par l'Occident, mais non d'une étude du génie propre de l'Orient par sa langue, ses traditions et ses espérances.

Voilà exactement les questions que doivent se poser, dans les sociétés arabes, jeunes et moins jeunes, musulmans, chrétiens,

juifs, agnostiques ou athées. Le monde a besoin de réforme, et non que les soulèvements des peuples viennent se fondre et se perdre dans l'ordre du monde tel qu'il est. C'est là une responsabilité historique, notamment pour les sociétés majoritairement musulmanes. Ont-elles une contribution historique à faire? politique ou économique? culturelle ou éthique? Ces peuples ont-ils la confiance et la conscience de croire en la force positivement *révolutionnaire* de leurs références, au sens littéral du mot? Ont-ils les moyens de proposer autre chose, un autre ordre du monde, un nouveau sens des finalités, sont-ils capables d'agir comme une énergie de réformes et de transformation, et non plus d'adaptation à l'état de la planète?

On a observé, après les soulèvements, certaines tensions au cœur des sociétés tunisienne et égyptienne. Nous y reviendrons, mais il apparaît clairement que ces aspirations sont bien en jeu dans la polarisation des débats entre laïcs, conservateurs et islamistes. Il est bien sûr question du pouvoir, mais aussi, profondément, de projets de sociétés tiraillés entre la synthèse réconciliatrice avec l'Occident et la contribution singulière à partir de son propre référent. Impossible d'échapper à cette question centrale et complexe.

1. Jacqueline O'Rourke, *Representing Violence: Jihad, Theory, Fiction*, University of Newfoundland, Canada, September 2011. Voir la totalité du chapitre premier.

OPTIMISME PRUDENT

Nous l'avons dit, les théories et les interprétations sont diverses et contradictoires concernant les soulèvements arabes, de la façon même de les nommer jusqu'à la façon de les interpréter. Amené à analyser la situation des différents pays (et il importe de le faire au cas par cas), nous avons très vite mis en évidence que plusieurs questions demeuraient ouvertes. Que des faits confirmés soient mêlés à des hypothèses, parfois non vérifiables, imposait la prudence quant à l'analyse et à la compréhension des situations. Que se passait-il donc en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ? Pourquoi maintenant ? S'agissait-il de mouvements spontanés, ou une ou plusieurs mains étrangères manipulaient-elles les événements et les opinions ?

Comprendre : manipulation ou libération ?

Dans les sociétés arabes, comme d'ailleurs en Occident, les théories sur la manipulation sont très vite apparues et ont fleuri sur la Toile. Il était impossible, disait-on, que de tels mouvements se mettent en branle sans que les États-Unis et l'Europe ne guident les événements ou même n'en soient les instigateurs. Il n'était donc pas question de libération, mais d'un nouveau type de contrôle, sous couvert de démocratisation. On assistait en direct à la concrétisation du programme que George W. Bush annonçait avec force publicité dès 2003. Avec d'autres moyens qu'en Irak, les États-Unis tentaient

donc de reconfigurer leur influence sur la région : hier par la guerre en Irak, désormais par les mouvements de masse et la non-violence dans les autres pays, afin de déstabiliser la région, de la fragiliser et d'opérer une transition démocratique dépendante de l'Occident, sous contrôle militaire autant qu'économique.

D'autres développaient et développent des vues exactement opposées : ces régimes étaient des alliés des États-Unis et de l'Europe, qui n'avaient donc aucun intérêt à les faire tomber. La marge d'incertitude était trop importante et nulle administration ne pouvait contrôler absolument des mouvements de masse sans leadership, encore moins maîtriser les conséquences politiques de tels soulèvements. Ces révoltes étaient donc spontanées, elles allaient à l'encontre même des intérêts occidentaux et annonçaient une ère nouvelle pour les sociétés arabes : leur marche vers la libération.

Entre ces deux positions tranchées existe une place pour une lecture plus nuancée des événements, qui d'abord s'en tient aux faits et s'efforce de les analyser. Nous avons rappelé¹ un certain nombre de données antérieures aux soulèvements. Les États-Unis, au premier chef, mais également de nombreux pays européens, étaient soit informés, soit directement impliqués dans la formation des blogueurs et des activistes des régions concernées, et ce depuis 2003-2004. Des cyberdissidents tunisiens, égyptiens et de tous les pays arabes avaient été accueillis aux États-Unis et en Europe par des institutions et des ONG financées par les gouvernements. Ces États ont directement collaboré avec de grandes compagnies privées américaines à la pointe de la maîtrise des outils Internet, telles que Google et Yahoo, ou encore Twitter et Facebook. Ces données, vérifiées et confirmées, mettent en évidence que les États occidentaux non seulement savaient la nature des activités et des mobilisations de la cyberdissidence, mais qu'ils en avaient identifié les leaders et étudié les profils et les objectifs.

1. Voir chapitre 1.

Ce mouvement ne peut donc être qualifié de spontané. Il n'est pas né de rien, subitement, sans que personne ait pu s'y attendre. Le succès de la cyberdissidence en Serbie, de 1998 à 2000 (où les Américains et les Européens étaient déjà impliqués), a manifestement donné des idées aux gouvernements occidentaux. Dès 2003, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient deviennent des objectifs. Des formations sont offertes, des réseaux constitués, de façon plus intensive, mieux structurée et plus généralisée à partir de 2007. Devant ces faits, il convient de se poser la question de l'objectif de formations destinées à des jeunes de pays dont, en règle générale, les gouvernements, bien qu'autocrates, étaient des alliés. Tout se passe comme si, de façon en apparence incompréhensible, les États-Unis et l'Europe soutenaient les despotes et formaient leurs opposants. Comment expliquer cette contradiction ?

Avant de revenir sur cette interrogation importante, il convient de distinguer entre la formation des cadres et le contrôle des événements – ou la saisie des opportunités historiques. Le travail des blogueurs, en amont des événements, a été phénoménal : ils ont pour ainsi dire colonisé la Toile, informé, critiqué et répandu des messages de résistance non violente, d'opposition aux dictateurs et de nécessaire libération. Ce mode de communication a trouvé un immense écho auprès des jeunes informés et mobilisés à travers les réseaux sociaux. La première donnée psychologique est importante : la substance et la forme des mobilisations offraient à cette jeunesse une image positive d'elle-même, à mille lieues des clichés sur leur origine et leur religion. Ils étaient arabes, musulmans et s'engageaient constructivement et sans violence contre les dictateurs. Toutes les formations sur la mobilisation non violente insistaient sur l'importance de la psychologie et du message positif. Si la mobilisation par Internet voulait avoir quelque chance de succès, ce capital émotionnel devait être entretenu et alimenté. En Tunisie comme en Égypte, la situation

1. Voir à ce propos l'intéressante analyse de Srđja Popović lui-même (www.trust.org/trustmedia/multimedia/video-and-audio/detail.dot?mediaInode=31e1ea0a-bc95-429f-839f-e006faad3342).

économique était déplorable et la répression perdurait. Blogueurs et cyberdissidents étaient mobilisés depuis des années. Ne manquait qu'un événement déclencheur.

Nul ne pouvait prévoir le suicide de Mohamed Bouazizi et nul ne pouvait imaginer l'impact de son geste : la mort par immolation. Acte symboliquement violent, pour trois raisons : Bouazizi était jeune, il était une victime innocente de la pauvreté, de surcroît sans affiliation politique particulière (il n'était pas un activiste d'opposition, mais un simple marchand humilié). Son suicide, en outre, était hautement problématique et choquant dans une société majoritairement musulmane. Ce fut l'élément déclencheur, celui qui mit le feu aux poudres : son statut positif d'innocent et de victime pauvre, non politisée, faisant écho à l'image positive (quoique dissemblable) que les jeunes blogueurs avaient d'eux-mêmes et de leur engagement. La charge émotionnelle pouvait se concentrer sur le jeune homme et, de fait, le mouvement a pris. Les formations non violentes insistent également sur le caractère nécessaire de symboles positifs, mobilisateurs et dont l'interprétation doit rester large, sans connotation ou instrumentalisation potentielle. Le suicide de Mohamed Bouazizi ne pouvait pas être récupéré par l'une ou l'autre des forces politiques.

Les Tunisiens ont répondu à l'appel et se sont mobilisés en masse, et très vite. Il aura fallu quelques jours pour que le mouvement prenne une ampleur incroyable. Entre le 17 décembre 2010, date de l'immolation de Bouazizi¹, et le 14 janvier suivant, date du départ de Ben Ali, la situation évolue de façon très rapide, alors que la mobilisation populaire s'amplifie. À la surprise presque générale, le Premier ministre Mohamed Ghannouchi annonce le départ de Ben Ali (14 janvier) et assume le pouvoir. Il a suffi de dix jours pour faire basculer le dictateur. Mais comment expliquer un départ aussi rapide ? La France, premier allié européen du régime de Ben Ali, semble elle-même prise de court.

1. Qui mourra de ses blessures le 4 janvier 2011.

Les jours et les semaines qui suivent vont révéler des informations de premier ordre et, en particulier, le rôle actif du gouvernement américain dans le déroulement des opérations. Depuis une dizaine d'années, les Américains, très présents en Tunisie, ont engagé des discussions avec toutes les composantes politiques. Ils savaient par ailleurs que Ben Ali était malade et affaibli. Comme le rappelle Vincent Geisser, le gouvernement américain collaborait avec le régime sur les plans militaire et sécuritaire, tout en dialoguant avec des opposants qu'il invitait à Washington, de plus en plus nombreux après 2006¹. *Le Figaro*, puis la chaîne de télévision France 2, révéleront l'existence de communications entre l'ambassade américaine et le général Rachid Ammar, commandant en chef de l'armée tunisienne². Le général Ammar, le ministre de l'Intérieur Kamel Morjane³ et le commandant en chef des Forces internationales en Afghanistan, le général David Petraeus (appelé sous peu à diriger la CIA), déterminent la meilleure stratégie pour préparer l'après-Ben Ali. La décision de maintenir l'armée dans un rôle neutre (qui permettra une situation de « gagnant-gagnant » selon l'évolution de la situation) est très vite entérinée⁴ : l'armée ne devra pas tirer sur les manifestants. Mais la situation empire. La police réprime avec violence et, le 11 janvier, Hillary Clinton publie un communiqué dénonçant l'usage excessif de la

1. Vincent Geisser et Labri Chouikha, « Tunisie : la fin d'un tabou. Enjeux autour de la succession du président et dégradation du climat social », *L'Année du Maghreb*, VI, Paris, CNRS-Éditions, 2010. Lire également l'article « Tunisie : les coulisses de l'après Ben Ali », *TunisieFocus.com*, 24 janvier 2011 (www.tunisiefocus.com/201101242947/politique/international/tunisie-les-coulisses-de-lapres-ben-ali.html).

2. Delphine Minoui, « Dans les coulisses du départ précipité de Ben Ali », *Le Figaro*, 24 janvier 2011. Accessible en anglais (www.worldcrunch.com/behind-scenes-ben-ali-s-final-hours/2369).

3. Implication confirmée par un haut fonctionnaire français, *Le Figaro*, 24 janvier 2011.

4. L'armée égyptienne, elle aussi en contact avec l'administration et le commandement armé américains, adoptera exactement la même attitude quelques semaines plus tard.

force. Ce même jour, la ministre française des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, propose le soutien des militaires français au régime de Ben Ali. Le 14 janvier, le feu vert du départ est donné par l'ambassade américaine, selon un diplomate tunisien¹.

Le président Ben Ali est tombé dans un piège. On lui a suggéré qu'il serait bon de partir pour mettre sa famille en sécurité et de revenir, triomphant, après que la situation aurait été maîtrisée. De nombreux articles ont rapporté les dernières heures de Ben Ali: il s'en va et, sur intervention américaine, n'atterrit ni en France ni à Chypre, mais à Djeddah, où il demeurera en exil forcé². Hillary Clinton serait intervenue personnellement auprès du prince Nayef ben Soltane afin que le Royaume accueille le dictateur déchu³. Le 14 janvier, dans l'après-midi, le président Obama salue « le courage et la dignité » du peuple tunisien et évoque la préparation de l'avenir démocratique du pays, dans le calme et la sérénité, ayant déjà conclu à la fin de l'ère ben Ali: « J'encourage toutes les parties à maintenir le calme et à éviter les violences, et j'appelle le gouvernement tunisien à respecter les droits de l'homme et à organiser dans un proche avenir des élections libres et justes reflétant la volonté réelle et les aspirations des Tunisiens⁴. » Oubliant les années de collaboration étroite avec le régime autocratique, Hillary Clinton confirme le soutien américain au soulèvement populaire, tandis que le sénateur démocrate John Kerry, qui préside la commission des Affaires étrangères du Sénat américain, prophétise en

1. D. Minoui, *loc. cit.*

2. Voir notamment « Les dernières heures de Ben Ali », *Courrier international*, 21 janvier 2011 (www.courrierinternational.com/article/2011/01/21/les-dernieres-heures-de-ben-ali). L'article confirme le nom des acteurs en jeu dans la crise tunisienne et les pressions américaines.

3. *Ibid.*, et D. Minoui, *loc. cit.*

4. Dépêche AFP, 14 janvier 2011, 16 h 17 (www.cyberpresse.ca/international/dossiers/fin-de-regne-en-tunisie/201101/14/01-4360307-obama-salue-le-courage-des-tunisiens.php).

affirmant que la fuite de Ben Ali « aura des répercussions bien au-delà des frontières de la Tunisie¹ ».

Le soulèvement tunisien aura pour les Égyptiens la valeur de déclencheur émotif qu'avait eu, en Tunisie, la mort de Bouazizi. Le 25 janvier, onze jours après la chute de Ben Ali, le mouvement se met en branle au Caire, à l'initiative des jeunes du Mouvement du 6 avril². C'est le « jour de la police », chômé depuis 2009, en souvenir de la mort, le 25 janvier 1952, de cinquante policiers (sans oublier les nombreux blessés) qui avaient refusé de remettre leurs armes aux Britanniques au commissariat d'Ismailia. Le président Moubarak entendait ainsi faire un geste de reconnaissance envers la police, mal perçue en Égypte, en célébrant son engagement au cœur du régime. Cette journée est porteuse de nombreuses références et de symboles qui vont permettre de galvaniser la jeunesse. Les images de la police tunisienne maltraitant les manifestants non violents parlaient directement au peuple égyptien, qui connaissait le genre de traitements qu'infligeaient ses propres forces de sécurité, en toute impunité. En 2010, cette journée avait été moquée et des associations de droits de l'homme, telles que Human Rights Watch, avaient publié des rapports comptabilisant le nombre d'arrestations, de disparitions, d'exécutions sommaires et de tortures, afin de dénoncer le cynisme du pouvoir³. Le blogueur et défenseur des droits de l'homme Ramy Raouf, comme tant d'autres, avait déjà fait entendre cette voix critique dès 2009 et 2010.

Ce sera donc le 25 janvier, rebaptisé « jour de la révolte ». Les jeunes cyberactivistes ont décidé de se mobiliser afin de

1. *Ibid.*

2. C'est ce qu'affirment et expliquent les membres du mouvement dans le documentaire *People & Power*, réalisé en anglais par la chaîne Al Jazeera et diffusé le 9 février 2011. Cette mobilisation permettait de réunir de nombreux symboles (www.youtube.com/watch?v=QrNz0dZgqN8&feature=player_embedded#at=11).

3. Voir Joseph Mayton, « Police Day in Egypt a troubling holiday », 25 janvier 2010, une année avant la manifestation (<http://bikyamasr.com/wordpress/?p=7901>).

tirer le profit maximal de la portée symbolique de ce jour. Les Tunisiens ont ouvert la voie : il faut, avec la même détermination, et sans violence, libérer la charge émotive de frustration des Égyptiens et offrir un espoir de liberté au-delà de la résignation. Les Égyptiens souffraient des mêmes maux endémiques que les Tunisiens : chômage, augmentation du prix du pain et des denrées alimentaires de première nécessité, paupérisation, absence de liberté, tout en vivant sous l'état d'urgence imposé depuis la mort d'Anouar el-Sadate, en octobre 1981, et renouvelé chaque année depuis lors. Ce sont ces éléments que les jeunes vont exploiter : ils dénoncent l'augmentation du prix du pain, l'absence de liberté, la corruption, les brutalités de la police, l'état d'urgence, le chômage et, bien sûr, le caractère dictatorial du régime. Stratégie élaborée et établie avec sérieux et précision, à l'aide de toutes les méthodes enseignées par les formations sur la mobilisation non violente : messages et slogans positifs (le poing fermé – comme celui des jeunes Serbes – apparaît sur les affiches) ciblant le régime (et jamais l'Occident ou d'autres responsables collatéraux), symboles ouverts dépassant les clivages politiques internes aux dynamiques égyptiennes et, enfin, rassemblements massifs sur la bien nommée place de la Libération (*Midan at-Tahrir*). Les jeunes expliqueront plus tard de façon détaillée aux journalistes d'Al Jazeera les principes de leur stratégie, sa mise en place et la formation reçue par la plupart des cyberactivistes depuis plus de trois ans (entre une et cinq années de formation¹).

Le 18 janvier 2011, une jeune activiste, Asmaa Mahfouz, poste une vidéo sur Youtube. Elle y fait référence à la victoire des Tunisiens sur le régime de Ben Ali, demande aux Égyptiens d'en faire autant², annonce qu'elle ne s'immolera pas mais

1. Voir le documentaire *People & Power*, op. cit.

2. Voir sa vidéo en arabe, sous-titrée en anglais : www.youtube.com/watch?v=SgJlgMdsEuk. Lire également son témoignage sur Inter Press Service (IPS) : « Arab Women Lead the Charge », 11 février 2011 (<http://ipsnews.net/news.asp?idnews=54439>), ou encore « Asmaa Mahfouz, a woman behind Egypt's pro-democracy revolution », 5 février 2011 (www.thecanadian-charger.com/page.php?id=5&a=774).

descendra le 25 janvier sur la place Tahrir et y exigera ses droits. Elle tient à mobiliser les citoyens au-delà de toute appartenance politique contre la corruption, la violence policière, les exécutions sommaires et les traitements indignes. À ceux qui affirment qu'il ne convient pas aux femmes de descendre manifester, elle répond qu'ils feraient mieux de se comporter en hommes et de descendre avec elle dans la rue pour l'accompagner, la soutenir et la protéger. Elle tient pour coresponsables de la situation catastrophique de l'Égypte tous les passifs qui n'osent pas s'exprimer et protester – et de citer la formule coranique : « Dieu ne change point ce qui est en un peuple sans que ceux-ci ne changent ce qui est en eux-mêmes. » Elle en appelle à la dignité du peuple : « Si tu as de l'honneur, de la dignité et du courage, rejoins-moi sur la place de la Liberté ! » Cette vidéo va connaître un impact phénoménal et pousser des dizaines de milliers de citoyens à rejoindre Asmaa Mahfouz dans les rues, dont un nombre important de femmes, très impliquées et souvent à l'avant-garde des protestations. Les forces politiques n'annonceront leur participation au mouvement que quelques jours avant le 25 janvier, alors que les Frères musulmans, poussés par leurs jeunes membres, n'ont confirmé leur soutien que le 23 janvier.

Au Caire, à Alexandrie et dans d'autres villes d'Égypte, la mobilisation est massive et la violence de la répression manifeste, surtout dans le port de Suez. Le gouvernement impose un couvre-feu et la police des Forces de la sécurité centrale (*Quwat el-Amn el-Markazi*), dépendant du ministère de l'Intérieur et fidèle à Moubarak, forte de trois cent cinquante mille à cinq cent mille policiers selon les estimations, réprime brutalement. Le 26 janvier, le gouvernement coupe l'accès à Internet pour empêcher la communication entre manifestants via les réseaux sociaux. Cette mesure sera plus tard renouvelée et déjouée, notamment avec l'aide de Google. Le 28 janvier est le premier de ces fameux vendredis qui vont rythmer le mouvement. Durant cette mobilisation, nommée « vendredi de la colère », des centaines de manifestants se

rassemblent. C'est également le jour que choisit pour son retour Mohamed el-Baradei, qui espérait prendre la tête du mouvement; il sera reçu assez froidement par la population, qui ne le connaît pas, puisqu'il a vécu vingt ans à l'étranger. Moubarak annonce un changement de gouvernement, mesure jugée insuffisante par les protestataires.

Le mouvement prend désormais une ampleur nationale et phénoménale. L'armée commence à investir les villes, surtout Le Caire, mais, contrairement aux Forces de la sécurité centrale, elle n'intervient pas, n'use d'aucune violence – suivant l'exemple de l'armée tunisienne – et se contente de préserver l'ordre en faisant en sorte d'empêcher les clashes et les conflits entre pro et anti-Moubarak. Puis, tout s'accélère. Le président intervient le 1^{er} février pour annoncer qu'il ne se représentera pas aux élections de septembre; le lendemain, les forces de police et des groupes pro-Moubarak interviennent avec des chameaux et des épées sur la place Tahrir, semant la violence et la terreur parmi les manifestants pacifiques. Le président refuse de quitter le pouvoir et propose diverses autres mesures, toutes mal accueillies – parmi lesquelles la délégation de l'autorité politique à son vice-président récemment nommé, Omar Souleiman. Les manifestants exigent le départ de Moubarak et la chute de son régime. Le 7 février, le jeune Wael Ghonim¹ intervient à la télévision après dix jours passés dans les geôles égyptiennes. Sa déclaration et ses larmes, sur la chaîne nationale jusque-là inconditionnellement favorable au régime, émeuvent un large public, incitant nombre d'Égyptiens à rejoindre les manifestations.

Pendant ces quelques jours d'incertitude, la position américaine, au gré des interventions publiques du président Obama, semble également très incertaine. L'administration américaine est néanmoins en contact permanent avec le commandement en chef de l'armée égyptienne, que ses services financent et forment depuis des décennies. Les tensions internes à l'armée

semblent empêcher le Département d'État américain de prendre une position tranchée. Ces incertitudes sont même exposées au public avec une surprenante gaucherie: le 10 février, le président Obama affirme que « l'Histoire est en marche en Égypte¹ », propos qui sonnent comme l'annonce de la fin du régime Moubarak, quelques heures seulement avant que celui-ci, à la surprise générale, annonce sa volonté de rester en place. Communication maladroite ou habile exposition d'une apparente ignorance des faits, prouvant l'absence de contrôle de la situation? Moubarak démissionne le lendemain, 11 février, au soir du « vendredi du départ », comme l'avaient baptisé les manifestants.

Nous l'avons dit, l'administration américaine connaissait le Mouvement du 6 avril et avait invité certains de ses membres dès 2008, en lien direct avec l'ambassadeur des États-Unis au Caire, comme l'ont révélé WikiLeaks et *The Telegraph*². On y apprend que, le 30 septembre 2008, l'ambassadeur Margaret Scobey transmettait à son gouvernement des « informations sensibles », dont l'une indiquant que « des groupes d'opposition ont établi un plan secret dans le but de changer de régime », et ce « avant les élections prévues en septembre³ ». Certains de ces jeunes activistes ont par ailleurs rencontré Mohamed el-Baradei aux États-Unis en 2008 et 2009; ils seront très audibles lors de son premier retour en février 2010, en tant qu'opposant à Moubarak, une année avant le soulèvement⁴.

1. *Asian Tribune*, 11 février 2011 (www.asiantribune.com/news/2011/02/11/history-unfolding-egypt-hosni-mubarak-resigns-transfers-powers-supreme-military-coun).

2. « Egypt protests: America's secret backing for rebel leaders behind uprising », *The Telegraph*, 28 janvier 2011 (www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/egypt/8289686/Egypt-protests-Americas-secret-backing-for-rebel-leaders-behind-uprising.html).

3. *Ibid.*

4. « 6th April waiting for El-Baradei », *Al-Masry Al-Youm*. On y voit une photo de militants brandissant le symbole du poing fermé et un portrait d'El-Baradei (www.almasryalyoum.com/en/node/17220).

1. Voir *supra*, p. 24.

Les relations n'ont pas toujours été au beau fixe entre les États-Unis et El-Baradei. Celui-ci a vertement critiqué, la qualifiant de « farce », la timidité des positions américaines réclamant, dans un premier temps, des réformes de l'intérieur du régime¹. Il reste qu'une analyse plus approfondie montre une relation d'une autre teneur. Les relations entre Barack Obama et Mohamed el-Baradei sont excellentes et ce dernier n'a eu de cesse de louer et de soutenir le successeur de George W. Bush. Préparant la succession de Moubarak, l'administration Obama comprend qu'elle pourrait tirer un parti positif des relations détestables et notoirement houleuses qu'El-Baradei entretenait avec l'administration Bush et les États-Unis dans le passé². « Ironiquement, affirme Philip D. Zelikow, ancien conseiller au Département d'État, le fait qu'El-Baradei ait croisé le fer avec l'administration Bush sur l'Irak et l'Iran est en train d'aider ce dernier en Égypte et, plaise à Dieu, nous ne devons rien faire qui puisse donner l'impression que nous l'aimons³. » Même analyse dans le magazine *Foreign Affairs*, une année avant les soulèvements. Relevant qu'il est négatif, pour tout acteur politique en quête de crédibilité auprès des citoyens égyptiens, d'être perçu comme ami des Américains ou soutenu par eux, l'auteur de l'article, Steven A. Cook, ajoute : « Si Baradei a de fait une chance raisonnable de promouvoir des réformes politiques en Égypte, alors les décideurs politiques serviraient au mieux sa cause en décidant de ne pas trop intervenir. Assez paradoxalement, la relation froide qu'El-Baradei a entretenue avec les États-Unis en tant que chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) fait désormais progresser les intérêts américains⁴. »

1. « U.S. Scrambles to Size Up El-Baradei », *The New York Times*, 31 janvier 2011. Cet article propose une longue analyse des relations que l'administration américaine entretient avec El-Baradei (www.nytimes.com/2011/02/01/world/middleeast/01elbaradei.html).

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. « Is El-Baradei Egypt's Hero? Mohamed el-Baradei and the Chance for Reform », *Foreign Affairs*, 26 mars 2010 (www.foreignaffairs.com/articles/66178/steven-a-cook/is-el-baradei-egypts-hero?page=2).

Ces hésitations ont également pu donner à penser, au cours des événements, que l'administration américaine était perplexe. Il apparaît que le commandement de l'armée égyptienne était divisé, certains défendant le *statu quo* (en particulier les anciens), d'autres privilégiant les réformes. L'administration américaine n'a jamais perdu le contact avec les dignitaires de l'armée, dont certains se trouvaient à Washington quelques jours avant le début des manifestations¹. À l'époque, Anthony H. Cordesman, du Centre d'études stratégiques et internationales, basé à Washington, affirme qu'il existe non pas une seule armée en Égypte, mais plusieurs, obéissant à divers centres de pouvoir au ministère de la Défense ou au ministère de l'Intérieur. Les forces liées à ce dernier désirent le *statu quo* et sont les premières responsables de la répression, alors que le commandement lié à la Défense – principal contact de l'administration américaine – a lâché Moubarak et souhaite le changement.

Les tensions internes sont vives et l'administration Obama fait pression sur Moubarak pour qu'il démissionne. Celui-ci annonce pourtant, le jeudi 10 janvier, qu'il ne se retirera pas, alors que le président Obama laissait entendre le contraire quelques heures auparavant. Des officiels américains déclareront à la chaîne NBC News que des militaires égyptiens ont menacé le président Moubarak, ce même jeudi soir, « d'enlever leur uniforme et d'aller rejoindre les manifestants² ». Le lendemain, il quitte le pouvoir. À la question de savoir s'il s'agissait d'un coup d'État, les officiels américains répondent : « Appelez ça une pression militaire³. »

L'analyse des faits, en Tunisie et en Égypte, révèle un contexte et des implications bien plus complexes que ceux de mouvements de masse *sui generis*, nés de la volonté et de la mobilisation de

1. Tom Curry, « New challenges for U.S.-Egyptian military ties », *msnbc.com*, 11 février 2011 (www.msnbc.msn.com/id/41521234/ns/world-news-mideast_n_africa/t/new-challenges-us-egyptian-military-ties/#.Tj5HqOaidWk).

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

jeunes réagissant émotionnellement à la mort de Mohamed Bouazizi ou au succès du soulèvement tunisien. La formation et la préparation des cyberactivistes ont couru sur plusieurs années et remontaient parfois à l'année 2004. L'administration américaine et certains États européens non seulement étaient au courant, mais ont financé des programmes de formation et développé des réseaux organisés de blogueurs en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Les relations étroites entre les commandements armés américain, tunisien et égyptien ont permis à l'administration Obama, dans le fil des événements, d'anticiper ou d'agir particulièrement vite. On ne peut nier les faits, parfois troublants, relatifs aux financements, aux formations et aux ingérences politiques et militaires, non plus, d'ailleurs, que le rôle joué par des compagnies du secteur privé telles que Google, Yahoo, Facebook ou Twitter. Cette dernière donnée, nous y reviendrons, enjoint de ne jamais minimiser, dans la lecture des faits, la dimension économique liée à ces changements. Il ne s'agit pas seulement d'un changement politique en vue de la démocratisation, mais d'une promesse de bouleversement des dynamiques économiques dans les deux régions.

De l'intérieur même du mouvement, des blogueurs et des cyberactivistes, des femmes et des hommes ont refusé la mainmise et le financement américains. D'aucuns ont refusé de se rendre aux États-Unis, de rencontrer des officiels américains ou encore de s'afficher avec Bill Clinton, quand celui-ci est venu au Caire. En Tunisie comme en Égypte existent des forces citoyennes dotées d'une véritable conscience politique et d'une authentique volonté d'autonomie, traversant les tendances politiques de la droite à la gauche, jusqu'aux islamistes. Ils ont aussi porté le mouvement. Quant aux mobilisations contre les tentatives de manipulation ou de dévoiement au plus haut niveau de l'État et de l'armée, elles montrent que les soulèvements ont disposé et disposent d'une réelle marge de manœuvre.

Les tentatives de récupération sont normales et multiples, mais un supplément d'analyse et d'engagement – au-delà de

l'effervescence émotionnelle et naïve – peut être de nature à offrir à ces mouvements un horizon réel de démocratisation et de libération. Ni l'Europe, ni les États-Unis, ni la Russie, ni la Chine ou l'Inde ne resteront campés dans un rôle exclusif d'observateurs, tant les enjeux économiques et géostratégiques sont critiques. Il serait naïf d'attendre de ces puissances qu'elles privilégient d'autres intérêts que les leurs. Il serait insensé, au nom de ces naturelles tentatives d'ingérence et de contrôle, de ne pas prendre la mesure des évolutions imprévisibles qu'offrent ces soulèvements de masse, portés par l'espérance de liberté.

Tout reste ouvert. Encore faut-il que les sociétés civiles et les citoyens s'engagent à penser des projets de société à partir de leur histoire, de leur mémoire, de leurs références, de leurs valeurs et de leurs espoirs. À terme, il leur appartient de reprendre possession du sens de leur révolte, quand bien même ils n'en auraient pas été les seuls instigateurs, penseurs et agents. La prudence de l'optimisme doit se marier à la détermination de l'engagement. Optimistes sans fausses illusions et engagés sans naïveté : ainsi pourrait-on définir les véritables acteurs des soulèvements réussis, aujourd'hui ou demain. La libération politique exige d'abord une libération des intelligences, par la maîtrise des émotions et l'analyse des faits. On peut l'appeler lucidité, qu'il faut avoir humaniste et politique.

Traitements différenciés

L'étude de l'évolution des situations tunisienne et égyptienne, avant et pendant les soulèvements, est nécessaire pour comprendre ce qui s'est passé et la nature même des soulèvements populaires. Les différences demeurent importantes et il convient de ne rien généraliser. Les situations nationales doivent être étudiées au cas par cas. Il demeure essentiel, par ailleurs, de considérer les dynamiques nationales, ainsi que le contexte régional. À plus forte raison si, élargissant la perspective, on prétend analyser la source et le sens des soulèvements

populaires en Jordanie, en Libye, au Yémen, à Bahreïn, en Syrie ou au Maroc, par exemple. Non seulement les configurations sociales et politiques internes ne se ressemblent pas, mais le contexte géostratégique influe différemment selon les pays, ainsi que, *a fortiori*, la réaction des puissances occidentales, des Nations unies ou de la communauté internationale.

La situation de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient est complexe et les enjeux y sont multiples, au-delà de la position politique – souvent simpliste – qui se satisferait de soutenir la démocratisation, comme s'il n'y avait aucun autre enjeu politique, économique ou stratégique. Cela est vrai du point de vue des dynamiques internes aux pays mêmes et davantage encore en ce qui concerne les positionnements des États-Unis, de l'Europe ou de la Russie. Ayant vu des États soutenir des dictatures si souvent et si longtemps, au nom d'intérêts économiques et militaires pas toujours avoués, il serait aujourd'hui naïf et inconséquent, dans l'effervescence générale, de considérer le soutien du Nord à la démocratisation comme l'expression sincère et gratuite d'un nouvel amour des peuples dénué de tout calcul stratégique. Comme une équation simple d'économie, il reste élémentaire de poser la question de la nature des espérances et des profits envisagés par les partis en présence.

Les soulèvements populaires dans le monde arabe ont reçu un accueil pour le moins disparate. Il faut rappeler ici que les premières mobilisations dans une société majoritairement musulmane ne sont pas survenues en Tunisie ou en Égypte, mais en Iran, à la suite des élections de juin 2009. Sitôt les résultats annonçant la victoire de Mahmoud Ahmadinejad rendus publics, des manifestations ont éclaté dans tout le pays, organisées par les supporters des candidats d'opposition Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi. On y dénonçait des fraudes et une dérive du système trahissant les principes démocratiques d'égalité, de justice et de transparence. Les mobilisations se donnèrent des noms symbolisant la nature du mouvement : « Révolution verte », « Vague verte » ou encore « Mer verte », par allusion à la couleur choisie par Moussavi durant sa

campagne. À cette occasion, on parla également de « révolution Twitter¹ », car c'est via Internet et les réseaux sociaux que les opposants communiquaient et se mobilisaient. Une répression terrible s'est ensuivie, s'abattant sur ceux qui s'opposaient aux résultats des élections : manifestants frappés, arrestations sommaires, tortures et viols dans les prisons ont été recensés, corroborés de multiples témoignages, recoupés et confirmés². La mobilisation fut importante et le soutien occidental particulièrement prononcé. Le régime honni de Téhéran était en difficulté et d'aucuns prédisaient son effondrement à la suite de mobilisations qui, pour la première fois, s'exprimaient de façon aussi importante, avec le soutien de figures politiques éminentes, tel l'ancien président réformiste Mohammad Khatami.

La répression fut terrible et le traitement de l'opposition inacceptable. De toute évidence, le régime de Téhéran traversait et traverse encore une crise interne de légitimité dont la cause et la conséquence sont le manque de transparence des institutions. La hiérarchie religieuse conservatrice, peu encline à l'ouverture démocratique, se sent menacée, de l'intérieur, par la tendance religieuse réformatrice et, de l'extérieur, par la pression occidentale. Après les années de réforme de la présidence Khatami, prometteuses quoique insuffisantes, le régime s'est durci, a réduit les espaces de liberté (civique, institutionnelle et médiatique) et a dérivé vers une répression de plus en plus dure des opposants.

Remarquons néanmoins que la nature des mobilisations en Iran est très différente de celles qui seront déclenchées deux ans plus tard en Tunisie et en Égypte. La perspective occidentale y est quelque peu biaisée, tant le régime iranien est l'objet d'une campagne de diabolisation dans les médias et par la voix des gouvernements occidentaux. Certes, il faut critiquer le régime

1. « Iran's Twitter Revolution », *Washington Post*, 16 juin 2009 (www.washingtontimes.com/news/2009/jun/16/irans-twitter-revolution).

2. Voir, par exemple, l'article de synthèse de Kate Allen, directrice d'Amnesty International au Royaume-Uni, « Rape in Iran's prisons: the cruellest torture », *The Telegraph*, 1^{er} novembre 2010 (www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/iran/8102358/Rape-in-Irans-prisons-the-cruellest-torture.html).

journalistes vedettes démissionneront, tel Ghassan ben Jeddo, directeur du bureau du Liban (qui créera une autre chaîne d'information), afin de protester contre la couverture partielle des événements de Syrie¹. Au fil des mois, comme le relève justement Alain Gresh², le caractère partisan d'Al Jazeera est apparu de plus en plus explicitement dans le traitement très différent réservé aux mobilisations syrienne et bahreïnienne, ou encore aux débuts des revendications en Arabie Saoudite et même en Jordanie.

Nul ne peut nier l'importance et la qualité du travail fourni par Al Jazeera. Un souffle nouveau est apparu, d'abord en arabe, puis, à partir des soulèvements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, en langue anglaise. Les autres chaînes internationales comme les politiciens du monde entier s'y sont référés, saluant sa contribution déterminante dans le monde des médias et celui de la télévision en particulier. Il est certain, de surcroît, que les chaînes arabe et anglaise d'Al Jazeera ont joué un rôle déterminant dans la diffusion des idéaux démocratiques dans le monde arabe, comme dans le soutien aux mobilisations populaires en Tunisie et en Égypte, notamment. Il demeure néanmoins légitime de s'interroger sur le rôle de la chaîne dans les affaires régionales, en même temps que sur le sens à donner à ses couvertures différenciées et souvent partiales.

Rappelons ici que, pendant des années, la chaîne Al Jazeera, dont le principe était dès l'origine l'ouverture au pluralisme et au débat critique (ce qui avait surpris le monde arabe), fut diabolisée par l'administration Bush. Certes, elle présentait de la « guerre au terrorisme » une vision autre que celle des États-Unis, mais sa ligne éditoriale, sa volonté, parfois son obsession de diffuser les vidéos, déclarations et messages des groupements proches d'Al-Qaïda faisaient exactement le jeu de l'administration Bush, dont l'essentiel de la politique consistait à stigmatiser

1. Lire « Les démissionnaires d'AlJazira créent leur propre chaîne: AlMayadine », 29 juillet 2011 (www.alterinfo.net/notes/Les-demissionnaires-d-AlJazira-creent-leur-propre-chaîne-AlMayadine_b3167055.html).

2. Voir son blog Nouvelles d'Orient: « Syrie-Bahreïn, cause commune », 10 mai 2011 (<http://blog.mondediplo.net/2011-05-10-Syrie-Bahreïn-cause-commune>).

un ennemi rendu visible dans le monde arabe. Al Jazeera, pendant des années, a joué ce rôle très utile. La langue arabe exprimait à merveille le trait spécifique de l'étranger; les images choc, les déclarations violentes et radicales donnaient une existence palpable aux islamistes extrémistes violents. Le positionnement de la chaîne – dont on nous dit qu'en 2005 George W. Bush et Tony Blair avaient discuté de l'option de faire bombarder son siège¹ – convenait parfaitement à la politique de Washington et des néoconservateurs américains.

Les choses ont apparemment changé. L'administration Obama a mis fin à la rhétorique guerrière et veut privilégier le multilatéralisme sur le plan international et la démocratisation dans le monde arabe (ce que George W. Bush avait lui-même annoncé). En Tunisie comme en Égypte, la chaîne anglaise a poursuivi ce dessein de façon affichée. Elle a également couvert sans discontinuer l'intervention militaire en Libye, dans laquelle le gouvernement qatari s'est d'ailleurs engagé le premier aux côtés de la France. Elle suit en cela, sans que l'on puisse dire qu'il s'agisse d'un choix idéologique déterminé, les positions des puissances occidentales qui n'hésiteront pas à la louer, à l'instar de la secrétaire d'État Hillary Clinton. Trois ans après l'intense diabolisation d'Al Jazeera arabe par l'administration Bush, on peut s'étonner des propos laudatifs de la première représentante de l'administration Obama. Contrairement aux médias américains, dit-elle, qui « perdent du terrain », Al Jazeera offre « de vraies informations » et s'apprête à remporter la « guerre de l'information » au moment même, remarque-t-elle, où les Chinois et les Russes sont en train de lancer leur chaîne d'information en anglais². On ne peut pas ne pas noter, dans les deux cas, que la

1. « Selon le *Daily Mirror*, M. Bush a envisagé de bombarder Al-Jazira », *Le Monde*, 22 janvier 2005 (www.lemonde.fr/ameriques/article/2005/11/22/selon-le-daily-mirror-m-bush-a-envisage-de-bombarder-al-jazira_712792_3222.html).

2. Lire l'article « Hillary Clinton calls al Jazeera "Real News", criticizes US media », *Huffington Post*, 3 mars 2011 (www.huffingtonpost.com/2011/03/03/hillary-clinton-calls-al-jazeera-real-news-criticizes-us-media_n_830890.html), ainsi que « Hillary Clinton Says Al Jazeera Is Putting American Media To Shame », *Business Insider*, 2 mars 2011 (www.businessinsider.com/hillary-clinton-al-jazeera-2011-3#ixzz1UoS394AI).

chaîne est objectivement utile aux desseins du pouvoir américain et dans la ligne du pouvoir qatari. Il importe également de relever les différences de traitement, et parfois d'angle, entre les chaînes anglaise et arabe, comme dans le cas du Bahreïn.

Le rôle d'Al Jazeera a été déterminant dans le développement des soulèvements arabes. Le moins que l'on puisse dire est que son positionnement politique n'a pas toujours été très clair, à moins qu'il ne l'ait été que trop, ce qui nous invite à une lecture critique, qui ne soit pas naïve, de l'ouverture démocratique dans le monde arabe (dont cette chaîne est censée être le symbole). Mais n'y a-t-il rien de plus normal, et n'est-ce pas le sens des analyses de toutes les études un tant soit peu objectives sur les grands médias, en particulier sur les chaînes de télévision CNN, BBC et France 24, en passant par Fox News et les nouveaux organes de presse chinois, japonais ou russe ? Toutes ces chaînes parlent d'un point de vue particulier et offrent du monde et des événements une vision singulière. Ce peut être une position de pouvoir, de contre-pouvoir ou d'information alternative, mais il s'agit toujours d'un point de vue, d'une perception et/ou d'une idéologie particulière. Al Jazeera, à l'instar de tous les médias qui ont couvert les soulèvements arabes, ne fait pas exception. Aussi est-il légitime de s'interroger sur son rôle dans la politique moyen-orientale dans son ensemble, depuis son lancement en arabe en novembre 1996. On ne saurait mener sérieusement cette étude sans considérer le contexte général des alliances du Qatar avec les pétromonarchies (peu critiquées malgré leur déficit démocratique) et les États-Unis ou les États européens, en particulier la France¹.

1. Le directeur de la chaîne, Waddah Khanfar, a été clairement invité à démissionner le 20 septembre 2011. Les interprétations sont contradictoires : on le soupçonne – selon la version étatique – d'être trop proche des Américains (information WikiLeaks) ou, au contraire, d'avoir voulu trop en faire dans la couverture des événements en Syrie et au Bahreïn. Il a été remplacé par un membre de la famille au pouvoir, qui a été formé et a travaillé en France (chez Total), mais également aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Les manifestations de masse ont bénéficié de l'apport des médias alternatifs, d'Internet, des réseaux sociaux, des téléphones portables et, parfois, des chaînes de télévision plus traditionnelles. Tous ces moyens sont financés et/ou contrôlés, soit par des gouvernements, soit par des compagnies et des multinationales privées, soit encore par des opérateurs puissants. Il serait naïf et dangereux de penser que le monde arabe se soit ébranlé sans cause ni raison, sans volonté politique ni logique économique. Et l'on se tromperait si l'on pensait que les médias alternatifs, Internet ou les réseaux sociaux, offrent des garanties de liberté et d'autonomie. Ils sont la possession de grandes entreprises multinationales qui ont pour amis le gain, la croissance, l'expansion et la compétition productiviste et qui n'ont jamais hésité, pour leurs fins, à s'allier aux dictateurs, aux marchands d'armes et de mort, ou à collaborer à la surveillance des individus de la manière la plus liberticide¹. Seule leur importe la démocratie qui rapporte. Ce qui nous importe, au contraire, n'est point de contester ce fait – car il s'agit d'un fait objectif –, mais d'étudier les marges de manœuvre, les opportunités historiques offertes aux peuples de détourner le sens de l'Histoire à leur avantage, de prendre possession de l'incontrôlable, au cœur des dynamiques historiques, et d'en déterminer l'ordre et la substance, afin d'obtenir une vraie libération, un véritable accès à l'autonomie et la liberté des peuples. Les mouvements de masse voient poindre de ces impondérables un souffle populaire, que ni les pouvoirs ni les médias ne peuvent maîtriser.

1. La surveillance sur Internet à des fins politiques et/ou économiques est permanente. Les moteurs de recherche sont la propriété de grandes entreprises, presque exclusivement américaines, qui répertorient et classent des informations. Les réseaux sociaux suivent, surveillent et catégorisent en continu le profil de leurs usagers. Les mouvements politiques non violents qui usent de ces moyens alternatifs sont, à l'évidence, suivis et surveillés, et la question demeure de savoir jusqu'à quel point et quelle marge de manœuvre est protégée. Lire également, à titre informatif, ce court article : www.lunil.com/fr/actualite.php?id_article=1027&PHPSESSID=f1d9cab179618fe6daf9b595231824e9

La mort d'Oussama ben Laden

Nous sommes bien à l'ère de la communication de masse. À l'heure où le monde arabe se soulève, où des centaines de milliers de jeunes femmes et d'hommes descendent dans les rues pour exprimer sans violence leurs espérances de liberté, de justice et de dignité; à cette heure exacte, on nous annonce la mort de Ben Laden, exécuté lors d'une mission commando au Pakistan. Près de dix ans après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, l'ennemi public numéro 1, l'homme qui incarnait l'extrémisme criminel, le mal absolu et qui personnifiait l'« idéal antioccidental », disparaît, comme pour annoncer le début d'une ère nouvelle entre l'islam et les États-Unis (l'Occident en général).

Une page est tournée. Pas n'importe quand et n'importe comment, remarquons-le. Quand, le 2 mai 2011, le président Barack Obama annonce, en pleine nuit, la mort d'Oussama ben Laden, rien n'est laissé au hasard en termes de communication¹. On connaît les talents du président Obama en la matière. Son équipe a voulu soigner la forme et faire un coup médiatique, au moment où l'administration américaine est en difficulté sur le plan intérieur. Le *timing* de l'opération est en soi judicieux : l'exécution et l'annonce de la mort du symbole du terrorisme interviennent au moment même où les États-Unis soutiennent et saluent les mobilisations de masse non violentes. Tout oppose ces deux réalités que leur juxtaposition renforce respectivement : ici, la violence aveugle d'un homme et d'une organisation marginale, là, la mobilisation non violente de centaines de milliers de femmes et d'hommes; ici, la haine des valeurs occidentales, là, la célébration de ces mêmes idéaux; ici, la fin d'un épisode sombre de l'Histoire contemporaine, là, la naissance d'une ère nouvelle pleine de promesses et d'espérance; ici, l'échec d'un projet de renversement, là, le succès et la chute des régimes.

1. Lire l'article du *New York Times* qui traite de la forme autant que du fond du message et de ses conséquences : « Bin Laden Is Dead, Obama Says », 2 mai 2011 (www.nytimes.com/2011/05/02/world/asia/osama-bin-laden-is-killed.html?_r=1&pagewanted=all).

Autre contraste, non moins saisissant en termes médiatiques : alors que nous sommes noyés de vidéos et d'images relatives aux soulèvements arabes, l'administration américaine empêchera toute diffusion d'images liées à l'opération au Pakistan. On ne verra rien de l'exécution de la mission ni de la victime. Il faut donc croire le président américain sur parole, de même que son porte-parole, quand ils affirment que Ben Laden a été tué, puis, « dans le respect du rite musulman », jeté à la mer pour éviter que son corps ne soit l'objet d'un culte à l'avenir. Oussama ben Laden, en substance aussi bien qu'en images, c'est l'anti-soulèvement arabe; et cette absence d'images, en l'occurrence, est encore et toujours une opération de communication.

Le monde entier aura droit à des reportages montrant le président américain et son équipe supervisant l'opération « minute par minute », depuis son bureau de Washington, donnant l'impression d'un homme fort, prêt à mettre tous les moyens nécessaires pour « faire justice » (comme il le dira plus tard) et venger la mémoire blessée des Américains. Il y aura certes des maladresses et des incertitudes, voire des changements de versions sur l'exact déroulement des faits, l'identité et le nombre de personnes tuées, mais ce qui demeure est une formidable opération médiatique dans un moment particulièrement choisi¹. Qu'importe au fond si le fait même de cette exécution sommaire et sans jugement peut paraître surprenant (alors que l'homme, nous dit-on, était désarmé); que le rejet du corps à la mer ne respecte en rien les rites musulmans; que les sociétés majoritairement islamiques se sentent peu concernées par une annonce qui colonise les médias occidentaux pendant trois jours. L'essentiel tient aux acquis symboliques de l'opération : des femmes et des hommes se rassembleront dans la joie, notamment sur Times Square à New York, pour célébrer la

1. Les interprétations les plus contradictoires et les plus folles ont été proposées sur le choix et le sens de ce moment. Nous n'entrerons pas dans ces débats stériles – et parfois tout à fait contreproductifs –, mais il reste important, à nos yeux, de lire cet événement à la lumière de la politique interne des États-Unis ainsi que des événements de la scène arabe et internationale.

mort de l'être maléfique. Une ère prend fin et le président Obama gagne 9, puis 11 puis 14 % d'opinions favorables dans les sondages réalisés auprès des citoyens américains¹.

Hillary Clinton avait raison d'affirmer que nous vivons une « guerre de l'information » et que la façon de rapporter les faits, de les « couvrir » au sens littéral, a presque autant d'importance que le sens des faits eux-mêmes². Elle fut sans doute moins inspirée de laisser entendre que les chaînes américaines étaient en train de perdre cette guerre. Nous en sommes loin encore. Pendant dix ans, l'ombre de Ben Laden a plané sur la politique étrangère des États-Unis et des pays occidentaux en général. L'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, mais également les réactions aux attaques perpétrées par des groupes extrémistes violents à travers le monde, aux États-Unis d'abord mais aussi en Europe, en Asie comme en Afrique, ont orienté l'ensemble du discours politique de l'administration Bush, puis encore de l'administration Obama. Les investissements budgétaires en matière de guerre et de sécurité ont été phénoménaux.

Sur le plan intérieur, la politique sécuritaire a changé la face des États-Unis : surveillance accrue, restriction des libertés et, pour certains résidents ou citoyens américains de confession musulmane, expulsion du pays ou arrestations sommaires et sans jugements équitables³. Ces dix années furent une manifestation

1. Cf. « Popularity boost for Obama », *The Independent*, 2 mai 2011 (www.independent.co.uk/news/world/americas/popularity-boost-for-obama-2277896.html), ou encore « La popularité d'Obama bondit après la mort de Ben Laden », *Le Monde*, 4 mai 2011 (www.lemonde.fr/mort-de-ben-laden/article/2011/05/04/la-popularite-d-obama-bondit-apres-la-mort-de-ben-laden_1516901_1515627.html).

2. Lire la substance de son intervention : www.huffingtonpost.com/2011/03/03/hillary-clinton-calls-al_n_830890.html

3. On se souvient du cas du Dr Sami al-Arian, professeur d'université (cas toujours d'actualité, puisqu'il reste assigné à résidence depuis près de trois ans à Washington, après avoir passé plus de cinq ans en prison). Procès après procès, le dossier se vide, mais la « situation d'exception » permet le traitement indigne d'un penseur activiste qui a eu le tort, sans jamais soutenir le terrorisme, d'être trop audible sur la question palestinienne et la critique de la politique israélienne. Ce cas est représentatif de quantité d'autres traitements injustes (arrestations, expulsions, etc.).

de force militaire et sécuritaire, mais elles furent également accompagnées d'une double prise de conscience, que l'on ne saurait minimiser à la lumière des événements du Moyen-Orient. La « guerre au terrorisme » a certes permis d'obtenir d'importants gains économiques et géostratégiques, mais elle a aussi ouvert un incroyable gouffre dans le budget américain. Cette politique n'était pas soutenable sur le long terme. D'autant que de nouveaux acteurs se sont profilés sur la scène moyen-orientale, de peu d'intérêt pour « le terrorisme » ou « la sécurité ». L'ombre de la Chine, de l'Inde, voire du Brésil ou de la Turquie, plane sur les nouvelles priorités américaines et, au demeurant, européennes. Les soulèvements arabes ont ainsi déplacé le centre de gravité de la question politique – et islamique – en Orient. L'heure est désormais aux réformes, à la démocratisation, à la libéralisation de l'économie « au nom des valeurs communes ». L'annonce de la mort de Ben Laden clôt une époque et met un terme à une orientation politique, même si des liens évidents rattachent les choix du président Obama à la politique de son prédécesseur. À ce jour, depuis son élection jusqu'à ses décisions concrètes, Barack Obama reste avant tout le président du verbe et des symboles¹.

Les choses ont été vécues de façon bien différente par les pays arabes et majoritairement musulmans. La vision et les discours d'Oussama ben Laden n'y ont jamais suscité l'enthousiasme ni mobilisé les foules. La violence extrémiste n'a fait que très peu d'adeptes et a été condamnée par la quasi-totalité des autorités religieuses et des musulmans ordinaires. Les populations étaient partagées entre l'incrédulité, le soupçon de manipulation ou le rejet pur et simple des « idéaux » de Ben Laden. Sa mort a été un non-événement en Orient² : soit parce que certains le pensaient déjà mort et n'ont pas voulu croire à cette étrange opération sans images, soit parce qu'il ne représentait rien auprès du large public. D'aucuns, enfin, ont flairé un pur « coup

1. Voir annexe XII, « Barack Obama, le verbe et les symboles », p. 275.

2. Voir annexe XI, « De Ben Laden aux printemps arabes », p. 272.

médiatique » du président américain¹. Rien n'a vraiment changé et, de cette vaste entreprise de communication autour de la mort de Ben Laden, certains n'ont voulu retenir que les erreurs d'appréciation. Aucune preuve n'a été montrée, l'homme n'a pas eu droit à un jugement (qui nous aurait permis d'en savoir davantage sur les faits et les charges retenues contre lui), son corps a été jeté à la mer sans égard pour la personne ni même pour le rituel islamique. L'Histoire semblait répéter l'incroyable exécution de Saddam Hussein, le jour de la grande fête des musulmans (*eid al-Adha*). Se pouvait-il que les Américains soient si ignorants ou si peu attentifs à la sensibilité musulmane ?

De telles interrogations ont imprégné les consciences et les mémoires, comme si, au fond, cette mort ne changeait rien. Sans oublier, de surcroît, cet air de déjà-vu dans le traitement réservé par le gouvernement américain à ses anciens alliés, puisque dans la guerre Iran-Irak (1980-1988, plus d'un million de morts) comme dans la résistance aux Soviétiques en Afghanistan (1979-1989), Saddam Hussein comme Oussama ben Laden² avaient été, au cours de la même période, des alliés de circonstance des États-Unis. Ceux-ci les ont néanmoins lâchés lorsqu'ils eurent cessé d'être utiles aux desseins étasuniens. L'ère nouvelle a les parfums rances des pratiques anciennes : comment croire encore le président Obama, quand le gouvernement américain a tant menti, tant trompé, tant torturé et tué, et depuis si longtemps, en Amérique latine, en Asie et plus récemment en Afrique, en Afghanistan et en Irak ?

1. Lire le tour d'horizon dans *The Guardian*, « Osama bin Laden dead: Arab reaction », 2 mai 2011 (www.guardian.co.uk/world/2011/may/02/osama-bin-laden-arab-reaction), ainsi que « What the Arab papers say », *The Economist*, 7 mai 2011, qui montre les différences de couverture médiatique dans le monde arabe (www.economist.com/blogs/newsbook/2011/05/osama_bin_ladens_death).

2. En 1998, dans un article (une sorte de lexique) commandé par *Le Nouvel Observateur* (puis refusé), nous affirmions qu'à terme Oussama ben Laden pourrait bien devenir un allié objectif de la politique américaine. C'était plus de trois ans avant le 11 septembre 2001. (Voir *Être musulman européen*, Tawhid, Lyon, 1998, annexe II.)

Le président américain voulait présenter la mort de Ben Laden comme la fin, symbolique ou réelle, d'une époque. À la suite des soulèvements arabes non violents et prodémocratiques, il s'agissait de saluer une nouvelle politique américaine fondée sur un double partenariat politique et économique qui ne soit plus uniquement fondé sur le terrorisme et la sécurité. Reste encore à se demander quelle peut être la nature de cette nouvelle ère qui s'annonce car le traitement différencié des soulèvements arabes, nous l'avons vu, confirme que des motivations plus pécuniaires qu'humanistes justifient le positionnement des Américains et des Européens au Moyen-Orient.

Pour le monde arabe, au-delà de l'accès à l'État de droit et à la démocratie, c'est davantage la non-résolution du conflit israélo-palestinien, bien plus que la vie ou la mort de Ben Laden, qui pose problème. Or l'« ère nouvelle » ne dit rien de réellement nouveau sur la nature des relations avec l'État d'Israël (soutenu inconditionnellement, même quand il est sous l'autorité décisionnaire de la droite extrême) ou la collaboration avec les régimes amis non démocratiques (comme les pétromonarchies). La mort de Ben Laden était un non-événement qui en dit somme toute long sur la politique actuelle des États-Unis et il importe d'interpréter cette annonce à la lumière du contexte international et des nouveaux enjeux. La marge de manœuvre du gouvernement américain, en effet, est finalement très réduite.

De l'Occident, de la politique et de l'économie

L'ensemble de tous les éléments que nous avons mis en évidence sur le plan diachronique (préparation des soulèvements, attitude de l'Occident pendant les événements, etc.), autant que synchronique (données économiques et géostratégiques à intégrer à la lecture strictement politique des faits), nous impose de ne rien conclure trop vite et de proposer une

approche holistique de la complexité de la situation en Afrique du Nord comme au Moyen-Orient.

En pleine célébration du « printemps arabe » et de l'optimisme contagieux, on a beaucoup glosé sur les acquis de la démocratisation dans le monde arabe, comme si celle-ci suffisait à comprendre la nature du bouleversement historique auquel nous assistions. Les États-Unis, l'Europe, les agences de presse et les principaux médias à travers le monde chantaient tout à coup les louanges de mouvements populaires non violents qui accédaient enfin à la liberté et pouvaient espérer voir s'installer chez eux la démocratie. Dans ce propos soudain si positif, manque une étape explicative qui devrait nous intriguer : si la démocratie libérale est désormais si belle pour les Arabes, comment justifier le soutien si durable et inconditionnel des grandes puissances occidentales aux dictatures, et comment expliquer que ce soutien arrive à son terme dans certains pays et non, par exemple, dans les pétromonarchies ? Ces deux questions, simples, doivent nous permettre d'élargir l'angle d'analyse – en évitant d'être politiquement optimistes et naïfs, parce que nous serions économiquement et géostratégiquement négligents et aveugles.

La démocratisation du monde arabe n'a jamais été un but en soi pour l'Occident. Ce qui compte, c'est avant tout la stabilité régionale et la sécurisation des intérêts économiques. Pendant des décennies, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, la Jordanie comme l'Égypte (de façon cruciale) ont permis, à défaut de démocratie, de protéger les intérêts géostratégiques et économiques des États-Unis et de l'Europe. Des centres militaires américains et/ou européens étaient installés au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Égypte et bien sûr en Jordanie, en Arabie Saoudite et à Qatar, etc. La création de la base et du commandement militaires United States Africa Command (Usafricom) en 2008 (dont le siège est à Stuttgart et que commande, depuis mars 2011, le général Carter Ham), qui coordonne les actions militaires et de surveillance sur l'ensemble du continent africain, explique l'importance de ces relations stratégiques. La guerre contre le terrorisme a permis d'imposer une présence militaire plus importante encore, avec

l'installation sur le sol arabe de bases américaines chargées d'opérations militaires et de surveillance totalement autonomes, dirigées selon les ordres exclusifs de Washington. C'est, par exemple, à partir du centre militaire ultra-sophistiqué du Qatar que le commandement central des forces armées américaines a dirigé la plupart des opérations militaires américaines en Irak dès 2003¹. Bahreïn est aussi un enjeu crucial, puisque ce pays est le siège de la 5^e flotte américaine, directement impliquée dans les guerres d'Afghanistan et d'Irak², flotte responsable, entre autres, des forces navales en charge des régions stratégiques du golfe Persique, de la mer Rouge, de la mer d'Arabie et de la mer d'Oman. Cette pénétration dans le monde arabe a été permise par la collaboration avec des gouvernements souvent dictatoriaux. Surtout, elle promettait en retour à ces derniers une défense de leur régime en cas de danger. Il convient de ne pas oublier que cette présence et cette capacité de surveillance ont toujours été un des aspects du soutien concret du gouvernement américain à Israël dans la région. Il ne s'est jamais démenti.

Au-delà de ces enjeux militaires et géostratégiques connus, il convient d'ajouter les intérêts économiques. C'est bien sûr le pétrole (Irak, Libye, Algérie et pétromonarchies³), le gaz

1. Lire l'intéressant article du *Monde*, « Le choix américain du Qatar », 31 mars 2003 (www.mafhoum.com/press5/139P52.htm).

2. Lire, sur le site de la 5^e flotte américaine (www.cusnc.navy.mil/mission/mission.html), la description de ses missions, de son champ d'activité et l'adresse de son siège à Bahreïn : « Commander, U.S. Naval Forces Central Command/Commander, 5th Fleet's area of responsibility encompasses about 2.5 million square miles of water area and includes the Arabian Gulf, Red Sea, Gulf of Oman and parts of the Indian Ocean. This expanse, comprised of 20 countries, includes three critical choke points at the Strait of Hormuz, the Suez Canal and the Strait of Bab al Mandeb at the southern tip of Yemen. »

3. Et désormais l'Afrique subsaharienne, avec la découverte de gisements importants au Niger et au Mali. La présence de groupements extrémistes dans le Sahel subsaharien a justifié une présence militaire et le souhait d'installer de nouvelles bases françaises et américaines dans la région. Lire sur *Algerie-Focus.com* l'intéressant article de H. Rafik, « Le Remake de la politique de puissance militaire des États-Unis », 12 mai 2011 (www.algerie-focus.com/2011/05/12/etude-le-remake-de-la-politique-de-puissance-militaire-des-etats-unis/).

(Qatar, Arabie Saoudite, voire Iran et Algérie) ou encore le fer et le lithium (métal industriel dont regorge l'Afghanistan, si important pour l'industrie moderne et future) qui ont concentré les attentions et justifié des politiques pas toujours en accord avec les droits de l'homme. Les pouvoirs occidentaux ont toujours fait en sorte de protéger l'accès à ces richesses minières en sécurisant des contrats destinés aux grandes compagnies et aux multinationales américaines et européennes.

Pendant des années, les États-Unis et l'Europe ont joué la triple carte de l'intérêt économique, de la stabilité et de la sécurité dans le monde arabe. Si des dictatures (comme en Tunisie ou en Égypte) ou des monarques promouvant un islamisme conservateur et intransigent (comme en Arabie Saoudite) pouvaient permettre d'assurer les variables de cette équation sans inconnues (gain économique, stabilité et sécurité), ils étaient considérés de fait comme de bons alliés. Le traitement différencié des soulèvements arabes par les gouvernements américain et européens montre que rien n'a changé.

Noam Chomsky est lucide quand il affirme que les Américains ne laisseront jamais les processus de démocratisation aller à leur terme : l'enjeu est trop grand et les conséquences potentiellement trop dangereuses. La rue arabe n'aime pas la présence américaine et les Américains en sont tout à fait conscients : raison pour laquelle il vaut mieux s'appuyer sur des représentants politiques malléables, ou encore sur l'armée (comme c'est toujours le cas en Égypte). Chomsky ne voit rien poindre de nouveau dans la stratégie américaine : selon lui, l'administration Obama, comme toutes celles qui l'ont précédée, empêchera d'une façon ou d'une autre le processus d'aller à son terme et permettra, au mieux, d'installer des démocraties sous contrôle. Pareils revirements « démocratiques » ont jalonné l'histoire récente, et Chomsky de citer le Nicaragua de Somoza, l'Iran du shah, les Philippines de Marcos, Haïti de Duvalier, la Corée du Sud de Chun, le Congo de Mobutu, la Roumanie de Ceausescu ou encore

l'Indonésie de Suharto¹. Régimes toujours soutenus au nom d'intérêts économiques bien compris, puis lâchés au nom de l'idéal démocratique (mais toujours avec l'imposition d'un nouveau type de relation et de contrôle).

Le monde arabe ne fait pas exception. Le discours s'adapte, mais la stratégie demeure et la célébration des appels populaires à la justice et à la démocratie est sélective selon les enjeux. L'Europe et les États-Unis affirment être intervenus en Libye à la suite d'une requête de la Ligue arabe. Celle-ci réclamait l'établissement d'une « zone d'exclusion aérienne » au-dessus de la Libye, afin d'empêcher le régime de Kadhafi de bombarder civils et résistants. Les Occidentaux, en interprétant la résolution de l'ONU, ont répondu à cet appel bien au-delà du souhait de la Ligue arabe. Celle-ci, par la voix de son secrétaire général Amr Moussa, s'est permis ultérieurement de critiquer l'instrumentalisation de son appel². Et, quand cette même Ligue arabe demande une zone d'exclusion aérienne au-dessus de Gaza dont l'armée israélienne bombarde quotidiennement les habitants, cette requête n'est ni entendue ni même discutée : le pétrole libyen a des raisons que n'a pas le sang des Palestiniens³.

Pourquoi une telle évolution dans ces deux régions de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ? Quelle que soit l'hypothèse retenue sur la réelle autonomie et le sens de ces soulèvements, la question demeure pertinente. Pourquoi les États-Unis, en finançant et soutenant les formations de mobilisation non violente, ont-ils voulu la démocratisation de certains pays arabes, annoncée dès 2003 par George W. Bush, alors que la plupart

1. Lire notamment son interview : « Chomsky : Arab Spring's Threat to Western Colonialism », 11 mai 2011 (<http://forafreeegypt.blogspot.com/2011/05/chomsky-arab-springs-threat-to-western.html>).

2. « La Ligue arabe, la Russie et la Chine critiquent l'intervention », *Le Monde*, 20 mars 2011 (www.lemonde.fr/afrique/article/2011/03/20/la-ligue-arabe-la-russie-et-la-chine-critiquent-l-intervention_1495991_3212.html).

3. « La Ligue arabe demande une zone d'exclusion aérienne au-dessus de Gaza », *Le Nouvel Observateur*, 10 avril 2011 (<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110410.OBS1076/la-ligue-arabe-demande-une-zone-d-exclusion-aerienne-au-dessus-de-gaza.html>).

de ces régimes leur étaient acquis ? Pour quelle raison l'administration Obama, si vraiment elle a été prise par surprise, n'a-t-elle pas, à ce moment précis, manifesté un soutien plus fort aux régimes alliés de Tunisie ou d'Égypte en s'efforçant de les protéger, puisque le risque de perdre leur contrôle était si grand ? Commençons par rappeler que Ben Ali et Moubarak arrivaient en fin de règne et que le moment était simplement venu d'envisager des changements. Si juste soit-elle, cette remarque factuelle n'explique certes pas pourquoi les États-Unis auraient pris, sur la base de ce seul constat, un risque aussi important. Au demeurant, plusieurs facteurs permettent sans doute d'expliquer la très rapide évolution de la situation dans la région. Tout porte à croire que l'ancienne équation « sécurité + stabilité + intérêt économique », qui avait permis aux États-Unis, et parfois à l'Europe, de jouer un rôle incontournable dans le monde arabe, devenait caduque. Les grandes compagnies américaines étaient actives dans la région, mais les critères de sécurisation des gains (dictature pro-occidentale et mainmise sur les marchés du pétrole, du gaz, de l'armement et des produits de consommation) étaient en train de se retourner contre les politiques des multinationales des États occidentaux : la corruption, l'obsession sécuritaire, les limites d'un marché pourtant fort de plus de quatre cents millions de consommateurs étaient autant de facteurs qui imposaient un changement de stratégie impératif et pressant.

Une donnée pourtant déterminante n'est presque jamais avancée dans l'analyse des soulèvements arabes : l'ombre de la Chine, d'abord, mais aussi de la Russie, de l'Inde, du Brésil et de la Turquie¹. Les gouvernements chinois et russe sont restés très discrets dans leur soutien aux mobilisations arabes ; ils ont critiqué l'intervention en Libye et se sont opposés à toute

1. Les visites du Premier ministre turc Erdoğan en Égypte, le 13 septembre 2011, puis en Tunisie sont intéressantes et révélatrices. L'engouement populaire pour le gouvernement turc (notamment grâce à sa position ferme sur le dossier israélo-palestinien) ne doit pas faire oublier qu'Erdoğan était accompagné de près de cent chefs d'entreprise en quête de marchés et de contrats. La santé économique de la Turquie, son poids régional et stratégique impressionnent autant qu'ils inquiètent.

intervention en Syrie. Depuis des années, la stratégie économique chinoise, par exemple, porte ses fruits dans la région et couvre un champ impressionnant d'activités industrielles, de technologies de pointe et de services. Le gouvernement chinois ne s'embarasse point de rhétorique politique contredite par les faits. Il n'existe somme toute pas de « discours chinois » sur les droits de l'homme, en guise de prétexte ou de bonne conscience. La présence d'agents économiques chinois au Moyen-Orient se distingue par sa non-ingérence politique et son efficacité économique. Son dynamisme est patent, et sa garantie de sécurité ainsi que sa force militaire sont confirmées par les chiffres : son budget militaire a augmenté de 12,5 % entre 2010 et 2011, alors que le Strategic Assessment Group du National Intelligence Council prévoit que « la Chine atteindra en 2020 le même niveau de puissance militaire que les États-Unis¹ ».

Ajoutons que la Chine n'est pas entachée par les trois tares qui restent associées à l'Occident : le colonialisme européen, l'impérialisme américain et le soutien inconditionnel à Israël par ces mêmes puissances. Yasser Arafat avait proposé, dès 2000, que la Chine mandate un envoyé spécial permanent dans la région, ce que le gouvernement de Jiang Zemin fera en effet². En mai 2006, le président chinois n'hésite pas à inviter le ministre des Affaires étrangères du Hamas, Mahmoud al-Zahar, au Forum de coopération sino-arabe qui se tient à Pékin, malgré les vives réactions, critiques et alarmistes, des Américains qui considèrent le Hamas comme une organisation terroriste et tentent de l'isoler³. Cette indépendance dans l'approche du conflit israélo-palestinien et ce contact affiché avec tous les partenaires régionaux ont conféré à la Chine un crédit idéologique et économique majeur au cœur des sociétés arabes, parti-

1. H. Rafik, *loc. cit.*

2. BBC News, 15 avril 2000 (http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/714796.stm).

3. « Israel censures China over invitation to Hamas », *The Financial Times*, 19 mai 2006 (www.ft.com/cms/s/0/d8f2b57c-c750-11da-9046-0000779c2340.html#axzz1V54ANzEM).

culièrement dans l'opinion publique, bien plus favorable à Pékin qu'à Washington. Par ailleurs, la guerre en Irak, menée par les États-Unis et la Grande-Bretagne, a eu un impact déterminant dans l'inversion des perceptions. La Chine s'est abstenue d'intervenir dans le conflit, a élevé le ton et a critiqué le double langage des États-Unis en matière des droits de l'homme (comme elle n'avait pas manqué de le faire concernant Guantanamo) après le scandale de la prison d'Abou Ghraïb¹. Ces critiques ont été entendues dans le monde arabe. En 2008, par ailleurs, la Chine a signé un accord sur l'achat de pétrole (« le premier accord majeur de l'Irak avec un pouvoir étranger depuis 2003 », annonçait le *New York Times*²) confirmant et élargissant les termes d'un accord de 1997 et atteignant une valeur de près de 3 milliards de dollars américains (gain acquis sans que la Chine ait été impliquée dans le conflit³).

Le très officiel Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) américain a développé un programme spécifique sur « la Chine et le Moyen-Orient ». Il étudie l'avancée phénoménale des programmes économiques chinois dans la région avec cette spécificité, est-il mentionné dans la présentation de ce programme de recherches, d'une « croissance économique sans libéralisation politique significative⁴ ». Dans un captivant ouvrage de synthèse sont discutées quelques-unes des thèses relatives au rôle grandissant de la Chine et à sa « *peaceful rise* » (essor pacifique), régionalement et globalement. On y relève

1. « China criticizes U.S. over human rights, cites Abu Ghraib », *The Seattle Times*, 4 mars 2005 (http://seattletimes.nwsource.com/html/nation-world/2002196432_china04.html).

2. « Iraq Signs Oil Deal With China Worth Up to \$3 Billion », *The New York Times*, 28 août 2008 (www.nytimes.com/2008/08/29/world/middle-east/29iraq.html).

3. *Ibid.*

4. Lire, sur le site du Center for International and Strategic Studies (CSIS), la présentation du programme et la citation introductive : « *At the same time, the Chinese experience of economic growth without significant political liberalization remains an interesting, if not outright attractive, example for some Middle Eastern regimes.* » (<http://csis.org/program/china-middle-east>).

qu'au-delà de la performance militaire de la Chine il importe de tenir compte de sa mutation en matière de commerce, de politique énergétique et de compétences technologiques. L'augmentation des relations commerciales entre la Chine et le Moyen-Orient est phénoménale entre 1999 et 2006, selon les chiffres du Fonds monétaire international (FMI), puisqu'elles passent de 9 milliards de dollars américains à 78 milliards en 2006. Elles n'ont cessé de croître exponentiellement depuis¹. Cette évolution extrêmement rapide s'observe également avec l'Afrique du Nord (notamment l'Algérie et le Maroc). La présence de la Chine dans la région est un défi majeur pour les États-Unis car elle développe des relations affichées avec ses ennemis déclarés (au premier rang desquels l'Iran), mais a également la capacité d'attirer ses amis, notamment l'Arabie Saoudite (quintuplement des relations commerciales sur dix ans), l'Algérie et jusqu'à Israël (qui a établi de nouvelles relations avec la Chine, militaires et technologiques). L'ouvrage adéquatement intitulé *Le Triangle vital : Chine, États-Unis et Moyen-Orient*² invite à porter une attention plus holistique à la présence régionale de la Chine car elle est un défi régional majeur, économique, militaire et stratégique.

Loin des célébrations des valeurs de la démocratie, on assiste à une véritable guerre économique et idéologique dans l'ensemble des pays arabes, mais également en Afrique et en Asie. Les États-Unis ont tenté de développer une politique de pénétration plus agressive sur les plans économique et militaire, mais de nouveaux acteurs sont en train de mettre à mal cette stratégie. Non seulement la Chine est reçue positivement dans le monde arabe (qui la considère même, un peu trop vite d'ail-

1. Voir les chiffres et le graphique établi par le FMI dans *The Vital Triangle: China, the United States, and the Middle East* (CSIS, 2008), p. 84 (texte entièrement disponible au format PDF : <http://csis.org/files/media/csis/pubs/080624-alterman-vitaltriangle.pdf>). Cf. également Abdulaziz Sager, « Saudi-Chinese Relations: Energy first, but not Last », *Arab News*, 23 janvier 2006 (<http://archive.arabnews.com/?page=7§ion=08&article=766928&d=23&m=1&cy=2006&pix=opinion.jpg&category=Opinion>).

2. *The Vital Triangle*, op. cit., p. 94-114.

leurs, comme plus pro-arabe et pro-palestinienne que pro-israélienne), mais c'est également le cas de la Russie, du Brésil et, de façon de plus en plus visible, de la Turquie. Le cas de l'Inde, puissance émergente, est également remarquable. Le gouvernement indien s'est efforcé de rester neutre lors des soulèvements en Tunisie et en Égypte¹. Sa volonté de non-ingérence politique, ses relations économiques avec l'Iran², sa position souvent favorable aux droits des Palestiniens (même si les contrats de coopération avec Israël ont triplé en quinze ans) et la croissance de ses liens économiques avec les pays de la région (sans compter les cinq millions de travailleurs immigrés indiens résidant dans la région) donnent un statut particulier à ce pays, qui a dû faire face aux critiques directes et indirectes des États-Unis³, mais qui préserve une image plutôt favorable dans le monde arabe. Les multinationales occidentales voient leurs marchés mis en péril par cette forte concurrence : de sorte que l'ancienne équation nécessitait une réforme immédiate et profonde, sous peine de voir le rapport de force s'inverser à la défaveur des États-Unis et de l'Europe.

On le voit, la focalisation sur l'aspect strictement politique (l'accès des pays arabes à la démocratie) est non seulement réductrice, mais gravement trompeuse. On ne comprend pas les dynamiques régionales, ni les intérêts en jeu, si l'on s'arrête à la narration politicienne et médiatique des faits. Les enjeux sont critiques et le Moyen-Orient, du point de vue économique, reste – et pour quelques années encore – une ère géographique clé dans la compétition opposant les États-Unis, l'Europe, la

1. « As Middle East erupts in protest, India finds comfort on the fence », *The Washington Post*, 18 février 2011 (www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/02/18/AR2011021802699.html).

2. Environ 157 millions d'Indiens sont musulmans, soit 13,4 % de la population – dont cinquante millions chiites, plus qu'en Irak : donnée cruciale quant à l'implication de l'Inde au Moyen-Orient.

3. Notamment lors de la visite du président Barack Obama et de son adresse devant le Parlement au sujet des droits de l'homme et des relations de l'Inde avec l'Iran et la Birmanie (Cf. « As Middle East erupts in protest, India finds comfort on the fence », *loc. cit.*).

Chine, l'Inde, la Russie et les nouveaux acteurs que sont le Brésil et la Turquie. Les soulèvements arabes doivent aussi être lus et interprétés à la lumière des nouvelles données économiques et stratégiques. La liberté politique – et la démocratisation – ne suffit pas à garantir l'autonomie d'un pays ou d'une région : la sécurité et l'indépendance économiques sont les conditions *sine qua non* de ne pas voir émerger des États arabes en apparence démocratiques, mais sous contrôle économique.

Les multinationales et les grandes compagnies privées, que l'on retrouve en amont à chaque étape des dynamiques de soulèvements populaires, doivent nous inviter à redoubler de vigilance et de prudence quant aux conclusions. L'accès à plus de liberté démocratique pourrait, dans les faits, signifier un recalibrage de l'économie régionale, une tentative de réforme moins soucieuse de démocratie que de réorientation, susceptible d'aboutir à une restriction des libertés et de freiner le développement socioéconomique de pays concernés. Les impératifs de l'économie libérale pourraient très vite jouer contre les conditions de la démocratie libérale dans la région. C'est ainsi qu'Arundhati Roy analyse les faits : les soulèvements des sociétés arabes sont prioritairement un moyen d'ouvrir ces marchés à l'économie néolibérale¹.

Le discours prononcé, le 19 mai 2011, par Barack Obama² a beaucoup déçu le monde arabe³. Il n'en est pas moins intéressant, révélateur et surtout inquiétant. Après avoir salué les mouvements populaires en Tunisie et en Égypte, le président américain consacre la moitié de son discours à la dimension

1. « Arundhati Roy, tornade indienne », interview par Vanessa Dougnac, *Le Soir* (Belgique), 7 mai 2011 (http://archives.lesoir.be/arundhati-roy-tornade-indienne_t-20110506-01DTUG.html).

2. Lire le texte intégral de son intervention : « Obama's Mideast Speech », *New York Times*, 19 mai 2011 (www.nytimes.com/2011/05/20/world/middleeast/20prexy-text.html?_r=4).

3. « Obama n'a pas séduit la twittosphère arabe », *Le Monde.fr*, 20 mai 2011 (<http://printempsarabe.blog.lemonde.fr/2011/05/20/obama-na-pas-convaincu-la-twittosphere-arabe/>).

économique et à la volonté des États-Unis de « soutenir » les processus de démocratisation en injectant des sommes importantes par le moyen des institutions de Bretton Woods, la Banque mondiale et le FMI. La logique en apparaît clairement : soutenir financièrement, contrôler et, à terme, maintenir la dépendance par la dette. Ce retour de l'ancien est patent : dans les années 1940, les pays du Sud ayant accédé à l'indépendance politique avaient déjà dû se rendre à l'évidence des conséquences de l'impérialisme économique. Soixante à soixante-dix ans plus tard, la question se pose : qu'est-ce qui a vraiment changé ? Les soulèvements arabes sanctionneraient-ils un saut dramatique vers d'anciennes nouvelles dépendances ?

Interrogations légitimes car, au-delà de l'analyse politique, il importe de garder à l'esprit les deux facteurs que nous avons évoqués. La question de la créativité des peuples, à partir de leur histoire et de leurs références, n'est pas à négliger. Imposer l'idée, volontairement ou non, à gauche comme à droite, que les peuples arabes et majoritairement musulmans accèdent à « nos » valeurs, à « nos » exigences démocratiques et se joignent enfin au progrès linéaire de l'Histoire constituée, nous l'avons dit, une sorte de colonisation de l'Histoire, un impérialisme idéologique qui s'ingénie à empêcher les peuples de se réconcilier avec leur être et leur génie propres. Pour être libres, il faudrait qu'ils reproduisent le même. Il ne faut en aucun cas, bien entendu, faire fi des diktats économiques, qui se moquent bien des exigences démocratiques et sont mus par l'intérêt et le bénéfice.

Le monde arabe, si riche et si divisé, fait historiquement face à ses propres faiblesses. Idéologiquement aliéné depuis si longtemps, il souffre de ses incohérences économiques et géostratégiques, comme d'ailleurs de ses tensions religieuses. On pourra gloser sur la puissance des États-Unis, de l'Europe, de la Chine, de la Russie ou de l'Inde ; on n'aura pas dit grand-chose si l'on ne s'est pas arrêté aux faiblesses, aux défis ainsi qu'aux dérives du monde arabe.

Défis des sociétés majoritairement musulmanes

Le monde a observé les soulèvements populaires avec surprise et, souvent, satisfaction. Enfin le monde arabe allait vivre sa mutation, se libérer des dictatures et accéder à la démocratie, à plus de liberté et de justice. Ce que des partis d'opposition de gauche comme de droite, ou encore les islamistes, n'avaient pas réussi en plus d'un demi-siècle d'activisme politique, de jeunes blogueurs, des cyberdissidents, des femmes et des hommes de tout statut social y parvenaient sans violence et à une vitesse éclair. La force des mouvements populaires, notamment en Tunisie et en Égypte, fut certainement leur capacité à rassembler au-delà des clivages politiques. Au-delà des appartenances à telle ou telle tendance, des femmes et des hommes s'unissaient pour dire non à la dictature. L'effet de masse, ces centaines de milliers de citoyens courageusement descendus dans la rue, a permis un dénouement dont la rapidité a surpris.

Une autre caractéristique de cette force fut, dès l'origine, la clarté de son message, focalisé sur le dictateur et son régime. « Dégage ! » ou, en arabe, « Le peuple veut la chute du régime » étaient les slogans scandés et répétés quotidiennement, sans autre référence que l'aspiration à la liberté, la volonté de justice et la quête de dignité. On pouvait également, malgré les dizaines de morts, la répression et les bavures policières, entendre des messages très positifs, de l'humour et de l'espérance. Sans doute est-ce à ce niveau que les formations à la mobilisation non violente ont joué un rôle déterminant. La focalisation sur un message simple, des symboles dépassant les idéologies politiques ou religieuses, le caractère massif et non violent des rassemblements, ajoutés à une discipline planifiée, ont offert aux peuples arabes un souffle dont certains ne les pensaient plus capables, tant ils nous avaient habitués à subir les régimes dictatoriaux avec une sorte de passivité coupable. Les peuples avaient dit « non » et s'étaient rebellés.

Une fois les régimes tombés, ces mouvements, forts de n'avoir pas de leadership idéologique, allaient toutefois manifester des signes d'essoufflement. C'est précisément le pouvoir de la masse, dans l'opposition au régime, qui est la cause première de cette faiblesse. Certes, une société civile existait en Tunisie comme en Égypte, mais le poids des dictatures y était tel que les débats intellectuels et politiques étaient soit limités par manque de liberté, soit focalisés sur l'opposition au régime. Les soulèvements et ceux qui les ont portés avaient une idée précise de ce qu'ils ne voulaient plus, mais peinaient à exprimer le sens de leurs espoirs sociaux et politiques, au-delà des slogans exigeant de mettre un terme à la corruption, au clientélisme et d'établir l'État de droit et la démocratie. Les discussions sur les réformes constitutionnelles, le calendrier des élections et le renouveau de la vie politique donnaient très vite l'impression que la division s'installait sur des caractéristiques formelles et procédurières¹.

Il n'en était pourtant rien : nous étions bien au cœur de débats sur l'avenir de pays qui s'interrogeaient sur le statut de l'ancien régime, la place de la référence islamique (faut-il ou non intégrer la notion de *shari'a* dans la Constitution ?), la parité homme/femme ou encore l'ordre judiciaire. La création de partis politiques s'accélère : en Tunisie, on en comptait près de cent quinze enregistrés en octobre 2011² (plus de mille cinq cents listes se présentaient aux élections législatives du 23 octobre) et plus d'une vingtaine en Égypte, avec

1. Les débats sur la Constitution ont été engagés, puis momentanément suspendus en Tunisie. Le rôle, les membres et les modalités de vote de l'Assemblée constituante étaient vivement débattus. La notion de parité homme/femme était également objet de tension. Voir l'article d'Isabelle Mandraud, « La Tunisie se débat entre difficultés économiques et tensions politiques », *Le Monde*, 6 avril 2011. Lire également, concernant l'Égypte : Mohammed Mahmud, « Proposed constitutional amendments in Egypt generate heated debate », *Al-Shorfa.com*, 16 mars 2011.

2. Isabelle Mandraud, « En Tunisie, le report des élections ne bride pas l'élan démocratique », *Le Monde*, 10 juin 2011. « Coup d'envoi de la campagne électorale du 23 octobre », *France 24* (www.france24.com/fr/20111001-tunisie-election-assemblee-constituante-politique-campagne-electorale-ben-ali).

des candidats nombreux pour les élections présidentielles¹. Les sociétés civiles sont en pleine effervescence, les débats sont vifs et souvent tendus, mais ils révèlent surtout la division et les intérêts contradictoires. Le peuple s'était uni pour exprimer son rejet des régimes autocratiques, puis les forces politiques et les intellectuels ont commencé à se déchirer quand il s'est agi de passer du refus aux propositions concrètes.

Dans tout le monde arabe, ces réalités se sont confirmées. Les soulèvements ont permis d'établir des regroupements surprenants et parfois improbables en Libye (où le mouvement rebelle associe des anciens du régime, jusqu'aux Frères musulmans, en passant par la gauche laïque et les chefs de clan), au Yémen (où d'anciens communistes se mobilisent aux côtés d'islamistes), en Syrie (où des laïques voisinent avec d'anciens communistes et les Frères musulmans) ou encore au Maroc (où le Mouvement du 20 février réunit, entre autres, les islamistes d'al-Adl Wal Ihsan et la gauche radicale du Parti socialiste unifié et d'Annahj Addimocrati). Ces dynamiques ne manquent pas d'intérêt, mais l'évolution des situations respectives en Tunisie et en Égypte ne doit pas nous tromper sur l'un des défis majeurs quant à la transition vers l'État de droit et le pluralisme politique réel, transparent et nécessairement régulé : la société civile doit se penser et se mobiliser pour avoir les moyens de proposer un authentique modèle d'organisation politique.

Les potentiels bénéficiaires du chaos et des tensions de la transition seront toujours des acteurs moins démocrates et moins bien intentionnés. Au premier chef, bien sûr, l'armée, qui reste partout influente et puissante, mais également des anciens du régime qui cherchent à récupérer les soulèvements à leur avantage. Rien de nouveau : les mouvements de démocratisation en Afrique de l'Ouest ont dû faire face aux mêmes défis à la fin des années 1980 et au début de la décennie 1990. Le processus de

1. « New political parties in Egypt », *The World*, 18 avril 2011 (www.theworld.org/2011/04/egypt-political-parties/) et « Egypt the day after Mubarak quits », *The Guardian*, 18 février 2011 (www.guardian.co.uk/world/blog/2011/feb/12/egypt-day-after-mubarak-quits).

démocratisation s'était souvent traduit par la mise en place exclusive de procédures électorales, la création de partis politiques et l'établissement d'un cadre légal. Il est très vite apparu qu'une telle approche était limitée, voire dangereuse, tant que les populations n'étaient pas éduquées aux pratiques démocratiques et que la société civile n'avait pas atteint un certain degré d'autonomie et une qualité suffisante de débats critiques et contradictoires¹. De l'intérieur, les sociétés arabes font encore face à ces défis.

On ne peut dissocier ces réflexions du débat central qu'ont révélé et rappelé les tensions qui partout ont suivi les soulèvements populaires. Il s'agit du regard que les sociétés arabes portent sur elles-mêmes et qui déterminent la toile de fond sur laquelle se déploie le potentiel processus de libération politique. Sans remonter trop loin dans l'Histoire, il est possible d'identifier les traits caractéristiques qui, peu à peu, ont façonné la conscience politique collective arabe. La polarisation n'est pas nouvelle entre les nationalistes (souvent nourris par les références occidentales dans leur mode contestataire, socialisme ou marxisme, par opposition au colonialisme et à l'impérialisme) et l'islam politique (dont la référence religieuse voudrait être perçue comme une voie singulière, distincte par essence de l'Occident). Elle remonte aux années 1950, en Afrique du Nord comme au Moyen-Orient.

Avec l'effondrement des modèles communistes dès la fin des années 1980, le paradigme se déplace quelque peu et oppose plus directement les tenants de la sécularisation et les islamistes, essentiellement légalistes. Derrière la chape de plomb de la dictature, à laquelle tous s'opposent, la pensée politique arabe semble s'être enfermée dans cette autre équation sans inconnue : il n'y aurait de choix qu'entre deux compréhensions, deux modèles, deux espérances. Les réflexions se sont appauvries à la mesure de la réduction opérée par les termes du débat. Au demeurant, les politiques et les

1. Voir l'ouvrage intéressant et optimiste de Larry Diamond et Marc F. Plattner (ed.), *Democratization in Africa (A Journal of Democracy Book)*, The Johns Hopkins University Press, USA, juillet 1999, ainsi que son analyse critique par Cheikh Fall, « Regard sur l'évolution de la démocratie en Afrique » (www.esspri.net/Regard_sur_l_evolution_de_la_democratie_en_Afrique.html).

intellectuels arabes semblaient – et semblent toujours – avoir intégré la pensée binaire et le sens de l'altérité imposés par l'orientalisme. Derrière le débat opposant la sécularité à l'islamisme planait encore l'ombre de la relation complexe entre l'Occident et l'Islam.

Depuis cinquante ans, tout se passe comme si la perception que le monde arabe avait de lui-même, en termes de choix idéologique et politique, se résumait à cette tension, à la nécessité de faire un choix entre deux visions, deux modèles que tout oppose. Dans les débats entre citoyens et intellectuels arabes, on entendait des réflexions et des catégories tout droit sorties des universités, des cabinets politiques ou des salons de Washington, Londres, Paris ou Berlin. De la même façon, des islamistes façonnaient et réduisaient la référence islamique, au gré d'un jeu de positionnement vis-à-vis de l'Occident qui soit affirmait l'altérité définitive, soit induisait la similarité (pour éviter le rejet ou la peur). En Tunisie comme en Égypte (en sus de la pression occidentale exprimant sa peur de voir les islamistes récupérer les soulèvements populaires), on a vu poindre cette même polarisation de façon presque caricaturale¹.

Ce regard sur soi, tiraillé entre la similarité ou l'altérité à la civilisation et/ou à l'idéologie dominantes, pose la vraie question des termes de l'aliénation de la pensée arabe aujourd'hui. Dans ce rapport en triangle (dictature, sécularité, islamisme), l'opposition commune à la dictature, de même que l'obsession d'avoir à se positionner par rapport à l'autre (laïcs *vs* islamistes) empêche ces deux derniers de s'engager dans une réflexion approfondie sur les crises qui les habitent respectivement. Cette posture essentiellement défensive définit sans doute le mieux la pensée arabe contemporaine, toutes tendances idéologiques et politiques confondues. Elle empêche par ailleurs l'émergence d'une alternative, d'une force de proposition de peuples libérés des dictatures et devenant des sujets de leur Histoire, et non les objets façonnés par une équation idéologique conflictuelle, binaire, stérile et, au fond, bien artificielle.

1. Nous reviendrons au chapitre 3 sur ces questions et sur les termes du débat.

Cet enfermement, qui s'est encore accentué avec la chute des régimes communistes en Europe et dans le monde, semble avoir réduit de la même façon le regard porté sur les conditions réelles de la démocratisation. Les débats sur les modèles politiques de société, la nature de la relation État-religion, l'articulation entre la sphère étatique et la loi, ou encore la sphère publique et privée, sont certes intéressants ; mais constituent-ils vraiment le cœur du débat, si la dimension socio-économique, les rapports de pouvoir et de classes ne sont pas abordés ni pris en compte ? Le succès des tenants de l'économie de marché dans le monde arabe consiste à avoir invité les acteurs politiques et les intellectuels à discuter d'un modèle étatique vidé de toute critique de l'idéologie économique et de toute analyse des rapports de forces sociaux. Les laïques comme les islamistes – d'un commun accord-désaccord presque inconscient – sont tombés dans ce piège en poursuivant, à l'ère de la globalisation, un débat tout juste opérant au sein de la référence de l'État-nation telle qu'elle était comprise au début du XX^e siècle.

Il n'existe pas de démocratisation réelle qui ne soit accompagnée de l'exigence de plus d'égalité sociale et de l'objectif de la justice économique. La réflexion économique critique et créative semble avoir déserté le débat politique arabe, comme on a pu s'en apercevoir après les soulèvements. Or seule une réconciliation entre le politique et l'économique permettait de sortir de l'impasse d'un débat éculé sur les modèles politiques pour passer à une approche plus globale fondée sur un autre triangle, plus ouvert et autrement plus exigeant : État, économie, référence. Il faut relever ce piège de la réflexion nationale, voire strictement nationaliste, qui empêche la plupart des penseurs arabes contemporains, qu'ils soient athées, laïques ou islamistes, de proposer des visions plus larges quant aux projets sociaux, politiques et économiques (à penser à la lumière des références et de l'Histoire du monde arabe, sous l'angle des rapports Sud-Sud et Sud-Nord, des dynamiques régionales et internationales). Un des défis majeurs, et sans doute la plus grande faiblesse des soulèvements arabes, est de se penser et de penser, d'une part, les problèmes en termes de régimes politiques

nationaux et, d'autre part, de considérer les solutions de libération et d'indépendance démocratique sur des bases essentiellement nationalistes. Or, à l'ère de la mondialisation, penser une démocratisation réelle, pourvoyeuse d'autonomie et de liberté, sur un plan strictement national est, pour les pays du Sud, une contradiction dans les termes, une illusion de l'esprit. Nous y reviendrons.

Un autre défi des sociétés majoritairement musulmanes ne doit pas être minimisé. Il relève des relations de plus en plus difficiles entre sunnites et chiites. Celles-ci n'ont jamais été simples et les compétitions, les disputes, voire les conflits ont jalonné leur histoire¹. Des périodes d'accalmie et de collaboration ont existé et, au Moyen-Orient, le conflit avec Israël a très souvent resserré les rangs musulmans, sunnites et chiites compris. Entre 1980 et 1988, la guerre entre l'Irak et l'Iran (ce dernier étant devenu, après la révolution islamique de 1979, une référence islamique chiite majeure) présentait le premier indice d'une opposition entre l'Irak, s'affichant comme le défenseur de la tradition sunnite, et le chiisme iranien. Mais c'est avec l'invasion de l'Irak en 2003, comme le souligne Vali Nasr², que la fracture s'approfondit et que les positions se polarisent. Les violents attentats qui touchent la population chiite d'Irak encouragent les positions sectaires et une série d'événements, au niveau régional, contribuent à ouvrir la fracture, directement ou indirectement. À commencer par l'Iran, perpétuellement stigmatisé sur la scène internationale par les États-Unis et l'Europe, et dont le gouvernement, en particulier depuis l'accession au pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad en 2005, fustige régulièrement les compromissions du pouvoir sunnite saoudien. Les notes publiées par WikiLeaks dans le *New York Times* et le *Guardian* révèlent, par exemple, que l'Arabie Saoudite aurait demandé aux États-Unis d'attaquer l'Iran en avril 2008 et de « couper la tête du serpent³ ».

1. Lire à ce sujet Vali Nasr, *The Shia Revival: How Conflicts within Islam Will Shape the Future*, ed. W. W. Norton, USA, août 2006.

2. *Ibid.*, p. 106.

3. « Around the World, Distress Over Iran », *New York Times*, 28 novembre 2010 (www.nytimes.com/2010/11/29/world/middleeast/29iran.html).

Le positionnement vis-à-vis d'Israël est un élément majeur dans l'évolution des tensions. L'Iran se présente comme le défenseur des Palestiniens et critique la compromission et la lâcheté des autres États arabes, comme en décembre 2008-janvier 2009 après l'attaque et le massacre à Gaza¹. Quand, au Sud-Liban durant l'été 2006, l'État d'Israël s'attaque au Hezbollah, la résistance de ce dernier lui vaut un statut de quasi-vainqueur et lui permet de présenter les chiites comme les plus vaillants opposants à la politique israélienne dans la région². En termes de crédibilité et d'autonomie régionale (vis-à-vis des États-Unis) et de résistance à la politique israélienne, la guerre d'influence est à l'avantage des chiites et provoque des tensions de plus en plus fortes.

Or, si les chiites ne représentent mondialement que 10 à 15 % des musulmans, leur pourcentage est bien plus important dans le seul Moyen-Orient. On l'évalue à un peu moins de la moitié de la population répartie dans tous les pays de la région³. Il importe de noter par ailleurs que les pays où ils sont majoritaires disposent de formidables richesses minières et pétrolières et sont, de surcroît, d'une grande importance géostratégique, comme le relève justement Noam Chomsky⁴. La politique iranienne, qui vise à gagner en influence en Irak et en

Afghanistan (sans oublier ses liens avec la Syrie de Bachar el-Assad), la position critique du Liban ou encore la résistance de la majorité chiite à Bahreïn (alors que le pouvoir est aux mains des sunnites) sont autant de signes politiques de ce que Vali Nasr a appelé le « renouveau chiite ». Le rôle et l'influence grandissante du chiisme ont des conséquences patentes sur la réaction des différents pays de la région aux soulèvements arabes. À Bahreïn, derrière le soutien saoudien et qatari à la répression¹, l'Iran voit une volonté de museler la résistance chiite, alors que le soutien saoudien à la rébellion syrienne relève d'une évidente volonté de circonscrire la zone d'influence iranienne².

Le conflit d'influence religieuse, ajouté à la possession des richesses minières régionales, et surtout les positionnements politiques vis-à-vis de l'Occident et d'Israël sont autant de facteurs qui exacerbent les tensions entre sunnites et chiites dans la région et à travers le monde. Pour les sociétés majoritairement musulmanes, ces oppositions sont un défi majeur et, en soi, une faiblesse critique dont les États-Unis, comme les États européens et Israël, ont joué et jouent encore davantage dans leurs stratégies d'implantation au Moyen-Orient. Les craintes des pétromonarchies vis-à-vis de l'avancée du chiisme, mais également leur malaise vis-à-vis des critiques perpétuelles concernant leurs hypocrisies sur le plan religieux, leur compromission avec les États-Unis ou encore leur manque de courage dans le dossier palestinien sont autant d'atouts dans les mains des puissances étrangères pour mieux contrôler la région en jouant sur ses divisions.

Les savants musulmans, en particulier dans les rangs sunnites, ont affiché des positions contradictoires. La crainte du

1. « Mahmoud Ahmadinejad criticizes Arabs over Gaza Crisis », *European Union Times*, 5 janvier 2009 (www.eutimes.net/2009/01/mahmoud-ahmadinejad-criticizes-arabs-over-gaza-crisis).

2. « Iran, Syrian leaders laud Hezbollah "victory" », Associated Press, 15 août 2006 (www.msnbc.msn.com/id/14356871/ns/world_news-mideast_n_africa/t/iran-syrian-leaders-laud-hezbollah-victory/#.TktM2W0jw2U).

3. Lire la retranscription de l'interview de Vali Nasr, *Shi'a Revival*, Carnegie Council Public Affairs Program, 18 octobre 2006 (www.carnegiecouncil.org/resources/transcripts/5400.html).

4. « By curious accident of history and geography, the world's major energy resources are located pretty much in Shi'ite regions. They're a minority in the Middle East, but they happen to be where the oil is, right around the northern part of the Gulf. That's eastern Saudi Arabia, southern Iraq and southwestern Iran. And there's been a concern among planners for a long time that there might be a move towards some sort of tacit alliance in these Shi'ite regions moving towards independence and controlling the bulk of the world's oil. That's obviously intolerable. » (<http://forafreeegypt.blogspot.com/2011/05/chomsky-arab-springs-threat-to-western.html>)

1. « Iran criticizes Saudi involvement in Bahrain », *Washington Post*, 6 avril 2011 (www.washingtonpost.com/news/2011/apr/6/iranian-lawmakers-condemn-saudi-action-in-bahrain).

2. « L'Arabie Saoudite cherche à atteindre l'Iran via Damas », Reuters, 9 août 2011 (<http://fr.news.yahoo.com/larabie-saoudite-cherche-%C3%A0-atteindre-liran-via-damas-140038630.html>).

renouveau chiite a conduit certaines autorités sunnites à tirer la sonnette d'alarme, dans le but de circonscrire le prosélytisme chiite. Tel fut le cas du très influent cheikh sunnite Yusuf al-Qardâwî qui, à la surprise d'un très grand nombre de ses amis et partisans, a pointé du doigt la menace d'une colonisation des sociétés majoritairement sunnites par les chiites. Ces derniers, quoique musulmans, restent selon lui membres d'une « secte » dont il convient de limiter l'influence. Le vice-président de l'Union internationale des savants musulmans (que préside Al-Qardâwî), l'ayatollah Mohamed Taskhiri (chiite), a critiqué cette position dangereuse, y voyant l'influence implicite des pétromonarchies, notamment du Qatar, où réside Al-Qardâwî¹. Ce dernier avait pourtant tenté, une année auparavant, d'appeler les sunnites et les chiites à s'unir et à mettre fin aux tueries intra-musulmanes, dans un appel lancé avec l'ex-président de la République iranienne, l'ayatollah Rafsandjani, sur la chaîne arabe d'Al Jazeera².

Ces attitudes contradictoires, au gré des tensions, démontrent l'importance des enjeux religieux, politiques et géostratégiques liés aux relations entre sunnites et chiites. Ces enjeux apparaissent comme un des défis majeurs pour les musulmans au Moyen-Orient et à travers le monde (les relations sunnites-chiites sont en effet cruciales en Syrie, au Pakistan, en Afghanistan, en Asie et même en Occident). Les guerres d'influence et les attitudes contradictoires vis-à-vis des soulèvements du monde arabe doivent également être lues à travers le prisme de cette tension intra-musulmane, potentiellement susceptible d'affaiblir les mouvements d'indépendance et de libération nationaux et régionaux, mais également de les empêcher, voire de les annihiler. La pensée musulmane contemporaine

doit faire face à cette réalité et l'aborder dans toute sa complexité théologique, autant que politique et géostratégique.

Puissants mouvements de masse, mais absence de leadership clair; perception de soi réduite et vision binaire des réalités politiques, associées à un nationalisme étroit; négligence des données économiques et des dynamiques régionales et mondiales; tensions et conflits entre sunnites et chiites: autant de défis et de difficultés qui sourdent de l'intérieur même des sociétés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. L'avenir des soulèvements arabes – avant d'être lié aux plans et manipulations des grandes puissances – dépendra de la capacité des sociétés à se prendre en main, à développer de nouvelles approches et à ouvrir de nouvelles perspectives. La crise de la conscience et de l'intelligence arabes est un fait objectif; leur capacité à développer les ressources intellectuelles et psychologiques permettant sa gestion et son dépassement est non moins avérée. Il importe que la jeunesse qui a porté les soulèvements arabes, non contente de maîtriser les moyens techniques et technologiques, façonne et détermine une vision, un projet, une alternative.

1. Cf. les notes de Menas Associated Limited, 3 novembre 2008 (www.local-contentonline.com/pubsamples/Qatar%20Politics%20and%20Security%20%2003.10.08.pdf).

2. « Rafsandjani et Al-Qardâwî appellent la *oumma* à l'union et à la fin des combats » (en arabe), AlJazeera.net, 15 février 2007 (www.aljazeera.net/news/archive/archive?ArchiveId=1032696).

ISLAM, ISLAMISME, SÉCURISATION

Le présent ouvrage s'intéresse à l'islam en tant que référence religieuse et idéologique à l'heure des soulèvements arabes. Il convenait de proposer une analyse de ces soulèvements qui tienne compte de l'Histoire récente, de leurs causes potentielles et, bien sûr, du contexte politique, économique et géostratégique. Chacune de ces dimensions exigerait une analyse spécifique et approfondie dépassant le cadre de la présente analyse. Plus nous importe ici de mesurer quel rôle la référence islamique va et peut jouer dans cette période critique de l'évolution du monde arabe.

Quelle que soit l'interprétation des faits, il paraît en effet certain que quelque chose a définitivement changé au Moyen-Orient et que le processus est irréversible. Une étude pays par pays révèle que la place de l'islam est l'objet de débats qui s'articulent autour de deux grands axes : la question de la compatibilité de l'islam avec le pluralisme démocratique et la diversité religieuse et, plus spécifiquement, du rôle des partis islamistes (partout présents) dans ces sociétés libérées du joug dictatorial. Dans les deux cas, on le voit, il s'agit de s'interroger sur la place de l'islam dans les sociétés arabes contemporaines, et cette réflexion – si elle a paru absente des motifs et des slogans qui ont permis et accompagné les soulèvements – est omniprésente dans la période immédiatement consécutive à la chute des régimes, ouvrant la voie à la démocratie à travers l'établissement de nouvelles Constitutions et d'élections parlementaires et présidentielles.

Il est nécessaire, de fait, de connaître et de comprendre le contexte historique et idéologique des débats si l'on veut pouvoir circonscrire le rôle de l'islam au cœur des révoltes populaires, mais également l'impact de ces dernières sur les modalités d'usage de la référence islamique sur le plan religieux, éthique et politique.

Islam et islamisme

De nombreux intellectuels et chercheurs ont étudié les sociétés majoritairement musulmanes, n'hésitant pas à parler d'« islams », au pluriel, pour mettre en évidence la diversité des formes que prend la pratique de la religion selon les contextes sociaux et culturels¹. Cette appellation, compréhensible, demeure tout à fait problématique d'un point de vue religieux, mais également dans la compréhension de ce que recouvre la notion même de « civilisation islamique ». Il est impératif, à l'heure du renouveau dans les sociétés arabomusulmanes, de comprendre comment s'articulent l'unité et la diversité à l'intérieur de la référence islamique.

Il existe en amont, et dans le corps même des enseignements et prescriptions islamiques, des sources et des principes qui unissent tous les musulmans, qu'ils soient sunnites ou chiites, de l'Orient comme de l'Occident. Ainsi, les deux sources scripturaires (le Coran et la tradition prophétique – la *Sunna*) sont reconnues par toutes les traditions et forment le corpus fondamental. À partir de ces sources, des principes et des pratiques ont été extraits et catégorisés qui forment le noyau dur des enseignements islamiques, sur lesquels il n'y a pas de divergences entre les traditions et les écoles : les six piliers de la foi

1. Voir, par exemple, la réaction d'Edward Saïd après les attentats du 11 septembre 2001, « There Are Many Islams », CounterPunch.org, 16 septembre 2001 (www.counterpunch.org/saidattacks.html), ou encore Robert Bistolfi et François Zabbal, *Islams d'Europe : intégration ou insertion communautaire ?*, Éditions de l'Aube, 1995.

(*arkân al-imân*), qui constituent le credo (*al-aqîda*), et les cinq piliers de l'islam (*arkân al-islâm*), qui spécifient les rituels (*'ibadât* : prière, jeûne, etc.). Ces éléments, auxquels il faut ajouter les obligations et les interdits (nourriture, boisson, comportement, etc.), forment le cœur de l'islam pour tous les musulmans du monde et il est légitime, de fait, de parler d'un seul islam sur le premier plan religieux que nous abordons ici.

Comment, somme toute, expliquer la diversité ? Elle apparaît à un second niveau, dans la lecture et l'interprétation des deux sources scripturaires citées plus haut. Si les savants musulmans sont unanimement d'accord sur le cadre et la catégorisation des principes fondamentaux (les quatre domaines ci-dessus : sources scripturaires, piliers de la foi, piliers de l'islam et obligations et interdits majeurs), ils diffèrent grandement concernant les modalités d'interprétation des textes et les principes secondaires. Au-delà des deux traditions sunnite et chiite, on trouve ainsi au cours de l'Histoire musulmane près de trente écoles juridiques différentes (sunnites et chiites confondues) nées d'interprétations légales multiples (hormis sur les fondamentaux). On découvre également une diversité quant à l'esprit de l'approche interprétative : il existe des tendances traditionalistes, littéralistes, réformistes, rationalistes, soufies, politiques, lesquelles ne sont d'ailleurs pas cloisonnées (on peut être littéraliste et politique, ou réformiste et soufi, etc.¹). Nous sommes bien loin de l'approche binaire « bon musulman/mauvais musulman » ou « musulman modéré/musulman fondamentaliste² » : la réalité est plus complexe et, si l'islam est un tout quant aux principes essentiels, les interprétations sont innombrables quant aux prescriptions secondaires et aux objectifs attribués aux textes eux-mêmes.

1. Voir la catégorisation que nous proposons : *Les Musulmans d'Occident et l'Avenir de l'Islam*, Actes Sud, 2003, p. 47-60.

2. Voir notre critique de cette simplification binaire : « Good Muslim, bad Muslim », *New Statesman*, 12 février 2010 (www.newstatesman.com/religion/2010/02/muslim-religious-moderation). Lire en annexe I (p. 235) une version en français de cet article légèrement condensé.

Il existe encore un autre niveau de diversité. À travers le temps, les musulmans se sont installés dans différentes contrées et ont rencontré de nouvelles cultures. Nombre des éléments de ces cultures ont été intégrés à la référence musulmane au nom de la règle juridique relative aux affaires sociales et culturelles : « Le principe premier en [ces] matières est la permission. » On trouve ainsi une diversité de cultures nourries par les principes islamiques, mais qui ont elles-mêmes une grande influence sur la façon dont ces principes sont vécus et appliqués (encore une fois, les fondamentaux demeurent les mêmes sur l'ensemble du globe). L'apport joue dans les deux sens. Les diverses cultures africaines, moyen-orientales, asiatiques et aujourd'hui américaines et européennes constituent un deuxième niveau de diversité au cœur même de l'islam. Un islam unique, une diversité d'interprétations et une pluralité de cultures : c'est exactement ce que l'on entend par le concept de « civilisation islamique ». Une diversité d'interprétations, d'expressions culturelles et artistiques nourries et influencées par le même corps de références et de valeurs. La « civilisation islamique » est donc cette unité de la référence religieuse fondamentale exprimée de façon diverse à travers les âges, les intelligences et les cultures.

Sans être forcément au fait de ces différents niveaux, on admet assez aisément qu'il y ait une diversité de musulmans – des traditionalistes aux rationalistes, en passant par les réformistes ou les soufis – et l'on comprend vite qu'il ne faut pas réduire l'islam, en tant que religion, au comportement de l'un ou de quelques-uns de ses fidèles. Il n'en est pourtant pas de même quand il s'agit d'approcher ou d'étudier l'islam politique. On aurait affaire ici à une catégorie monolithique qui représenterait – *a fortiori* depuis septembre 2001 – l'islam radical, l'extrémisme violent. Ce raccourci est fréquent et dangereux car il pêche par réduction et n'inscrit pas les concepts et les dynamiques dans le cours de l'Histoire, à la lumière des contextes qui leur ont donné sens et justification.

Sans remonter trop loin, c'est à la fin du XIX^e siècle qu'apparaissent les éléments qui vont donner corps à l'islam politique

contemporain. Jamal ad-Dîn al-Afghânî (1838-1897) et Muhammad 'Abduh¹ (1849-1905), deux penseurs réformistes, tentent, dès les années 1870 (en Turquie, puis en Égypte et durant leur exil en Europe), de penser l'alternative à l'effondrement de l'Empire ottoman et surtout à la colonisation (en particulier anglaise). La référence islamique leur paraît être ce qui va lier les peuples musulmans et leur permettre de se libérer du joug des colons : il s'agit de revenir au Coran et à la tradition islamique riche et ouverte, avec l'usage du raisonnement légal indépendant (*ijtihad*) ; de se réapproprier les langues nationales (turque, arabe ou autres) ; d'éduquer les peuples à partir de leurs références en y mêlant le savoir scientifique et la philosophie ; de refuser la division des nations musulmanes ; enfin, de lutter contre la colonisation culturelle autant que politique.

Cette vision, à la fois panislamique et farouchement anticoloniale, aura un impact majeur sur la pensée islamique au XX^e siècle². D'autres penseurs, tels que le Syrien Abd al-Rahman al-Kawakibi (1855-1902), le Libano-Égyptien Muhammad Rashid Reda (1865-1935), le Turc Said an-Nursi (1878-1960), l'Algérien Abd al-Hamid ben Badis (1889-1940), le Tunisien Muhammad Tahar ibn Ashûr (1879-1973), l'Indo-Pakistanaï Muhammad Iqbal (1877-1938), puis, plus tard, le Marocain Muhammad Allal el-Fassi (1910-1974) suivront les traces de ces deux précurseurs, soit sur le plan de la pensée strictement religieuse (en proposant des voies réformistes), soit sur le plan de l'éducation des peuples et des élites (en s'y engageant méthodiquement), soit enfin sur le plan politique dans leur combat contre la colonisation anglaise, française, italienne ou autres. Pour tous ces penseurs, les musulmans doivent retrouver la force vive des enseignements religieux, développer un esprit critique et se libérer de l'aliénation due à la colonisation. En ce sens, l'islam – en tant que religion – doit jouer un rôle déterminant dans

1. Cf. Elie Kedouri, *Afghani and 'Abduh*, ed. Cass, Londres, 1966, ainsi que notre ouvrage *Aux sources du renouveau musulman*, Bayard, Paris, 1998 ; rééd. Tawhid, Lyon, 2002.

2. *Ibid.*, II^e partie, totalité du chapitre premier.

la libération et l'avenir (politique, culturel et économique) des sociétés majoritairement musulmanes, autant que comme facteur d'union, au-delà des divisions imposées par les pays colonisateurs.

C'est Hassan al-Banna (1906-1949), avec la création des Frères musulmans, qui va donner un contour plus spécifique à ce que l'on nommera l'« islam politique » ou l'« islamisme ». Il est lui-même grandement influencé par la majorité des penseurs susmentionnés et, très jeune, il s'engage à la fois dans la réislamisation de son pays, l'Égypte (d'abord au niveau local) et dans la résistance à la colonisation (il participe aux manifestations contre les Anglais dès l'âge de treize ans, en 1919¹). Il crée l'association des Frères musulmans en 1928 (quatre ans après la fin effective du califat spirituel de l'Empire ottoman) et lui confère des objectifs assez précis : un programme de retour à l'islam, l'éducation des masses, la réforme sociale et économique, l'application de la législation islamique et la création, à terme, d'un « État islamique » qui ne pourra se réaliser qu'avec le départ des Anglais. Sa pensée dépasse le cadre strictement national, puisque l'organisation des Frères musulmans (qui se veut autant un ordre soufi qu'une organisation sociale, éducative à vocation solidaire – sans se définir comme un parti politique²), comptera assez tôt des branches affiliées au Soudan, puis au Liban, en Syrie et également en Palestine, où des Frères musulmans sont envoyés pour s'opposer et résister au projet sioniste dès les années 1930³. Tous les ingrédients intellectuels et idéologiques

1. Robert Mitchell, *The Society of the Muslim Brothers*, Oxford University Press, Oxford, 1969, et notre ouvrage *Aux sources du renouveau musulman*, op. cit., ensemble de la seconde partie.

2. *Ibid.*, p. 200.

3. Contrairement à ce qui a été avancé par un certain nombre d'intellectuels – proposant une relecture tendancieuse de l'Histoire –, Hassan al-Banna a bien soutenu le mufti de Jérusalem dans son opposition aux groupes extrémistes de l'Irgoun et du Stern. Sa position sur le fascisme est néanmoins sans ambiguïté : il écrit qu'il est l'expression de la dérive dangereuse des nationalismes européens. Cf. notre ouvrage, *ibid.*, p. 357-364. Au contraire, les leaders du groupe sioniste Stern établiront un accord avec Hitler afin d'accélérer l'exode des juifs allemands vers la Palestine. Cf. l'intéressant ouvrage d'Eugene Rogan, *The Arabs, A History*, Penguin, 2010, p. 248-250.

qui définissent l'islam politique contemporain ont précédé la fondation des Frères musulmans, mais c'est cette dernière organisation qui les réunit autour de son organisation et de son programme. Dans les années 1940, elle comptera jusqu'à un million et demi de membres, affiliés ou sympathisants.

La philosophie des Frères musulmans, dès sa fondation, est non violente et légaliste¹. Hassan al-Banna est déterminé à travailler dans le cadre de la loi et rejette les actions de ceux qui, au nom de l'organisation, sont soupçonnés d'avoir usé de violence, notamment par l'assassinat d'un juge ou du Premier ministre Mahmud al-Noqrashi Pasha (janvier 1949). Il écrit à leur sujet : « Ils ne sont pas musulmans, ils ne sont pas des Frères². » Lorsque la répression touche les activités des Frères musulmans, il met sur pied une « organisation spéciale » dont le but est double : réagir à la répression, perçue comme commanditée par le colonisateur anglais qui tire les ficelles derrière le roi Farouk (Hassan al-Banna menace les Anglais de soulever le peuple si ces derniers ne quittent pas l'Égypte) ; s'engager dans la résistance aux côtés des Palestiniens (le jeu des Anglais, qui ont passé des accords secrets avec les groupements sionistes terroristes, est plus qu'ambigu).

C'est dans le contexte de ces luttes et de ces résistances qu'il faut replacer la naissance de l'islam politique et l'organisation des Frères musulmans. Dans ses fondements autant que ses actions, ces derniers resteront non violents jusqu'au début des années 1960. Les slogans invoquant le Coran en tant que Constitution, le *jihād* en tant que résistance ou encore le martyr en tant que désir suprême de l'action sont à lire dans le contexte de la lutte anticoloniale. Nous les retrouvons brandis, d'une façon ou d'une autre, avec les mêmes tonalités un tant soit peu messianiques, dans tous les pays du Sud, que la résistance y soit chrétienne, musulmane, marxiste ou plus largement athée.

1. Cf. le discours d'Al-Banna distinguant les Frères musulmans des groupes égyptiens plus radicaux, in notre ouvrage *Aux sources du renouveau musulman*, op. cit., p. 215.

2. *Ibid.*, p. 204-210.

la critique et la reconnaissance du statut individuel et de la revendication sociale et politique (jusqu'à la contestation légitime du pouvoir de certaines dynasties, des despotes ou de castes religieuses) participent de l'histoire de la civilisation islamique. La position de principe d'Ibn Rushd (Averroès), dont le *Traité décisif*¹ critique l'autoritarisme de l'État, n'est pas éloignée de celles adoptées bien avant lui par des savants musulmans de la grande tradition légale islamique qui refusaient l'imposition par l'État d'une école juridique. Tel est par exemple le cas de Mâlik ibn Anas, qui s'opposa, au nom du pluralisme d'opinions juridiques, à l'imposition par le calife al-Mansûr de son ouvrage *al-Muwatta* comme unique référence légale, ou encore d'Ahmad ibn Hanbal, qui résista à la volonté étatique d'imposer une doctrine unique sur la nature créée ou créée du Coran.

Troublante et curieuse, en Occident, est la mise en valeur de la seule position d'Ibn Rush (sans doute parce qu'elle rappelle philosophiquement celle de Locke dans sa *Lettre sur la tolérance*²), aux dépens de la position de savants à qui l'on ne reconnaît pas, dans leurs luttes et leurs positionnements courageux, le statut de penseurs ou d'intellectuels. Plus troublante encore est l'acceptation par les musulmans eux-mêmes, dans les sociétés majoritairement musulmanes, de cette lecture réductrice et biaisée de l'histoire de la pensée islamique. Elle n'est pas anodine : elle place la prise de distance vis-à-vis de l'État, sa critique et l'opposition à son caractère despotique (politiquement, doctrinalement, légalement et religieusement) en dehors de la religion, selon un mode d'interprétation très « occidental » de ce que doit être un « intellectuel » ou un « philosophe » laïque. La rationalité critique et l'indépendance politique de savants musulmans tels Mâlik ibn Anas et Ahmad ibn Hanbal, qui payèrent leur courage par des années de prison (ils ne seront pas

1. Ibn Rouchd (Averroès), *L'Accord de la religion et de la philosophie : traité décisif*, Arles, Sindbad, 1989.

2. John Locke, *Lettre sur la tolérance*, présentation de Paul Vernière, Paris, éditions Ressources, 1980.

les seuls au cours de l'Histoire), sont tout à fait négligées : ces savants sont trop « religieux » pour que l'on admette qu'ils aient très tôt distingué l'ordre des deux autorités, l'une divine, l'autre humaine. Ils n'ont pas hésité à le faire en tant que savants musulmans autant que comme philosophes du droit, selon les catégories occidentales des sciences humaines.

C'est avec cette histoire que les musulmans doivent se réconcilier en la réévaluant et en cessant soit d'ignorer leur histoire et leur être, soit de se penser à travers le prisme des réductions occidentales sur l'islam, ses valeurs et ses traditions multiples. Il s'agit de redécouvrir les modalités d'articulation des deux pouvoirs que nous avons évoqués, mais également les conditions du rapport au savoir, à l'indépendance de la rationalité et des sciences. Hunke n'hésite pas, avec quelque raison, à qualifier les premières universités islamiques installées en Europe au Moyen Âge de « premières universités laïques », compte tenu de leur façon d'envisager l'enseignement des savoirs religieux, philosophiques et scientifiques¹. À l'heure des soulèvements arabes et de la libération politique des peuples, la référence à l'islam invite aussi à la libération des intelligences par l'acquisition du savoir, la rationalité autonome, l'esprit critique et la liberté de penser. C'est cela qui définit une société plurielle, une citoyenneté responsable et une société civile jouant son rôle entre les institutions et l'État. Un retour à ces sources (sans rien nier de ce que l'expérience occidentale peut apporter d'éclairages et d'enrichissements dans les débats internes aux sociétés majoritairement musulmanes) doit permettre aux sociétés contemporaines d'avancer en restant fidèle à un héritage, tout en ne négligeant de débattre d'aucun fondement de la démocratisation : statut de l'État, rôle de la référence religieuse, substance de l'éducation générale et civique, droit des femmes et prérogatives de la société civile.

Que les mouvements et/ou partis islamistes aient fait le choix – dans leur contestation des colonisations – d'insister sur

1. Voir l'ensemble de sa thèse : Sigrid Hunke, *Le Soleil d'Allah brille sur l'Occident : notre héritage arabe*, Paris, Albin Michel, 1997.

le rôle de l'État et de sa nature « islamique » dans la référence naturelle à l'État-nation (au début du ^{xx}^e siècle), quoi de plus normal à la lumière de la façon dont, pour eux, l'idéologie islamique doit être convoquée pour se libérer du joug colonial et de l'impérialisme culturel ? Ils sont autant les produits d'une tradition longue que les enfants d'un contexte historique et politique spécifique. La lutte est double : nationaliste (même chez les panislamistes), puisqu'il s'agit de mettre un terme à la présence étrangère et de rendre au pays son indépendance ; elle est aussi idéologique et religieuse, puisqu'il importe de contester aux dominants le monopole de l'universel, des finalités et des modalités du succès. L'islam politique est un produit de son temps qui réduit l'héritage islamique, et les catégories de sa propre intelligence de soi, pour mieux circonscrire les principes et les moyens qui lui sont nécessaires, à un moment historique précis, pour se démarquer de l'autre : l'Occident, son colonialisme, sa sécularisation dominante et contraignante. Au-delà des slogans de rejet du modèle occidental (et des critiques souvent pertinentes quant à ses manques et à ses contradictions), les conditions de pensée qui se sont imposées historiquement aux islamistes les ont poussés à réduire l'étendue de leur propre tradition, et l'amplitude de leur histoire longue, aux impératifs immédiats des questions auxquelles ils avaient à répondre.

Plutôt que les controverses stériles auxquelles nous assistons dans cette période de post-soulèvements arabes (qui opposent des laïques et des islamistes sur des positions artificielles autant qu'idéologiquement et politiquement motivées), il importe qu'émergent enfin les vrais débats. Lesquels, à partir des références nationales (religieuses, philosophiques autant que culturelles), ne simplifieront pas la complexité des articulations des deux autorités (divine et humaine) et interrogeront les rapports entre l'État et l'éthique collective en s'intéressant à l'éducation populaire, à la liberté individuelle, à l'égalité des citoyens (et à celle des femmes et des hommes) et bien sûr au pluralisme politique autant que religieux. Il importe en outre, nous l'avons suggéré, de penser ces soulèvements au niveau régional, autant

qu'à la lumière des relations internationales, au Sud comme au Nord, politiquement et économiquement. Telles sont les conditions d'un succès viable à long terme, autre que symbolique et éphémère. Nous sommes bien loin des débats de fond et des controverses actuelles, qui laissent l'impression que peu de choses ont évolué depuis le début du ^{xx}^e siècle et les anciennes luttes pour l'indépendance. Or, au cœur de la mondialisation, les défis sont bien plus complexes et interdépendants, puisque l'indépendance nationale n'est plus une garantie d'autonomie et de liberté. Les expériences démocratiques occidentales nous apprennent même que la globalisation économique, les nouvelles technologies, les migrations et les politiques émotionnelles fondées sur la peur peuvent provoquer une régression démocratique, une réduction des libertés, une relecture restrictive des Constitutions. C'est de cela qu'il faut aujourd'hui parler.

Crises croisées

Il convient d'observer sans œillères les sociétés majoritairement musulmanes, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Les espérances et les opportunités sont immenses, les potentiels incommensurables et les occasions manquées innombrables. La nature des crises que traversent ces sociétés est complexe et multidimensionnelle. Leur étude détaillée dépasserait les limites de notre ouvrage, mais il demeure crucial de se focaliser sur les crises issues de la polarisation du débat politique (dont nous venons de parler) autour de la sécularisation ou de la prééminence de la référence islamique.

Cette polarisation ne constitue pas seulement une réduction, un appauvrissement, voire un déplacement des vrais débats ; c'est surtout le moyen et la certitude, pour les camps qui se forment et s'opposent, d'esquiver leur propre autocritique. Tout se passe en effet comme si cet affrontement idéologique permettait, somme toute, aux acteurs de la vie

intellectuelle et politique contemporaine, arabe comme musulmane, d'éviter d'évaluer leurs déficiences et les contradictions de leurs propres positions. Au demeurant, l'aliénation est double : non seulement les positions respectives – dans les sociétés du Sud elles-mêmes – se voient naturellement justifiées et accréditées par la présence de l'opinion opposée, mais c'est aussi à la lumière de la relation à l'Occident que les discussions prennent sens, soit pour trouver une justification dans l'alignement, soit une crédibilité par le rejet et la différenciation.

On le voit, les sociétés « orientales » (de l'Afrique à l'Asie) n'échappent pas au processus de représentation de soi et d'autrui qui naît à travers la construction de « l'autre », tel qu'Edward Saïd l'analysait dans *L'Orientalisme*¹. « L'autre », dans les sociétés arabes et majoritairement musulmanes, est aussi construit par la réfraction du rapport positif ou négatif à l'Occident. Les débats sont tronqués et l'autocritique constructive est très souvent absente.

Une dynamique de libération politique, de renouveau idéologique et un mouvement vers l'indépendance et l'autonomie exigent néanmoins que ce travail critique soit entrepris de façon systématique. Nous pouvons ici établir une première liste des questions et des problématiques qui nous apparaissent centrales.

Partisans de la sécularisation et de la laïcité

Si l'on s'arrête aux thèses défendues par les partisans d'une sécularisation dans les pays majoritairement musulmans (nouvellement libérés du joug de la dictature ou non), on s'aperçoit que celles-ci restent parfois simplificatrices, déconnectées des réalités et pétries, en sus, de nombreuses contradictions. Nul ne peut nier que ces idées répétées à l'envi (nécessité de séparer le politique du religieux, comme si, ainsi que nous l'avons relevé, ce thème était le cœur du problème des sociétés arabes)

1. Edward W. Saïd, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Seuil, coll. « La couleur des Idées », 2005.

soient le fait d'une élite restée historiquement et idéologiquement très proche des anciens colonisateurs, de leur système de pensée et de leurs valeurs. Le choix même de cette problématique, comme s'il s'agissait d'une priorité, poursuit l'agenda idéologique des colonisateurs du passé, qui voulaient faire accroire aux colonisés que leur retard tenait à l'incapacité de l'islam de réaliser ce divorce entre le politique et le religieux. Pour ne pas avoir à répondre de leur injuste domination politique et économique, les colons – et les forces d'occupation intellectuelles – déplaçaient le débat vers le religieux et le culturel. Les élites – souvent francophile et anglophile – poursuivent aujourd'hui la même logique, alors même que la colonisation politique a cessé. C'est ici l'une des évidences qui nous permettent d'affirmer que l'impérialisme intellectuel et culturel n'a pas cessé et que ce sont parfois les élites du Sud qui le portent, l'entretiennent, voire le renforcent.

Plus troublant – sans être étonnant – est le hiatus (la déconnexion) existant entre cette élite et le peuple qu'elle dit vouloir protéger et représenter. On parle, dans ces cercles, de démocratie pour les peuples, de liberté, d'égalité et de droits ; et l'on s'aperçoit, à l'étude, que les partisans de si beaux idéaux sont rarement en contact avec le peuple dont ils parlent. Ou s'ils le sont (comme certains mouvements de base à la gauche de l'échiquier politique), c'est de façon tout à fait marginale. Pis, ils ont parfois été et sont encore très proches des arcanes du pouvoir autocratique ou de l'armée. Ils ont pu soit collaborer avec la dictature, soit accepter un clientélisme institutionnalisé (très antidémocratique de fait), soit enfin bénéficier, d'une façon ou d'une autre, de la corruption (ce cancer qui mine et détruit les rouages démocratiques). Face aux conservateurs religieux et à l'Occident, ces élites prônant la laïcité se présentaient, dans leurs propres cercles, comme partisans de positions religieusement libérales et tolérantes. Cela n'impliquait nullement qu'elles soient politiquement libérales : à gauche comme à droite, d'aucuns ont collaboré avec les pires dictatures tout en prônant les valeurs de laïcité, de démocratie,

de liberté et de justice (qu'ils s'accaparaient naturellement, puisque – comme c'était le cas de l'Occident et au gré d'une équation simple – ils s'opposaient à la confusion entre religion et politique). Aujourd'hui encore, ils peinent à établir une vraie communication avec les populations et à déterminer une vision plus cohérente de la démocratisation.

Les rapports avec l'Occident restent le talon d'Achille des partisans d'une sécularisation perçue comme solution ultime des sociétés arabo-musulmanes. Tout se passe comme si la tension se situait entre l'idéalisation de l'Occident et l'engagement dans un travail critique dont les outils sont, hélas, toujours perçus comme venant du Nord (la rationalité, l'objectivité analytique, etc.). Ainsi, sans grande analyse, on admet parmi cette élite que la critique strictement rationaliste, « laïque », serait plus objective (forcément moins tendancieuse) que l'analyse produite à partir d'un référent religieux. Ces thèses (si communes qu'elles sont devenues des truismes en Occident) sont intégrées en l'état par ces milieux, dans les sociétés du Sud. Après s'être accaparé la démocratie et les libertés, sans grand souci de cohérence avec le vécu, voici donc que l'on monopolise les outils de la pensée objective et scientifique (au sens marxiste) et que l'on relègue ses opposants à la subjectivité dangereuse, à la pensée ascientifique, trop religieuse pour être moderne. C'est un Occident fantasmé qui se dessine ainsi au cœur des débats du Sud, puisque rien n'est dit sur le fait que ces outils du savoir (la pensée sécularisée, l'approche « objective », « rationnelle », « critique », « moderne ») sont utilisés à des fins de prise de pouvoir, de domination idéologique et d'impérialisme culturel.

On reconnaît cette acceptation des outils prétendument objectifs chez certains intellectuels qui furent pourtant les critiques acérés des représentations idéologiques de « l'autre » et de sa construction à des fins de domination. Ainsi, même un auteur aussi riche et intéressant qu'Edward Saïd, dans sa déconstruction des mécanismes de l'Occident, use d'instruments critiques perçus par ce même Occident comme étant les seuls autonomes, performants et objectifs, disqualifiant de fait

les outils proposés par l'autre, le musulman, sujet projeté en objet. Les seuls penseurs musulmans qu'Edward Saïd daigne citer – comme représentatifs de la voix de « l'autre » – sont ceux que l'Occident sécularisé accueillait déjà favorablement, car ils ont en commun les objectifs autant que les outils (alors qu'ils ont très peu d'impact dans le monde majoritairement musulman, à l'instar d'Adonis ou de Rushdie, qu'il cite). La thèse d'Edward Saïd se retourne contre elle-même et, s'il affirme ne pas s'intéresser à l'être de l'autre (en ce qu'il est en soi) mais à sa projection, il n'en demeure pas moins que ce choix très sélectif, de la part d'un intellectuel arabe, palestinien et américain, est déjà une projection, justifiée par sa propre prise de position idéologique. Une position de pouvoir pas toujours admise ni assumée. Troublant... Il reste que cette posture est fréquente parmi les partisans de la sécularisation et de la laïcité, qui, même s'ils critiquent, et parfois sévèrement, l'approche et les prérogatives occidentales sur les plans politique et économique, restent eux-mêmes prisonniers de leurs références, de leurs outils et souvent révèlent une ignorance coupable, parfois abyssale, de leur propre histoire et de leurs traditions culturelles et religieuses.

En présentant ce débat sur la sécularisation comme le premier sur la liste des défis, les élites sécularisées du monde arabe – non contentes d'être déconnectées de leurs mémoires et de leurs traditions – offrent une image tout à fait déformée des problématiques qui traversent les sociétés occidentales. Sans parfois même en être conscients, elles avalisent les discours populistes qui réduisent les crises multidimensionnelles dues à la globalisation économique, technologique et culturelle, au rapport que les citoyens dans leur pluralité ont à l'État et à la nation. Elles acceptent de fait, et sans critique élaborée, le vide idéologique qui caractérise les partis traditionnels, de gauche comme de droite. La fin des idéologies politiques en Occident, les débats tronqués sur les identités et l'immigration, l'absence de vrais débats sur les politiques sociales et éducatives, sur la nature et les limites de l'économie néolibérale : toutes ces réalités ont bien sûr un impact majeur sur le sens et l'orientation des

soulèvements arabes. Et vice versa. Les intellectuels laïques du Sud proposent-ils une alternative pour leur propre pays ? Au-delà du débat stérile, tronqué et piégé les opposant aux conservateurs religieux et aux islamistes, ont-ils un projet de société à proposer qui soit pour le peuple, avec le peuple, au nom de la libération du peuple ? Le débat sur la sécularisation et l'islam politique est au laïque dans le Sud ce que l'étranger (et aujourd'hui le musulman) est au populiste xénophobe dans le Nord : un prétexte, un alibi.

Car enfin le vrai défi de notre temps – à l'heure des soulèvements arabes – consiste d'abord à ne pas se tromper de combat et à mobiliser l'énergie créatrice des peuples pour tenter de trouver des solutions aux vrais problèmes. La marche vers la démocratie impose de repenser, dans le Sud, les trois « politiques fondamentales » : la politique économique (et agricole), la politique éducative et, enfin, la politique culturelle et médiatique (au sens large). L'élite laïque ferait bien de commencer par reconnaître son déficit de vraies propositions nouvelles dans ces différents domaines. Nous l'avons dit et répété, il n'y aura pas de vraie démocratie politique sans un déplacement, une réorientation des priorités économiques de chacun des pays. Cela suppose de lutter contre la corruption, de délimiter les prérogatives des armées, mais surtout de repenser les relations économiques avec l'étranger et les modalités de distribution des richesses à l'intérieur de ces pays. Le souci de la pensée libre, analytique et critique devrait se traduire par une vraie politique éducative liée à la construction d'écoles et d'universités, à la révision des programmes scolaires, à l'accès des femmes aux études comme au marché de l'emploi et à l'autonomie financière. Les discours de bonne intention, alors que les enfants de ces élites finissent souvent par suivre des études en Occident et que les déclarations progressistes sur les femmes n'empêchent jamais les attitudes les plus traditionnelles et patriarcales au sein même de l'élite ; ces discours doivent se traduire par de vraies politiques sociales et éducatives, locales et nationales. C'est ce dont il est question aujourd'hui et tels devraient être ces problèmes à aborder.

On a parlé des médias alternatifs et de la « culture Internet » par le biais des réseaux sociaux ou des relations virtuelles. S'ils ont permis des mobilisations populaires suffisamment fortes pour renverser des régimes, il n'en demeure pas moins que toute pensée humaniste se présentant *a fortiori* comme laïque doit faire l'étude et le bilan de la « culture Internet » et des médias en général à l'époque contemporaine. Si elle donne une force à la masse, cette culture tend à déresponsabiliser l'individu, caché derrière des relations virtuelles, l'anonymat, l'obsession de la surveillance, de la manipulation et de la conspiration. Internet peut représenter le mariage paradoxal du progrès des technologies de communication avec la diminution des échanges humains ; celui du pouvoir des réseaux avec la dépossession de l'individu. Associée à une certaine fascination de l'Occident, cette technologie peut exercer une influence profonde sur une jeunesse sans grande liberté, sans opportunité sociale, sans étude ou sans emploi, non sans de graves conséquences. On le constate aujourd'hui, et les débats caducs entre laïques et conservateurs ou islamistes ne sont pas seulement inappropriés : ils sont une faute historique.

Partisans de la tradition, conservateurs religieux et islamistes

Les organisations religieuses, traditionalistes, littéralistes et conservatrices, de même que les mouvements et les partis islamistes, ont très souvent accepté – s'ils ne les ont pas eux-mêmes imposés – les termes de ce débat tronqué entre « laïques » et « religieux ». Il s'agissait de questionner la légitimité de ceux qui prétendaient parler pour le peuple. Si les partisans de la tradition – littéralistes ou islamistes – ont souvent raison de pointer du doigt le fait que les laïques appartiennent souvent à une élite coupée de la population et sous influence occidentale, il n'en demeure pas moins que l'argumentaire critique desdits « religieux » reste très superficiel quand il s'agit des vraies questions qui minent les sociétés majoritairement musulmanes en général et arabes en particulier. Il leur importe davantage de donner une légitimité « islamique » à leurs références et à leurs

discours, plutôt que d'apporter des réponses concrètes aux défis contemporains. Encore une fois, les craintes d'une aliénation – ou d'une occidentalisation – peuvent être sincères et légitimes ; il n'en demeure pas moins que, dans la confrontation des idées, la religion est davantage instrumentalisée à des fins de crédibilité symbolique et de pouvoir, plutôt qu'utilisée comme l'inspiration et la référence d'esprits refusant de nier les complexités du réel. Ces conflits sans fin entre laïques et tenants « de la tradition et des références islamiques » empêchent ces derniers (de la même façon que pour les laïques) d'établir le bilan critique d'un siècle de luttes, d'acquis et d'échecs.

Commençons par noter que, comme pour les laïques, on a peine à discerner l'apport concret et novateur des conservateurs, et *a fortiori* des islamistes, dans les trois chantiers que nous mentionnions plus haut. Qu'en est-il effectivement des pensées développées pour réformer la politique économique des sociétés du Sud ? On peut bien invoquer une « économie islamique » ou une « finance islamique¹ », mais dans les faits, à l'échelle nationale et internationale, rien n'est proposé qui soit réellement alternatif et proprement influencé par l'éthique islamique. Il en va de même des politiques éducatives, qui devraient s'intéresser aux peuples, à leur formation et à leur autonomie intellectuelle et critique. Il est vrai que les conservateurs et les islamistes sont plus proches de ces derniers que l'élite laïque, mais en matière de prise en charge des populations, leurs déficiences sont patentées. Il existe certes un travail social important, mais quelles propositions effectives en termes d'éducation et d'instruction nationales ? Les propositions de réformes du système scolaire et académique sont structurelles et s'intéressent surtout à l'enseignement de la religion, alors que ce dernier (même dans les institutions éducatives islamiques privées) reste caractérisé par une absence de regard critique sur les méthodes d'enseigne-

1. Dont nous avons par ailleurs fait la critique, tant son caractère est réducteur et ses objectifs souvent inquiétants et contreproductifs : voir nos ouvrages *Les Musulmans d'Occident et l'Avenir de l'islam*, Paris, Actes Sud, 2003 (p. 293-333) et *Islam, la réforme radicale*, op. cit. (totalité du chapitre 14).

ment et la matière enseignée. Dans ces dernières, la focalisation sur l'enseignement religieux (selon des méthodes traditionnelles d'acquisition par cœur), la prééminence des matières strictement scientifiques (médecine, ingénierie, informatique, etc.) et la relégation au second plan des sciences humaines sont autant de traits récurrents qui prouvent une absence de vision globale. On doit aussi constater l'indigence des propositions dans le domaine de la politique culturelle ou dans celui des nouveaux défis médiatiques. Au-delà des critiques de l'Occident – et de son impérialisme culturel –, les moyens mis à disposition par les conservateurs (dans les pétromonarchies par exemple) comme par les islamistes pour penser les contours de politiques culturelles et médiatiques nouvelles et réellement novatrices sont pauvres, et les projets performants se comptent sur les doigts d'une seule main en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Dans les faits, nous l'avons dit, les discours et la vision politique des traditionalistes conservateurs, autant que des islamistes, sont souvent restés bloqués sur les thèmes qui avaient cours au début du XX^e siècle, lorsque la lutte pour la décolonisation rendait normal et nécessaire de se penser à travers l'État-nation. Face au colon français, britannique, hollandais ou italien, il importait de penser les structures d'un État autonome, libre et fidèle aux références des peuples en lutte pour leur indépendance. C'est ce que voulaient exprimer les slogans des islamistes et des mouvements panislamiques en se référant à l'« État islamique ». Derrière cette appellation et la qualification de l'État en tant qu'« islamique », il y avait cette volonté de se réconcilier avec un héritage, de se libérer du joug occidental et d'ouvrir une voie originale pour l'indépendance. Les ouvrages classiques de la tradition, d'*Al-Abkām al-Sultaniyya* d'Al-Māwardī à *Al-Siyāsa al-Shar'iyya* d'Ibn Taimiyya¹, sont ainsi revisités et pensés à la lumière des défis auxquels font face les États modernes. Il s'agit toujours d'accéder à la légitimité

1. Voir *The Ordinances of Government (Al-Abkām al-Sultaniyya)*, traduit de l'arabe par Wafaa H. Wahaba (Beyrouth, Garnet Publishing, 1996) et *Le Traité de droit public d'Ibn Taimiyya (Al-Siyāsa al-Shar'iyya)*, traduction française d'Henri Laoust (Beirut, 1948).

« islamique » du projet politique (ou de se l'accaparer) comme du modèle et de la structure de l'État. On le voit encore en Arabie Saoudite, où l'idée d'élection démocratique fut – et demeure jusqu'à ce jour – contraire à la tradition islamique. Ce fut un débat constant et vif entre différents courants islamistes dès les années 1940 (au sein même des Frères musulmans en Égypte, entre différents courants partout en Afrique du Nord, au Moyen-Orient ou en Asie). Les premiers temps de la révolution iranienne seront également marqués par d'intenses débats sur les spécificités de la « République islamique¹ » : ces débats et ces oppositions nourrissent encore les positions respectives des conservateurs et des réformistes à l'intérieur même du système.

Les visions ont malheureusement peu évolué dans ce domaine précis et l'on peine à identifier les éléments distinctifs des modèles politiques proposés par les littéralistes et les islamistes. Ceux-ci insistent par ailleurs pour que le concept de *shari'a* soit inscrit dans la Constitution, comme on l'a vu en Égypte après le soulèvement populaire². Difficile pourtant de savoir dans quel sens ce terme serait pensé et appliqué : comme une orientation – une voie vers la justice – ou un système fermé, essentiellement intéressé par le code pénal³ ? Au demeurant, au-delà de l'aspect

1. On se souvient, par exemple, des arbitrages permanents de l'ayatollah Khomeyni entre Mehdi Bazargan, Bani Sadr et l'aile plus traditionaliste au début des années 1980.

2. Lire à ce sujet « Primacy of Islam and Shari'a Law Expected to Remain in Egypt's Constitution », CNSNews.com, 21 février 2011 (www.cnsnews.com/news/article/primacy-islam-and-shari-law-expected-rem), ainsi qu'un article sur la prise de position du Front salafi égyptien (qui regroupe les littéralistes, et non « salafiste », qui renvoie aujourd'hui davantage aux extrémistes violents) : « The Salafi Front in Egypt: Shari'a is the Basis of National Consensus », 29 juillet 2011 (www.tahrirdocuments.org/2011/08/the-salafi-front-in-egypt-sharia-is-the-basis-of-national-consensus).

3. Le concept de *shari'a* a plusieurs acceptions selon le domaine considéré et/ou l'angle par lequel on en justifie l'usage (voir notre *Musulmans d'Occident et l'Avenir de l'islam*, op. cit., p. 61-111). Cf. également l'intéressante réflexion du Dr Jasser Awda, directement liée au soulèvement en Égypte, et qui ouvre des perspectives nouvelles : « As'ila Hawl al-Shariah Fi Marhalat Ma Ba'd al-Thawra al-Misriyya » (« Questions à propos de la *shari'a* dans la phase post-révolutionnaire égyptienne »), *Al-Shurouq Al-Dawliyyah*, Cairo, 2011 (en arabe).

symbolique fort – que serait l'usage ou non du terme de *shari'a* dans la Constitution, qui explique qu'il fasse l'objet de tant de débats passionnés –, sa présence ne révèle rien encore des intentions précises des courants conservateurs et/ou islamistes. Le choix politique peut être aussi large que l'éventail qui sépare le modèle saoudien, lequel se réfère constitutionnellement à la *shari'a*¹, et les aspirations du gouvernement actuel en Turquie², pour qui cette référence est un appel à moins de corruption, à plus d'égalité et de liberté, selon les propos du Recep Tayyip Erdoğan.

La prudence s'impose donc, autant que le questionnement critique, sur les aspirations réelles de ces courants à l'heure des soulèvements arabes. Nul ne peut nier, cela étant, que ces mouvements ont grandement évolué dans un certain nombre de domaines : s'ils peinent à sortir de la référence étroite à l'État-nation et de l'engagement souvent national et nationaliste (sans considérer les enjeux globaux et les collaborations Sud-Sud), il n'en demeure pas moins que leurs positions sur la démocratie, l'engagement des femmes, le capitalisme ou la relation à l'Occident ont évolué avec le temps. On peut discuter du caractère positif ou négatif de cette évolution, mais il reste que cette évolution en elle-même montre que ces courants ne sont ni statiques ni uniques, même s'ils ont des difficultés patentées à répondre pragmatiquement aux défis de notre époque.

Les soulèvements arabes n'ont pas atteint les pétromonarchies, où l'islam littéraliste et conservateur est la référence des royautés et des gouvernements. On l'a vu à Bahreïn, où le soulèvement a été écrasé dans un silence complice (occidental compris), mais c'est encore plus vrai de l'Arabie Saoudite et du Qatar qui, malgré des ouvertures politiques et médiatiques (Al Jazeera), reste un régime fermé et conservateur. Somme

1. Sur la Constitution de l'Arabie Saoudite et sa référence à la *shari'a*, voir <http://jurist.law.pitt.edu/world/saudi-arabia.htm>.

2. Voir notre débat avec Abdelwahab Meddeb, « De la charia à l'islamophobie, de l'homosexualité au statut de la femme », *Le Monde*, 22 avril 2011 (www.lemonde.fr/idees/article/2011/04/22/de-la-charia-a-l-islamophobie-de-l-homosexualite-au-statut-de-la-femme_1511640_3232.html).

toute, il n'y a pas grand-chose de réellement novateur à attendre de ces interprétations de l'islam et de son application dans le quotidien des citoyens¹. Peu d'accès à la liberté, processus de démocratisation forcément limité, amélioration très lente du statut des femmes et modèles d'éducation encore très en retard : la liste des déficiences est longue, malgré des moyens financiers proprement incommensurables.

On peut en dire autant des mouvements islamistes en Afrique du Nord, au Moyen-Orient, comme d'ailleurs dans tous les pays majoritairement musulmans. On peut ainsi conclure, au gré d'une étude de l'Histoire récente, que la plus grande difficulté rencontrée par les organisations et partis islamistes n'a pas été de demeurer dans l'opposition (où ils gagnaient souvent en crédibilité par la seule résistance aux régimes), mais bien plutôt d'exercer le pouvoir (où ils ont perdu souvent beaucoup de ladite crédibilité). En Iran, au Soudan, en Somalie ou même en Palestine, en prenant le pouvoir ; en Algérie ou au Maroc, en y participant, les organisations et partis islamistes ont souvent donné l'impression de se compromettre ou, tout du moins, de ne pas rester cohérents avec les principes qu'ils défendaient en s'opposant aux régimes. S'ils offraient

1. Rappelons ici que le mufti d'Arabie Saoudite, Abdul-Aziz al-Cheikh, et son conseil juridique islamique ont stipulé qu'il était contraire à l'islam de protester contre les dirigeants dans les rues. Cette *fatwa* (avis juridique) officielle était « politique » et se traduisait par un soutien formel au régime en place. Il ne fut pas le seul : en Égypte, le mufti, cheikh Ali Jum'a, a appelé les manifestants à cesser de manifester et à se rendre à la mosquée le vendredi, puisqu'il s'agissait de « la juste position islamique ». Il s'en est pris au cheikh al-Qardâwî, qui soutenait les manifestants mais « qui vit au Qatar et ne connaît pas la réalité égyptienne ». Yusuf al-Qardâwî lui-même, nous l'avons dit, a critiqué les manifestants bahreïnais, affirmant que leur mouvement était sectaire, exclusivement chiite, donc illégitime. Il en est de même en Syrie, où le cheikh Saïd Ramadan al-Bûti a critiqué l'action « non islamique » des manifestants, les invitant à cesser de descendre dans la rue et à reconnaître « l'autorité légitime du président Bachar el-Assad » (au père duquel il manifestait déjà un soutien indéfectible). Ces *fatwas* circonstancielles et très politiques sont le fait de théologiens qui présentent leurs opinions politiques comme des avis religieux et usent parfois de leur statut pour soutenir des pouvoirs peu recommandables. C'est une des dimensions des crises qui minent les sociétés majoritairement musulmanes.

une présence de terrain aux populations lorsqu'ils étaient dans l'opposition (services sociaux, prises en charge médicales et éducatives pour les plus pauvres, etc.), la situation était moins rose aux affaires (en tant que majorité élue ou minorité représentée au gouvernement au gré d'une alliance).

Ces expériences concrètes amènent à peser la force symbolique et réelle des mouvements islamistes contemporains : elle demeure dans le pouvoir de contestation bien plus que dans leur capacité de proposition. L'ancienne opposition aux colonisateurs, le sempiternel débat avec les laïques, le rejet de l'Occident (au gré d'un rapport d'attraction-répulsion) ou encore la légitimité due à la résistance à Israël : toutes ces situations ont souvent placé les islamistes dans un rapport de contestation binaire offrant la légitimité du contrepouvoir moral, mais ne permettant pas une réelle évaluation critique et concrète des politiques alternatives proposées. C'est si vrai que lorsque tombe le despote dont la seule présence avait permis d'unifier les rangs de son opposition, cette dernière vit une sorte d'implosion. On a pu le constater en Tunisie, mais c'est encore plus criant en Égypte : au moment de faire le choix de s'intégrer au mouvement de protestation populaire et de penser l'après-Moubarak, l'organisation des Frères musulmans s'est scindée en cinq courants et tendances différents. L'ancienne génération s'est divisée sur les prérogatives de l'organisation et celles du nouveau parti Liberté et Justice. Un leader comme Abul Futuh, qui se présente à l'élection présidentielle contre l'avis de la direction des Frères musulmans, a dû quitter l'organisation, alors que les plus jeunes se sont engagés plus librement à créer un autre parti ou à soutenir un autre candidat.

C'est dire combien ces courants étaient unis par l'opposition au régime, bien davantage que par la force de leur vision. Le 18 mai 2001, le président du nouveau parti des Frères musulmans, Muhammad Morsy, a prononcé à Oxford une conférence sur les perspectives d'avenir¹ réitérant les thèses

1. Conférence organisée par des étudiants d'Oxford à laquelle nous avons participé en posant six questions critiques à Muhammad Morsy.

fondamentales que l'organisation répète depuis cinquante ans (sur la Constitution, la démocratisation, la loi et le rapport avec les autres confessions). Rien de nouveau, rien de novateur sur les questions économiques, sociales, politiques (pauvreté, éducation, emploi, femmes) ou sur les perspectives régionales (ordre et dynamisme économique, relation Sud-Sud, etc.). C'est dans le contexte de ces oppositions binaires, d'une part, et des implosions au sein de l'organisation des Frères musulmans que le Front salafi égyptien a manifesté sa présence et fait entendre sa voix sur le square de la Libération (*midân at-Tahrir*) au Caire. Alors que les manifestants craignent à juste titre la récupération du soulèvement par d'anciens caciques du pouvoir ou tout simplement par l'armée, le Front *salafi* (ou *islamique*, essentiellement des littéralistes) recrée la binarité en essayant de monopoliser la référence islamique et donc la légitimité religieuse du soulèvement¹. On le voit, avec une telle configuration, il sera bien difficile de sortir de ces jeux de rôles. Et l'on retrouve les mêmes déficiences en Tunisie, en Syrie comme en Libye ou au Maroc.

Nous sommes bien loin des débats nécessaires et attendus sur la vision d'avenir, le mouvement de démocratisation et les alliances internationales. Comme les laïques, les conservateurs et les islamistes évitent l'épreuve déstabilisante de l'autocritique en s'enfermant dans la logique d'un faux débat, éculé et contre-productif. Même la discussion sur l'exemple turc se polarise autour de la question de savoir si l'on a encore affaire à des islamistes ou si nous sommes entrés dans l'ère du post-islamisme. L'équation est curieusement réductrice et s'appréhende par une question simple, voire simpliste : la Turquie serait-elle un exemple de démocratie, ou plutôt un exemple de projet islamiste de démocratie ? L'interrogation permet irrémédiablement d'éviter la vraie problématique. Bien sûr, le Premier

1. Marc Lynch, « Tahrir turning points », *Foreign Policy*, 1^{er} août 2011 (http://lynch.foreignpolicy.com/posts/2011/08/01/tahrir_turning_points), ainsi que « Tahrir updates: 28 secular parties and coalitions pulling out from square », US Copts Association, 29 juillet 2011 (www.copts.com/english/?p=2538).

ministre Recep Teyyip Erdoğan est issu du mouvement islamiste turc, mais ce qui est intéressant est la volonté de son gouvernement de sortir des débats futiles sur l'opposition laïques/islamistes et de proposer une politique pragmatique de réformes tous azimuts¹. Son président (et ancien ministre des Affaires étrangères) Abdullah Gül, comme d'ailleurs l'énergique et compétent ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu (concepteur de la stratégie du « zéro conflit » aux frontières) et l'ensemble de son gouvernement mènent une politique multidimensionnelle qu'il faut analyser et critiquer pour ce qu'elle est.

La lutte contre la corruption et le clientélisme à l'intérieur, de même que la réduction des prérogatives de l'armée ; des relations internationales de plus en plus tournées vers le Sud² ; des échanges plus denses avec la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Amérique latine (parallèlement aux tergiversations de l'Union européenne quant à sa potentielle intégration) ; un rôle de médiateur au Moyen-Orient (avec l'Iran) et une prise de position ferme et critique vis-à-vis d'Israël (qui lui a valu une reconnaissance internationale dans l'opinion musulmane) ; toutes ces données sont autant de facteurs qui permettent à la Turquie de jouer un rôle de modèle pour les sociétés majoritairement musulmanes, en Afrique du Nord comme au Moyen-Orient ou en Asie³. Dix-septième puissance mondiale, la Turquie a désormais la meilleure croissance économique d'Europe ; celle-ci atteint des sommets

1. C'était la substance des interventions d'Erdoğan lors de ses visites en Égypte, en Tunisie, puis en Libye à la mi-septembre 2011. Insistant sur la démocratie, refusant le discours craintif sur la laïcité, il a appelé les peuples à prendre en main leur destin et les leaders politiques et les intellectuels à faire face aux vrais défis (voir annexe XVIII, p. 296).

2. On annonce que plus d'une trentaine d'ambassades turques ont été nouvellement installées sur le seul continent africain.

3. Les Frères musulmans ont vivement critiqué cette prétention à être un modèle et la trop grande ingérence de la Turquie dans les affaires arabes, « qui n'ont rien à voir avec l'histoire turque ». Cf. « Egypt's Muslim Brotherhood criticizes Erdogan's call for a secular state », 14 septembre 2011 (<http://english.alarabiya.net/articles/2011/09/14/166814.html>).

(8,1 % sur l'année 2010, selon la Banque mondiale¹), ce qui peut être de nature à inverser les rôles vis-à-vis de l'Union européenne, désormais plus en demande de Turquie que l'inverse. Il faut par ailleurs ajouter que la Turquie s'est impliquée de façon franche et directe, et parfois plus prudente, dans le déroulement des soulèvements arabes (comme en Syrie, où Ankara a attendu sept mois pour commencer à arrêter sa position). Le Premier ministre a, l'un des premiers, salué le peuple tunisien, appelé le président égyptien à partir et soutenu la résistance libyenne. Il a fini par se distancer, lentement, du régime répressif de Bachar el-Assad. Son gouvernement n'a cependant pas hésité à recevoir les opposants syriens et à leur permettre d'organiser la résistance². Il a, par ailleurs, mis sur pied des séminaires de formation (politique, management, éthique religieuse, etc.) à destination des jeunes activistes arabes, notamment tunisiens et égyptiens, mais pas uniquement³.

1. Cf. www.francemondexpress.fr/turquie-croissance-record-de-8-1-pour-2010-1020.html. Prévisions du FMI concernant la croissance du PIB : 2,9 % en Turquie, contre 1 % pour les économies européennes les plus avancées. Lire « La Turquie sera la meilleure croissance économique européenne », Turquie-fr.com, 21 avril 2010 (www.turquie-fr.com/la-turquie-sera-la-meilleure-croissance-economique-europeenne/21/04/2010).

2. L'opposition syrienne a émis de vives critiques sur la faible couverture des événements par les médias, notamment par Al Jazeera, qui n'a pas dit un mot de la constitution à Istanbul, les 14 et 15 septembre 2011, d'un Conseil national syrien (CNS) du type de celui si vite reconnu en Libye. Les traitements différenciés et stratégiques sont patents, même de la part des médias apparemment libres, car la constitution de ce Conseil syrien a de la même façon été totalement ignorée par les médias occidentaux. Ce n'est qu'après la finalisation d'un Conseil national unifié (à la tête duquel on trouve Burhan Ghalioune) les 2 et 3 octobre 2011, toujours à Istanbul, que les médias commencent enfin à rendre compte de l'activisme de l'opposition syrienne. Les prises de position politiques des États restent néanmoins verbales et la Chine et la Russie ont de nouveau refusé, le 5 octobre, de sanctionner la politique répressive de Bachar al-Assad.

3. Comme une alternative, nous a révélé un conseil du Premier ministre, aux formations dispensées par des institutions américaines et européennes (voir notre chapitre 1). Une réunion de premier ordre sur la réforme vers la démocratie était organisée en ce sens par le cabinet du Premier ministre turc à Istanbul. Cf. « Arab Spring to be debated in Istanbul » (www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=arab-spring-to-be-debated-in-istanbul-2011-10-04).

Les ambitions et l'activisme tous azimuts de l'actuel gouvernement turc méritent une analyse ô combien plus fournie et pointue sur les objectifs et les moyens mis en place. Est-ce la voie à suivre pour les futures démocraties arabes ? Si la lutte contre la corruption et le renouveau de la politique éducative sont patents, qu'en est-il des perspectives de l'économie capitaliste turque ? Ces questions exigent une étude : observe-t-on une politique économique qui s'affiche dans l'expression de ses finalités productivistes, ou cherche-t-on plutôt à stabiliser ladite économie afin d'offrir, dans un second temps, une alternative éthique viable¹ ? La Turquie contemporaine est-elle fidèle à son histoire et à ses traditions et réussit-elle à préserver son génie, sa spécificité autant que sa créativité culturelle ? Offre-t-elle autre chose qu'une intégration entière – apparemment réussie – à l'ordre économique global, à la culture mondiale, ainsi qu'une acceptation de la logique productiviste dominante ? Sa volonté de maintenir une croissance économique forte, de même que sa stratégie nouvelle en matière de relations internationales sont-elles une étape, un moyen, une finalité ?

Dans l'étude de l'exemple turc, que l'on soit séduit par le projet ou plutôt critique, ces questions, plus que toute autre, devraient constituer le cœur du débat. Il en va aussi de l'avenir des soulèvements arabes et de la capacité de ces sociétés à explorer des voies nouvelles, à ouvrir de nouveaux horizons de débats et de recherches pour les sociétés civiles et à établir enfin un paradigme nouveau en matière de relations internationales. Le modèle turc, ce faisant, ne pourrait être à nos yeux qu'un moyen et non une finalité : ce sont ces perspectives qui nous intéresseront au premier chef dans la quatrième partie de ce livre.

1. Comme le pensent certains courants néoconservateurs américains ou européens, qui accusent Erdogan d'être un islamiste appliquant la *shari'a* et interprètent tendancieusement sa volonté de s'approcher d'un taux d'intérêt à 0 %.

LA RÉFÉRENCE ISLAMIQUE

Deux types d'analyse des événements paraissent inappropriés, voire erronés et, à notre sens, parfaitement contreproductifs. Il faut d'abord reconsidérer cette idée que l'islam ne jouerait un rôle social, politique, économique et culturel dans les sociétés arabes et majoritairement musulmanes que par le prisme de l'interprétation des différents courants islamistes : cette approche est très réductrice. Les manifestants qui ont porté et portent encore ces soulèvements sont bien, en majorité, musulmans et leur appel n'est pas lancé contre leur religion mais avec elle, parfois même en son nom. Ils aimeraient voir leur société évoluer en leur permettant de vivre de façon cohérente leur lien aux traditions aussi bien que les défis de l'époque moderne. Il serait par ailleurs problématique, nous l'avons dit, de se satisfaire d'une analyse qui définirait ces soulèvements comme une étape historique par laquelle passeraient les peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient afin d'accéder à une modernité de type occidentale, avec une même idée de la liberté, de la démocratie et du savoir aboutissant, sur un mode quelque peu hégélien, à une synthèse supérieure de l'Histoire se dénouant dans l'idéal de l'Occident.

Comme le dit Olivier Roy, « on n'en a pas fini avec l'islam ». Reste à savoir quelle peut être et quelle sera, à l'heure des soulèvements et au-delà, la nature de cette référence à l'islam. S'agira-t-il de continuer à représenter l'altérité de l'Occident, de jouer à l'« autre » en poursuivant une relation historique fondée sur des rapports de pouvoir, de force, de traumatismes et

de tensions ? S'agira-t-il de se perdre et de se fondre dans la nouvelle et « unique civilisation des civilisés », selon les termes de l'ancien Premier ministre espagnol José María Aznar¹, étape ultime de la mondialisation ? Quelles sont donc les perspectives ? La question essentielle, au demeurant, est de deux ordres, puisque l'ère de la mondialisation de l'économie, de la culture et des moyens de communication produit des crises innombrables auxquelles n'échappe aucune société. L'Occident, avec ses moyens et sa culture, a-t-il les moyens de les affronter et de résoudre les tensions qui agitent l'ordre qu'il a contribué à mettre en place ? Se peut-il, par ailleurs, que d'autres civilisations, à l'instar de la Chine, de l'Inde, de l'Amérique latine et des sociétés majoritairement musulmanes, puissent contribuer à construire l'avenir en offrant une autre vision des choses, d'autres priorités ou d'autres finalités, et que celles-ci puissent ainsi contribuer à trouver des solutions et à réformer notre monde ?

C'est cette dernière question qui nous intéresse ici, du point de vue de l'islam, en tant que civilisation et religion. Au cœur de la mondialisation qui perturbe les anciens repères et crée des tensions de tous ordres, à l'heure des soulèvements porteurs de tous les espoirs, quel peut être l'apport de la référence islamique sur les plans social, politique, économique et culturel ? Quelle peut et doit être sa contribution éthique ? Reconnaître objectivement que les peuples tiennent à l'islam n'implique pas qu'avec cette dernière référence ils parviendront à se libérer des carcans qui entravent leur marche en avant. Il faut par ailleurs se prémunir, nous l'avons dit, contre les tentations fatalistes ou les théories conspirationnistes qui nous transforment en spectateurs impuissants du déroulement de l'Histoire.

Le défi de l'analyse est en somme assez clair : il s'agit de permettre à l'individu arabe en particulier, et au musulman en général, d'accéder au rang de sujet de son Histoire en refusant

1. Lors d'un débat qui nous avait opposés à Estoril, au Portugal, dans le cadre de l'Estoril Conference, du 7 au 9 mai 2009 (www.portugalglobal.pt/PT/geral/Documents/EstorilConferences2011_ProgrammeENG.pdf).

de le penser comme une représentation de l'Occident ou comme un jouet de sa puissance. Pour ce faire, cet individu doit se réconcilier – de façon profonde et toujours critique – avec le cœur, l'essence de sa tradition, et se poser les questions qui lui permettront de se définir comme être et comme sujet musulman contemporain et autonome, s'il en fait le choix. Il importe de la même façon que cette référence l'engage à jouer un rôle dans l'Histoire et lui permette d'être un sujet actif, libre de sa pensée et maître de son destin. Devenir un sujet au cœur de l'Histoire est un impératif : si être un « sujet actif » est un pléonisme, être un « sujet passif » de l'Histoire est, de fait, une contradiction dans les termes.

Les peuples musulmans doivent accéder à ce statut de sujets et apporter désormais leur contribution active aux débats et aux défis de notre époque. Il est impératif que des citoyens, des intellectuels, des *ulamas*, des femmes et des hommes musulmans s'engagent intellectuellement et pratiquement, afin de proposer un autre monde plus juste, plus équitable. Qu'ils luttent pour faire émerger des démocraties plus transparentes, des gouvernements plus à l'écoute des peuples et moins influencés, voire contrôlés, par des lobbies économiques ou des propriétés médiatiques qui, au demeurant, fonctionnent de façon fort peu démocratiques. Comment faire en sorte que la sécularisation (ou la laïcité) ne soit pas le prétexte ou le moyen efficace – en commençant par distinguer à juste titre l'autorité religieuse de celle de l'État – qui permette, à terme et comme on le constate aujourd'hui, de consommer le divorce entre l'éthique et l'action politique, économique et/ou culturelle ?

Ces critiques constructives sont déjà le fait d'intellectuels occidentaux, mais elles auraient un autre sens, une autre portée et potentiellement d'autres conséquences concrètes si elles étaient pensées et formulées à travers les références musulmanes elles-mêmes, et ce dans l'espoir de proposer une vision et des projets endogènes. Il y a vingt-trois ans, le sociologue Jean Ziegler écrivait sur le renversement des perspectives et sur la vraie

de tensions? S'agira-t-il de se perdre et de se fondre dans la nouvelle et « unique civilisation des civilisés », selon les termes de l'ancien Premier ministre espagnol José María Aznar¹, étape ultime de la mondialisation? Quelles sont donc les perspectives? La question essentielle, au demeurant, est de deux ordres, puisque l'ère de la mondialisation de l'économie, de la culture et des moyens de communication produit des crises innombrables auxquelles n'échappe aucune société. L'Occident, avec ses moyens et sa culture, a-t-il les moyens de les affronter et de résoudre les tensions qui agitent l'ordre qu'il a contribué à mettre en place? Se peut-il, par ailleurs, que d'autres civilisations, à l'instar de la Chine, de l'Inde, de l'Amérique latine et des sociétés majoritairement musulmanes, puissent contribuer à construire l'avenir en offrant une autre vision des choses, d'autres priorités ou d'autres finalités, et que celles-ci puissent ainsi contribuer à trouver des solutions et à réformer notre monde?

C'est cette dernière question qui nous intéresse ici, du point de vue de l'islam, en tant que civilisation et religion. Au cœur de la mondialisation qui perturbe les anciens repères et crée des tensions de tous ordres, à l'heure des soulèvements porteurs de tous les espoirs, quel peut être l'apport de la référence islamique sur les plans social, politique, économique et culturel? Quelle peut et doit être sa contribution éthique? Reconnaître objectivement que les peuples tiennent à l'islam n'implique pas qu'avec cette dernière référence ils parviendront à se libérer des carcans qui entravent leur marche en avant. Il faut par ailleurs se prémunir, nous l'avons dit, contre les tentations fatalistes ou les théories conspirationnistes qui nous transforment en spectateurs impuissants du déroulement de l'Histoire.

Le défi de l'analyse est en somme assez clair: il s'agit de permettre à l'individu arabe en particulier, et au musulman en général, d'accéder au rang de sujet de son Histoire en refusant

1. Lors d'un débat qui nous avait opposés à Estoril, au Portugal, dans le cadre de l'Estoril Conference, du 7 au 9 mai 2009 (www.portugalglobal.pt/PT/geral/Documents/EstorilConferences2011_ProgrammeENG.pdf).

de le penser comme une représentation de l'Occident ou comme un jouet de sa puissance. Pour ce faire, cet individu doit se réconcilier – de façon profonde et toujours critique – avec le cœur, l'essence de sa tradition, et se poser les questions qui lui permettront de se définir comme être et comme sujet musulman contemporain et autonome, s'il en fait le choix. Il importe de la même façon que cette référence l'engage à jouer un rôle dans l'Histoire et lui permette d'être un sujet actif, libre de sa pensée et maître de son destin. Devenir un sujet au cœur de l'Histoire est un impératif: si être un « sujet actif » est un pléonasme, être un « sujet passif » de l'Histoire est, de fait, une contradiction dans les termes.

Les peuples musulmans doivent accéder à ce statut de sujets et apporter désormais leur contribution active aux débats et aux défis de notre époque. Il est impératif que des citoyens, des intellectuels, des *ulamas*, des femmes et des hommes musulmans s'engagent intellectuellement et pratiquement, afin de proposer un autre monde plus juste, plus équitable. Qu'ils luttent pour faire émerger des démocraties plus transparentes, des gouvernements plus à l'écoute des peuples et moins influencés, voire contrôlés, par des lobbies économiques ou des propriétés médiatiques qui, au demeurant, fonctionnent de façon fort peu démocratiques. Comment faire en sorte que la sécularisation (ou la laïcité) ne soit pas le prétexte ou le moyen efficace – en commençant par distinguer à juste titre l'autorité religieuse de celle de l'État – qui permette, à terme et comme on le constate aujourd'hui, de consommer le divorce entre l'éthique et l'action politique, économique et/ou culturelle?

Ces critiques constructives sont déjà le fait d'intellectuels occidentaux, mais elles auraient un autre sens, une autre portée et potentiellement d'autres conséquences concrètes si elles étaient pensées et formulées à travers les références musulmanes elles-mêmes, et ce dans l'espoir de proposer une vision et des projets endogènes. Il y a vingt-trois ans, le sociologue Jean Ziegler écrivait sur le renversement des perspectives et sur la vraie

contribution des apparents vaincus de l'Histoire¹. La « victoire des vaincus », c'est effectivement la capacité des « vaincus » de penser différemment les conflits et les contradictions de l'époque, de vivre le bien-être de la réconciliation avec soi, l'essence de sa singularité, en proposant une alternative à laquelle le « dominant » n'avait pas pensé ou à laquelle il était aveugle. L'équation est intéressante, mais il nous apparaît que le défi est aussi, aujourd'hui, de sortir de ce rapport de force : la double victoire du vaincu et du vainqueur serait de considérer que les défis communs sont suffisamment graves pour cesser les relations de domination et/ou de rejet et permettre la vraie rencontre, dans le respect de la diversité et de l'égalité : une rencontre des singularités face à des défis communs éminemment complexes. Or, à ce moment précis de l'Histoire, les musulmans n'auront prouvé la singularité de l'islam que lorsqu'ils auront su en démontrer l'universalité.

La fin de l'islam politique ?

Depuis plus de vingt ans, on a dit et prédit la fin de l'islam politique. L'évolution du régime iranien, les crises en Algérie, en Égypte ou ailleurs invitaient à conclure avec Olivier Roy (suivi par Gilles Kepel) à « l'échec de l'islam politique », à sa fin inéluctable, déjà en partie consommée². Chercheurs et analystes manquent parfois de clarté quant à l'exacte définition et aux contours qu'ils donnent aux notions d'« islamisme » ou d'« islam politique ». Aux deux extrêmes de l'extension sémantique, il importe de savoir à quel moment on cesse de se référer à l'islam politique. Y sommes-nous encore quand il est

1. Jean Ziegler, *La Victoire des vaincus : oppression et résistance culturelle*, Paris, Seuil, 1988.

2. Olivier Roy, *L'Échec de l'Islam politique*, Paris, Seuil, coll. « Esprit », 1992. Interviewé par Rue89 pendant les soulèvements arabes, cet auteur n'a pas hésité à affirmer : « Comme solution politique, l'islamisme est fini » (www.rue89.com/entretien/2011/02/20/olivier-roy-comme-solution-politique-lislamisme-est-fini-191153).

question de groupuscules extrémistes violents qui se manifestent en tuant des innocents à travers le monde, sans vraie structure organisationnelle ni vision articulée de leur projet politique ? À l'autre extrême, sommes-nous sortis de l'« islamisme » avec l'évolution du projet turc, d'Erbakan à Erdoğan, et la transformation substantielle du parti Justice et Développement (AKP) ? Dans cet ordre d'idées, qu'en est-il des évolutions respectives, et somme toute naturelles, de tous les mouvements islamistes au cours du XX^e siècle et en ce début de XXI^e siècle : restent-ils emblématiques d'un islam politique ? Que dire enfin de l'idéologie qui s'impose dans les pétromonarchies, en Arabie Saoudite au premier chef, stipulant que la démocratie, de même que le principe des élections au sens large doivent être rejetés au nom de l'islam ? N'a-t-on pas affaire ici à une idéologie politique orientée et nourrie par une certaine compréhension de l'islam ? N'a-t-on pas enfin la tentation d'appeler « islamistes » tous les mouvements politiques se référant à l'islam, mais qui, par ailleurs, se positionnent politiquement, et parfois fermement, contre l'Occident¹ ?

Prédire la fin du phénomène de l'« islam politique » exigerait donc au préalable que l'on se soit mis d'accord sur une définition précise et sur une compréhension de ce que cette formule recouvre. Or, en science politique comme en sociologie, nous sommes loin d'être parvenus à un consensus entre les chercheurs et les commentateurs. Il faut reconnaître que nous avons assisté à de profondes mutations au sein de tous les mouvements ou organisations islamistes au cours du XX^e siècle et au début du XXI^e. Il suffit de comparer les thèses des précurseurs, al-Afghani et Abduh, opposés à la colonisation, et les positions des islamistes contemporains, pour s'apercevoir que l'éventail d'opinions et de stratégies s'est grandement élargi au gré de l'expérience historique, à travers les succès comme à travers les échecs. Ainsi la direction officielle des Frères musulmans d'Égypte (le Bureau d'orientation : *Maktab al-irshad*) a

1. Tel n'est pas le cas des pétromonarchies, qui ne seraient donc pas « islamistes ».

beaucoup évolué, au cours du siècle, sur les questions de la démocratie, des femmes, du pluralisme politique et du rôle de la société civile. Outre cette évolution de la direction proprement dite, on a vu que l'organisation était traversée de tensions générationnelles nourries par des visions et des stratégies contradictoires. Peut-on dire que la jeune génération des Frères musulmans s'est extraite du paradigme de leurs aînés et qu'ils ne sont plus « islamistes » ? Difficile d'aller jusque-là, mais force est de reconnaître qu'il existe une mutation de l'islam politique légaliste, non seulement dans sa terminologie (nous y reviendrons), mais également dans la substance de son idéologie et dans les priorités de son engagement politique. Comment en serait-il autrement, avec les obstacles et les défis qui ont jalonné un siècle d'Histoire ? Le constat est le même du Maroc à l'Égypte, en passant par la Tunisie, l'Algérie, la Libye ou la Syrie, et plus loin encore jusqu'au Pakistan, en Inde, en Indonésie et en Malaisie.

L'expérience iranienne, de ce point de vue, est instructive. Des personnalités influentes, du philosophe Abdel Karim Soroush au politicien Mir Hossein Moussavi, avaient soutenu la révolution islamique de 1979, avant d'évoluer et de développer de l'intérieur une critique du régime, appelant à des réformes indispensables. Si d'aucuns ont clairement cessé d'octroyer un rôle politique à l'islam après ce qu'ils regardent comme une expérience malheureuse, d'autres, à l'instar de Mir Hossein Moussavi, de Mehdi Karoubi et de la plupart des réformistes iraniens, affirment demeurer fidèles à l'idéologie première, mais ils s'opposent à ce qu'ils conçoivent comme une trahison de son esprit par le régime actuel, avec la mainmise autoritaire d'une partie de la hiérarchie religieuse. Ils ont une autre vision de ce que doit devenir la République islamique d'Iran, mais en aucun cas ils ne désirent que la qualification « islamique » disparaisse de leur projet politique. C'est d'ailleurs au nom de cette qualification qu'ils exigent plus de transparence, la fin des arrestations sommaires, de la censure et du clientélisme des religieux : ces façons de faire s'opposent, selon eux, aux principes

de la religion et ne sont plus fidèles au projet révolutionnaire de 1979 qui consistait, au nom de l'islam, à moraliser la politique et non à l'instrumentaliser à des fins de monopolisation du pouvoir¹. Au point d'ailleurs, comme le relèvent l'agence Reuters et le journal israélien *Haaretz*, que le président Obama voit peu de différences, à terme, entre la politique d'Achmadinejad et celle de Moussavi, les relations futures s'annonçant de toute façon difficiles et tendues². Le régime est encore loin de chanceler et son rôle dans la région – avec, de surcroît, l'influence grandissante de son allié, le parti islamiste libanais Hezbollah – sera déterminant pour des années encore.

L'exemple turc n'est pas moins intéressant. Entre les positions de Recep Tayyip Erdoğan et celles de l'ancien Premier ministre Necmettin Erbakan, qui fut son mentor pendant de longues années, l'évolution paraît évidente et, sur certains plans, radicale. En accédant au pouvoir, dans la droite ligne de l'islamisme du début du XX^e siècle et du panislamisme qui la nourrit, Erbakan, économiste de formation, voulait créer un contre-pouvoir au G8. Au printemps 1997, il oriente la politique et l'économie de la Turquie vers le Sud et l'Est en invitant l'Égypte, l'Iran, le Pakistan, le Bangladesh, l'Indonésie, la Malaisie et le Nigeria au sein du D8 (Developing 8³). On attend de ces pays (Turquie comprise), tous majoritairement musulmans, qu'ils déplacent ensemble le centre de gravité de leurs relations économiques. Erbakan relève alors : « Le commerce entre les pays de l'Union européenne est de 70 à

1. Voir la teneur des récriminations de Moussavi, par exemple, dans son débat avec Achmadinejad avant les élections de 2009 : « Moussavi vs Achmadinejad : Examining Iran's First Major Presidential Debate », 9 juin 2009 (www.irantracker.org/analysis/mousavi-vs-ahmadinejad-examining-irans-first-major-presidential-debate).

2. Cf. Reuters, cité et commenté in « Obama : Not much difference between Achmadinejad and Moussavi », *Haaretz*, 17 juin 2009 (www.haaretz.com/news/obama-not-much-difference-between-ahmadinejad-mousavi-1.278259).

3. « Erbakan : D8 summit is in spring », *Turkish Daily Press*, 13 décembre, 1996 (www.hurriyetdailynews.com/h.php?news=erbakan-d8-summit-is-in-spring-1996-12-13).

80 %, alors que le commerce entre les pays musulmans est seulement de 7 %. Nous devons augmenter ce pourcentage¹. » L'intention est claire : il s'agit, au-delà de la politique d'islamisation intérieure, d'établir par l'économie une nouvelle force « islamique » au cœur de l'ordre mondial. Ce projet fera long feu, mais ce qu'il faut relever, c'est ce qui va distinguer Erdoğan de son ancien mentor. Erbakan s'inscrit dans une démarche islamiste foncièrement anticapitaliste (sans être communiste, il parle d'une « autre voie »). Telle n'est pas la priorité d'Erdoğan, qui se tourne vers l'Ouest et l'Union européenne à dessein d'intégrer la Turquie à une union d'abord économique². Ce changement d'orientation est révélateur de l'évolution idéologique d'Erdoğan. L'acceptation de la laïcité, les réformes constitutionnelles, la prise de distance vis-à-vis des anciens slogans islamistes sont autant de conséquences d'un renversement des priorités : il s'agit de redonner à la Turquie une place forte sur l'échiquier économique, selon les règles reconnues et acceptées de l'ordre mondial, pour enfin se présenter comme un acteur politique incontournable (d'où le choix du « zéro conflit » aux frontières).

En politique intérieure, l'AKP est un parti conservateur qui tient à rester fidèle aux traditions islamiques en matières religieuses et morales. Il ne s'agit certes pas de la lecture littéraliste qui domine en Arabie Saoudite (l'AKP défend un islam réformiste³), mais on devine les lignes d'une configuration politico-économique similaire : une référence idéologique à l'islam très prononcée (réformiste dans un cas, littéraliste dans l'autre), mariée à une acceptation de l'ordre économique capitaliste néolibéral. Observons que, chaque fois que cette même configuration apparaît dans un pays majoritairement musulman, on hésite, en Occident, à stigmatiser ces acteurs en les qualifiant négativement d'« islamistes ». Tout se passe comme si, dans le

1. *Ibid.*

2. Le refus de l'Union européenne le poussera à se tourner vers l'Est, sans partager le moins du monde la vision première d'Erbakan.

3. Voir notre catégorisation dans *Les Musulmans d'Occident*, *op. cit.*, p. 47-60.

vocabulaire, on était forcément moins « islamiste » en étant moins anticapitaliste. Autrement dit, l'islamisme est acceptable et soluble dans les catégories respectables des sciences politiques, dans la mesure où il accepte les lois du marché. On en oublierait ce faisant que l'on a affaire à des islamistes conservateurs et parfois peu démocrates : ainsi dans les pétromonarchies où l'on trouve, au demeurant, d'acceptables despotes conservateurs néolibéraux.

Ce débat n'est pas nouveau. Il a accompagné les mouvements islamistes dès leur formation au début du XX^e siècle. On peut même remonter aux positions panislamiques d'Al-Afghani, perçues comme très dangereuses, qui liait sa résistance anticoloniale aux impératifs d'unité politique et économique du monde majoritairement musulman¹. Des années plus tard, Hassan al-Banna s'engage dans la réforme agraire à grande échelle dans le sud de l'Égypte et développe des petites, moyennes et grandes entreprises destinées à sortir des impositions de l'économie de marché. Le succès est retentissant et, quelques années plus tard, Gamal Abdel Nasser démantèlera ces structures et nationalisera certaines banques et entreprises alternatives au nom de son idée du « socialisme »². Cette conception de l'islam politique est très proche des thèses de la théologie chrétienne de la libération formulées plus tard, dans les années 1970, par le franciscain Leonardo Boff, l'archevêque Dom Hélder Câmara (tous deux brésiliens) ou le prêtre péruvien Gustavo Gutiérrez³. Sayyid Qutb rédigera également une critique fondamentale du capitalisme⁴. L'Iranien Ali Shari'ati, que l'on décrit comme un islamo-marxiste, défendra cette

1. Voir notre ouvrage, *Aux sources du renouveau musulman*, *op. cit.* (ensemble de la première section).

2. *Ibid.*, p. 317-321.

3. Voir notre analyse comparative, *ibid.*, p. 261-267.

4. Sayyid Qutb, *Ma'arakat al-Islam wa'l-Ra's Maliyya* (« Le Combat de l'islam et du capitalisme »), Le Caire (sans éditeur), 1951, en arabe. Maxime Rodinson est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur la question de la relation de l'islam au capitalisme et au marxisme, tels que *Islam et Capitalisme*, Paris, Seuil, 1966.

même approche, alors qu'il fut l'un des inspireurs de la révolution islamique¹. Ces thèses, et de loin, ne seront pas toujours défendues par les islamistes, au sein même des Frères musulmans comme dans tous les pays majoritairement musulmans. Le projet d'islam socialiste de Mustafa as-Siba'i², membre des Frères musulmans de Syrie, est loin d'être partagé par tous les leaders des mouvements islamistes. Avec le temps, de mutation en mutation, ce qui apparaît désormais comme la voie majoritaire parmi les islamistes du monde (ancienne et jeune générations confondues) demeure la revendication de réformes politiques mariée à l'acceptation, plus ou moins avouée (malgré les discours en rupture) et plus ou moins résignée, de l'ordre économique dominant.

Les compréhensions et les discours, sans l'ombre d'un doute, ont évolué sur les questions de la démocratie, des lois, de l'athéisme, des femmes. Peut-on dire que la substance même de ce qui définissait l'islam politique s'est désormais à ce point transformée, avec cette position majoritaire sur le plan économique, que l'on ne puisse plus parler d'« islam politique » ? Conclusion audacieuse, sans doute excessive et assurément trop rapide. L'islamisme vit des mutations fondamentales, mais un certain nombre de ses revendications essentielles « parlent » encore aux populations des sociétés majoritairement musulmanes. Les débats qui ont suivi les soulèvements en Tunisie ou en Égypte devraient nous en convaincre. Les partisans de l'islam politique jouissent d'une légitimité historique reconnue pour s'être opposés aux dictatures et en avoir payé le prix par l'emprisonnement, la torture et/ou l'exil forcé. Par ailleurs, avec ou sans les islamistes traditionnels, l'islam reste aujourd'hui encore une référence dans la vie sociale et

1. Lire à ce sujet Ali Rahnama, *An islamic utopian: A political biography of Ali Shariati*, Londres, I. B. Tauris, 1998.

2. Olivier Carré, Michel Seurat, « Mustafa as-Sibâ'i, le socialisme de l'islam », in *Les Frères musulmans, (1928-1982)*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 86-88. Lire également l'article de Youssef Girard, « Le "socialisme islamique" : rouvrir une perspective », ISM-France.org, 8 octobre 2009 (www.ism-france.org/analyses/Le-socialisme-islamique-rouvrir-une-perspective-article-12811).

politique des populations. Ce qui déterminera l'avenir de la référence islamique en tant que telle tient à l'inspiration et à l'énergie qu'elle pourra ou saura insuffler aux peuples décidés à relever les défis de leur époque, qu'il s'agisse du rôle de l'État, de la liberté, du pluralisme, de la mondialisation des technologies et de la culture et, à l'évidence, des crises qui secouent l'ordre économique mondial. Que l'islam soit questionné est le signe que l'islam politique en tant que tel n'est pas mort, mais qu'il fait face à de nouveaux défis et qu'il est en passe de vivre une mutation profonde, imposée par l'évolution historique et le nouvel environnement politique, économique, culturel et, plus largement, géostratégique¹.

Vers l'État civil

L'une des marques caractéristiques de l'islam politique au début du XX^e siècle était d'appeler à l'instauration d'un « État islamique ». Les méthodes et les stratégies pouvaient différer (« par le bas » chez les Frères musulmans, « par le haut » et la révolution pour d'autres organisations ou comme en Iran), mais l'objectif restait le même. La structure étatique était pensée à la lumière des principes islamiques (catégorisés dans la tradition classique sunnite et chiite) et fondée sur le rôle déterminant de la « législation islamique » se référant au concept de *shari'a*. Ce n'est pas par hasard que les organisations islamistes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle reviennent très expressément à ce patrimoine de la pensée sociale et politique de l'islam. Avec le démantèlement de l'Empire ottoman, la division des pays et la

1. Ce sont les termes d'une conférence que nous avons donnée à Abû Dhabi le 20 septembre 2011. Les critiques vis-à-vis des courants de l'islam politique contemporain (organisations en crise, éclatées, souvent incapables d'apporter des réponses aux défis contemporains, etc.) ont provoqué de vives réactions en Égypte, notamment chez les Frères musulmans, après que le journal *Al-Masry al-Yaoum* eut rendu compte de la substance de l'exposé (édition du 22 septembre 2011). La substance de ladite critique a été développée plus haut de façon similaire (voir section relative aux « Crises croisées », p. 137).

nouvelle mainmise des colonisateurs occidentaux, il fallait penser les voies et les étapes de l'indépendance et, à terme, de la réunification de la *umma*, la communauté spirituelle musulmane, comprise (ou espérée) à cette époque comme une potentielle entité politique (qu'avait représentée – du moins symboliquement – l'unité de l'Empire ottoman). Il était normal que les mouvements se référant à l'islam se pensent et se construisent autour de deux axes prioritaires : la structure nationale et étatique (autour des États-nations qu'on leur avait imposés, notamment après la Conférence de Berlin en 1885) et les possibles dynamiques transnationales (c'était très tôt l'intuition du panislamisme d'al-Afghani, comme déjà de l'expansion internationale des Frères musulmans sous Hassan al-Banna).

Dans la conscience des islamistes de l'époque, l'« État islamique » englobe la triple réponse religieuse, politique et culturelle à l'imposition de modèles occidentaux et se comprend comme un appel à résister aux desseins des colonisateurs. Ces derniers étaient perçus à travers le prisme de l'impérialisme, dont les objectifs semblaient limpides : organiser la dépendance politique et économique des pays colonisés, imposer la sécularisation, combattre l'islam (et ses forces de résistance) de même que les cultures traditionnelles. Face à cette menace multidimensionnelle, les islamistes pensaient – et c'est le point commun de tous leurs mouvements – que seule la référence à l'islam leur permettait de résister à l'impérialisme occidental et à cette triple dimension de la colonisation. L'État qualifié d'« islamique » était la structure qui permettrait, selon eux, l'indépendance politique, l'affirmation religieuse (face à une sécularisation dont le but inavoué était l'opposition à l'islam) et la spécificité culturelle des entités arabes. Il s'agissait donc, nous l'avons dit, d'une réponse idéologique circonstanciée, qu'il convient d'apprécier à la lumière des enjeux de l'époque. Ce sera d'ailleurs le cas jusqu'à la révolution iranienne, dernière expression révolutionnaire de l'islam politique dans le cadre strict de l'État-nation, en opposition à un régime dictatorial pro-occidental. Cette expérience historique aura un impact

important au sein des organisations chiites comme sunnites, puisqu'elle n'a pas comblé les aspirations idéalistes de nombreux islamistes. Les enjeux de la mondialisation, l'absence de réel mouvement panislamiste et l'irruption sur le devant de la scène de nouveaux acteurs (dotés de nouveaux moyens) sont autant de facteurs expliquant les évolutions de la compréhension, du vocabulaire, voire des objectifs des islamistes depuis la fin du siècle dernier jusqu'à nos jours.

Nous l'avons dit, certains savants et leaders musulmans, à l'instar du cheikh Yusuf al-Qardāwī ou du leader tunisien Rached Ghannouchi, ont assez vite accepté le principe de la démocratie. Ils n'y voient pas d'opposition avec l'islam comme projet politique¹. C'est pourtant le leader islamiste du Hamas algérien, Mahfoud Nahnah, qui le premier semble avoir évoqué non plus l'« État islamique » mais l'« État civil² ». Par la suite, de nombreux autres mouvements islamistes réviseront leur formulation et parleront d'« État civil » et non plus d'« État islamique », tout en évitant de parler de sécularisation, de sécularité ou de laïcité (concepts trop connotés dans la conscience arabe et musulmane au sens large³). Dans son analyse à chaud (et fort optimiste) du soulèvement égyptien du 25 janvier (qu'il appelle

1. Muhammad Abduh, et après lui Hassan al-Banna, considèrent que le modèle parlementaire britannique peut être emprunté et ne s'oppose pas aux principes islamiques. Le principe électoral et celui de mandat des députés peuvent être intégrés au projet de l'« État islamique ». L'idée de la gestion pluraliste des forces politiques est sous-jacente à cette acceptation. Voir *Aux sources du renouveau musulman*, op. cit., p. 314-317.

2. Selon Abd ar-Razzaq Makri (actuel numéro deux du mouvement), lors d'un entretien à Paris, en avril 2011. Voir également l'article critique de Yassin Temlali, plus récent, qui voit l'acceptation de « l'État civil » comme le fait d'une compromission plus que d'une avancée autocritique du mouvement : « L'islamisme algérien : le MSP entre modération et compromission », 24 septembre 2008 (www.babelmed.net/Pais/Alg%C3%A9rie/l%C3%A2islamisme_alg%C3%A3rien.php?c=3594&cm=36&cl=fr).

3. Raison pour laquelle, d'ailleurs, le propos d'Erdoğan sur la laïcité et son acceptation, lors de sa visite en Égypte le 13 septembre 2011, a été mal reçu par les Frères musulmans et les islamistes en général. Erdoğan est quand même resté prudent, associant la laïcité au processus menant à la démocratisation et au pluralisme.

sans hésitation « révolution¹ », l'intellectuel de gauche Muhammad 'Imara (qui s'est rapproché des islamistes, mais de façon toujours critique) affirme avec détermination que « l'État islamique est un État civil », précisant que ce dernier doit se fonder sur les institutions, la consultation (*shûrâ*) et que le mode opératoire de la prise de décision impose le caractère civil de son autorité². Par nature, il appartient à cet « État civil » de gérer le choix de la majorité à travers les catégories « du bien ou de l'erreur » (et non celles « de la foi ou de son rejet ») en composant avec la pluralité des religions et des idées politiques³.

Certains leaders des Frères musulmans, tels Abdel Moneim Abul Futuh en Égypte ou Rached Ghannouchi en Tunisie (lequel a appelé à accepter toutes les conséquences liées au projet démocratique⁴), n'hésitent pas à rejoindre le mouvement Al-Adl Wal-Ihsân (« Justice et Excellence », réputé ferme dans sa volonté de ne pas se compromettre avec le pouvoir), dont la priorité est de fonder une république démocratique (par opposition à la monarchie), ainsi que l'a formulé Nadia Yassine, la fille de Cheikh Yassine. Ils se disent désormais favorables à l'« État civil », selon Fathallah Aarsalane, porte-parole d'Al-Adl Wal-Ihsân⁵. Cette clarification confirme notre

1. Lire son ouvrage (en arabe) : *Thawrat 25 yanayir wa kasr hâjiz al-khawf* (« La Révolution du 25 janvier et l'effondrement du mur de la peur »), Le Caire, Dar as-Salam, avril 2011.

2. *Ibid.*, p. 86.

3. *Ibid.*, p. 89-93.

4. Lire son interview au *Financial Times*, le 18 janvier 2011 (www.ft.com/intl/cms/s/0/24d710a6-22ee-11e0-ad0b-00144feab49a.html#axzz1ZKlaW7aC).

5. « Notre conception de l'État civil n'est pas issue d'une conception laïque de l'État. Elle tire son origine de la nécessité de garantir le droit des minorités, la séparation des pouvoirs, l'alternance pacifique du pouvoir, l'attachement au dialogue » (*Akhbar al-Yaoum*, journal marocain, 25 mars 2011). Cf. également cette déclaration explicite, dans le sillage du Mouvement du 20 février : « Nous appelons à la mise en place d'un État civil moderne sans droit divin et là où personne ne peut prétendre à la sacralité et où personne n'a de délégation divine. Un État où le peuple aura la souveraineté, son pouvoir selon ses croyances et ses choix » (« Al Adl Wal Ihsane plaide pour un "État civil" », *Lakome.com*, 25 mars 2011, <http://fr.lakome.com/politique/42-actualites-politique/241-al-adl-wal-ihsane-plaide-un-qetat-civilq.html>).

propos : il s'agit de se démarquer de la notion de « laïcité », perçue dans le monde arabe comme l'une des voies de l'occidentalisation, après la colonisation, tout en se distançant de l'idée d'« État islamique », elle aussi trop marquée et stigmatisée. L'expérience iranienne est passée par là et l'idée la plus répandue désormais est que l'« État islamique » serait une sorte de théocratie tenue par une sorte de clergé (à l'image de la hiérarchie chiite iranienne). Cette compréhension commune a imposé aux islamistes de revoir leur terminologie et de mieux définir les concepts utilisés. Parmi les expériences historiques récentes, on préférera souvent faire référence, comme Nadia Yassine, au modèle turc plutôt qu'à la révolution iranienne¹.

Les islamistes, ce faisant, ne sont pas les seuls à chercher une nouvelle formulation qui leur permette de s'extirper de la polarisation des positions entre laïques et islamistes. Même le prince El-Hassan bin Talal de Jordanie déplace le débat vers ce qu'il appelle une voie islamiquement « médiane » (*wisatiyya*), une « société civile » (*mujtama' madani*) et un État la représentant selon les règles démocratiques².

Ce déplacement terminologique et sémantique n'est pas anodin et révèle quatre enseignements qu'il convient de mettre en évidence et d'étudier. Le premier tient à ce que nous venons de mentionner sur les expériences historiques : les islamistes – comme tous les mouvements politiques – évoluent au gré de l'Histoire et reconsidèrent leurs positions doctrinales autant que leurs stratégies. Ajoutons qu'au cours de l'Histoire récente les leaders de ces mouvements ont acquis une meilleure connaissance de l'Occident (au-delà de la relation coloniale) et ont pu reconsidérer leur compréhension – et souvent leurs

1. Lire l'interview de Nadia Yassine, « Nous sommes plus proches du modèle turc », *Lakome.com*, 23 mars 2011 (<http://fr.lakome.com/politique/42-actualites-politique/232-nadia-yassine-nous-sommes-plus-proches-du-modele-turc-video.html>).

2. El-Hassan bin Talal, « A New World Order without Ideologies », 4 février 2003 (<http://ecumene.org/hassan0203.htm>).

préjugés – concernant les objectifs de la sécularisation et de l'institutionnalisation de la laïcité. Ces deux termes demeurent souvent tabous, mais la recherche de nouvelles formules et d'articulations originales entre la religion et le pouvoir prouve que la pensée connaît des évolutions réelles.

Le second enseignement découle des développements de l'approche « de la loi et de la jurisprudence islamiques » (*al-fiqh*) depuis cinquante ans. Cette évolution est bien sûr due à l'impact des transformations sociales et politiques, mais il faut noter que, inversement, le développement de la pensée légale elle-même a aussi eu un impact sur le renouveau des visions et qu'il a permis de produire de nouvelles stratégies. Ainsi, comme le souligne le jeune chercheur Halim Rane, de l'université australienne de Griffith, les savants et intellectuels musulmans, islamistes ou non, se sont de plus en plus orientés vers les fondements juridiques (*usûl al-fiqh*) des principes supérieurs (*maqâsid ash-shari'a*) et ont circonscrit le rôle de l'approche des règles et des structures propres aux écoles juridiques traditionnelles (*madhâhib fiqhiyya*). Ce déplacement a permis un renouveau de la pensée et l'ouverture d'horizons non explorés, notamment concernant la démocratie, la nature de l'État et les objectifs des projets sociopolitiques dans les pays majoritairement musulmans¹. Nous avons abordé cette question dans notre ouvrage, *Islam, la réforme radicale : éthique et libération*². Il nous apparaissait qu'une réforme « radicale » de l'approche des textes devait être pensée à travers les finalités éthiques, au-delà de la littéralité des règles, des obligations et des prohibitions. Cette démarche ouverte n'est pas nouvelle, mais elle vit aujourd'hui d'une nouvelle vie et a permis à nombre de penseurs et de savants musulmans à travers le

1. Halim Rane, *Islam and Contemporary Civilisation: Evolving Ideas, Transforming Relations*, Melbourne, University Publishing (MUP), July 2010, en particulier le chapitre 4 (« Issues on Legal Thought », p. 75-100) et le chapitre 6 (« The Struggle for Democracy », p. 123-147). L'auteur y évoque le renouveau de la pensée islamique contemporaine permis par l'approche des « objectifs supérieurs » (*maqâsid*).

2. Paris, Presses du Châtelet, octobre 2008. Notamment les chapitres 5, 7 et 15.

monde de reconsidérer leurs approches, ainsi qu'à nombre d'organisations (islamistes ou non) de repenser leur vision et leur stratégie d'engagement dans les sociétés majoritairement musulmanes.

Le troisième enseignement est fondamental. Avec l'acceptation de l'« État civil », les penseurs et les activistes (même islamistes) adhèrent explicitement au fait que puissent coexister deux autorités distinctes, l'une politique et l'autre religieuse. Cette mise au point cruciale précise le rapport au processus démocratique. L'organisation Al-Adl Wal-Ihsân, au Maroc, affirme sans ambiguïté que la gestion des affaires de l'État est une affaire d'*ijtihad* (de raisonnement légal humain et autonome) et qu'il ne peut s'agir d'une gestion de « droit divin », dans le sens où l'entendaient certains penseurs, savants et activistes islamistes en se référant à « *al-bâki-miyya*¹ ». Cette distinction des autorités, selon nous originelle en islam, est une avancée capitale dans la compréhension du rôle de l'État dans les sociétés majoritairement musulmanes, ainsi que de la forme que devrait prendre un modèle de démocratie qui ne soit pas sous l'autorité cloisonnée des religieux. Le modèle iranien a déçu nombre de citoyens et d'acteurs, et l'aspiration à une réelle démocratie est majoritaire dans tout le monde arabe. La référence à la *shari'a* demeure, la non-utilisation du concept de sécularisation perdure, mais l'objectif reste de trouver une articulation cohérente et un modèle viable pour les sociétés majoritairement musulmanes. Cette question fut posée avec franchise (c'était une première) à Casablanca, le 26 décembre 2001, lors d'un débat que nous animions avec le penseur marocain Abdelali el-Amrani, intitulé « Quelle laïcité pour les pays musulmans² ? ». Les propos tenus avaient suscité autant de réserves que de réactions critiques. Plus récemment la jeune professeure et chercheuse égyptienne Heba Raouf Ezzat a même

1. « Al Adl Wal Ihsane plaide pour un "État civil" », *loc. cit.*

2. « L'islam n'est pas irrationnel », *Aujourd'hui le Maroc*, 28 décembre 2001 (www.aujourdhui.ma/imprimer/?rub=actualite&ref=6265).

conclusion qui s'impose est qu'il ne s'agit jamais de démocratie. Les horizons des possibles sont très étendus et les soulèvements arabes – quelles que soient les velléités de contrôle par l'étranger, les anciens collaborateurs des régimes ou l'armée – ont ouvert des portes. Il est même permis de penser que l'on ne pourra pas revenir en arrière. Il appartient aux sociétés civiles de sortir de leur passivité et de cesser d'entretenir cette idée paralysante que tout a été décidé, en haut lieu, par des forces obscures, la CIA, Israël ou autres. Cette paranoïa est la pire des colonisations car, somme toute, elle est la plus efficace pour annihiler les forces de résistance. Si les soulèvements populaires veulent devenir de vraies révolutions, porteuses de promesses de réformes profondes et radicales, alors il faut commencer par briser les carcans de la colonisation intellectuelle et psychologique.

Les citoyennes et les citoyens du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont les moyens de tracer les contours d'une éthique sociale et politique adaptée à l'époque contemporaine, sans refuser aucune des complexités du monde, en étudiant comme il se doit les acquis et les crises des sociétés occidentales et, enfin, en explorant le génie de leurs références et de leurs propres expériences historiques. Ils n'ont pas à s'aliéner et à trahir les principes de leur religion et de leur culture pour gagner la modernité : une telle équation est fautive, dangereuse et idéologiquement tendancieuse. Réinvestir la terminologie islamique, par exemple, et son riche univers sémantique permet de trouver de nouvelles voies pour dynamiser des peuples qui se sentent en cohérence avec leurs valeurs, leur univers de référence et leurs espérances. Le défi psychologique n'est pas simple : il est impératif de rétablir la confiance en soi, en ses capacités, en son patrimoine et en ses espérances. De même qu'il n'est de véritable citoyenneté individuelle que dans le sentiment d'appartenance à une nation, il n'est de conscience collective que dans le sentiment d'appartenance à un univers de référence commun, légitimé et cohérent. Le génie et l'énergie des peuples naissent au creuset de ce sentiment et de ces espoirs.

Si la *shari'a* est habitée et fondée par cette vision des *finalités supérieures* de dignité, de justice, de liberté et de pluralisme (religieux, politique et culturel) ; si le *jihâd* est cet effort de *résistance* à l'injustice, au racisme, à la corruption et aux dictatures, marié à la volonté de *réformer* son être et sa société à la lumière desdites finalités ; alors, les sociétés majoritairement musulmanes peuvent se libérer de leurs carcans comme de leurs démons. Il faut se donner les moyens de cette étude, de cette redécouverte de soi, et avoir la volonté de se projeter à partir de ce qui définit respectivement les nations arabes et majoritairement musulmanes dans leur histoire et la multiplicité de leurs identités. La référence islamique y joue un rôle certain, mais elle n'est pas la seule : les langues, les cultures et les expériences historiques demeurent fondamentales.

Nous sommes loin, nous le voyons, du débat stérile opposant la laïcité à l'islamisme. Les termes de ce débat sont erronés et il importe de les inverser. Il est ici question de réappropriation et de réconciliation. Tous les protagonistes peuvent et doivent apporter leur contribution au débat : il faut, pour cela, se libérer des approches simplistes et cesser les controverses dont la substance doit simplement faire sourire les anciens colonisateurs et les actuelles puissances de ce monde. Voir les sociétés arabes agir contre elles-mêmes prête effectivement à sourire, pour ceux dont l'objectif est de les maintenir dans la dépendance idéologique, politique et économique. Et quelle meilleure dépendance que l'autoaliénation : blâmer l'Occident n'y changera rien. Les pays arabes sont les premiers responsables de cette déroute de l'intelligence critique et libre.

L'axe économique

Nous avons rendu compte des enjeux économiques liés à la nouvelle donne, avant comme après les soulèvements arabes. La gestion des ressources pétrolières et du gaz, bien sûr, mais également la présence de nouveaux acteurs très puissants, à quoi il

faut ajouter cette volonté de contrôle à travers des institutions aussi influentes que la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international : tous ces éléments nous imposent de ne rien négliger de l'aspect économique lié aux soulèvements arabes.

La pensée musulmane contemporaine a-t-elle quelque chose à offrir aux pays arabes et aux sociétés majoritairement musulmanes en matière d'éthique ou d'alternative économique ? Il faut dire et répéter que, malgré les apparences, le volet économique est bien le parent pauvre de la pensée musulmane contemporaine. Nous avons beaucoup discuté, et dans de nombreux ouvrages, les questions de l'éthique islamique en économie, les notions d'« économie islamique » et de « finance islamique », souvent présentées comme les voies de l'alternative à l'ordre économique mondial capitaliste fondé sur l'intérêt et la spéculation¹. Nos critiques – qui se voulaient constructives – étaient de différents ordres, mais les deux points essentiels concernaient la philosophie même de l'« économie islamique » : celles-ci visent essentiellement à prouver que l'on peut entrer en compétition (obtenir les mêmes résultats et les mêmes bénéfices) avec le système capitaliste dominant (en changeant le vocabulaire et les techniques de transaction). Ainsi, il s'agit bien plus d'une approche technique, administrative et structurelle que d'une remise en cause d'un ordre et de ses objectifs, de ses principes et de ses priorités².

Au demeurant, l'économie et la finance dites islamiques ne sont pour l'heure que des moyens qui permettent de s'adapter au système dominant en créant des « espaces », des « fenêtres d'opportunité » où il est possible de changer les procédures sans perturber ni chercher à transformer l'ordre du système

1. Voir à ce sujet nos différents ouvrages : *Islam, le face-à-face des civilisations*, op. cit., p. 191-270 ; *Les Musulmans d'Occident*, op. cit., p. 293-333 ; et *Islam, la réforme radicale*, op. cit., chapitre 14, p. 303-336.

2. Notre livre *Les Musulmans d'Occident*, op. cit., a été interdit (dans sa version anglaise) en Malaisie (présentée comme un modèle économique intéressant en la matière) à cause des critiques que nous y émettions vis-à-vis de cette sorte de capitalisme islamisé ou d'« islamisation » de l'économie, de la finance et des transactions bancaires.

global¹. Les pays majoritairement musulmans les plus riches – au premier rang desquels les pétromonarchies –, qui pourraient avoir un impact important s'ils investissaient dans la recherche et la mise en application de procédures plus éthiques, ne s'intéressent que très marginalement au sujet (économie, finance ou plus généralement éthique islamiques), souvent d'ailleurs avec le seul souci de prouver tant leur prétendue préoccupation que la légitimité « islamiques » de leur gestion.

Un fait indéniable demeure : l'intuition, dans la conscience musulmane contemporaine, qu'il faut réconcilier l'éthique et l'économie. On peut se tromper, comme nous le pensons ici, sur les stratégies et les finalités de ce que l'on appelle aujourd'hui « l'économie et la finance islamiques », mais on ne peut nier qu'il existe une volonté de résister aux dérives de l'ordre économique néolibéral. Du citoyen ordinaire aux savants musulmans (*ulamâ*), en Orient comme en Occident, tous partagent ce sentiment de la contradiction fondamentale entre l'ordre économique dominant et les valeurs éthiques promues par la religion. C'est à partir de ce sentiment, ce terreau d'une conscience résistante, qu'il faut effectivement penser et établir une potentielle stratégie de transformation et de renouveau de l'économie régionale et mondiale. Il s'agit d'abord de questionner les fondements et les objectifs de l'ordre économique actuel. Si la référence islamique peut jouer un rôle dans l'orientation éthique, ce n'est pas dans l'administration des techniques, mais dans le rappel de principes fondateurs et immuables. Ainsi, la tradition islamique a très tôt déterminé une orientation à l'activité économique, car celle-ci était clairement liée – dès l'origine et jusqu'à nos jours – à la gestion du pouvoir politique². Il s'agit

1. Sur la différence entre « réforme d'adaptation » et « réforme de transformation », voir *Islam, la réforme radicale*, op. cit., p. 41-59.

2. L'une des premières initiatives du prophète Muhammad, lorsqu'il arrive à Médine, est de repenser les alliances claniques et politiques et, dans le même temps, les règles des transactions du marché central de la ville. Le lien entre les deux pouvoirs est aussi ancien que les sociétés humaines et il ne peut être question d'éthique en politique s'il n'existe pas de souci éthique en économie. Voir notre *Muhammad, vie du Prophète*, op. cit., p. 171-192.

de penser les finalités de l'activité économique. Pour synthétiser les thèses fondamentales produites au cours des siècles par la tradition musulmane classique en matière d'économie, nous pourrions dire que celle-ci détermine trois priorités : respecter la dignité et le travail de l'individu, fixer les conditions d'un commerce juste et équitable et respecter le droit des pauvres¹. L'interdiction de l'intérêt et de la spéculation se comprend à la lumière de ces impératifs car ces pratiques se trouvent en contradiction, d'une façon ou d'une autre, avec les objectifs généraux préalablement énoncés.

À partir de cette grille de référence, c'est l'ensemble du modèle économique qui doit être questionné au niveau régional et mondial. L'obsession des nouveaux marchés à conquérir au nom de la croissance et du développement, les règles du marché dit « libre » qui favorisent systématiquement les plus riches, la logique interne d'un système reposant sur la dette (des États comme des individus), la gestion libre, incontrôlée et non démocratique de multinationales dotées de plus de pouvoir que les États, ajoutées à la spéculation boursière, aux économies parallèles et autres paradis fiscaux ; ces réalités, affirmons-nous, contreviennent à toute préoccupation éthique. Pourquoi s'étonner, à l'heure des soulèvements arabes, que des pays comme la France et le Royaume-Uni (comme avant eux les États-Unis en Irak) saisissent l'occasion, au nom de la démocratisation du pays, de mettre la main sur la manne pétrolière libyenne ? Ces mêmes pays paraissent moins pressés en Syrie et au Yémen, qui ne sont pas aussi riches. Quelle considération morale, absente du système global, aurait suffisamment de poids pour les en empêcher ? Dans l'ordre du système économique global, il n'est pas seulement courant, il est *logique* – à la lumière de la logique supérieure de ce même système – d'exploiter, de spolier et de tromper. Pour être plus morale, une autre attitude n'en serait pas moins *illogique*. Il est tout aussi *logique* que le président Barack Obama annonce à la fois le soutien politique de

1. Voir notre présentation des principes fondateurs in *Islam, le face-à-face des civilisations*, op. cit., p. 195-220.

son gouvernement au renversement des dictateurs, devenus ses nouveaux ennemis (comme tant d'autres jadis, de Noriega à Ben Laden), et son engagement à soutenir, avec l'aide de la Banque mondiale et du FMI, les économies des pays nouvellement libérés (dans le but de les contrôler quelque peu).

La marge de manœuvre est étroite et les pays dont les populations se sont soulevées n'ont guère la possibilité de se libérer de l'ordre économique qui s'impose à eux. Voilà qui détermine déjà, en soi, les limites objectives de ces soulèvements. Les stratégies de contrôle par l'économie, la mainmise sur le pétrole et les alliances avec les forces politiques sont connues ; il n'est donc rien de nouveau en la matière. Il reste impératif, en l'état, d'analyser les motivations et les positionnements respectifs des différents acteurs en jeu. Le soutien américain et européen aux soulèvements tunisien, égyptien et libyen¹ ; la passivité en Syrie et au Yémen, puis, par opposition, le soutien aux régimes des pétromonarchies de Bahreïn, d'Arabie Saoudite, du Qatar ou autres répondent à des nécessités objectives. Il en est de même des positions chinoise ou russe : leur opposition à l'intervention en Libye, leur soutien à Bachar el-Assad répondent à des intérêts bien compris. Dans tous les cas de figure et pour tous les acteurs en présence, la démocratisation est tout à fait secondaire : il s'agit toujours, cyniquement, systématiquement, d'établir un calcul de probabilités sur les chances de remporter la mise économique et stratégique ou, au pire, de limiter la perte d'influence. Cela impose aux pays arabes et aux sociétés majoritairement musulmanes de penser leur émancipation à la lumière des bouleversements économiques, du déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Est, l'Asie, la Chine et l'Inde, notamment.

Paradoxalement, l'émergence de cet ordre multipolaire, et en réelle crise, pourrait devenir une opportunité pour promouvoir une approche plus éthique. L'obsession des Arabes vis-à-vis

1. Celui-ci a presque été façonné, encouragé et instrumentalisé par la France, suivie en cela par la « communauté internationale », malgré la résistance et le refus de quelques États arabes et africains.

de l'« Ouest », des États-Unis et de l'Europe a eu des effets désastreux sur la perception de soi, la confiance en soi et la capacité à offrir une autre vision crédible des choses. L'islam a tellement été pensé comme « l'autre » de l'Occident, l'ancien colonisé, le nouveau dominé, le perpétuel attardé, que l'intelligence musulmane, à force de s'observer dans ce miroir négatif, n'a finalement eu le choix qu'entre deux options : soit accepter de se fondre dans l'idéologie du dominant, soit s'emprisonner dans les chaînes de son refus et de son altérité. Dans les deux cas, il n'en résulte que panne et aliénation. Ni l'Asie, ni l'Amérique du Sud, ni l'Afrique n'ont ce type de relation à l'islam et aux musulmans. Il est très exactement l'heure, pour les sociétés majoritairement musulmanes, au moment où ce déplacement du centre de gravité s'opère, d'émerger et de se penser comme des forces de renouveau et de proposition dans ce monde multipolaire. Donner tort à la théorie du « choc des civilisations » cher à Samuel Huntington ne se résume pas à prouver que « l'Islam » et « l'Occident » ne sont pas en conflit¹, mais nécessite d'intégrer ces deux entités dans un concert de civilisations (autre intuition de Huntington, par ailleurs) dont les figures émergentes peuvent nous aider à sortir du système imposé par l'Occident, avec son ordre, son endettement et ses crises. En d'autres termes, la multipolarité du nouvel ordre économique mondial ne devrait pas se traduire par un conflit des « autres civilisations » avec la civilisation occidentale dominante, mais bien plutôt par la fin de la domination de ce dernier et sa marginalisation progressive, sur le plan économique d'abord, puis, naturellement, sur le plan politique.

Il est l'heure, pour la conscience nord-africaine et moyen-orientale, de se libérer de la figure de « l'Occident » dominant et de se penser dans un autre ordre, un autre monde. Est-ce à dire que ce dernier sera plus moral ? Est-ce à dire que le capitalisme chinois est plus éthique que le capitalisme américain ?

1. Comme y invitent les appels au « dialogue des civilisations », dialogue au demeurant religieux et culturel, mais qui n'aborde guère les rapports de force politiques et économiques.

Loin s'en faut. Ce n'est pas la moralité des acteurs spécifiques, mais leur diversification qui pourrait permettre de prendre au sérieux l'éthique en économie. Le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, lors d'une conférence à laquelle nous étions invités par le magazine américain *Foreign Policy*¹, déclarait justement qu'à l'heure de la mondialisation économique il est des sujets où l'intérêt national se fond dans l'intérêt global du monde : ainsi de la gestion de la crise économique, de la question écologique, des phénomènes migratoires ou encore de la pauvreté. Le ministre d'un pays est alors « ministre de la planète », avançait Davutoğlu. Or tous ces sujets sont directement liés à l'éthique, à la gestion éthique de l'économie du monde et au questionnement des finalités de cette dernière : il s'agit d'éradiquer la corruption, de respecter la dignité des êtres humains, de protéger la nature et de mettre fin aux famines (à l'instar de celle qui dévaste la Somalie et tant de pays africains).

Nous avons beaucoup discuté ailleurs des principes, des modalités et des finalités de l'éthique islamique appliquée en économie et dans la finance. Il reste beaucoup à faire et à étudier dans ces domaines du point de vue des priorités, des objectifs supérieurs et des techniques appliquées², mais cela doit se faire à la lumière des contextes pluriels et des changements dans l'ordre du monde. Nous vivons une époque critique. Les soulèvements arabes nourrissent les espérances après avoir galvanisé les peuples. Le plus difficile reste néanmoins à faire : avec l'émancipation politique, il importe de garantir l'autonomie économique et de travailler à renverser

1. À Washington, le 1^{er} décembre 2010, dans le cadre de la célébration des « cent intellectuels les plus influents du monde ». Le débat avait lieu avec le sénateur John Kerry, ancien candidat à l'élection présidentielle américaine.

2. Ce sera l'un des chantiers de travail du Centre de recherche sur la législation islamique et l'éthique que nous dirigeons, entre la chaire d'Études islamiques contemporaines à l'université d'Oxford et la Faculté d'études islamiques du Qatar. Il est question de se concentrer sur sept domaines : la médecine, l'éducation, la question du genre, l'écologie, l'économie, les arts et la nourriture. L'éthique appliquée en économie (que nous n'appelons pas « économie islamique ») est l'un des principaux champs d'étude.

les priorités. Il s'agit, nous l'avons dit, de lutter contre la corruption, de se réapproprier les richesses des pays et de gérer de façon autonome les ressources minières de son sol; il s'agit surtout de repenser l'inscription de l'Afrique et du Moyen-Orient dans la géographie économique du monde en se tournant vers le Sud et vers l'Est. Nous en sommes bien loin aujourd'hui et les premières conséquences économiques des soulèvements plaident davantage pour une redistribution des cartes stratégiques dans la région. Comme s'il s'agissait de la dernière tentative américano-européenne de protéger – pour quelque temps encore – ses passe-droits dans ces deux régions. Le contrôle perdue par les voies économiques et parfois l'armée, mais nous assistons bien à la fin d'une époque. Il appartient aux peuples et aux sociétés civiles, au moment où l'on célèbre ces soulèvements, de saisir cette opportunité et de penser leur émancipation économique par la redistribution des priorités de l'économie à la lumière de finalités supérieures impératives.

L'éthique appliquée ne se réduit donc pas à traiter des techniques de transaction licite ou illicite (*halal-harâm*). Il est éminemment éthique de commencer par exiger de reprendre possession des biens de sa terre et de sa nation : pétrole, gaz, entreprises du secteur public et privé. Lutter contre la corruption, les commissions, les paradis fiscaux et autres économies parallèles est une exigence de nécessaire salubrité publique. Le choix des investissements tient aussi de la réforme éthique : au lieu de dépenser des milliards en contrats d'armements souvent inutiles, mieux vaudrait choisir la santé, l'éducation, les services sociaux, les logements, l'emploi, la pauvreté et les opportunités écologiques, qui sont autant d'exigences de notre époque. C'est aussi une façon d'aborder différemment les phénomènes migratoires dans le monde : il ne peut être question de sanctionner doublement les victimes d'un ordre du monde qui les pousse à l'exil – par instinct de survie – et de ne point chercher à réformer les causes en amont. La bonne gouvernance, les réformes politiques et économiques,

la lutte contre le clientélisme (et toujours la corruption) sont nécessaires si l'on veut réguler les migrations dues aux déséquilibres économiques : sauf à vouloir, comme nous le constatons aujourd'hui, criminaliser les victimes. En Occident comme en Orient, le traitement des immigrés, des réfugiés et des sans-papiers est souvent immoral et inacceptable. Il en est de même avec la pauvreté, qui touche encore des millions d'enfants, de femmes et d'hommes et qui demeure si criante en Afrique et au Moyen-Orient.

La libération politique dans le monde arabe ne passera que par cette émancipation économique : pas de justice politique sans équité économique. C'était la vieille – et encore si juste – intuition du marxisme et des théologiens de la libération sud-américains¹. Elle était même partagée par les précurseurs de l'islam politique, dans leurs premières manifestations institutionnalisées, jusqu'à ce que le littéralisme religieux, la confusion des priorités et/ou la récupération idéologiques ne transforment, voire ne pervertissent la vision, les finalités et les engagements des uns et des autres. Les soulèvements arabes nous invitent à reposer ces questions au cœur d'un monde qui se transforme radicalement et si rapidement, tout en traversant des zones de turbulences parfois fort inquiétantes. Il faut réinsérer les soulèvements arabes régionaux dans l'ordre politique et économique global : c'est la garantie d'une meilleure lecture et d'une meilleure compréhension des phénomènes. C'est aussi la condition pour appréhender la complexité des réalités et l'exigence de choisir les priorités politiques et économiques à la lumière des finalités éthiques. Vu de l'autre côté du prisme, il s'agit de marier les soulèvements populaires à une éthique globale de la libération².

1. Leur constat et leur analyse des faits sont très souvent pertinents, et ce sont bien sûr les solutions apportées qui sont sujettes à une nécessaire critique.

2. Lire à ce sujet *Islam, la réforme radicale*, op. cit., p. 165-204.

La culture et le sens

La culture est essentielle. À l'heure où des populations se soulèvent en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, il est nécessaire de ne pas oublier la diversité de leurs cultures en tant que moyens, mais également comme finalités de leur libération et de leur liberté. Si l'impérialisme fut politique et économique, il fut également culturel en imposant des modes de vie, des habitudes, des perceptions et des valeurs qui respectaient rarement les sociétés dominées et permettaient surtout la prise de pouvoir sur les esprits, une véritable colonisation des intelligences.

La mondialisation est aussi une mondialisation de la culture et a souvent comme conséquence, pour les sociétés du Sud, une dépossession de soi. Une vraie libération, une marche vers la dignité et la démocratie exige un « soulèvement culturel », avec toutes les dimensions de ses expressions populaire, artistique, intellectuelle et religieuse. Nous avons mis en évidence l'importance de prendre en compte la culture et les arts dans les démarches de réappropriation¹ : il s'agit, sur le plan de la pensée et des traditions, de donner substance et forme au sentiment d'appartenance, garantie du bien-être des individus. L'éthique appliquée, en ce domaine, doit également servir à cela. S'il n'y a pas de culture sans religion, ni de religion sans culture, comme nous l'avons suggéré, et si enfin la culture n'est pas la religion, alors il faut se pencher sur ce chantier en se préparant à aborder les questions complexes des valeurs, du sens, de la spiritualité, des traditions et des arts. Autant de domaines qui façonnent des histoires, des mémoires, des nations et des identités. Autant d'expressions de soi qui expriment, ou non, le bien-être et la liberté.

Les sociétés arabes et majoritairement musulmanes se caractérisent par les tensions religieuses et culturelles qui les déchirent parfois. Le rôle de la référence religieuse est constamment discuté et les relations avec les traditions, la langue arabe

(ou les autres langues nationales) font l'objet de débats passionnés qui opposent les élites au pouvoir autant que les intellectuels. L'observation et l'étude de ces phénomènes nous mènent à la seule conclusion possible : nous sommes en face d'un malaise complexe et profond. Ce dernier est multidimensionnel : culturel, religieux, linguistique et donc, *a fortiori*, identitaire. On le retrouve dans tous les secteurs, dans toutes les classes, ainsi que dans tous les courants de pensée, des laïques aux islamistes et des athées aux croyants (pratiquants ou non). La relation d'attraction-répulsion vis-à-vis de l'Occident n'est pas nouvelle, elle est même antérieure à la période coloniale¹. Il s'agit d'un rapport ambigu où les imaginaires sont fascinés, séduits, attirés par la culture occidentale, devenue mondiale, alors qu'en même temps la conscience analytique, culturelle et éthique rejette cette même attraction, puisqu'elle y sent une dépossession de soi, une colonisation et parfois la violence d'un viol culturel². Il faut regarder ces aspirations et ces contradictions en face, car elles peuvent être des moteurs pour les mouvements de libération, comme le rappelait François Burgat³, aussi bien que devenir des obstacles qui paralysent les sociétés en les enfermant dans des débats stériles qui entretiennent la crise identitaire plus qu'ils ne la résolvent.

On évoque souvent, et à juste titre, la nouvelle « culture Internet » des jeunes cyberdissidents de Tunisie et d'Égypte, d'ailleurs commune à toute l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient. On a salué leur maîtrise des outils de communication et leur capacité d'expression. En Occident, on avait cette impression rassurante qu'ils parlaient la même langue que « nous » et partageaient « nos » valeurs et « nos » espoirs. Nul ne peut nier ces formidables avancées dans le domaine de la communication :

1. Voir notre analyse in *Islam, le face-à-face des civilisations*, op. cit., troisième partie, plus spécifiquement les p. 355-364.

2. *Ibid.*, p. 359-361.

3. C'est la substance de son analyse des succès des islamistes auprès des populations du Sud. La contestation du monopole de l'universel passe par l'affirmation religieuse qui est une des voies de l'affirmation identitaire et culturelle. Cf. François Burgat, *L'Islamisme en face*, Paris, La Découverte, 1995.

1. *Ibid.*, p. 237-266.

la jeune génération arabe, nous l'avons vu, a réussi à faire passer un message (à l'intérieur des sociétés comme à l'étranger) que les forces politiques traditionnelles n'avaient pas réussi à faire entendre après plus d'un demi-siècle d'engagement politique. Il faut reconnaître la force et l'efficacité de la maîtrise des nouvelles technologies. La « culture Internet » est également l'expression d'un pouvoir réel. Il reste que la nature de ce pouvoir fait légitimement naître des questions sur l'enracinement culturel des soulèvements populaires en Afrique et au Moyen-Orient. Les jeunes se réapproprient-ils leur être et leur liberté en usant des instruments modernes de communication, ou ces derniers – par leur usage même – dépossèdent-ils la jeunesse arabe de son identité ? La question doit être posée car un mouvement de libération politique qui serait doublé d'un mal-être culturel (en sus du potentiel contrôle économique dont nous avons parlé) serait irrémédiablement voué à l'échec sur le long terme. Accompagner la mémoire et la psychologie des peuples, entendre leurs aspirations et les réconcilier avec eux-mêmes sont autant d'exigences historiques. Le « problème arabe » ne fut jamais seulement la violence des dictatures après la décolonisation politique, mais également la perpétuation d'une colonisation intellectuelle aliénante, paralysante, pour ne pas dire destructrice.

La réappropriation de soi passe par la réconciliation avec le sens. Les cultures, avec les religions qui les façonnent et les nourrissent, sont des systèmes de valeurs, un ensemble de traditions et d'usages qui, autour d'une ou de plusieurs langues, offrent du sens : à soi, à la présence, à la collectivité, à la vie. Les cultures ne sont jamais uniquement des constructions intellectuelles : elles se façonnent à travers les intelligences et les mémoires collectives, la psychologie et les émotions communes, les communions spirituelles et/ou artistiques. Les soulèvements arabes ne doivent pas faire négligemment l'impasse sur ces dimensions fondamentales de la liberté et de la libération des individus et des sociétés. La référence islamique – qui nous intéresse ici – se révèle centrale et nécessite une considération

particulière car, comme toute référence religieuse, elle peut, dans des circonstances historiques particulières, jouer soit un rôle positif de libération, soit devenir un instrument réactif, dogmatique, autoritaire : un instrument d'oppression. C'est pourquoi il importe d'aborder la question en amont et d'accompagner systématiquement nos analyses politiques et économiques d'études relatives à l'anthropologie, aux cultures et aux religions.

S'agissant de l'islam, il faut commencer par un constat : les sociétés arabes et majoritairement musulmanes manquent sérieusement de spiritualité. Nous ne parlons pas d'un déficit de « religion », mais bien de spiritualité, et ce chez les islamistes comme chez les laïques et l'ensemble des citoyens ordinaires. La religion se réfère au cadre, aux rituels, aux obligations et aux droits des croyants et des pratiquants ; elle est au cœur des débats sociaux et politiques, comme nous avons pu le voir. Dans la tradition musulmane classique, ce cadre, cette référence et ces pratiques se comprennent – comme c'est d'ailleurs le cas pour toutes les religions et spiritualités – à la lumière de la relation au sens (ici au divin), à la conception de la vie et de la mort, à la vie du cœur et de l'esprit. Or le discours islamique contemporain s'est trop souvent vidé de la teneur du sens, de la compréhension des finalités et de l'état des cœurs. De plus en plus, il se réduit à une approche réactive, préoccupée d'abord par la protection morale des fidèles et fondée sur le rappel des normes, des rituels et surtout des interdits. Or la spiritualité n'est pas la foi sans la religion, mais bien la quête du sens et de la paix du cœur comme essence de la religion. Les sociétés majoritairement musulmanes manquent profondément, en ce sens, de sérénité, de cohérence et de paix. Une émancipation spirituelle et religieuse s'impose.

Le déclin de la civilisation islamique, puis la colonisation sont passés par là, comme d'ailleurs l'expérience historique de la résistance politique et culturelle. La compréhension de la religion et de la référence islamique s'est peu à peu adaptée aux

nécessités de ladite résistance : chez les savants musulmans traditionnels (*ulama*) comme dans les mouvements islamistes – qui souvent ont commencé avec des aspirations mystiques –, la norme morale, les prescriptions alimentaires et vestimentaires et le rituel strict ont été de plus en plus prédominants dans l'affirmation de soi, et ce dans l'exacte mesure où le danger de la colonisation culturelle et de l'aliénation était perçu et ressenti au cœur des sociétés arabes. Engagés dans la résistance politique, les mouvements islamistes se sont peu à peu focalisés sur cet objectif en délaissant le cœur spirituel de la pratique religieuse. Entre le discours des autorités et des institutions religieuses traditionnelles et celui des islamistes, soit rigoristes soit hypnotisés par la seule libération politique, il n'y a que peu de réponses offertes au questionnement spirituel des citoyens ordinaires sur le sens, la foi, le cœur et la paix. Il faut ajouter à cela le discours de certains courants laïques arabes qui importent de l'Occident des compréhensions discutables et des contresens sur la sécularisation et son institutionnalisation, les confondant avec l'absence de religion et/ou le désintérêt, voire le rejet de l'ordre spirituel qui pourrait lui être attaché¹.

Le vide est patent et l'on voit réapparaître des mouvements mystiques (*soufis*), parfois respectueux des normes, parfois charlatanesques, qui répondent plus ou moins aux aspirations populaires. Ces mouvements ou cercles soufis sont très divers, mais ils proposent souvent une sorte d'exil vis-à-vis des affaires du monde, par opposition d'ailleurs au traditionalisme ritualiste des institutions ou à l'activisme des islamistes. Il s'agit de s'occuper de soi, de son cœur, de sa paix intérieure et de ne point prendre part aux inutiles débats sociaux et politiques. Les cercles mystiques ont cette particularité de réunir en leur sein – certes dans des regroupements séparés – les élites éduquées en quête de sens et les citoyens ordinaires, jusqu'aux plus démunis, qui éprouvent un besoin d'assurance allant jusqu'à la superstition. Les enseignements y sont souvent très généralistes et idéalistes – sans grand

1. Voir *Islam, le face-à-face des civilisations*, op. cit., p. 276-308.

lien avec la complexité du réel – et les affiliations politiques s'y expriment parfois par un soutien passif voire affiché aux régimes en place, fussent-ils dictatoriaux¹.

Il faut ajouter encore qu'un grand nombre de cercles soufis tombent dans la double tentation du culte de la personnalité du cheikh ou du guide (*murshid*) et/ou de l'infantilisation des initiés (*murid*) : ces derniers peuvent être très éduqués et diplômés, tenir de hauts rangs dans la hiérarchie sociale et, dans le même temps, remettre leur cœur, leur esprit, voire leur vie dans les mains d'un guide censé représenter la voie ultime de leur épanouissement. Cette culture de la déresponsabilisation répond étonnamment aux modes de l'époque : il s'agit de délaisser le monde et de vivre une sorte de confusion entre l'épanchement émotionnel (les scènes d'effusion et de révérence à l'endroit des guides soufis, en Orient comme en Occident, sont déroutantes, inquiétantes et dangereuses) et l'exigeante initiation spirituelle. Alors que celle-ci devrait être libératrice, garantir l'autonomie par la maîtrise de l'ego et permettre la cohérence entre la vie intime, privée et publique, on assiste au contraire à l'entretien de vies parallèles : une spiritualité dite soufie, mariée à des comportements sociaux (et politiques) égocentriques, cupides, intéressés et parfois immoraux. Les élites et la bourgeoisie arabes y trouvent leur compte, ainsi d'ailleurs que les populations les plus fragilisées socialement.

Entre le ritualisme exacerbé des institutions religieuses officielles et la politisation obsessionnelle des leaders islamistes, la soif de sens (qui s'exprime à partir de la référence culturelle et religieuse) cherche des modes d'expression adaptés. La mystique apporte parfois cette solution. Il faut néanmoins s'arrêter un instant sur les effets concrets de ces phénomènes liés à la

1. À l'exception, bien sûr, de la grande tradition des cercles soufis résistants qui a façonné l'histoire de la civilisation islamique, avec les mystiques d'Afrique orientale, d'Afrique du Nord, du Caucase, de la Turquie comme de l'Asie. On connaît les figures emblématiques que sont l'Algérien Abdelkader et le Tchétchène Châmil, mais ce sont des milliers de membres de cercles soufis qui ont résisté aux colonisateurs et aux despotes.

crise spirituelle, et donc religieuse. Dans tous les cas de figure, on assiste à des enseignements qui ne promeuvent pas l'autonomie de l'être humain, son bien-être et son assurance dans la vie quotidienne, individuelle et sociale. Les institutions traditionnelles, représentant ou enseignant l'islam, produisent, par leur formalisme et leur focalisation sur les normes, une double culture de l'interdit et de la culpabilisation. La référence religieuse y devient un miroir dans le reflet duquel le (la) croyant(e) et/ou le (la) pratiquant(e) doit juger de ses déficiences: ce discours ne peut enfanter que du mal-être. L'approche islamiste, qui entend libérer la société et la politique des influences étrangères, a – sur le long terme – donné naissance à une culture de la réaction, de la différenciation et souvent du jugement (qui est musulman? qui est légitime en tant que musulman? etc.). L'attitude est parfois victimaire et ce même dans la façon de s'affirmer face à l'opposition. L'activisme social et politique a pris le dessus sur les considérations spirituelles et la lutte pour le pouvoir a eu parfois raison de la quête de sens.

Les mouvements et cercles mystiques, répondant au vide dont nous parlions, ont très majoritairement appelé les initiés (*murīd*) à se préoccuper d'abord de leur personne, de leur cœur, de leur pratique et de leur paix intérieure. On constate autour d'eux une véritable culture de l'isolement, de la passivité en matière sociale et politique et de la déresponsabilisation: comme si la spiritualité devait s'opposer à l'action. Il faut noter néanmoins que de grands nombres de cercles soufis tiennent des discours sociaux et politiques et n'hésitent pas à appeler leurs adeptes à s'engager dans leur société. Entre la culture de l'interdit, celle de la culpabilisation, ou encore celle de la réaction, de la posture victimaire, de la déresponsabilisation ou de l'isolement, que reste-t-il au monde arabe comme option en termes de réconciliation positive avec son héritage culturel, religieux et spirituel? Comment promouvoir une culture du bien-être, de l'autonomie et de la responsabilité? C'est bien là le sens de notre propos sur la redécouverte et la réappropriation d'une spiritualité qui habite les cultures orientales, mais qui se

trouve également au cœur des traditions juive, chrétienne et islamique et, plus largement, des spiritualités. Les soulèvements sociaux et politiques ne peuvent négliger cet aspect: il n'est pas de démocratie ni de pluralisme viables dans une société sans le bien-être (avec ou sans Dieu) des individus, des citoyens et des communautés religieuses qui la constituent.

L'émancipation culturelle est également impérative et l'approche doit nécessairement être holistique: c'est bien sûr le regard sur soi qu'il faut réformer d'abord par l'éducation et l'instruction. On en est encore très loin en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Si le discours religieux doit se réconcilier avec la spiritualité, l'épanouissement culturel passe par la célébration et le respect des langues, des mémoires et du patrimoine de tous, en intégrant positivement les appartenances ethniques et les dialectes minoritaires. L'Afrique, l'Orient et l'Asie sont tombés, avec l'Occident, dans le piège de certains effets négatifs de la mondialisation, tels que les revendications identitaires et culturelles cloisonnées, exclusives, sectaires, dangereuses, voire meurtrières¹. On les rencontre partout et le monde arabe n'en est pas exempt. Une politique culturelle est de ce fait aussi importante qu'une politique sociale et doit se penser à partir du terreau commun qui détermine l'appartenance à la nation.

La culture est un horizon de sens. Il s'agit donc de célébrer tout ce qui fait sens dans le patrimoine culturel et traditionnel. Se libérer culturellement exige de questionner toutes les formes possibles d'aliénation parallèle et/ou secondaire: la dépossession économique est dévastatrice, comme peut être destructif l'impérialisme culturel. La spiritualité, comprise comme un rappel et une quête de sens, en soi et par soi, individuellement et collectivement, est de fait un acte de libération².

1. Pour reprendre le titre du livre d'Amin Maalouf, *Les Identités meurtrières* (Grasset, 1998). L'auteur, libanais, sait ce qu'il en coûte de voir les populations se refermer. En toile de fond, bien sûr, l'expérience du Liban, source de méditation pour le monde arabe.

2. Voir à ce sujet nos deux ouvrages: *Islam, le face-à-face des civilisations*, op. cit., p. 397-404 et *Islam, la réforme radicale*, op. cit., p. 379-402.

Il faut pourtant que celui-ci soit associé à un engagement ouvert et constructif, apte à déterminer de l'intérieur des sociétés – dans le respect du pluralisme constitutif des sociétés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient – les finalités assignées aux cultures formant la substance du récit (*narrative*) des nations respectives.

Affirmer sa culture, sa mémoire et son identité, c'est affirmer qu'elles font sens et octroient les moyens de répondre aux défis de l'époque moderne. S'affirmer, c'est devenir un sujet, responsable de son cœur, de son corps et de son esprit autant que de ses semblables, de sa société ou de la nature. L'impératif de cohérence est sans appel. Il est la condition du bien-être et de la vraie liberté. Les sociétés occidentales font aujourd'hui le compte des déficits qui les habitent et qui minent les principes de la démocratie par l'entretien d'une culture de l'insécurité et de la peur. L'insécurité de l'esprit est le miroir négatif de la paix du cœur. Les sociétés arabes vivent ces mêmes crises, certes différemment, mais avec la même intensité. Il s'agit du malaise de l'incohérence, et toutes les réformes et libertés politiques imaginables ne régleront pas ce mal-être qui mine l'Orient comme l'Occident.

Les défis sont nombreux en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. On connaît les difficultés politiques et économiques, on sait la force des références culturelles et religieuses, on sent le potentiel de propositions spirituelles et éthiques; il reste à trouver les moyens de leur expression multiforme. Nous avons parlé de l'énergie et du bien-être qui pourraient naître d'un rapport à la religion insistant sur le sens, la libération de l'être, l'autonomie et la responsabilité; un rapport au monde fondé et ancré dans un rapport à soi confiant et lucide, une spiritualité profonde, intellectuelle autant qu'active, indépendante autant que solidaire, exigeante autant que positive, humble autant qu'ambitieuse. Rappelons que, dans les enseignements islamiques les plus profonds, il ne s'agit pas de prier la nuit pour se retrouver, soi, et oublier le monde; il est bien plutôt question de prier la nuit, de se retrouver, certes, mais afin d'être capable

de donner sens au jour et de réformer le monde. Le monde arabe et les sociétés majoritairement musulmanes ont besoin de cet éveil responsable, lucide, autocritique et toujours positif, comme ils ont besoin d'imaginaire et de créativité.

La réconciliation avec soi, la libération de la colonisation intellectuelle et culturelle, de même que l'émergence d'un « sujet arabe », passent par un nouveau rapport au sens et aux finalités, comme nous venons de le voir, mais également par un réinvestissement de l'imaginaire, de l'art, de la littérature, de la peinture, de la musique. De la science également, du savoir autant que des modalités d'expression de soi, de son imagination, de ses désirs et de ses douleurs, de ses blessures autant que de ses espérances. Le monde arabe vit de fait une autre crise, celle d'un imaginaire tenaillé, dont il peine à s'extraire et qui a un impact déterminant sur son bien-être. Les soulèvements ne doivent donc pas se borner à renverser des dictateurs, mais également à briser des carcans établis par des décennies de démission dans l'ordre de la science, du savoir, de l'esthétique, de l'artistique et du beau en général.

Les Arabes ont le besoin, c'est aujourd'hui une évidence, de se réconcilier autant avec les profondeurs de leurs spiritualités qu'avec les richesses de leur arabité. Avec l'acte de libération politique et économique, c'est là la seule vraie promesse de bien-être, d'autonomie et de paix. La réforme des politiques éducative et culturelle prend du temps, mais elle exige aussi un investissement personnel de la jeunesse. Il ne suffit pas de maîtriser les nouveaux instruments d'Internet, il importe d'étudier l'Histoire, de s'enraciner dans un horizon de sens qui soit sien, de mieux maîtriser les savoirs (scientifique autant qu'humain), de cultiver l'art, la langue, la littérature, la peinture, la musique et le goût en général. Face à ces défis de taille, la libération politique que nous entrevoyons aujourd'hui semble presque dérisoire et peu encline à produire les effets escomptés. Il se pourrait même que la difficulté des sociétés arabo-musulmanes à sortir des impasses politiques et économiques qui les caractérisent depuis si longtemps soit en partie due, en amont,

à ces déficits dans l'éducation et la culture. Comme ces déficits sont eux-mêmes la conséquence de politiques qui ont non seulement négligé, mais proprement démantelé les systèmes traditionnels et modernes de transmission de savoir, nous nous retrouvons devant un cercle vicieux dont il faut nécessairement briser la logique. Il faut espérer que ces soulèvements arabes soient une opportunité pour en sortir en ouvrant des horizons de libération et de créativité bien plus larges que les aménagements constitutionnels et structurels auxquels nous assistons aujourd'hui.

Le continent africain et l'Orient peuvent-ils jouer un rôle original dans ce nouveau monde multipolaire ? Peuvent-ils être une force de proposition et de contribution qui ne se satisfasse pas simplement de produire les mêmes résultats en changeant de moyens et/ou de méthodes ? Peuvent-ils proposer une autre voie et, fondamentalement, questionner les finalités de l'ordre du monde actuel à partir de leurs propres références ? L'approche de l'éthique appliquée est une des voies. Elle exige une compréhension nouvelle, bien plus profonde et sophistiquée des enseignements spirituels, sociaux, politiques, économiques, culturels et, au fond, humanistes de l'islam et des cultures locales et nationales. Un nouvel enseignement, une éducation nouvelle... Encore faut-il pousser plus loin l'exigence de cohérence et questionner les modes de vie : la corruption au quotidien, l'obsession productiviste, l'indifférence écologique, le consumérisme acharné sont des réalités arabes qui minent – dans une sorte d'inconscience collective – jusqu'aux pratiques religieuses. Partout, on constate en effet un non-respect permanent de la loi et des règles sociales (du simple citoyen au fonctionnaire et au despote), un fossé grandissant entre une minorité d'individus très riches et une majorité de plus en plus pauvre, une négligence généralisée quant au respect de l'environnement naturel et, enfin, une consommation inconsidérée¹

1. Le mois du ramadan, qui devrait être un mois de privation, est économiquement le plus florissant en ce qui concerne la production et l'achat de nourriture partout dans les sociétés majoritairement musulmanes.

qui ne s'intéresse que très peu à la production locale, alors que celle-ci propose des produits alternatifs plus sains et économiquement plus équitables. On ne peut constamment blâmer l'Occident de ce type de colonisation : les sociétés arabomusulmanes sont désormais les premières responsables de cet état de fait. Il faut espérer que la jeunesse qui se réveille aujourd'hui soit davantage sensible aux exigences d'une vraie libération (politique, intellectuelle et culturelle) qu'elle n'est fascinée par les seuls acquis matériels de l'Occident.

Les médias alternatifs – chaînes de télévision, Internet, réseaux sociaux – sont une extraordinaire opportunité, mais également des pièges car ils entretiennent des illusions. Ils nous offrent certes des informations nombreuses permettant de changer l'ordre des choses, mais ils ne garantissent pas la communication réelle qui apaise les êtres. Au cœur de l'ordre mondial capitaliste néolibéral, des médias alternatifs pourraient demeurer des moyens qui gèrent le quantitatif et réforment le structurel, mais qui, par leur nature même, sont incapables de réaliser la transformation qualitative dont nous parlons ici – voire lui font obstacle. Il n'est pas envisageable de réformer la planète, d'offrir des alternatives en s'appuyant sur les mêmes outils et en préservant le même regard sur le monde. C'est le danger que nous signalions¹ ; les jeunes activistes et cyberdissidents qui se sont mobilisés si positivement sont à la croisée des chemins. En aidant à la libération de leurs pays respectifs, ils font face à une question critique et fondamentale : s'agit-il de reproduire du « même » et de suivre les modèles existants (qui tous sont en crise), ou est-il question encore de se donner les moyens – à partir de soi, de son histoire et des espérances du plus grand nombre – de produire du nouveau ? Cette jeunesse arabe éduquée, cette élite intellectuelle sait-elle qui elle est et d'où elle vient pour savoir ce qu'elle veut et où elle s'oriente ? Elle a certes tous les moyens d'être intellectuellement et culturellement équipée, mais l'est-elle déjà et en a-t-elle le souci ? Sa

1. Voir chapitre 1.

maîtrise des moyens techniques a-t-elle déjà eu raison, comme cela arrive si fréquemment, de son autonomie et de sa créativité à penser les finalités ? La densité de ces questions n'échappe à personne : elles sont centrales, critiques, impératives et, au demeurant, urgentes.

S'il faut parler de libération et de liberté, il est légitime de se poser la question de la nature de la liberté de la jeunesse arabe, non seulement politiquement et économiquement, mais intellectuellement. Car il est d'abord question d'une résistance intellectuelle – d'un *jihād* intellectuel, au sens profond du terme – qui consiste à donner un contenu différent, une densité de sens nouvelle aux notions de libération et de liberté. Il s'agit de briser les enfermements entretenus par les cultures construites et paralysantes de l'interdit, de la culpabilité, de l'infantilisation ou de la déresponsabilisation, afin d'accéder au génie de la culture qui donne sens, énergie, créativité et espoir. Une émancipation des intelligences, qui donne forme à une culture des « sujets historiques » que doivent devenir les Arabes au cœur de leurs sociétés pluralistes. Après le temps des agents de soulèvement pacifique, il est l'heure de dessiner les contours d'une culture multidimensionnelle de la dignité et de la paix. Il ne s'agit pas seulement de pacifier les relations entre des êtres humains et/ou des États, mais de penser la paix en termes de qualité de vie, de bien-être, de sentiment d'appartenance, selon l'intuition qui proposait de mesurer le développement des sociétés à la lumière de nouveaux paramètres relatifs à l'« indice du développement humain¹ ». Il ne s'agit pas néanmoins de s'arrêter au calcul de l'espérance de vie, du niveau d'éducation et du niveau de vie : les exigences sont plus élevées et requièrent, nous l'avons dit, la réconciliation avec soi, la redécouverte de son passé et de ses traditions et surtout l'exploration et la revivification de tous les potentiels offerts par la langue, la culture, l'art et la religion, ainsi que ceux offerts par

1. Indice statistique du Programme des Nations unies pour le développement, lié à la longévité, aux niveaux d'éducation et de vie. Il s'agissait de mesurer le développement d'une société à partir de données qualitatives.

l'intelligence, la psychologie et l'imaginaire collectifs, la foi, le cœur et les aspirations individuelles et populaires.

*La Revivification des sciences religieuses*¹, œuvre magistrale d'Abû Hâmid al-Ghazâlî (1058-1111), a été écrite dans un temps de crise et de questionnement. Il lui apparaissait qu'il fallait revenir à l'essentiel, réaffirmer la priorité du savoir et se concentrer sur le sens et les finalités. Les sociétés majoritairement musulmanes (avec tant d'autres) traversent une crise similaire : la libération et la pacification passent par ce travail de réconciliation culturelle, éthique, économique et politique. C'est dire, en d'autres termes, qu'il faut produire à nouveau des idées et de l'« idéologie ». Une société humaine sans idéologies est comme un animal sans instincts : elle mourra de ne savoir ni vivre ni survivre.

Avec l'Occident

Ce travail ne se fera pourtant pas dans l'isolement. La relation avec l'Occident est cruciale et au centre de nombre d'enjeux majeurs. Nous avons mis en évidence les difficultés apparues dans l'histoire récente, les relations idéologiques et politiques complexes et, surtout, le phénomène d'attraction-répulsion observable tant chez les politiques et les intellectuels que chez les citoyens ordinaires. Si les soulèvements arabes ont un sens et annoncent une époque nouvelle, ils devront proposer les horizons d'un renouveau quant aux termes de cette relation.

Le couple « Occident-Islam » s'est construit, historiquement et idéologiquement, avec difficulté et complexité. Il n'a pas fini de façonner la perception de l'Occident et de l'Orient, de part et d'autre de cette équation binaire. Il faut oser nommer les choses par leur nom et souligner qu'une constante implicite (et souvent explicite) de cette relation demeure le rapport de force et, comme l'analyse très justement le penseur malaisien

1. Abû Hâmid al-Ghazâlî, *La Revivification des sciences religieuses (Ihyâ' ulûm al-dîn)*, trad. A. Massouli, Alger, Entreprise nationale du livre, 1985.

Chandra Muzaffar, le rapport de pouvoir¹. Penser la justice et la paix entre les civilisations et les idéologies exige d'aborder de front les rapports de force et de pouvoir. C'est bien ce que les soulèvements arabes nous enseignent de façon transparente. Les États-Unis comme l'Europe continuent – par la voie de leurs gouvernements et de leurs intellectuels – de penser le monde arabe et les sociétés majoritairement musulmanes soit comme d'anciennes colonies, soit comme des nations historiquement (et financièrement) endettées, soit enfin comme des pays vis-à-vis desquels il importe de maintenir un rapport de dépendance idéologique et économique protégeant les besoins du Nord. On peut bien parler d'un monde multipolaire, du pluralisme des civilisations, des cultures et des religions, ou encore célébrer l'égalité et la paix, force est de constater que les termes de l'échange – non point seulement du point de vue économique, mais également idéologique et symbolique – sont inégaux, inéquitables et maintiennent l'Orient et le Sud dans un rapport de dépendance et de domination. Rien, au cœur des soulèvements dont nous sommes les témoins, ne semble remettre profondément en cause cette réalité.

Les États-Unis et l'Europe sont partout présents dans les débats et/ou autour des enjeux politiques et économiques qui vont déterminer l'avenir de chacun de ces pays, avec ou sans les dictatures. Du rôle des États à celui des armées ou encore à celui d'institutions internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, toutes les questions renvoient d'une façon ou d'une autre à ce rapport avec l'Occident et à la gestion des indépendances autant que des richesses. Il y a trop d'enjeux, à l'évidence, pour que les pays occidentaux – habitués à jouir d'une mainmise importante sur les orientations idéologiques, les richesses minières et les politiques économiques en Orient – acceptent l'émergence de démocraties réelles et autonomes. La remise en cause de ce rapport de domination et de

pouvoir ne se fera pas de plein gré ; c'est surtout le déplacement du centre de gravité de l'ordre économique mondial qui pourrait imposer à l'Occident de reconsidérer sa relation au monde arabe et majoritairement musulman. Il faudra encore attendre.

La gestion des soulèvements arabes, de la Tunisie à la Libye et jusqu'à Bahreïn, montre que nous sommes loin du compte. Il n'y a pourtant pas d'alternative : les rapports vont et doivent changer à plus ou moins long terme. La présence de nouveaux acteurs politiques et économiques, nous l'avons dit, impose ce renouveau par la diversification des intérêts en jeu, mais également par la nature même desdits acteurs. En effet, la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, l'Afrique du Sud et la Turquie n'entretiennent pas du tout le même type de relations que l'Occident avec le monde arabe et l'islam. Cela ne signifie pas que ces relations soient toujours bonnes, comme l'ont rappelé la répression des Ouïgours dans le Xinjiang chinois en 2009, le conflit tchéchène (sans parler des problèmes internes en Russie) et l'impitoyable politique russe qui perdure depuis des décennies¹, ou encore les massacres des musulmans, en 2002, dans le Gujarat indien par des nationalistes hindous². Il ne faut donc rien idéaliser car ces pays soit ne sont pas des démocraties (Chine), soit connaissent des déficits démocratiques graves (Inde, Russie) qui conduisent à des politiques répressives ou discriminatoires sur le plan intérieur (dont sont parfois victimes, mais pas exclusivement, des musulmans). Ces réalités n'ont

1. Sur la question musulmane de Chine, lire : « En Chine, des émeutes violentes opposent les musulmans ouïgours aux Chinois de souche » (<http://archives-fr.novopress.info/24000/en-chine-des-emeutes-violentes-opposent-les-musulmans-ouigours-aux-chinois-de-souche>) et, sur le conflit tchéchène : <http://histoblog.oldiblog.com/?page=lastarticle&id=2087543>

2. Sur l'Inde et ses difficultés intérieures, lire : Samuel Grumiau, « Les massacres des musulmans du Gujarat », Amnesty International, octobre 2002 (www.amnestyinternational.be/doc/s-informer/notre-magazine-le-fil/libertes-archives/les-anciens-numeros/387-Numero-d-Octobre-2002/Dossier,265/article-le-massacre-des-musulmans-du), ainsi que le texte éclairant d'Élaine Audet, « Un massacre ciblant les femmes », Sisyph.org, octobre 2002 (<http://sisyphe.org/spip.php?article126>).

1. Voir sa production et ses articles en ce sens sur le site de son organisation, Le mouvement international pour un monde juste (www.just-international.org/index.php/profile-of-dr-chandra-muzaffar.html).

pourtant pas d'impact majeur sur la façon dont ces pays abordent les questions du Moyen-Orient. La nécessité de s'intéresser davantage, plus encore durant les prochaines décennies, aux rapports de l'islam à l'Orient et à l'Extrême-Orient, aura forcément des conséquences majeures sur ses relations avec l'Occident. En sus, l'intérêt nouveau, et qui s'approfondit, du Japon pour l'islam et la question d'Orient ne doit pas être négligé. L'évidence s'impose : nous ne sommes plus aux prises avec le seul prisme américano-européen. Les intellectuels et les médias chinois, indiens, russes et japonais (et, sur l'autre versant, les pays latino-américains) comprennent le Moyen-Orient, son être et ses aspirations de façon tout à fait différente de l'Occident. Les promesses de bouleversements sont patentées.

Pour l'heure, il s'agit surtout pour l'Occident de préserver ses intérêts économiques et géostratégiques : faire en sorte que le pétrole et les matières premières soient accessibles et en gérer l'exploitation avec l'aide des multinationales et des compagnies du secteur public et privé. À court terme, l'essentiel est sauf. L'Occident n'abordera les questions d'égalité et de justice avec l'Afrique et le Moyen-Orient que contraint et forcé. Ses propres crises (idéologique, sociale et économique) et l'émergence des pays du Sud et de l'Est sont en train de remettre en cause son hégémonie et il faudra bien aborder ces problématiques. Notons que les réalités internes aux États-Unis et à l'Europe auront également un impact décisif. Les questions d'identité, d'appartenance nationale et d'immigration secouent l'Occident de l'intérieur. La question du rapport à l'islam est partout présente et se traduit par des peurs, des rejets et, surtout, une méfiance généralisée.

Dans ce domaine précis, le cas d'Edward Saïd est emblématique et révélateur, comme nous avons pu le voir. Ses travaux savants sur les représentations négatives de l'autre, les relents impérialistes et les rapports de pouvoirs dans la construction de l'altérité de « l'islam » et du « musulman » sont fondamentaux. Il reste que l'on peine, en Occident, à entendre la voix autonome de l'occidental musulman exprimant son être et ses

aspirations, de l'intérieur et de façon autonome. Edward Saïd est un penseur arabe de tradition chrétienne se présentant comme athée et laïque. Sa critique de la construction idéologique de la figure du « musulman » et de « l'Orient » en tant qu'« autre » est à notre sens fondée, mais dans les faits il représente lui-même un regard tiers qui, quoique justement critique, ne pense pas cet autre de l'intérieur. La résistance à l'impérialisme économique et culturel ne peut jamais, selon lui, se fonder sur un substrat religieux : de fait, son rapport avec les dynamiques qui traversent et constituent cet « Orient » (et les voix plurielles et complexes de l'islam qui s'y font entendre) reste particulièrement biaisé¹. On ne s'étonnera pas que, malgré son approche très critique, il ait été assez largement accepté (et ladite critique académiquement « intégrée ») en Occident : se fondant sur une méthodologie rationnelle et laïque, il était l'un des « nôtres », critiquant « notre » construction de « l'autre », même s'il était lui-même culturellement – mais pas religieusement – originaire de l'univers de cet autre (ce qui donnait du poids à sa légitimité).

La vraie déconstruction des représentations ne sera parachevée (ou réellement possible) que lorsque les milieux académiques et les médias occidentaux auront accordé une plus grande place à une analyse plus objective – et moins idéologiquement orientée – de la diversité des discours et des approches émanant des sociétés arabes et majoritairement musulmanes, comme d'ailleurs des voix musulmanes occidentales. Nous en sommes très loin encore, *a fortiori* quand on lit le projet de l'institution américaine Rand relatif à la création de réseaux

1. C'est le prisme que l'on retrouve dans un grand nombre d'articles d'Edward Saïd et de contributions majeures consécutives à son ouvrage *L'Orientalisme* (*op. cit.*). Voir par exemple *Covering Islam* (édition revue, New York, Vintage, 1997), le recueil d'interviews *Power, Politics and Culture: Interviews with Edward Saïd* (New York, Gauri Viswanathan, 2001, notamment p. 416), ou encore *Peace and Its Discontents: Essays on Palestine in the Middle East Process* (New York, Vintage, 1996) où sa disqualification de fait de « l'islam politique », en tant que l'une des voies – juste ou fausse – de résistance à l'hégémonie occidentale, est surprenante.

de « musulmans modérés¹ ». La description de ce que sont et doivent représenter ces nouveaux « musulmans modérés » est surprenante, perturbante à tout le moins. « Les musulmans doivent faire cela eux-mêmes [lutter contre les radicaux]. Ce que nous pouvons faire c'est nous engager sur le terrain en soutenant les modérés². » Ces derniers doivent donc parler de l'intérieur, des institutions comme Rand se chargent de les faire entendre et de les légitimer. Au fond, ce qui est en jeu n'est pas seulement le positionnement religieux, mais bien l'identification d'une disposition idéologique et politique plus large : religieusement libéraux, ces « musulmans modérés » devraient être les alliés naturels du libéralisme occidental, autant politique qu'économique³.

Au-delà des soulèvements arabes, telle est la question qu'il importe de se poser quant à l'avenir des relations de l'Occident avec le Moyen-Orient, l'Afrique et les musulmans plus largement. L'aspiration des peuples à plus de liberté, à la justice et à la démocratisation fait certes écho à des valeurs occidentales fondamentales, mais elle s'exprime à partir de référents culturels et religieux que l'Occident ne peut continuer soit de négliger, soit de délégitimer. Des peuples se lèvent, avec leur histoire, leur mémoire, leur être et leur foi ; il faut les entendre dans la cohérence de leur résistance et de leur espérance. Sans doute est-ce sur ce point que les musulmans occidentaux ont un rôle majeur à jouer pour permettre à l'Occident de vivre une mutation idéologique quant à sa relation à l'Afrique, au Moyen-Orient et à l'islam en tant que civilisation et religion. Ils sont certes encore suspectés de n'être pas complètement américains ou européens (car souvent « trop musulmans ») et les partis populistes – du Tea Party américain aux partis popu-

1. Rand, *Building Moderate Muslim Networks*, Ed. Rand Corporation, 2007.

2. Lire le texte de présentation de ce rapport : www.islamicpluralism.org/521/cip-recommends-rands-building-moderate-muslim-networks

3. Cf. notre article : « Qui sont les musulmans modérés ? », 11 février 2010 (www.tariqramadan.com/Qui-sont-les-musulmans-moderes.html), publié en anglais sous le titre « Good Muslim, Bad Muslim », *New Statesman*, 12 février 2010 (www.newstatesman.com/religion/2010/02/muslim-religious-moderation).

listes et/ou d'extrême droite européens – entretiennent sciemment les controverses et le mélange des genres quant à la présence problématique des musulmans (confondant immigration, « choc des civilisations » et altérité de l'islam). Pour l'observateur attentif, il y a quelque ressemblance entre la façon dont les États-Unis et l'Europe abordent les questions religieuses et politiques de l'Afrique et du Moyen-Orient et le rapport à leurs propres citoyens de confession musulmane. On le constate sur deux plans en particulier : la légitimité de la représentation musulmane et la question du conflit israélo-palestinien.

Au cœur de l'Occident, les voix musulmanes qui sont entendues, valorisées et légitimées sont les mêmes que celles que les États-Unis et les Européens chérissent en Afrique du Nord et en Orient. Encore une fois, il n'est pas tant question de légitimité strictement religieuse que de positionnement idéologique, sur le plan politique autant qu'économique. Les tensions sont vives et nous voyons combien la présence des musulmans en Occident est vécue de façon difficile et conflictuelle, dans la peur et la méfiance. La mondialisation et la perte des anciens repères nationaux et culturels ajoutent à ces troubles. Les populistes, les partis d'extrême droite et les xénophobes en tirent des profits circonstanciels. Ce n'est pourtant qu'une question de temps car l'installation est en marche et les citoyens occidentaux de confession musulmane – pratiquants ou non et acceptant le cadre sécularisé – s'enracinent chaque jour davantage et acquièrent les outils de leur autonomie intellectuelle, sociale et politique. En d'autres termes, ils sont occidentaux et développent un profond sentiment d'appartenance à leurs sociétés respectives – ce qui, par ailleurs, ne les empêche pas de rester potentiellement critiques (pas toujours) vis-à-vis de l'idéologie dominante. Ils sont majoritairement croyants, pratiquants ou non, démocrates, laïques (au sens normatif où ils respectent le cadre sécularisé de leur société) et s'inscrivent dans le paysage occidental avec leurs références et leur mémoire, autant qu'avec les armes de la critique intellectuelle, idéologique et politique.

Ils sont, au cœur de l'Occident, le miroir des aspirations des jeunes qui ont impulsé les soulèvements arabes : ils veulent la dignité, l'égalité et la justice.

L'Occident a changé. Il est désormais habité par les citoyens qu'il rencontrait hier en Afrique ou en Orient. Ceux-ci participent désormais de son être propre, de sa définition de soi et des horizons de son avenir. Les mémoires du Sud et de l'Orient, de même que l'islam, sont désormais occidentaux : le fait est là, même si la prise de conscience de cette réalité est encore difficile et un tant soit peu traumatisante pour les politiques, les intellectuels et les sociétés en général. L'Occident vit un bouleversement intérieur (un parmi d'autres) et les soulèvements arabes – au-delà de la maîtrise de leurs conséquences politiques et économiques – ébranlent ses anciennes habitudes. Il lui faut désormais compter avec des forces vives, jeunes et ouvertes – avec des sociétés civiles – qui, comme les Occidentaux musulmans, ne voient aucune contradiction entre islam, pluralisme et démocratie, mais qui refusent la mise sous tutelle, résistent à l'aliénation et exigent d'être traités avec respect, d'égal à égal. Loin du « conflit des civilisations », ils redéfinissent le débat en termes de pouvoir, de justice, d'égalité idéologique, politique, économique et sociale. Leurs voix font écho à celles des Occidentaux musulmans qui s'opposent à ce que l'on instrumentalise l'islam et que l'on « islamise » les questions socio-économiques, la discrimination, l'école à trois vitesses ou encore la marginalisation sociale (en termes de classes ou en termes urbains) et la violence. Le couple « Occident-Islam », qui a fait vivre tant de fantasmes et justifié tant de décisions politiques et économiques idéologiquement trompeuses et discutables, est en train de rendre l'âme. Une mort lente, crispée, mais une mort certaine : question de temps et promesse d'un nouveau paradigme, imposé de l'intérieur mais également dû, nous l'avons dit, au déplacement du centre de gravité vers l'Est.

La question du conflit israélo-palestinien est centrale. Tant le succès de la marche vers la démocratisation que le renouveau

du Moyen-Orient sont liés à la résolution de ce conflit. On pourra célébrer la liberté en Tunisie ou en Égypte, la libération de tel ou tel autre peuple, rien ne sera effectif, au bout du compte, sans que les droits des Palestiniens soient enfin reconnus et respectés. Les décisions prises au niveau régional – et international – sont tellement liées à la centralité du conflit qu'il est impossible d'espérer une évolution réelle vers la démocratie dans le monde arabe sans un règlement du différend. En premier lieu parce qu'Israël se satisfait très bien de ses voisins dictateurs qui – on l'a vu avec l'Égypte de Moubarak – garantissent sa sécurité. Dans l'alliance (comme avec Moubarak, qu'Israël a demandé aux Américains de soutenir) ou l'opposition verbale (comme en Syrie, qu'il ne veut pas voir déstabilisée), la politique israélienne établit toujours des rapports qui garantissent sa sécurité ou justifient l'état d'alerte continu. Les gouvernements israéliens successifs savent que les populations arabes leur sont majoritairement hostiles. L'installation de la démocratie dans les pays du Moyen-Orient signifierait plus de rejet, plus d'instabilités, moins de contrôle. Les manifestations en Égypte et l'attaque de l'ambassade israélienne, le 10 septembre 2011, confirment ce sentiment¹. Dans les faits, ces attaques mettent en péril l'essence du soulèvement égyptien et pourraient compromettre l'avenir de la démocratisation, avec pour conséquence naturelle le renforcement du rôle des militaires, chargés de l'ordre et de la sécurité.

On le voit, une approche plus globale des enjeux régionaux est nécessaire. La question d'Israël est centrale. Elle l'était lors de l'invasion de l'Irak en 2003, comme l'ont révélé John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, qui ont montré l'influence des lobbies sionistes américains dans le déclenchement de la guerre². Il est impensable qu'un gouvernement israélien puisse rester observateur passif de l'évolution de la situation en

1. Lire à ce sujet : « Netanyahu says Egypt peace stands despite embassy riot », BBC, 10 septembre 2010 (www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-14867867).

2. John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, *The Israel Lobby and the US Foreign Policy*, New York, Farrar, Straus & Giroux, 2007.

Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Nous avons dit un mot des intérêts stratégiques d'Israël en Libye; cela demeure vrai en Égypte, en Syrie, au Liban et pour tout ce qui touche à l'évolution de l'Iran, de la Jordanie et des pétromonarchies. Les États-Unis et l'Europe doivent néanmoins revoir leur stratégie régionale, car un alignement indéfectible sur la politique israélienne agressive pourrait leur être préjudiciable. Il se peut que ses jours soient également comptés.

Contrairement aux apparences, malgré sa puissance financière et militaire, Israël est en grande difficulté politique, économique et idéologique. Les partis minoritaires d'extrême droite jouent désormais un rôle majeur dans l'équilibre des forces politiques et ce sont eux, aujourd'hui, qui imposent l'orientation des politiques de colonisation et le durcissement des positions vis-à-vis des Palestiniens et des territoires occupés. Le discours israélien s'enferme dans la surenchère sécuritaire et guerrière et les politiques d'étranglement du peuple palestinien, comme les opérations militaires successives, sont choquantes, tant par leur disproportion que par la logique irrationnelle qui finit par les imposer¹. Le « mouvement des indignés » révèle également les fractures qui minent la société israélienne (vie chère, politique sociale, emploi et traitement inégalitaire des citoyens²). La diversion entretenue en agitant la « menace extérieure » ne suffit plus à contenir la contestation sociale. Sur le plan idéologique, le sens et la substance du projet sioniste sont remis en question à mesure que l'on s'éloigne de la génération des fondateurs et que les politiques de répression se font plus dures et plus visibles. La défaite symbolique au Liban (été 2006) et l'agression choquante et internationalement condamnée contre Gaza

1. Lire à ce sujet l'intéressant – et très juste – article de Roger Cohen : « Israel isolates itself », *New York Times*, 6 septembre 2011 (www.nytimes.com/2011/09/06/opinion/06iht-edcohen06.html).

2. « Le message politique des "indignés" israéliens », *Le Monde*, 5 septembre 2011 (www.lemonde.fr/idees/article/2011/09/05/le-message-politique-des-indignes-israeliens_1567790_3232.html).

(décembre 2008-janvier 2009) représentent des tournants sur le plan idéologique autant que politique.

La crise est donc profonde. L'Occident peine à prendre la mesure de ces tensions et de la nécessité de reconsidérer sa politique moyen-orientale, tant les relations sont intriquées et tant les lobbies sionistes sont actifs, aux États-Unis comme en Europe. Mais une multitude de paramètres imposent et imposeront, de fait, un changement de politique. La présence affirmée de la Chine, de l'Inde, de la Russie, du Brésil, de l'Afrique du Sud et de la Turquie est un facteur également déterminant sur ce dossier; il met à mal la substance du discours qui faisait d'Israël l'allié des valeurs occidentales et de la démocratisation à venir. Les données ont changé et la pluralité des voix, associée à la diversité des points de vue, remettent en cause les anciennes alliances et les anciens rapports de force.

Il convient néanmoins de rester vigilants. Il n'est pas certain que les lendemains seront forcément plus faciles, plus démocratiques et plus libres. Les nouveaux acteurs sont certes puissants et permettent de renverser l'équilibre des forces, mais il ne faudrait pas oublier leur propre politique d'occupation. Lors d'une rencontre que nous avons eue avec le dalaï-lama, dans le cadre d'une conférence sur la paix, ce dernier a délaissé, pour quelque secondes, la profondeur de son discours sur la compassion, afin de rappeler la vraie nature du régime chinois, antidémocratique, militarisé et oppresseur des minorités, notamment des Tibétains¹. Il faut s'en souvenir: l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (Anmo) peuvent espérer un déplacement du centre de gravité de la relation de pouvoir qui ne soit plus unilatéralement en faveur d'Israël; mais, dans leur quête de démocratie, ces pays doivent trouver une voie indépendante qui protège la liberté, l'égalité et la justice pour les femmes et les hommes. Il n'y aura ni printemps ni succès des soulèvements

1. Rencontre avec le dalaï-lama, dans le cadre de la 2^e Conférence sur la paix globale et les religions, Montréal, 7 septembre 2011 (www.ledevoir.com/societe/ethique-et-religion/330937/conference-sur-les-religions-le-dalai-lama-defend-le-fait-religieux).

arabes si le peuple palestinien, comme tant d'autres, n'accède pas à son indépendance et à sa liberté, avec les droits y relatifs. C'est ce que l'Occident doit appréhender constructivement et comprendre dans les faits.

En ce sens, le rôle des Occidentaux musulmans est crucial car ils peuvent – et doivent – être le pont entre les aspirations de la jeunesse des sociétés arabes et l'expérience démocratique positive des jeunes citoyens américains et européens. Leur présence dans la société civile, sur les campus, dans la classe politique, dans les espaces artistiques et les médias est de nature à modifier rapidement les perspectives en Occident. Les sociétés changent, disions-nous, et les sensibilités également. Il y faudra du temps, mais force est de constater que l'Histoire s'accélère sous nos yeux. Les femmes et les hommes d'Occident originaires d'Afrique, de Turquie, d'Asie et du Moyen-Orient, sont des acteurs importants de la transformation des représentations comme des équilibres entre l'Orient, le Sud, l'Occident et l'Extrême-Orient.

Les soulèvements arabes, malgré toutes les questions et nonobstant les inconnues, ont ouvert un horizon d'opportunités qu'il sera difficile de tenir absolument sous contrôle. L'ouverture de nouveaux espaces multilatéraux de communications, d'échanges et de débats entre les musulmans occidentaux et les musulmans du Sud, de l'Orient ou de l'Asie, est une condition capitale du renouveau de la pensée, de l'approche critique des traditions, de même que de la formulation de priorités éthiques, idéologiques, politiques et économiques pour l'avenir. Il ne s'agit pas de confondre la spécificité des expériences, mais de reconnaître les potentiels offerts à l'expression du pluralisme et de la diversité, dans le respect des histoires particulières et des droits humains.

La conscience musulmane contemporaine ne peut échapper à l'exercice de ce travail critique : toutes les expériences, de l'Orient et de l'Occident, du Sud et du Nord, doivent y apporter leur contribution. Il s'agit, au-delà des soulèvements contre les despotes, de dessiner les contours d'une vision porteuse de

plus de justice, d'égalité, d'émancipation des femmes, de lutte contre la corruption et la pauvreté. Définir, à partir de sa mémoire, de ses références, une idée de la dignité de l'homme qui puisse être le produit de différentes expériences historiques, en même temps que l'essence d'une idée de l'être humain universellement partagée.

CONCLUSION

Le monde arabe est sorti de sa léthargie. Après des décennies de statu quo, de résignation apparente et de silence, des millions de femmes et d'hommes sont descendus dans la rue à l'appel d'une jeune génération, en particulier des blogueurs et des cyberdissidents passés maîtres dans l'art d'utiliser Internet, les réseaux sociaux et les moyens alternatifs de mobilisation populaire. On a parlé de « printemps arabes », de « révolutions », de « renouveau inattendu ». À l'analyse des faits, les choses paraissent pourtant moins inattendues, moins « extraordinaires » qu'il y paraît.

Depuis 2003, une dynamique est lancée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord qui prend exemple sur les stratégies de mobilisations de masse en Europe de l'Est, lesquelles s'appuyaient déjà sur Internet et furent couronnées de succès : celle, notamment, qui entraîna la chute de Milošević en octobre 2000. Les États-Unis et les États européens (et les dictateurs eux-mêmes) connaissaient l'existence de ces formations à la mobilisation non violente inspirée de l'expérience du Serbe Srdja Popović et de sa théorie des trois concepts clés : « unité, pacification et discipline non violente ». Des institutions comme The Albert Einstein Institute ou Freedom House, entre autres, ou encore Google et Yahoo, comme nombre d'autres compagnies du secteur privé, ont participé, organisé et/ou financé ces formations aux États-Unis, en Europe de l'Est ou au Moyen-Orient. Ces réalités souffrent peu de contestation.

Pour autant, il convient de ne pas tomber dans le piège de la conspiration. Non, tout n'était pas « planifié » ! Nous avons tenté de montrer combien une telle approche est non seulement réductrice, mais surtout erronée, contreproductive et paralysante. Les États-Unis comme l'Europe avaient certes besoin de réviser leurs stratégies en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Le soutien inconditionnel de régimes dictatoriaux et vieillissants devenait impossible pour de nombreuses raisons politiques, économiques et géostratégiques. Ils ont accompagné, observé, puis salué les soulèvements tunisien et égyptien, tout en conservant des rapports étroits avec d'anciens responsables ou collaborateurs des régimes répressifs, ainsi qu'avec leurs armées qui continuent de jouer un rôle clé. Les tensions et les difficultés apparues après le départ des dictateurs nous convainquent que rien n'est gagné et que les soulèvements ne sont encore ni un « printemps » ni des « révolutions ». Les mobilisations en Syrie, au Yémen, à Bahreïn – de même que les dynamiques en jeu au Maroc, en Jordanie et jusqu'en Arabie Saoudite – prouvent que les mouvements de masse ne sont pas totalement contrôlables et que la détermination des foules demeure une variable pleine d'incertitudes.

Des peuples ont compris qu'ils avaient les moyens de déloger les tyrans de façon non violente et que la dictature ne participait pas d'un ne sait quel déterminisme historique. Le réveil arabe a brisé un verrou et ouvert le champ des possibles. Il faut observer ce dernier avec optimisme mais sans naïveté. Les enjeux sont innombrables et les bouleversements profonds. De nombreux acteurs ont cité l'exemple turc. Il est vrai que ce dernier a ouvert des perspectives intéressantes, dont nous avons parlé. Les progrès sont indéniables, mais les questionnements restent légitimes et les critiques souvent justifiées. Car enfin, quel type d'alternative offre vraiment la Turquie aujourd'hui ? Si l'armée perd du terrain (ce qui est bien sûr favorable à la démocratisation), il n'en demeure pas moins que les choix économiques et géostratégiques turcs ont de quoi surprendre et sont parfois déroutants, voire contradictoires. Le gouvernement

n'oublie pas ses intérêts et n'est pas exempt de contradictions. Ici aussi, il faut rester vigilant et prendre le temps d'une analyse approfondie et circonstanciée¹.

Il appartient aux sociétés civiles de s'engager dans les vrais débats relatifs à l'émancipation politique, économique, culturelle et d'éviter des polarisations superficielles et inopérantes. Ainsi, les interminables controverses opposant les « laïques » et les « islamistes » sur des articles constitutionnels ou sur la structure de l'appareil d'État n'apportent aucune vraie solution en regard des enjeux actuels. Elles cloisonnent les positions et jouent comme des manœuvres de diversion. Plus gravement, elles permettent à ces deux camps d'éviter de faire leur autocritique : leur rôle politique finit par se justifier par l'existence même de leurs opposants, plus que par la qualité de leurs propositions.

La nature des débats actuels révèle la multitude des impasses dans lesquelles s'engouffrent les sociétés arabes contemporaines. Au demeurant, nous l'avons dit, tout a changé. En apparence, tout est possible. Le monde arabe et les sociétés majoritairement musulmanes ont besoin – en sus des soulèvements politiques – de révolutions intellectuelles profondes permettant une mutation économique accompagnée d'émancipations spirituelle, religieuse, culturelle, féminine autant qu'artistique. Une approche holistique s'impose, qui ne soit pas obnubilée par les bouleversements politiques et structurels négligeant les autres défis. Nous avons tenté de mettre certains de ces défis en évidence et d'ouvrir des perspectives au-delà des confrontations auxquelles nous assistons aujourd'hui, lesquelles nous paraissent stériles et appauvrissantes. Sera-t-il enfin possible de dépasser les propos superficiels sur la sécularisation et, par ailleurs, d'en finir avec les approches essentialistes sur l'islam (que les sociétés arabes et les musulmans entretiennent souvent eux-mêmes) ? L'« État civil », la démocratie, le pluralisme exigent, pour devenir une réalité concrète au Moyen-Orient, que l'on s'intéresse

1. Cf. notre article critique, rédigé après les élections législatives, « The Turkish Elections », 21 juin 2011 (www.tariqramadan.com/The-Turkish-Elections.html).

V

AFRIQUE, TUNISIE : LA NOUVELLE DONNE¹

Nul ne peut contester le caractère soudain et imprévisible du soulèvement tunisien. Le suicide par immolation du jeune Mohamed Bouazizi a mis le feu à un mouvement qui a pris la forme d'une rébellion transformée en une révolution populaire. Des années d'étouffement et de frustration ont donné à cette mobilisation la force et la puissance nécessaires à renverser le dictateur Ben Ali. Ce dernier, à la surprise générale, a quitté le pays vite, très vite. Étrangement vite.

De plus en plus de sources mettent aujourd'hui en évidence le rôle tout à fait central et critique des États-Unis pendant la crise et sa gestion. On savait depuis longtemps que Washington était très engagé en Tunisie (comme d'ailleurs Israël, et de façon continue et plurielle) dans les domaines de la sécurité, de l'information, et des intérêts géostratégiques. Le dictateur Ben Ali a été formé par les services militaires et sécuritaires américains. Sa relation de bonne entente avec l'Europe passait par la France alors même que son système s'appuyait sur le soutien américain et la collaboration israélienne. Tout cela était connu et le silence complice de l'Occident vis-à-vis du régime corrompu et tortionnaire de Ben Ali tenait de la simple protection des intérêts multiples dans la région. Peu importe que celui-ci tuât, torturât ou spoliât son peuple tant que la sécurité et les intérêts régionaux et stratégiques étaient maintenus. Rien de nouveau, au demeurant.

Or l'immédiate réaction américaine, face à une rébellion massive que personne n'avait prévue, fut proprement étonnante et à vrai dire intelligente et habile. Le président Barack Obama a très vite salué le courage du peuple tunisien alors que les nations européennes, au premier rang desquelles la France, restaient interdites et déstabilisées par l'évolution rapide de la situation. C'est que Washington avait un

temps d'avance sur tous les autres « gouvernements amis » de la Tunisie. C'est en effet sur le conseil et l'orientation de la Maison Blanche et de son commandement militaire que le ministre des Affaires étrangères et le commandant en chef de l'armée tunisiens ont géré la situation. Après quelques heures de troubles et d'hésitations, il s'est agi d'aller très vite et deux décisions se sont imposées : exiler le dictateur et faire jouer à l'armée un rôle de médiation et de protection. Le président Ben Ali est proprement tombé dans un piège : le ministre des Affaires étrangères l'a persuadé de quitter « pour un temps » le pays et de revenir quand les choses auraient été maîtrisées. Ben Ali a quitté la Tunisie en pensant qu'il y reviendrait et qu'il se rendait en France (ce qui explique les premières informations lancées sur sa possible destination). Son avion est parti sur Chypre et ce sont les Américains qui ont négocié, avec le gouvernement saoudien, les termes de l'exil du dictateur : isolement, interdiction de mouvement et d'expression publique, neutralisation absolue.

Ainsi l'administration américaine a pris de court la France et l'Europe et s'est assuré des bénéfices politiques et géostratégiques fondamentaux dont l'impact va sans doute s'avérer déterminant pour l'avenir. La rapidité de cet exil piloté a d'abord permis, paradoxalement, de circonscrire la potentielle influence de la révolution tunisienne sur ses voisins du monde arabe. Au-delà du caractère soudain du mouvement, et malgré les imprévus inévitables, la situation restait et reste relativement sous contrôle. L'armée, dont le commandement fut et demeure un allié des États-Unis, a su préserver une image fondamentalement positive tout en s'assurant un rôle crucial d'observateur, de médiateur et de gardien des intérêts de la nation. Un acquis de taille qui pourrait être déterminant selon l'évolution de la situation puisqu'il faut tenir compte, d'une part, des contestations vis-à-vis du gouvernement transitoire (maintenant à des postes clés des anciens du régime – en contact avec les administrations étrangères) et, d'autre part, de l'organisation d'élections libres dans six mois. L'administration Obama a particulièrement bien réussi son opération et ce retour décisif sur la scène nord-africaine, et plus globalement africaine, n'est point dû au hasard ou à son penchant humanitaire et démocratique.

De la Côte d'Ivoire au Soudan, en passant par le Sahel et le sud de la Méditerranée, le continent africain reste un enjeu stratégique majeur sur le triple plan de l'économie, de la géostratégie et, bien sûr, de la sécurité. L'influence européenne, et particulièrement française,

1. Publié sur Tariqramadan.com, 25 janvier 2011.

traverse en ce moment une période de crise et de délégitimation grandissante en Afrique face à la présence américaine et chinoise. Ces dernières puissances semblent permettre aux dirigeants africains de se décentrer de la relation centenaire et difficile entretenue avec l'Europe, sa mémoire et ses intérêts.

Les enjeux sont conséquents. L'exploitation des matières premières reste à l'évidence un enjeu économique de taille et la découverte récente de gisements pétroliers dans le Sahel (Niger et Mali) n'est point de nature à calmer les appétits des grandes puissances. Derrière les gouvernements, les « régimes amis », les « élections troubles et troublées » et les tensions sociales et militaires, les États-Unis et l'Europe – avec la nouvelle présence des Chinois – se livrent à une lutte d'influence politique et économique acharnée et décisive. Le spectre du terrorisme s'est installé dans le Sahel et justifie la présence des forces occidentales amies au nom de la sécurité internationale. Les bases militaires américaines et françaises, avec des agents et experts européens et israéliens, sont engagés dans la lutte contre le terrorisme dans la région. La stratégie de surveillance et d'intervention armée est violente, brutale, sans concession : il s'agit de « tuer tous les terroristes » sans faire de prisonniers (pourquoi ?). Tous les protagonistes de l'enlèvement de deux jeunes Français au Niger ont été éliminés après que le gouvernement français eut pourtant annoncé l'arrestation de deux des kidnappeurs avant de se rétracter. Semaine après semaine, des raids ont lieu et les morts (terroristes, bandits et trafiquants) se multiplient sans qu'aucun progrès ne soit enregistré. Comme s'il fallait que l'état d'alerte demeure et justifie, au nom de la sécurité, la présence militaire et l'ingérence politique. Dans une région qui est devenue économiquement intéressante puisque les gisements pétroliers y sont importants.

La violence extrémiste est un fléau qu'il faut combattre, de façon claire. Il faut néanmoins ne pas être naïf et concevoir que celui-ci est parfois un épouvantail que l'on agite pour protéger d'autres intérêts. Le dictateur Ben Ali était un rempart à l'islamisme, disait-on, et cela justifiait qu'on le soutînt. Aujourd'hui le Sahel, comme le Sud Soudan d'ailleurs sont des enjeux économiques et stratégiques réels, et l'agitation de la menace islamiste, violente et extrémiste, cache des intentions ô combien moins louables.

Alors que le peuple tunisien essaie de préserver les acquis de sa révolution, les puissances américaine, européenne, chinoise et russe cherchent à s'assurer un rôle en Afrique. Il faut également ne jamais

oublier le rôle d'influence déterminant des services israéliens dans toute l'Afrique du Nord jusqu'au Soudan (comme l'a relevé le dernier livre de Pierre Péan, par exemple, comme d'autres enquêtes l'avaient montré au Maroc, en Algérie, au Rwanda, en Érythrée ou encore en Éthiopie). Il est question d'intérêts économiques, de sécurité et de contrôle militaire stratégique. La révolution tunisienne est aujourd'hui unanimement saluée et l'ancien dictateur voué aux gémonies, mais les calculs et les ingérences vont bon train derrière la scène des théâtres publics et médiatiques. L'administration américaine observe attentivement et n'est pas loin de l'évolution de la situation en Tunisie : elle fera ce qu'il faut pour empêcher que ses intérêts – et ceux d'Israël et de ses alliés en Égypte, en Jordanie et au Moyen-Orient de façon générale, ne soient mis en danger.

À l'heure où les fronts iranien et libanais semblent monopoliser médiatiquement ce qui relèverait de la politique américaine et européenne, il est urgent de ne point minimiser cet autre front de la politique africaine et régionale. Sous peine de saluer naïvement une « révolution tunisienne » sans avoir pris la mesure de ce qu'il reste à faire encore pour lui assurer l'indépendance politique et la transparence démocratique. Et de sourire à la lumineuse victoire promise quand d'autres forces gèrent cyniquement, dans son ombre, les dividendes de leur nouvelle influence et de leurs bénéfices acquis.

Cette lucidité nous manque trop souvent : la lucidité des réalistes, actifs et positifs, et non les illusions des rêveurs passifs et des émotifs naïfs.

VI

ÉGYPTÉ : LA VOIX DU PEUPLE ET L'HISTOIRE¹

Le mouvement populaire tunisien a brisé un verrou, nous l'avions dit. Il y a eu un basculement, une prise de conscience : renverser les dictatures de façon pacifique est possible ! Il faut du courage, un mouvement de masse, de la détermination et de l'espoir. Une foi en Dieu et/ou en l'avenir. Sous l'étouffement et la répression, il s'agit de revendiquer une certaine idée de l'être humain et de sa dignité. Le droit irrépressible à la liberté.

Les Tunisiens ont ouvert la voie. En Algérie, en Mauritanie puis au Yémen et en Égypte, des femmes, des hommes et des jeunes de tous horizons ont exprimé leur mécontentement, leur colère et leur souhait de voir leur régime respectif tomber. Partout des étincelles, des velléités, des sursauts jusqu'en Syrie où le gouvernement annonce préventivement des réformes au cas où d'étranges idées de mobilisation atteindraient le peuple.

Depuis quelques jours, l'Égypte vit des troubles considérables. Après trente ans d'un règne sans partage – en ayant imposé l'état d'urgence depuis l'assassinat d'Anouar el-Sadate en 1981 –, Moubarak et son régime voient le peuple braver son autoritarisme et sa sanglante répression. Les forces de l'ordre et l'armée ont frappé, arrêté, torturé et tiré sur la foule en multipliant les blessés et les morts. Il fallait s'y attendre : l'Égypte n'est pas la Tunisie et le régime s'y sent davantage soutenu par l'Occident eu égard à ses alliances et à sa situation géostratégique. Certes l'administration Obama et l'Europe ont demandé à ce que le peuple ait le droit de manifester mais dans le même temps le soutien au régime et l'impérative stabilité régionale restent des priorités que l'on ne saurait négliger ou relativiser.

1. Publié sur Tariqramadan.com, 31 janvier 2011.

Rien ne se passera en Égypte et dans la région sans que les États-Unis (et indirectement Israël) ne cherchent à contrôler, ou à tout le moins à orienter, l'évolution de la situation. Il est difficile de penser qu'ils lâcheront le président Hosni Moubarak, mais si la résistance et la contestation étaient véritablement fortes et tendaient à durer, il y a fort à parier qu'ils seront impliqués de près dans la détermination des options alternatives. Les officines américaines, israéliennes et européennes étudient déjà les scénarii dans le cas où la situation échapperait au rais égyptien. Un renversement n'est pas à l'ordre du jour dans l'immédiat mais tout reste possible. Dans tous les cas, il s'agit pour Washington et Tel Aviv de jouer « gagnant-gagnant » : soit avoir un président très affaibli (dont ils pourront déterminer la politique), soit un nouveau régime assez soumis puisqu'ils l'auront installé depuis les coulisses. Rien n'est gagné et le processus de démocratisation sera long, douloureux et empli d'obstacles et de pièges.

Le pouvoir égyptien, comme en Tunisie, a essayé de brandir la menace islamiste en ciblant « la présence active » des Frères musulmans. Ce sont eux que l'on a d'abord arrêtés pour faire croire qu'ils étaient les architectes du mouvement populaire. Nul ne peut nier que l'organisation, aujourd'hui illégale, demeure une force d'opposition importante. Il reste qu'elle ne mène pas le mouvement et qu'elle ne représente pas la majorité de l'opposition. Sans compter que – s'il faut à l'évidence étudier et rester critique vis-à-vis de certaines positions des Frères musulmans et d'autres organisations islamistes légales et non violentes – ces organisations sont effectivement non violentes et qu'elles ont évolué sur la question de la démocratie, des femmes et de la société civile. On a vu, en Turquie, que la marge d'évolution des mouvements islamistes sur ce genre de problématiques était importante. Une démocratie digne de ce nom doit permettre à tous les mouvements, refusant la violence et acceptant les règles démocratiques pour tous (avant et après les élections), de s'exprimer et de participer aux débats politiques et aux élections.

Pour des raisons de géostratégie, de sécurité et de gestion du conflit israélo-palestinien, tout porte à croire que la démocratie réelle, transparente et sans corruption ni manipulation, n'est pas pour demain en Égypte. Tout y demeurera sous contrôle même si un régime plus ouvert que celui de Moubarak venait à s'installer (ce qu'il faut soutenir et espérer). Il appartiendra au peuple de poursuivre son combat pour le respect de ses droits et de sa dignité. De là où nous sommes, en

Occident, il nous faudra accompagner et soutenir ces mouvements populaires en Afrique, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et jusqu'en Asie quand ils refusent la dictature et la répression et veulent vivre libres. C'est un devoir moral.

C'est ce que nous devons exiger de nos gouvernements occidentaux également. Le président Barack Obama a été présenté comme la solution alternative à George W. Bush et à son administration, néoconservatrice et belliqueuse, et l'on attendait de lui une nouvelle façon de faire de la politique. Ce fut le cas au niveau du verbe (et quelques actions phare), sur le plan intérieur comme sur le plan international, avec le remarquable discours du Caire du 4 juin 2009. Une nouvelle ère était promise. Si l'élection de Barack Obama a permis de briser le verrou symbolique du racisme aux États-Unis – avec l'élection du premier président afro-américain (il ne s'agit encore que d'un symbole) –, on aimerait que celui-ci brise aujourd'hui le verrou de l'aveuglement américain et européen vis-à-vis du monde arabe et des sociétés majoritairement musulmanes. Il est l'heure de faire les choix des principes de justice et de liberté, de la démocratie réelle et du respect des peuples plutôt que d'entretenir ces mises en scène de soutien à la démocratisation et aux manifestations populaires alors que les systèmes sont verrouillés et que la collaboration avec les dictateurs n'est un secret pour personne. Le vrai renouveau de l'ère Obama aurait été celui-ci, au-delà des mots de respecter les peuples et non pas uniquement changer le ton et la rhétorique.

Peut-être est-il trop tôt encore. Et pourtant. Pour qui étudie l'évolution du monde en général, de l'Afrique et du Moyen-Orient et de l'Asie en particulier, il apparaît évident qu'un déplacement du centre de gravité des relations internationales est en train de s'opérer. Apparemment lentement, à l'échelle des prochaines échéances électorales aux États-Unis ou en Europe, mais de façon particulièrement rapide à l'aune de l'Histoire et des transformations de sociétés. Les puissances chinoise, indienne, et plus largement asiatique (sans oublier l'Amérique latine et du Sud) s'installent, dans le paysage politique autant qu'économique, et elles ne traînent pas le même passif historique que l'Occident ni ne nourrissent les mêmes rapports ni les mêmes préjugés vis-à-vis du monde arabe et des sociétés majoritairement musulmanes. Par ailleurs leur relation avec Israël est de tout autre nature que celle entretenue par les États-Unis et les pays européens. L'Occident ne pourra pas éternellement continuer à se tromper sans frais, ni s'entêter,

en choisissant son camp sur la base de ses alliances géostratégiques et économiques aux dépens des principes humains élémentaires. Car le risque d'un bouleversement des rapports de force et des alliances pourrait à terme disqualifier peu à peu les États-Unis et l'Europe, et isoler Israël davantage encore. Et ce n'est pas parce qu'il s'agit uniquement de nouveaux pouvoirs et de nouvelles puissances, mais également parce que les gouvernements des États-Unis, comme ceux de l'Europe et d'Israël, ont fait le choix répété de trahir leurs propres principes humains pour privilégier leurs intérêts économiques, sécuritaires et stratégiques. Un jour, l'Histoire se retourne et de nouvelles forces apparaissent qui renversent les rapports de force et rappellent aux puissants d'hier qu'il aurait mieux valu user différemment de leur pouvoir.

Une leçon que trop de dirigeants et de gouvernements, enivrés par leurs pouvoirs dictatoriaux ou même démocratiques, apprennent malheureusement trop tard.

VII

APRÈS MOUBARAK¹ ?

Après les manifestations en Tunisie et le renversement du dictateur en Tunisie, deux questions apparaissent dans tous les médias occidentaux et colonisent l'esprit des analystes : le phénomène allait-il se propager dans d'autres pays arabes et, partant, quel allait être le rôle des islamistes après la chute des dictatures ? Qui aurait pu penser que le régime tunisien allait ainsi s'effondrer ; qui donc aurait pu prédire que l'Égypte allait ainsi vivre des mobilisations sans précédent. Un verrou est brisé, rien ne sera plus jamais comme avant et il est fort probable que d'autres pays suivront l'exemple de l'Égypte à plus ou moins long terme (si le régime tombait) puisque ce dernier est autrement plus central et symbolique sur le plan politique et géostratégique que la Tunisie.

Reste la question des islamistes dont la présence a justifié, pendant des décennies, que l'Occident acceptât et soutint les pires des dictatures dans le monde arabe. Ces dernières diabolisaient leurs opposants islamistes, au premier rang desquels les Frères musulmans égyptiens qui représentent historiquement le premier mouvement de masse structuré avec un poids politique important. Cela fait près de soixante ans que la confrérie est illégale tout en étant autorisée et qu'elle manifeste une forte capacité de mobilisation à chaque échéance électorale plus ou moins démocratique (syndicats, élections municipales et parlementaires, etc.). Les Frères musulmans seront-ils en Égypte la force montante de l'après Moubarak et, le cas échéant, à quoi pouvons-nous nous attendre de la part d'une telle organisation ?

On entend souvent en Occident des analyses superficielles, et souvent très orientées idéologiquement, concernant l'islam politique en général et les Frères musulmans en particulier. Or l'islamisme non seulement est constitué de tendances très diverses, mais celles-ci ont

également évolué avec le temps au gré des péripéties de l'Histoire. Les Frères musulmans ont commencé par être, dans les années 1930 et 1940, un mouvement légaliste et non violent (revendiquant la légitimité de la résistance armée en Palestine face au projet sioniste à partir des années 1930). L'étude des textes écrits par Hassan al-Banna, fondateur de la confrérie, entre 1930 et 1948, prouve trois faits : il s'opposait à la colonisation et critiqua clairement les dérives fascistes de l'Allemagne et de l'Italie ; il refusait l'usage de la violence en Égypte même s'il la considérait comme légitime en Palestine (pour résister aux groupements sionistes terroristes du Stern et de l'Irgoun) ; le modèle parlementaire britannique lui paraissait le plus proche des principes islamiques et il désirait fonder un « État islamique » sur la base de réformes graduelles en commençant par l'éducation populaire et de l'encadrement social.

Hassan al-Banna a été assassiné en 1949 par le gouvernement égyptien sur les ordres des occupants britanniques. Après la Révolution nassérienne de 1952, le mouvement a subi une répression terrible et différentes tendances ont vu le jour. Une radicalisation de certains membres (qui ont fini par quitter le mouvement) les a menés à penser, avec l'expérience de la prison et de la torture, qu'il fallait renverser le pouvoir par tous les moyens, même violents. D'autres ont poursuivi la tradition première de la réforme par étape. Certains ont dû vivre l'exil, qui en Arabie Saoudite (et ont été influencés par des courants littéralistes) ; qui se sont installés dans d'autres sociétés majoritairement musulmanes où les courants divers ont beaucoup évolué comme en Turquie ou en Indonésie ; qui, enfin, se sont exilés en Occident (et ont été exposés à une vision différente et plus large concernant l'Occident, la démocratie et les libertés). Les Frères musulmans aujourd'hui, ce sont toutes ces visions très diversifiées auxquelles il faut ajouter une fracture générationnelle : la tête du mouvement (des Frères musulmans de la première génération et particulièrement âgés) ne représente plus entièrement l'aspiration des plus jeunes membres ouverts sur le monde, désireux de réformes internes et parfois séduits par l'exemple de l'évolution turque. Derrière la façade d'une organisation hiérarchisée et unifiée, ces courants contradictoires sont à l'œuvre et aucun pronostic n'est possible quant à l'évolution réelle du mouvement.

Le mouvement populaire qui désire renverser Moubarak n'est pas piloté par les Frères musulmans. Il s'agit clairement d'un mouvement constitué de jeunes, de femmes et d'hommes dont le point commun est

1. Publié sur Tariqramadan.com, 1^{er} février 2011.

de refuser la dictature et d'exiger le départ de Moubarak et la fin de son régime. Au cœur de cette opposition, les Frères musulmans, et plus largement les islamistes, ne représentent pas une majorité. Avec le départ de Moubarak, il est certain qu'ils espèrent jouer un rôle politique dans la transition démocratique mais nul ne peut prédire quel courant l'emportera quant à déterminer les priorités du mouvement islamiste. Entre les littéralistes et les partisans de l'exemple turc, tout est possible et les thèses générales des Frères ont beaucoup évolué ces vingt dernières années.

Il y a fort à parier que ni les États-Unis, ni l'Europe et encore moins Israël ne laisseront le peuple égyptien réaliser son rêve de démocratie totale et libre. Les enjeux stratégiques et sécuritaires sont tels que le mouvement de réforme sera, et est déjà, accompagné par les services américains en relation directe avec l'armée qui a joué un rôle capital de temporisation et de médiateur. La direction des Frères musulmans, choisissant de s'aligner derrière la personne de Mohamed el-Baradei, est un signe qu'elle a parfaitement compris qu'il n'était point l'heure pour elle de s'exposer publiquement en brandissant des revendications politiques susceptibles d'effrayer l'Occident comme le peuple égyptien lui-même. L'heure est à la prudence.

Le respect des principes démocratiques exige que toutes les forces politiques qui refusent la violence, respectent l'État de droit et les principes démocratiques (avant et après les élections) soient intégrées au processus politique de représentation. Ainsi les Frères musulmans doivent en être, et en seront certainement, si un état de démocratie minimum est établi en Égypte (ce qui reste encore une inconnue quant aux intentions des puissances étrangères). La répression et la torture n'ont point fait disparaître la confrérie, loin s'en faut, et c'est le débat démocratique et la confrontation des idées qui seuls ont fait, et feront, évoluer les thèses islamistes les plus problématiques (et il en est, de la compréhension de la *shari'a*, au respect des libertés et à la défense de l'égalité, etc.). L'exemple turc devrait nous inspirer : que l'on soit d'accord ou non avec les thèses d'un courant de l'islam politique non violent, c'est par la confrontation d'idées et non pas la dictature et la torture que l'on trouvera des solutions respectant les peuples.

L'Occident continue à agiter l'épouvantail de l'islamisme pour justifier soit sa passivité soit son soutien aux dictatures. Le gouvernement israélien a demandé aux États-Unis de soutenir le dictateur contre la volonté des peuples. L'Europe tient une position gênée et attentiste.

Ces attitudes sont révélatrices : au fond la défense verbale des principes de la démocratie n'est d'aucun poids face à la défense des intérêts politiques, économiques et géostratégiques. Les États-Unis préfèrent les dictatures qui leur permettent d'avoir accès au pétrole et aux Israéliens de continuer leur lente colonisation plutôt que des représentants crédibles des peuples qui ne pourront les laisser faire. Mettre en avant la voix des « dangereux islamistes » pour justifier le fait de ne pas avoir à entendre la voix des peuples est un calcul à courte vue, et au demeurant insensé. Les États-Unis, de l'administration Bush comme celle d'Obama, ont perdu beaucoup de crédibilité au Moyen-Orient et il en est de même de l'Europe. Il importe que leur position respective soit revue sous peine de voir d'autres puissances asiatiques ou sud-américaines s'ingérer dans les jeux d'alliances stratégiques. Quant à Israël, qui se présente désormais comme le soutien et l'ami des dictatures arabes, il faudra que son gouvernement prenne en compte que ces dictatures ne sont effectivement amies que de sa politique de colonisation aveugle. À terme, seules des démocraties intégrant toutes les forces politiques, légalistes et non violentes, permettront la paix au Moyen-Orient avec la condition, bien sûr, que cette dernière respecte la dignité des Palestiniens et ne soit plus un mot vide de sens permettant la colonisation rampante dont l'objectif est au fond la disparition d'une Palestine viable.

VIII

RESPONSABILITÉS HISTORIQUES : LA DÉMOCRATIE MAINTENANT¹ !

Les jours se suivent et la pression populaire reste importante. Depuis près de deux semaines, le peuple égyptien défie son gouvernement autocrate et ce faisant convoque l'Histoire. L'heure est effectivement grave et les conséquences potentielles du renversement du régime du dictateur Moubarak, à la suite du Tunisien Ben Ali, sont régionalement et internationalement d'une importance critique. Si le régime égyptien, si central d'un point de vue économique, géostratégique et sécuritaire, tombe, alors tout est effectivement possible dans le monde arabe et au Moyen-Orient. Les administrations du monde entier, au premier rang desquelles les États-Unis, Israël, l'Europe et les États arabes dans leur ensemble, le savent, le sentent et se sont mobilisées dans les coulisses d'un drame populaire qui, en s'allongeant dans la durée, leur permet de chercher des alternatives, de protéger leurs intérêts, de se préparer, pour le meilleur ou pour le pire (voire de chercher à récupérer à leur compte un mouvement de masse qu'aucun État, aucun parti, aucune organisation n'avait initié ni piloté). Derrière les discours de circonstances célébrant la démocratie, la liberté et les droits de l'homme, les calculs les plus froids et les plus cyniques sont à l'œuvre. De Washington à Tel Aviv, du Caire à Damas, Sanaa, Alger, Tripoli ou Riyad, la même préoccupation demeure : comment contrôler le mouvement, comment en tirer profit ?

Car enfin qui, en Égypte et dans le monde arabe, veut vraiment une démocratie réelle, transparente et indépendante ? Hormis les peuples et les voix de la société civile, qui donc a intérêt à ce que les protestations de masse parviennent à atteindre leurs objectifs de liberté, de dignité et de démocratisation réelle ? On entend aujourd'hui Barak Obama, Angela Merkel, David Cameron ou autres faire la leçon aux peuples en

expliquant ce qui est juste, et attendu, du point de vue de la démocratie et du choix des peuples alors que ces mêmes dirigeants n'ont pas hésité, des décennies durant, à composer avec les pires dictateurs, dont bien sûr Moubarak qu'ils appellent aujourd'hui à devenir plus démocrate. Qui donc est assez naïf pour croire à ces discours de circonstances et de récupération politicienne. Les voix qui se font entendre de l'intérieur de la société civile égyptienne et dans les rangs de l'opposition sont devant des choix historiques. La machine de propagande du régime (sa télévision et ses tentatives de division, etc.) marche à plein régime et a effectivement réussi à jeter le trouble dans de nombreux esprits et à semer la division entre les citoyens égyptiens. Il appartient aux forces d'opposition de rester mobilisées, non violentes et unies dans la protestation à l'instar de ces extraordinaires images de citoyens coptes et musulmans engagés côte à côte sur la place de la Libération au Caire. Il importe qu'ils soient lucides, courageux et sans naïveté : la libération ne sera pas aussi « facile » que celle de la Tunisie et la révolution sera mille fois encore l'objet de récupération. Les enjeux sont de taille : si le peuple égyptien réussit à renverser le régime autocratique et à s'assurer un minimum de démocratie réelle, alors plus rien ne sera comme avant et le monde arabe pourrait vivre l'émergence d'une nouvelle ère que tous les vrais démocrates devraient appeler de leurs vœux. Pour ce faire, un vrai gouvernement pluriel de transition, sans les tenants de l'ancien régime Moubarak, serait le bienvenu.

Il est impératif de continuer à exiger non pas seulement la tête de Moubarak mais le démantèlement de son régime et de son système corrompu fondés sur le clientélisme, la torture et le vol systématique. La richesse de la famille Moubarak (de son fils Jamal sans compter ses alliés) s'élève à des milliards de dollars placés dans des banques, ou dans des entreprises ou marchés sous contrôle, ou fictifs. Les femmes et les hommes, leaders politiques, intellectuels ou encore les représentants d'organisations de la société civile ou de l'opposition (de la gauche aux islamistes tels que les Frères musulmans) sont devant un choix non moins historique : soit ils arrivent à s'entendre en créant un front d'opposition respectueux de la volonté de liberté du peuple, soit ils essaient de récupérer à leur tour le mouvement populaire et ainsi risquer la division et entraîner la révolution vers un échec programmé. Car enfin ni la gauche, ni les syndicats, ni les Frères musulmans ne peuvent s'arroger le droit de représenter exclusivement un mouvement de masse qui les dépasse et qu'ils doivent servir. L'avenir du monde arabe dépendra

1. Publié dans *Le Monde*, 12 février 2011.

beaucoup de l'intelligence des oppositions qui l'animent : à terme, celles-ci ne pourront blâmer qu'elles-mêmes. On a même entendu des représentants religieux (à l'instar du mufti d'Égypte) se placer du mauvais côté de l'Histoire en condamnant les protestations populaires : si l'islam institutionnel, l'islam serviteur de l'État, ne peut (ou n'a pas le courage de) s'opposer au gouvernement qui l'emploie, alors il est préférable qu'il se taise et n'instrumentalise point la religion. L'avenir dépendra de la capacité à mettre sur pied des plates-formes réunissant les voix d'opposition plurielles ; et les élections démocratiques décideront plus tard de qui a la légitimité de représenter le peuple.

Les citoyens occidentaux épris de liberté et de valeurs démocratiques sont aussi devant des choix historiques. Ils peuvent faire semblant de croire à la rhétorique de leur gouvernement respectif. Continuer à être naïfs – et se laisser manipuler – en pensant que les États-Unis ou les États européens redoutent les conséquences des révolutions populaires arabes car ils craignent « sincèrement » que les islamistes s'installent au pouvoir et mettent à mal les droits de l'homme, ceux des femmes et, plus fondamentalement, les principes de la démocratie. Quelle hypocrisie ! Les États-Unis n'ont-ils pas une longue histoire de collaboration et de tractation avec les forces islamiques et islamistes les plus traditionnelles, rétrogrades, voire extrémistes, de l'Afghanistan à l'Arabie Saoudite ? Ont-ils donc jamais été gênés par l'absence de démocratie et par le manquement aux droits des femmes ? Les États-Unis, l'Europe et les Nations unies n'ont-ils pas contribué (avec l'accord du gouvernement israélien) à la mise sur pied des premières élections libres et transparentes dans les territoires occupés en acceptant que le mouvement islamiste Hamas changeât de nom sur les listes desdites élections, et qu'ils les emportent de façon prévisible... pour ensuite punir et étouffer le peuple palestinien responsable de cette erreur politique ? L'histoire des relations stratégiques des gouvernements occidentaux avec les mouvements islamistes est longue et faite parfois d'alliance : elle fut déterminée par les intérêts économiques et géostratégiques et les gouvernements démocratiques n'ont eu aucun état d'âme à s'allier aux forces les plus extrêmes. Il appartient aux citoyens occidentaux de rester cohérents avec leurs principes et d'exiger que leur gouvernement respecte les principes démocratiques et le choix des peuples et qu'ils cessent d'être (volontairement ou non) naïfs devant la diabolisation à géométrie variable des oppositions dans le monde arabe et les sociétés majoritairement musulmanes.

Notre responsabilité en Occident est immense en effet : parce que nous avons la liberté, parce que nous avons accès à l'éducation et à l'information, il est de notre responsabilité de soutenir les revendications populaires légitimes sans hypocrisie ni angélisme. Des forces d'opposition populistes, conservatrices ou même potentiellement radicales, existent dans toutes les sociétés d'Orient et d'Occident et le principe de la démocratie consiste à les confronter par le débat et la contradiction politique tant que celles-ci respectent l'État de droit, le principe des élections libres et le processus démocratique (avant et après les élections). Il ne peut jamais être question pour les « démocrates du Nord » d'accepter, au nom de la sécurité et des intérêts économiques et géostratégiques, la dictature, la répression et la torture. Ce que nous avons entendu ces derniers jours du gouvernement israélien appelant l'Occident à soutenir le dictateur Moubarak est proprement sidérant pour un pays qui s'honore d'être la seule démocratie de la région. Comme si sa sécurité dépendait du fait d'être entouré de dictateurs réprimant leur peuple ! Quelle étrange équation ? Or, un État soucieux de sa sécurité et de la stabilité régionales ne fait pas la paix avec des tortionnaires mais avec des peuples libres et dont la dignité est respectée.

Depuis des années, à la suite des attentats terroristes, on a lancé des débats et des forums de « dialogue » et/ou « alliance des civilisations ». À la lumière des événements très concrets du monde arabe, ceux-ci apparaissent comme des exercices très théoriques, voire des manœuvres de distraction stratégique destinées à nous empêcher d'aborder les vraies questions politiques à la lumière des nouvelles relations internationales. Le monde change, et le Moyen-Orient s'ébranle : au lieu de répéter jusqu'à l'ivresse, en Occident, que les forces d'opposition dans le monde arabe sont dangereuses (parce qu'exclusivement islamistes et/ou radicales) et que, implicitement, il serait donc justifié que l'on limitât (ou contrôlât) l'accès des Arabes et des musulmans à la démocratie ; il serait bon d'accompagner les peuples vers leur liberté : c'est d'abord une question d'humanisme et d'éthique politique. Quant à la défense de « nos » intérêts qui nous fait parfois oublier bien vite nos principes, il faut rappeler qu'à long terme le respect des peuples et de leur dignité est le seul moyen de sécuriser notre avenir en Occident car des peuples du Sud libres et ayant accès à leurs richesses sont le seul moyen d'endiguer les déséquilibres internationaux, l'immigration et l'insécurité. Notre avenir est lié, et donc commun.

IX

ÉMOTIONS ET LUCIDITÉ¹

Une première étape de la révolution est franchie et le dictateur a quitté le pouvoir. Les derniers jours de son règne ont été étranges, au demeurant. Comme si un scénario télévisé était à l'œuvre : script pensé, apparemment désordonné, ordonné dans son désordre et, sur le fond, déroutant... nous menant, toutefois, vers la seule destination possible. Les jeunes, les manifestants et les opposants au régime ont choisi de nouvelles méthodes de communication et de mobilisation : les pouvoirs également et on aurait tort de rester naïfs.

Les interventions du président Moubarak ont souvent semblé décalées de la réalité. On attend sa démission, des émissaires du pouvoir l'annoncent par deux fois, la veille de la seconde allocution, puis encore l'après-midi de la troisième et, chaque fois, le rais vient contredire les pronostics. Le sentiment populaire, l'émotion, qui fut si important tout au long de ces dix-huit jours, a suivi un effet « yo-yo » de grande amplitude : immense espérance, profonde déception, puis espérance encore, puis rechute jusqu'à l'apparente victoire finale. En psychologie élémentaire, on sait que les variations émotionnelles, *a fortiori* de masse, ont un effet sur l'analyse, la distance critique : l'effet des médias, de la communication et de la liesse populaire amplifie forcément ce phénomène. Il faut pourtant faire une pause et reconsidérer le sens et les enjeux.

À distance, le positionnement américain donne l'impression de suivre la même courbe de l'incontrôlé et de l'ignorance des décisions internes. « L'Histoire se déploie », dit le président Barack Obama, quelques heures avant que Hosni Moubarak annonce qu'il reste pourtant. Espoir d'une résolution rapide à Washington, puis contradiction encore par la voix du Caire. Dépassée, l'administration américaine ?...

1. Publié sur Tariqramadan.com, 13 février 2011.

et sa maîtrise des affaires égyptiennes serait donc tout à fait relative ? Elle aurait finalement accepté et reconnu la victoire du peuple. Sans intervenir, en observant et en se plaçant finalement sagement du côté de ce dernier.

Il se pourrait pourtant que, dans les coulisses, les choses soient moins chaotiques que le laissent deviner ces apparences. Nos émotions furent fortes, poignantes, vives et intenses, certes, mais la réalité des conflits et des enjeux est autrement plus comptable, délimitée et pondérée. Les conflits et les tensions à l'intérieur du commandement de l'armée égyptienne sont connus et la collaboration avec l'administration américaine n'a jamais été un secret pour personne. La période de transition qui s'annonce est autrement plus difficile et dangereuse que le moment de la mobilisation populaire contre le dictateur Moubarak. Il va falloir être vigilant, lucide et courageux.

Le commandement militaire affirme qu'il a dissous le Parlement et suspendu la Constitution avec, en ligne de mire, des élections prévues dans, au plus, six mois. Le gouvernement – dont les membres ont quasiment tous été choisis par Hosni Moubarak – reste en place pour gérer les affaires courantes et assurer la transition. Le régime ne tombe donc pas et les acteurs restent les mêmes. Les plus optimistes se rassureront en pensant que l'essentiel a été fait, des analystes plus prudents – nourris par les leçons de l'Histoire – resteront sceptiques : il y a fort à parier que les dix-huit jours passés, puis la période à venir, ont permis et permettront un recadrage des réformes, une évaluation des intérêts à préserver et des objectifs à réaliser. Pour contenter les aspirations et l'émotion populaires et protéger par ailleurs les alliances et les intérêts économiques et géostratégiques.

Nous venons d'assister à deux révolutions des masses populaires et de la jeunesse portées par de nouveaux modes globaux de communication. Les couvertures médiatiques emportant les adhésions ont pu jouer, au juste sens du terme, comme des « couvertures », des écrans, déformant les réalités et les enjeux, comme la part du maîtrisé et de l'incontrôlé. Il faut saluer le peuple tunisien, et les Égyptiens (dont les blogueurs travaillent à la sensibilisation populaire depuis près de trois ans) : leur contribution au réveil des peuples est sans commune mesure. Ces appels à la liberté et ces manifestations de masse marquent une rupture : un chemin vers la liberté. Et cette jeunesse, ces blogueurs nous auront impressionnés par leur sens de l'initiative, leur sagesse et leur analyse pondérée et non violente des situations. Un sens

des responsabilités et un courage qu'il faut saluer et une nouvelle conscience politique et humaniste en quoi il faut avoir confiance.

Il importe de rester lucide néanmoins. Les pouvoirs ont pris la mesure de ces phénomènes. À tous ceux qui pensent que l'administration américaine s'est trompée, a été maladroite ou encore a été dépassée, nous aimerions dire qu'ils devraient peut-être reconsidérer les choses à la lumière de ce qui se passe et qui va se passer dans les jours qui viennent. L'Égypte – comme la Tunisie d'ailleurs – est encore sous contrôle et la façon d'avoir réussi ces opérations de déplacement-contrôlé-des-pouvoirs est le signe d'une formidable maîtrise de la communication (allant jusqu'à contrôler les apparentes erreurs de jugement exposées au public lors des conférences de presse) et des logiques internes au monde arabe.

Il faut inviter les peuples à être moins émotifs et les leaders d'opposition à être plus vigilants et responsables. Il appartient à ces derniers de faire face aux responsabilités critiques – et historiques – qui sont les leurs à l'heure où nous écrivons ces lignes. Les mobilisations doivent rester possibles, mais ce qui importe est l'établissement, dans les sociétés civiles arabes, de plates-formes d'opposition qui intègrent la pluralité des voix politiques et des espérances idéologiques. Il ne peut s'agir d'être les spectateurs passifs d'une récupération des mouvements populaires dans l'apaisement, la durée, les discours lénifiants et les déclarations de principes entendues. De là où nous sommes, les mêmes recommandations s'imposent : rester éveillés, ne pas prendre pour argent comptant les promesses politiques ou les déclarations de soutien aux démocraties qui naissent, après trente années de collaboration avec les dictatures qui meurent.

Il y a quelques années, nous appelions de nos vœux l'émergence d'un nouveau « nous » nourri par des principes, des valeurs, des exigences de cohérence et un sens de l'appartenance à des idéaux nationaux communs. C'est une page historique qui s'ouvre ici afin que nous réalisions les objectifs concrets et pratiques de ce nouveau « nous ». Nous engager ensemble, libérés des potentielles surdités émotives et nourris par la lucidité au regard des exigences démocratiques, pour que nos gouvernements – de l'Occident comme de l'Orient – ne nous divisent point, ne nous manipulent plus et ne nous fassent pas croire à des divergences qui n'existent pas dans le quotidien de nos vies et de nos espoirs d'être humains. Après la joie et le soulagement, l'heure est à la lucidité et aux fronts de résistance communs et raisonnables. La

vigilance et la persévérance doivent être les armes de nos résistances non violentes. Ni la Tunisie, ni l'Égypte ne sont encore libres et indépendantes : les mobilisations doivent se poursuivre pour accompagner les révolutions qui se déroulent sous nos yeux... et accompagner l'espérance de nouvelles.

X

LES VENDREDIS DE LA LIBERTÉ¹

Aujourd'hui avec plus de force encore, il faut saluer le soulèvement historique du peuple tunisien. Des millions de femmes et d'hommes ont dépassé la peur et bravé la terreur. Le peuple égyptien a suivi cet exemple et a fait plier le despote. Les régimes restent en place mais un mouvement irréversible et incontrôlable s'est mis en branle. L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ne seront plus jamais tout à fait les mêmes et quelles que soient les potentialités et les velléités de contrôle politique, géostratégique et économique des militaires et des puissances occidentales, il faudra compter avec cette nouvelle donne. Les mouvements de masse, non violents, déterminés et courageux, ont montré que tout est possible et que l'Histoire est en marche pour le monde arabo-musulman : il faudra tenir compte désormais de cette espérance de liberté et de la force de ces libérations et ce même si elles pouvaient être circonstanciellement récupérées ou avortées.

Le peuple de Libye est descendu dans la rue et, ville après ville, il libère son pays de la mainmise de l'excentrique dictateur de Tripoli. La folie, intelligente et imprévisible, de ce dernier n'a pas dit son dernier mot mais il est désormais assez évident qu'il va tomber et que la Libye va être libérée des horreurs de son règne. Il aura volé, torturé, sommairement éliminé et tellement menti : il aura su se jouer des pouvoirs occidentaux, les provoquer, les humilier et rester en place pendant plus de quarante ans. C'est son peuple aujourd'hui qui, avec courage, a décidé de l'affronter en nombre et à mains nues : il importe de les saluer, de les encourager, de les accompagner et de les soutenir. On ne pourra certes pas faire grand-chose de l'extérieur, mais le mouvement s'élargit et il est nécessaire que nous poussions nos autorités à prendre des positions claires et courageuses. Enfin ! Car enfin comme est triste

1. Publié sur Tariqramadan.com, 25 février 2011.

la révélation confirmée de tant de silence, de tant d'hypocrisies, de tant de mensonges : l'Orient est le miroir révélateur et déformant de tant de politiques coupables des États-Unis, du Canada, de l'Europe et de l'Australie. Les peuples aujourd'hui ne scandent et ne reprochent rien à l'Occident : le minimum serait que ce dernier se réveille enfin à l'image de ce réveil du monde arabe. Le courage et l'autocritique valent mieux que les silences lâches des coupables. Il est temps.

Au Yémen, à Bahreïn, en Irak, au Maroc, en Algérie, en Iran, en Jordanie, les peuples expriment leur désir de liberté et de dignité. En ces rassemblements de vendredi, la puissance populaire est phénoménale et le symbole est fort, irrésistible. Des musulmanes et des musulmans, réunis en ces jours de prière font entendre la voix de l'aspiration humaine et universelle à la liberté, à la justice, à la dignité et aux pouvoirs indéfectibles des peuples souverains. À toutes celles et à tous ceux qui ont décrit et peint les musulmans comme impénétrables aux idées de liberté et de démocratie, et forcément enclins à la violence – à cause de l'essence même de l'islam ; la réponse est cinglante et imparable : des dizaines de millions de musulmans, en ces vendredis, ont choisi la voie de la résistance, du sacrifice et de la libération dans la non-violence, le respect de la vie, et sans jamais critiquer l'Occident, ses valeurs ou ses trahisons. Ils l'ont fait avec des chrétiens, des coptes, des athées, des communistes et des concitoyens de toutes croyances, obédiences et idéologies. Quelle plus belle réponse aux analyses simplistes, réductrices voire racistes que propagent les milieux populistes en Occident ? Les vendredis de la Liberté, avec ces foules qui se réunissent pour la prière comme pour la résistance et la liberté, c'est le mariage, en direct, de l'islam – des musulmans – et de la liberté, de la justice et des principes démocratiques. Que le premier dirigeant européen à avoir salué les peuples résistants, et demandé aux dictateurs de partir, soit le Premier ministre turc devrait être un autre indicateur, assez caustique, pour les analyses tendancieuses rabâchées sur le « monde musulman » depuis tant d'années dans les couloirs de la diplomatie et de l'intelligentsia occidentales.

Il faut espérer que le mouvement ne s'arrêtera point là. Que les peuples poursuivront leur marche en avant et qu'ils parviendront à se libérer complètement du joug des tyrans pour accomplir une totale révolution démocratique. Rien n'est gagné ni en Tunisie, ni en Égypte, ni en Libye, ni ailleurs, mais le mouvement peut être plus fort que ceux qui essaient de le contrôler. Cette force est sa force. Il importe que les

mouvements d'opposition plurielle saisissent cette occasion historique de dialoguer entre eux et établissent des fronts ouverts représentant la société civile afin que les commandements armés ne détournent pas les révolutions à leur avantage ou à l'avantage de puissances étrangères politiques et/ou économiques. Il faut espérer que les gouvernements entendent, se réforment entièrement ou s'en aillent définitivement, pour laisser place à des systèmes de gouvernement respectueux de la volonté des peuples qui appliquent sans compromission les cinq principes inaliénables : État de droit, citoyenneté égalitaire, suffrage universel, mandat électif limité et séparation des pouvoirs. C'est impératif, c'est le minimum requis et ce sans corruption, sans clientélisme et dans l'indépendance. Il faut espérer que le mouvement se répande dans toute l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient... jusqu'en Israël d'ailleurs afin que le Premier ministre Benjamin Netanyahu et son ministre des Affaires étrangères raciste, Avigdor Liberman, soient aussi renversés et que cesse cette interminable politique de colonisation indigne et de non-respect caractérisé de la dignité des Palestiniens comme des Arabes israéliens.

En ces vendredis de la Liberté, tout est possible. Avec espoir, et sans naïveté, il faut saluer la marche des peuples et rappeler aux gouvernants – quels qu'ils soient, tyrans ou amis indignes des tyrans – que rien n'est jamais acquis et que les despotes et les traîtres ne sont jamais définitivement à l'abri ni de leur peuple ni du jugement de l'Histoire.

XI

DE BEN LADEN AUX PRINTEMPS ARABES¹

Les réactions à la nouvelle de la mort d'Oussama ben Laden ont été très révélatrices depuis quarante-huit heures. Si l'impact symbolique et médiatique a été démultiplié en Occident, les couvertures ont été bien plus sobres et discrètes dans les sociétés majoritairement musulmanes (et dans l'hémisphère Sud en général). Tout se passe comme si, en direct, on voyait se déployer deux regards différents sur le monde et la réalité.

La rhétorique des réseaux extrémistes violents (Al-Qaida ou autres) n'a jamais pris parmi les musulmans du monde. À l'exception de groupuscules qui se sont organisés de façon de plus en plus autonomes ; on a pu constater que le phénomène du terrorisme était un phénomène qui est resté marginal depuis le 11 septembre 2001 et que, dans les faits, il aura tué plus de musulmans que d'Américains ou d'Européens, de Bali à Amman, du Maroc à l'Irak en passant par le Pakistan ou l'Afghanistan.

La « célébration » de l'exécution de Ben Laden entretient un certain nombre de mystères et de questions que – loin des thèses conspirationnistes – chacun est en droit de se poser. Beaucoup plus que les réjouissances, ce sont ces interrogations qui demeurent dans l'esprit des musulmans (et de nombreux citoyens occidentaux) à travers le monde. Comment se fait-il que Ben Laden n'ait pas été localisé et identifié avant, dans un lieu si proche d'Islamabad pendant plus de cinq ans ? Quelles relations entretiennent effectivement les services pakistanais et américains à la lumière de leurs communiqués contradictoires ? Pourquoi n'avoir pas essayé de l'arrêter vivant ? Comment justifier l'absence de photographie et le fait de le jeter à la mer (en opposition élémentaire avec le rite musulman qu'on annonce publiquement avoir respecté) ?

1. Publié sur Tariqramadan.com, 7 mai 2011.

Au-delà de ces questions, et des doutes légitimes qu'elles suscitent, la mort de Ben Laden, icône et symbole de la figure du terrorisme, est presque un non-événement pour les musulmans à travers le monde. Sa vision et ses actions n'étaient ni suivies ni respectées comme le confirmaient, enquête après enquête, tous les gouvernements occidentaux ou les rapports d'experts sur la question. Il s'agit surtout d'un événement américain, et occidental plus largement. La mise en scène de l'annonce publique, l'intervention intelligente – et en direct – du président américain, la fermeté alliée à la nuance du propos ont voulu donner l'impression d'une victoire sereine – sans arrogance – contre le terrorisme et l'ennemi public numéro un des États-Unis. Barack Obama, très critiqué à l'intérieur pour son apparent manque de force et de détermination sur les dossiers de la sécurité en général et des guerres en Afghanistan et en Irak, marque un succès autant symbolique que notoire dans la conscience américaine. Non seulement il n'a pas cédé, mais, dans le secret, il a commandé une action délicate et victorieuse qui redore son blason de président fort qui est capable de marquer des points sur les dossiers de la sécurité, de la guerre et plus généralement du respect de la fierté patriotique. Les seules images visibles à ce jour sont celles du président supervisant méticuleusement l'opération depuis son bureau de Washington : des dividendes médiatiques savamment étudiés et maîtrisés.

Il faut néanmoins regarder plus loin que ce moment d'exubérance qui a été célébré comme une fête dans les rues de New York. Comment va se construire l'avenir au Moyen-Orient au moment où se font face ces deux réalités contradictoires : d'un côté, les révolutions arabes massivement populaires et pacifistes et, de l'autre, la mort du symbole de l'extrémisme violent, leader de groupuscules marginaux et marginalisés ? Il y aura peut-être des actes terroristes de représailles et il faut s'y préparer et réagir de la façon la plus ferme bien évidemment. Il doit pourtant s'agir de maîtriser et de combattre des actes isolés et provocateurs qui ne devraient en aucun cas forger une philosophie de l'action politique comme ce fut le cas sous la précédente administration américaine. Il faut traiter le phénomène de l'extrémisme violent pour ce qu'il est : l'action de groupuscules qui ne représentent ni l'islam ni les musulmans mais des positionnements politiques déviants et sans crédibilité dans les sociétés majoritairement musulmanes.

Ce qui doit au contraire façonner une nouvelle philosophie politique quant à la relation avec l'islam et les musulmans doit naître au

creuset des mobilisations populaires pour la justice, la liberté, la démocratie et la dignité en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ce renouveau de l'Orient devrait être un appel à une approche autocritique de l'Occident qui, au-delà du fait de se réjouir d'avoir éliminé, avec Ben Laden, le « symbole du cancer terroriste », devrait aussi revoir sa politique générale. La présence américaine et européenne en Afghanistan ou en Irak de même que l'absence d'engagement clair dans le conflit israélo-palestinien sont des obstacles à toutes évolutions positives. Il faut ajouter les réalités internes des législations discriminatoires, en atteinte au respect de la dignité et de la liberté des personnes, ou de Guantanamo et de la torture qui sont autant de pratiques qui entretiennent la méfiance vis-à-vis des États-Unis et de ses alliés. Le soutien intéressé aux dictatures, au Moyen-Orient, ou parmi les pétromonarchies, nécessite d'être vite reconsidéré sous peine de faire naître de légitimes questions quant au véritable soutien occidental aux processus de démocratisation dans le monde arabe.

Les sociétés majoritairement islamiques ont aussi une responsabilité majeure quant à la gestion de leur avenir. Les sirènes de la violence et de l'extrémisme n'ont jamais séduit l'immense majorité des peuples et il faut le répéter et s'en réjouir. Il importe désormais, à l'heure du réveil des peuples, que les sociétés civiles (avec les intellectuels et les partis politiques) se mobilisent, qu'elles fassent le procès de la corruption et de tous leurs manquements quant à l'État de droit et à la justice, qu'elles développent un vrai projet de sociétés libres et démocratiques et qu'enfin elles déterminent les conditions de nouvelles relations avec l'Occident, politiques comme économiques. Car enfin le vieux couple Occident-Islam est quelque peu dépassé et la présence de nouveaux acteurs venus de l'Est, à l'instar de la Chine, est en train de changer la donne au cœur de l'ordre économique mondial. Les États-Unis, comme bien d'autres acteurs de l'Amérique du Sud à la Chine ou à l'Inde, en passant par la Turquie, en sont bien conscients : il se pourrait que le « printemps » arabe soit l'automne de la relation de ce dernier avec l'Occident et la voie nouvelle d'un autre printemps à l'horizon plus large, aux confins de l'Est et de l'Orient. Dans le paysage de ces enjeux nouveaux, l'annonce de la mort de Ben Laden serait l'équivalent d'un vent affaibli et vieilli, un épiphénomène.

XII

BARACK OBAMA : LE VERBE ET LES SYMBOLES¹

Après le discours du 4 juin 2009, le président Barack Obama a ressenti le besoin de s'adresser aux Arabes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la suite des événements majeurs que sont les révolutions et la mort d'Oussama ben Laden. L'élection du premier « African American President » avait suscité d'immenses espoirs dans les sociétés majoritairement musulmanes : non pas seulement à cause des origines de Barack Obama mais surtout car il semblait incarner un renouveau dans la vision et la politique américaines après les sombres années de l'administration Bush.

L'actuel président a su manier avec excellence la force du verbe et jouer du pouvoir des symboles. Quelque chose a changé aux États-Unis, c'est une évidence, et la page d'une ère bien sombre a été tournée. Il reste qu'il faut mesurer son optimisme et regarder les faits pour ce qu'ils sont. Le président Barack Obama avait promis de mettre un terme aux situations de non-droit, comme à Guantanamo ; de reformer les législations discriminatoires et de faire cesser les traitements dégradants telle la torture (légitimée au nom de la guerre contre le terrorisme) ; de mettre un terme aux situations de guerre en Afghanistan et en Irak ; de faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient ; d'ouvrir enfin une ère nouvelle dans les relations internationales multipolaires. Or, au-delà des symboles et des mots, on s'aperçoit que les choses ont peu changé, voire que la politique sécuritaire s'est durcie : Guantanamo demeure une honteuse réalité, la nouvelle législation sur le terrorisme expose certains citoyens, politiquement ou religieusement « sensibles », aux traitements les plus aléatoires et clairement discriminatoires (de l'emprisonnement à la déportation sur la base de simples suspicions), les guerres d'Irak et d'Afghanistan continuent et le

1. Publié sur Tariqramadan.com, 26 mai 2011.

processus de paix n'est plus qu'un slogan, mort dans les faits. Qu'est-ce qui a changé, de fait, et qu'est-ce qui devrait changer, somme toute ?

Il y a ce dont le président parle et ce dont il ne parle pas : les dits et les non-dits déterminent ensemble la vraie substance de son discours. Barack Obama fait face à deux défis majeurs : la question internationale est bien sûr évidente – ce fut la substance dite de son discours – mais celle-ci est inextricablement liée à la politique intérieure avec laquelle le président doit forcément composer (dont il n'a rien dit, à une année des élections). Il ne faut rien négliger du contexte après l'annonce de l'opération « légale » contre la tête d'Al-Qaida au Pakistan. L'exécution de Oussama ben Laden a montré encore une fois l'étendue du fossé existant entre l'administration américaine et les musulmans aux États-Unis et à travers le monde. Événement médiatique majeur en Occident, couvert par toute la presse du Nord, comme une victoire et la fin du « symbole du terrorisme », la mort d'Oussama ben Laden a suscité peu de réactions parmi les musulmans en Occident comme en Orient, et plus largement dans les pays du Sud. Pas d'images, pas de preuve, à quoi s'est ajoutée l'annonce du rejet à la mer du corps de Ben Laden : tout cela a suscité des questions, des doutes, et surtout une distanciation claire tant vis-à-vis des États-Unis que, et depuis longtemps, de Ben Laden lui-même. Ce dernier n'a jamais atteint les foules ni galvanisé les peuples musulmans (à l'exception d'une minorité d'extrémistes violents) et l'administration américaine, en agissant de la sorte, montrait, une fois de plus, qu'elle n'avait pas les clés des intelligences et des sensibilités musulmanes. Le discours de Barack Obama, le soir de l'annonce de l'élimination de Ben Laden, était certes éloquent, mais force est de constater qu'il fut négligé par le monde musulman, et bien mal entendu. Il s'agissait d'un discours d'abord destiné aux Américains : Barack Obama montrait ainsi sa capacité à être ferme, à savoir protéger son pays, à prendre des décisions de guerre, graves et dangereuses. On lui avait tant reproché ses hésitations : il a gagné plus de douze points dans les sondages. Dans un contexte préélectoral, une première belle opération de communication au demeurant.

Il fallait donc un nouveau discours, cette fois-ci destiné aux Arabes, aux démocrates et aux musulmans en général puisque le président a compris qu'il avait été non seulement incompris mais également mal reçu. De plus en plus, Barack Obama apparaît comme l'homme de la séduisante image et du beau verbe derrière lequel se cache une administration moins regardante sur les principes et la cohérence des politiques

menées sur la scène internationale comme sur le plan intérieur. On a certes entendu le clair soutien des États-Unis aux mouvements de démocratisation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient mais qu'en est-il du traitement différencié de ces mouvements (entre la Libye et la Syrie par exemple où on attend de Bachar el-Assad, dont on a besoin et qui fait tirer sur les civils désarmés, qu'il réforme magiquement son régime despotique) ou du silence complice quand il s'agit des pétromonarchies alliées (comme le Bahreïn soutenu par l'Arabie Saoudite) qui répriment et tuent les civils et les opposants non violents ? On a certes entendu que la souffrance et les droits des Palestiniens devaient être respectés, mais quelle a été la politique effective de l'administration Obama depuis trois ans, du silence lors des massacres de Gaza à la mort de dizaines de civils désarmés lors de la célébration de la *Nakba*, le 15 mai 2011 ? On peut se réjouir que le président ait mentionné les frontières de 1967 comme principe de négociation entre Israël et les Palestiniens : il reste que la passivité américaine quant à la politique continue et effective de colonisation israélienne et aux faits accomplis sur le terrain rend cette position inconsistante et caduque de fait. Ce sont des mots, encore des mots, pour faire rêver les Palestiniens et les Arabes et qui n'empêchent en rien les Israéliens d'avancer dans leur stratégie. Ce qu'ils font depuis tant de temps derrière la façade des tensions médiatisées entre les deux gouvernements américain et israélien.

Guantanamo et la torture restent des réalités dans l'Amérique de Barack Obama avec le déni des droits élémentaires pour les prisonniers et, de surcroît, le sang des civils irakiens et afghans semble toujours compter pour presque rien. Pour bien moins que le sang des civils libyens au demeurant : et pourquoi donc ? Des raisons économiques seraient-elles le vrai moteur de la politique américaine en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ? Tout porte à le penser et les dits et les non-dits du discours de Barack Obama ne sont pas pour rassurer la rue arabe. Dans son discours, le président a beaucoup insisté sur la dimension économique des révolutions arabes. Il n'y aura pas de vrai processus démocratique sans développement et stabilité économique : le propos est juste et l'équation fait sens. Barack Obama annonce une diminution de la dette, un investissement et un soutien financier américain majeur dans la région avec l'aide de l'Europe et de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Tout porte à croire que l'ouverture démocratique est pensée et accompagnée de l'ouverture de nouveaux marchés juteux : l'administration américaine et, derrière elle, les multinationales n'ont pas

pour seules amours, libres et désintéressées, la démocratie, la justice et la liberté mais aussi la rentabilité marchande et la pénétration consumériste. Le président a présenté ce soutien économique en termes de solidarité et de générosité à l'égard des peuples... dont la négligence pendant des décennies ne l'a jamais perturbé. L'absence de référence aux nouveaux acteurs économiques régionaux est également intéressante à noter : la Chine, l'Amérique du Sud ou la Turquie ne vaudraient pour rien dans le positionnement américano-européen dans la région ? Qui peut le croire... Qui ne sait entendre le sens des silences dans le discours de Barack Obama. Les retombées économiques régionales (en Afrique du Nord et au Moyen-Orient) pourraient se révéler plus importantes en termes d'enjeux géostratégiques que les processus de démocratisation politique : une apparente indépendance politique avec quelques libertés est en train de clairement se marier à une dépendance économique accrue et de multiples contraintes. L'économie libérale n'est libérale que pour certains. Barack Obama répète à l'envi que « l'Amérique n'a rien contre l'islam et les musulmans » en omettant d'ajouter « tant que, démocrates ou autocrates, ils ne s'opposent pas à nos intérêts ». Un nouveau visage, le même discours : une fois encore c'est l'action concrète qui pourrait changer la donne. Les musulmans entendent parfaitement le dit et le non-dit mais ne voient rien venir quant à une politique qui serait vraiment nouvelle.

Sur un autre plan, il faut ajouter que la question de l'islam est en train de s'inviter aux prochaines élections américaines. Le mouvement du Tea Party et les néoconservateurs mènent campagne sur le danger de la présence de l'islam et de l'islamisation de l'Amérique. Dans dix-huit États américains, on tente de passer des lois surréalistes sur l'interdiction de l'application de la *shari'a* présentée comme une référence barbare. Il ne s'agit donc plus de s'attaquer à l'islamisme extrémiste violent mais à l'islam en tant que tel et à l'essence de cette religion. Ce mouvement gagne du terrain et, de controverse en controverse, installe une atmosphère étrange dans le pays. De la mosquée du Park 51 (dite de Ground Zero) à la journée appelant à brûler le Coran, jusqu'aux mobilisations locales contre des manifestations musulmanes ou la construction de mosquées, les tensions s'avivent et on retrouve aux États-Unis des discours et des attitudes que l'on a vus s'installer depuis plusieurs années en Europe. Un racisme antimusulman, une islamophobie, qui fait campagne et cherche à stigmatiser une partie de la population américaine sur une base prioritairement religieuse (en plus

du racisme contre les Africains-Américains qui perdure). Une politique émotionnelle fondée sur la peur, la méfiance et le rejet et qui utilise les tenants du populisme européen, à l'instar de Geert Wilders qui remplit les salles aux États-Unis, pour confirmer le bien-fondé de cette nouvelle xénophobie.

L'élection du président Barack Obama a paradoxalement permis à ces mouvements de gagner du terrain en jetant le discrédit sur sa propre personne, son origine, voire sa religion (23 % des Américains pensent qu'il est un crypto-musulman et 42 % pensent qu'il n'est pas un bon chrétien : soit un total de 65 % d'Américains dans le doute). Ces mouvements n'auront de cesse que de multiplier les critiques et de mettre le président dans les situations les plus inconfortables qui soient. Ce dernier a dit et répété que l'islam était une religion américaine, mais il apparaît urgent que son administration, sur le plan intérieur, fasse preuve d'un courage autre que verbal et qu'elle confronte les courants islamophobes et xénophobes avec des politiques plus égalitaires et plus déterminées. Les beaux discours du président sont suivis de politiques très frileuses sur le terrain : l'arrivée des prochaines élections ne va sans doute pas aider à renverser cette réalité et pourtant c'est paradoxalement le meilleur moyen pour le président de s'affirmer comme le président du renouveau, capable de l'emporter avec une politique juste et raisonnable en 2012. L'enjeu est majeur et, en ce qui concerne la question du renouveau de la relation avec l'islam et les musulmans, la politique internationale est liée à la politique intérieure. Le président Barack Obama ne peut se satisfaire de discours intelligents (et toujours ouverts) auxquels ils invitent des leaders, des savants et des intellectuels musulmans. Dans la rue arabe, comme dans les villes et les *inner cities* américaines, les citoyens musulmans ordinaires n'ont que faire des images et des mots. Ils restent à l'écoute des silences qui dévoilent, et de l'absence d'actions qui confirment au quotidien les insuffisances critiques de la politique d'Obama depuis trois ans. Les peuples musulmans savent, comme d'ailleurs tous les peuples, qu'il y a un ironique paradoxe à offrir un prix Nobel de la paix à celui qui toujours en parle et jamais ne l'a concrètement fait. Tout est dit dans ce prix. À la lumière des vrais défis, qui exigent de vraies actions, ce fut un beau discours, bien écrit, et qui, une fois de plus, risque d'être mal, peu, ou carrément pas entendu. Et qui donc aurait tort de demander, au cœur de la transparence démocratique, que celle-ci s'habille de quelque concrète cohérence ?

XIII

MOYEN-ORIENT : INDÉPENDANCE ET DÉPENDANCE¹

Certains appellent cela le « printemps arabe », d'autres, les « révolutions arabes » ; d'autres encore, plus prudents, emploient le terme neutre de « soulèvements arabes ». Il demeure difficile de vérifier, et d'évaluer, ce qui s'est passé et qui est réellement en train de se passer au Moyen-Orient. Un changement irréversible est clairement en cours, mais personne n'est en mesure de définir exactement ce qui se passe dans ces manifestations de masse ou de prédire quelles seront leurs ultimes conséquences.

Il y a toutes les raisons d'espérer et d'être optimistes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Mena²), ainsi que partout dans le monde. Les populations arabes sont en marche vers la liberté, la dignité, la justice et la démocratie. Elles sont déterminées à regagner leur indépendance politique historique et visent la modernité et la démocratie. « L'Histoire est en marche », affirme le président américain Barack Obama. Des centaines d'analystes politiques ont prédit un « avenir plus heureux ». Voilà de bonnes nouvelles ; le monde arabe est en train de s'éveiller.

Nous devons d'abord saluer le courage et la détermination des peuples tunisien et égyptien qui ont été les premiers à contester les dictateurs et leurs régimes corrompus. Les dictateurs se sont enfuis ; la voie vers une démocratie véritable et transparente est désormais libre. À présent, il est temps de mettre en œuvre les principes élémentaires et immuables : État de droit, égalité des droits civiques, suffrage universel, transparence, ainsi que séparation des pouvoirs. Des débats internes ont commencé tant en Tunisie qu'en Égypte au sujet du contenu de leurs Constitutions respectives, des partis politiques, des élections, etc.

1. Publié dans le journal turc *Star*, 15 juin 2011.

2. Middle East and North Africa.

Jamais auparavant, du moins durant le siècle dernier, on n'avait ressenti de manière aussi puissante une telle énergie positive, tant sur le plan social que politique, bien que tout demeure fragile et incertain.

Nous devrions être optimistes avec réserve : ces bouleversements historiques ne sont pas en train de se produire dans le vide ; on ne peut les isoler ni des réalités économiques, ni de l'environnement géostratégique. La situation économique des deux pays est préoccupante ; il ne peut y avoir de processus démocratique véritable sans stabilité économique. Mais lorsque nous analysons les événements à la lumière de la stratégie occidentale – en particulier américaine et européenne –, nous sommes tentés de réviser ou du moins de suspendre notre jugement. L'indépendance politique ne peut être obtenue qu'à condition qu'on procède à des réformes économiques qui mènent non seulement à la stabilité, mais également à l'indépendance économique. Cependant, nous semblons nous diriger dans la direction opposée : l'engagement nouveau des États-Unis et des Européens dans les pays du Mena – en mettant de côté des décennies de soutien aux deux dictatures, ainsi que la complicité effective – intensifiera la dépendance économique de la Tunisie et de l'Égypte. Avant qu'ils émergent en tant que démocraties, ces deux pays doivent être considérés comme des marchés ayant un fort potentiel à générer de vastes profits. Cela a toujours été le cas, mais le rôle de la Banque mondiale et du FMI dans l'ère post-révolutionnaire est d'établir une structure de dépendance idéologique et économique sous le vernis de libertés démocratiques. Pour les pays pauvres du Sud, l'adjectif « libéral » n'a pas le même sens qu'en Occident, quand il s'agit de décrire la « démocratie » ou l'« économie » : la première pourrait bien se rapprocher de la « liberté », mais la seconde implique un assujettissement inévitable.

Sommes-nous en train d'assister à des révolutions politiques inachevées allant de pair avec une régression économique ? Les pays impliqués finiront-ils par être des démocraties « contrôlées » ? Ou bien ont-ils fait l'expérience de révolutions qui ont simplement échoué ? Ces questions sont renforcées lorsque nous analysons la situation dans la région. La prétendue communauté internationale fait l'éloge de la Tunisie et de l'Égypte, tandis que les populations opprimées de Syrie, du Yémen et du Bahreïn semblent presque oubliées. Comment pouvons-nous expliquer pourquoi l'opposition libyenne (y compris tant de nouveaux dirigeants qui faisaient partie précédemment des plus ardents partisans du dictateur Kadhafi) est en train de recevoir une

aide aussi inconditionnelle à destituer le régime, les forces de l'Otan bombardant quotidiennement Tripoli ? Les manifestations de masse et le sang versé par les peuples arabes nouvellement recatégorisés n'ont pas la même qualité ni valeur. La Tunisie ainsi que l'Égypte, malgré des procédures apparemment démocratiques, demeurent sous contrôle économique et militaire. Les ressources de pétrole libyen sont tellement vitales que cela vaut la peine de prendre le risque de soutenir une opposition divisée et nébuleuse, même au prix du démantèlement du pays. Il semble que la Syrie, Bahreïn et dans une certaine mesure le Yémen sont si critiques en termes géostratégiques que leurs gouvernements sont libres de tuer des civils, ainsi que des manifestants non armés (trois mois se sont écoulés avant que l'ONU a commencé à réfléchir à adopter une résolution très timide contre le gouvernement syrien). Non seulement la couverture médiatique est différente (de CNN à Al Jazeera) ; le langage politique s'avère assez élastique lorsqu'il s'agit de changer des régimes et de prôner la démocratie.

Les enjeux régionaux économiques et géostratégiques sont très élevés. De nouvelles formes de dépendance sont en train d'être établies et doivent être prises en compte. Des réformes politiques et économiques véritables et efficaces requièrent, pour aboutir à l'autonomie et à la justice, un profond changement dans les relations entre les pays du Mena et les États-Unis ainsi que les pays européens. De nouveaux acteurs doivent être invités à participer à des dynamiques régionales. Reposant sur le partenariat Sud-Sud sur le plan politique et économique, le futur doit obligatoirement impliquer la participation active des pays d'Amérique du Sud, de la Turquie, de la Chine, de la Malaisie et même de l'Inde. Il n'y aura pas de « printemps arabe » effectif à moins de pouvoir déplacer le centre de gravité de l'ordre international politique et économique vers le Sud ou vers l'Est. Personne ne sait quand est-ce qu'un tel changement pourrait avoir lieu, mais il y a des signes indiquant qu'il pourrait déjà être en cours. Le soulèvement régional pourrait bien présager d'autres bouleversements, cette fois-ci au niveau international. Le temps est venu pour les peuples arabes de se montrer à la hauteur de ces espoirs et de faire justice à leur potentiel social, politique, culturel et économique. Ils sont riches ; ils se doivent d'être courageux et audacieux.

XIV

RÉVÉLER LA SYRIE¹

Bachar el-Assad est un dictateur ; son régime est une dictature. Durant les premiers jours de la répression, certaines voix ont essayé de l'exonérer de la responsabilité de la torture et du meurtre de centaines de manifestants civils, y compris de nombreuses femmes et de nombreux enfants. La responsabilité ne lui incombait pas à lui, disaient-elles, mais plutôt à quelques tortionnaires toujours aux commandes depuis l'ère de son père. Quel mensonge, quelle déformation des faits et de la grossière réalité politique ! Puis la vérité a commencé à être révélée, jour après jour, à travers les témoignages de ceux qui avaient vu ce qui s'y passait, à travers les images et les rapports. Human Rights Watch et de nombreuses autres organisations ont révélé (et continuent de révéler) l'étendue des atrocités.

De jeunes garçons, à peine plus âgés de neuf, dix ou douze ans, ont été arrêtés et torturés, leurs ongles arrachés, leurs dents cassées, ils ont été abusés sexuellement et mutilés. Quelle honte ! Dans les rues, des manifestants non armés ont été abattus lorsqu'ils descendaient dans la rue. Des hommes, des femmes, des personnes innocentes – dépeints par le régime comme étant des conspirateurs, des terroristes, des islamistes radicaux – ont été tués de sang-froid ; des villages entiers et des villes entières ont été « nettoyés » du « fléau ». Lundi 20 juin, Bachar el-Assad a prononcé un discours incroyable, promettant le « dialogue national », « une réforme à mettre en œuvre au moyen de réunions consultatives ». Le journaliste Robert Fisk a eu raison de décrire le discours comme étant « une insulte tant aux vivants qu'aux morts ». Deux jours plus tard, l'armée de Bachar marchait vers la frontière turque où des milliers de réfugiés essayaient

1. Publié par le journal turc *Star*, 30 juin 2011.

d'échapper à l'horreur. Certains ont réussi à se mettre à l'abri en Turquie ; d'autres sont toujours sur le sol syrien et craignent le pire.

La prétendue communauté internationale est presque silencieuse, et/ou paralysée. Les soulèvements tunisien et égyptien ont bénéficié d'une large couverture médiatique et d'aide. Pourquoi rien n'est-il fait dans le cas de la Syrie ? La cruauté des régimes successifs d'Assad, tant du père Hafez que de son fils Bachar (ainsi que de son frère Maher qui commande la Quatrième Division de l'armée d'élite), est bien documentée. En Tunisie et en Égypte, les révolutions ont été saluées ; la « nouvelle ère de démocratisation » a nourri d'espoir les capitales occidentales. On a même entendu parler de « printemps arabe ». Cependant, ce printemps semble s'être mué en hiver en Syrie (ainsi qu'au Bahreïn). Tant de considérations géopolitiques et économiques ont la primauté sur la liberté et la dignité des peuples. Dans le monde arabe (et globalement le Sud), la démocratie est une bonne chose, tant que les intérêts occidentaux sont protégés. De même, dans le monde arabe (et globalement le Sud), une dictature n'est pas une mauvaise chose, tant que les intérêts occidentaux sont protégés. Le prétendu « printemps arabe » dégage une odeur nauséabonde de froids calculs et de profits. Cela n'a rien à voir avec de l'éthique et de la morale, mais cela a surtout à voir avec du pouvoir et de l'argent.

La Syrie est un pays crucial et complexe. Au-delà du monopole du pouvoir de la minorité alaouite qui s'exerce au moyen d'un mélange d'autocratie et de terreur, personne n'est capable de prédire de possibles alternatives politiques. Les forces de l'opposition, allant de la Gauche aux Frères musulmans, ne remportent la sympathie ni des États-Unis ni d'Israël. Alors que l'État d'Israël a longtemps compris comment il pouvait bénéficier des avantages du dictateur syrien jouant le rôle d'ennemi utile, Israël s'inquiète d'un régime démocratique qui donnerait de la voix à la colère de la population au sujet de l'humiliation des Palestiniens et de la colonisation qui perdure sur les terres palestiniennes. Ce qui vaut pour l'Égypte vaut aussi pour la Syrie : Israël est incapable de tolérer des régimes démocratiques dans le monde arabe et préfère avoir affaire à des autocrates impitoyables en mesure de garantir une paix contrôlée. Il y a aussi le facteur iranien ; de nouvelles alliances potentielles pourraient émerger si un nouveau régime arrivait au pouvoir en Syrie. Bachar, suivant les traces de son père, a accepté de jouer un rôle contradictoire dans la région, un rôle qui convenait tant aux États-Unis qu'à Israël : il était le « méchant »

avec lequel ils pouvaient continuer à parler et qui acceptait le *statu quo* en remettant en cause (avec profit) le processus de paix – un rôle complexe et contradictoire, mais très utile.

L'équation kurde est critique dans la région et pourrait expliquer – parmi d'autres facteurs – les hésitations de la Turquie. Si le régime de Bachar s'écroule, il serait possible qu'émergent de nouvelles alliances et revendications qui pourraient être très difficiles pour la Turquie et le rôle qu'elle veut maintenir sur les plans régional et international. Les alliés de la Syrie, la Russie et la Chine, voient dans le régime actuel la voie à travers laquelle ils peuvent accéder, et sont en train d'accéder, à la prospérité et aux marchés du Moyen-Orient. La Syrie est un facteur clé dans la région; si le « printemps arabe » s'empare de Damas, il générerait des inquiétudes pour plusieurs pouvoirs régionaux et étrangers. Il existe de fait beaucoup de considérations, beaucoup de défis.

Une chose semble toutefois claire. Le printemps arabe ne sera un véritable printemps qu'à condition que le régime syrien s'écroule et ouvre la voie à un véritable système politique démocratique et non corrompu. Tel est le vrai chemin vers la liberté et l'autonomie dans la région. La Tunisie et l'Égypte peuvent encore être contrôlées. L'équilibre du pouvoir ne favorise encore ni l'autonomie, ni une société civile libre. Pour accomplir le premier pas vers ce « printemps », il faut se débarrasser de Bachar et de son régime... sinon, le « printemps » ne serait rien qu'un mot vide de sens tandis qu'en coulisses rien ne change. La Syrie est cruciale – et sera un élément révélateur.

Aujourd'hui, la population syrienne est victime à la fois d'un régime politique cruel et de calculs économiques très cyniques. Même s'il est difficile d'intervenir, la passivité internationale actuelle est intolérable. Il importe de nous rappeler qu'en politique il n'y a pas de place pour la naïveté. Les pouvoirs sont mus par des intérêts et il est du devoir des forces démocratiques – du monde entier, quelle que soit leur culture ou leur religion – de démontrer que, sur le long terme, la dignité, la liberté et la démocratisation ne sont pas juste de belles paroles qui viseraient à manipuler, mais également des politiques à mettre en œuvre dans l'intérêt de tous. Les populations opprimées n'oublieront jamais. L'Histoire a une mémoire.

XV

EN ATTENDANT LE « PRINTEMPS ISRAËLIEN »¹

Du monde entier, des femmes et des hommes qui soutiennent les droits palestiniens se sont préparés à embarquer sur une expédition symbolique. Au nom d'idéaux humanitaires, ils ont pris des mesures politiques directes: une flottille internationale allait se diriger vers Gaza (où le peuple continue à souffrir dans les conditions les plus défavorables en raison du blocus israélien) afin d'exprimer la solidarité internationale avec les Palestiniens. Le gouvernement israélien, du ministère des Affaires étrangères au Mossad et aux services secrets, a essayé par tous les moyens d'arrêter les bateaux en faisant pression sur le gouvernement grec, en sabotant certains vaisseaux et en lançant une campagne médiatique qui a accusé les activistes non violents d'être des extrémistes et des radicaux. Dans une large mesure, et à court terme, cela a été un succès: quelques bateaux seulement de ce qui aurait dû être une grande et pacifique flottille demeurent opérationnels; le gouvernement grec, en raison de ses nouvelles relations avec Israël, a plié sous les pressions et empêché les bateaux d'appareiller.

Un an après l'assassinat de neuf activistes non violents (pour la plupart turcs) dans les eaux internationales, le gouvernement israélien veut éviter la honte mais n'est toujours pas disposé à tenir compte de l'appel international à la justice. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ne veut pas perdre sa dignité à cause d'une couverture médiatique qui serait potentiellement préjudiciable; mener une politique inhumaine contre le peuple de Gaza ne lui fait en revanche pas peur. Une fois de plus, la « communauté internationale » garde le silence. Plus de deux ans après le massacre de plus de mille deux cents civils à Gaza, un an après l'attaque contre des civils désarmés à bord de la « Flottille de la paix », et alors que nous assistons à la colonisation

1. Publié dans le journal turc *Star*, 12 juillet 2011.

continue des territoires occupés, la communauté internationale demeure paralysée. Nous avons célébré ce qu'on appelle le « printemps arabe » tout en fermant les yeux sur la détresse intolérable des Palestiniens. Depuis plus de soixante ans, on leur a proposé de beaux discours – mais pas la justice. Et ainsi en va-t-il : l'État d'Israël demeure inchangé : sourd et obstiné. Pouvons-nous espérer célébrer un jour un « printemps israélien » ?

On a conseillé aux Palestiniens de cesser leur résistance armée afin de recevoir le soutien de l'Occident. On leur a dit de mettre en œuvre en interne un processus démocratique et d'accepter les conditions préalables du prétendu processus de paix. Ils ont été invités à négocier et négocier encore, à maintes reprises : on leur a promis la « paix », pour la cinquième fois, en 2005. Six ans plus tard, leur situation est pire qu'ils n'auraient jamais pu l'imaginer. Divisés, en partie parce que la communauté internationale n'a pas accepté le choix du peuple lors des « premières élections libres dans les territoires occupés », ils n'ont ni un État indépendant ni aucun espoir d'amélioration. Israël persévère avec son expansion silencieuse : lentement, sûrement, sciemment, stratégiquement.

Rien, apparemment, n'a changé, hormis la stratégie palestinienne. Ils savent que cela sera un processus long. À la lumière des soulèvements arabes, ils sont en train d'évaluer leur potentiel pouvoir de résistance non violente. Mais il serait quasiment impossible pour eux de déclencher une protestation de masse effective à cause des réalités géographiques et politiques. La situation à Gaza est désespérée ; la Cis-jordanie commence également à suffoquer. Mais les Palestiniens continuent à résister avec dignité et courage ; ils n'abandonneront pas. Nous devons rendre hommage à leur résistance juste et légitime et demander que le gouvernement israélien cesse sa politique d'oppression et qu'il écoute. Pendant ce temps, les États-Unis balbutient de timides mots tandis que les pays européens se contentent de les suivre.

Le mouvement global de résistance non violente à Israël est en train de gagner du terrain. La flottille internationale faisait partie de cette stratégie : des activistes pacifiques allaient sensibiliser le monde entier de manière plus aiguë en agissant de manière symbolique : en apportant des vivres aux Palestiniens, ainsi qu'en brisant le blocus immoral de Gaza. Par la même occasion, ils promeuvent l'appel au boycott des produits israéliens, à désinvestir les intérêts économiques israéliens et à sanctionner la politique israélienne. Il s'agit d'un mouvement non

violent, pacifique et mondial qui doit prendre de plus en plus de d'élan. Le seul espoir réside dans le fait d'imposer à Israël, malgré les pressions internationales, son propre « printemps national ».

Il est révoltant de voir des pays occidentaux plier sous les pressions israéliennes et bloquer une action légale et non violente contre l'oppression israélienne des Palestiniens. L'avenir paraît sombre et personne ne peut prédire ce qui se produira au Moyen-Orient. La seule certitude est que les Palestiniens n'abandonneront pas et finiront en fin de compte par faire valoir leurs droits. Certains pourraient demander : « Et si la résistance non violente était un échec ? » Notre réponse devrait être la suivante : il n'y a qu'une seule décision juste en histoire, à savoir résister à l'oppression et à la colonisation. Les Palestiniens savent mieux que quiconque quels sont les moyens à leur disposition. Quant à nous, nous savons quels sont les instruments de notre résistance internationale : dénoncer, briser l'isolation des Palestiniens et boycotter les produits israéliens. Il s'agit d'une lutte historique et essentielle pour la région – ainsi que pour le monde.

Pas de doute possible : le printemps arrivera bientôt.

L'ISLAM ET LE RÉVEIL ARABE

Après des décennies d'apparente résignation, des millions de femmes et d'hommes sont descendus dans les rues à l'appel de la jeunesse. Le « réveil arabe » a brisé un verrou et ouvert le champ des possibles. Même si, de la Syrie aux pétromonarchies, les « printemps » tardent à devenir « révolutions »...

Ces événements étaient-ils inattendus ? De Tunis au Caire, les mouvements de mobilisation non violente étaient connus des États occidentaux, voire encouragés. Seront-ils confisqués par ceux-là mêmes qui se sont si longtemps accommodés des dictatures ? Le monde arabe saura-t-il se réapproprier sa mémoire pour réinventer l'éducation populaire, le droit des femmes, la justice sociale, la créativité artistique, la maîtrise de l'économie, la lutte contre la corruption et la démocratisation réelle ? Enfin, cette émancipation peut-elle être envisagée avec l'islam, vécu non pas comme un carcan, mais comme une richesse éthique et culturelle ?

Une chance historique s'offre aux sociétés majoritairement musulmanes de saisir leur destin pour conjuguer islam, pluralisme et démocratie sans trahir leur identité. À l'heure où s'estompe le clivage Occident/Islam, Tariq Ramadan recense les défis qui attendent les sociétés arabes, mais aussi occidentales : sauront-elles se libérer des conceptions binaires que la nouvelle donne remet en cause ?

Tariq Ramadan, intellectuel et universitaire suisse d'origine égyptienne, est né en 1962 à Genève. Professeur d'Etudes islamiques contemporaines à l'université d'Oxford, il préside le groupe de réflexion European Muslim Network à Bruxelles. Les Presses du Châtelet ont publié Muhammad, vie du Prophète (2006), Islam, la réforme radicale (2008) et Mon intime conviction (2009).

www.presseshuchatelet.com



en couverture :
ph. Éric Dessons/JDD/Sipa
ISBN 978-2-84592-329-4
H 50-7861-3-1111
19,95 € prix France TTC